



Système de suivi et de capitalisation du FFU Région Sahel et Lac Tchad

RAPPORT SEMESTRIEL S1 2020

RESULTATS JUSQU'AU 30 JUIN 2020

Altai Consulting pour l'Union Européenne – Décembre 2020



This project is funded by the EU



© Union Européenne

Décembre 2020

Sauf indication contraire, toutes les photos de ce rapport sont créditées à Altai Consulting.

Photo de couverture : Mauritanie, 2020

ALTAI CONSULTING

Altai Consulting fournit des services de conseil en stratégie et de recherche aux entreprises privées, aux fondations, aux gouvernements et aux institutions publiques dans les pays en développement. Les équipes d'Altai opèrent dans plus de 50 pays en Afrique, au Moyen Orient et en Asie centrale. Depuis sa création il y a 15 ans, Altai Consulting a développé une solide expertise en recherche et en suivi et évaluation de programmes liés à la gouvernance et à la société civile.

Contacts

Philibert de Mercey (Directeur de Projet) : pdemercey@altaiconsulting.com

Eric Davin (Partenaire) : edavin@altaiconsulting.com

www.altaiconsulting.com

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été préparé par Eric Davin, Justine Rubira, Philibert de Mercey, Jacopo Patrini, Marie Faou, Paola Hartpence, Garance Dauchy, Paul Olivier et Héroïse Voisin.

Nous remercions chaleureusement les partenaires de mise en œuvre, qui ont pris le temps de discuter avec nous et de se conformer à nos exigences pour le rapport. Nous sommes particulièrement redevables à :

- ACF, AICS, Diakonia, Expertise France, GIZ, Humanité & Inclusion, ADA, MENA, VSF, Educo, DGLPAP, OIM, LVIA, OXFAM, Eau vive, Solidar Suisse, APESS, SEMFILMS, PMM, Terre des Hommes et Keogo, au Burkina Faso ;
- ACF, AFD, GIZ, OIM et SNV au Cameroun ;
- ITC, OIM, GIZ, Enabel, IMVF en Gambie ;
- ITC, GIZ, Enabel, PNUD, UNCDF en Guinée ;
- AFD, Caritas, COGINTA, Concern Worldwide, Geyser SA, GIZ, Humanité & Inclusion, OXFAM et le UNHCR au Tchad ;
- AECID, AFD, Civipol, Expertise France, Enabel, GIZ, Humanité & Inclusion, OIM, LVIA, LuxDev, SNV World et SOS SAHEL au Mali;
- AECID, Croix-Rouge Française, ExpertiseFrance, GIZ, GRET, OIT, OIM, OXFAM et *Save the Children* en Mauritanie ;
- ACTED, AFD, CISP, Civipol, Enabel, FIIAPP, Garkua, GIZ, HACP, OIM, Karkara, LuxDev, SNV World et le UNHCR au Niger ;
- Le British Council, FAO, OIM, DRC, NRC, IRC, *Mercy Corps*, l'UNICEF, ONU Femmes, le PAM et le PNUD au Nigéria ;
- 20STM, ACTED, AECID, AFD, AICS, Civipol, Enabel, GRET, CICR, OIM, LuxDev et PPI au Sénégal ;
- AFD, Centre pour le Dialogue Humanitaire, Civipol, EU-DGEAC, Expertise France, FIIAPP, Humanité & inclusion, Interpol, OIM, ITC, UNHCR, *Save theChildren*, Caritas et Croix-Rouge Espagne, au niveau régional.

Nous tenons également à remercier les délégations de l'UE au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, en Gambie, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria et au Sénégal, ainsi qu'à l'équipe du FFU à Bruxelles.

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	4
SYNTHESE	6
INTRODUCTION	12
Contexte	12
Le FFU SLC au S1 2020.....	12
METHODOLOGIE	13
Méthodologie du MLS	13
Changements méthodologiques.....	13
VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE	17
Budget et nombre de contrats par statut	17
Répartition budgétaire par pays, partenaire de mise en œuvre, objectif stratégique	20
Budget alloué à la réponse COVID-19	23
VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ET DES RESULTATS	24
La région du Sahel et Lac Tchad au S1 2020	24
La réponse du FFU – aperçu des résultats	26
Vue d'ensemble des résultats des indicateurs FFU	26
Renforcer les opportunités économiques et d'emploi.....	27
Renforcer la résilience des communautés	32
Améliorer la gestion des migrations.....	37
Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits	42
COVID-19 dans le SLC et la réponse du FFU.....	46
ANALYSE PAR PAYS	50
Burkina Faso	50
Le Burkina Faso et le FFU au S1 2020.....	51
Programmes achevés au S1 2020.....	57
Projet nouvellement inclus dans le MLS	59
Le Burkina Faso et les indicateurs communs du FFU.....	60
Cameroun	61
Le Cameroun et le FFU au S1 2020	62
Programme achevé au S1 2020	67
Le Cameroun et les indicateurs communs du FFU	67
Gambie	68
La Gambie et le FFU au S1 2020	69
La Gambie et les indicateurs communs du FFU	73
Guinée	74
La Guinée et le FFU au S1 2020	75
La Guinée et les indicateurs communs du FFU	79
Mali 80	
Le Mali et le FFU au S1 2020	81
Projets nouvellement inclus dans le MLS.....	86

Le Mali et les indicateurs communs du FFU	88
Mauritanie	89
La Mauritanie et le FFU au S1 2020	90
Programme achevé au S1 2020	96
Projet nouvellement inclus dans le MLS	97
La Mauritanie et les indicateurs communs du FFU	98
Niger 99	
Le Niger et le FFU au S1 2020	100
Projet nouvellement inclus dans le MLS	106
Le Niger et les indicateurs communs du FFU	107
Nigéria	108
Le Nigéria et le FFU au S1 2020	109
Programme achevé au S1 2020	115
Projet nouvellement inclus dans le MLS	115
Le Nigéria et les indicateurs communs du FFU.....	116
Sénégal	117
Le Sénégal et le FFU au S1 2020.....	118
Indicateurs communs du FFU au Sénégal.....	127
Tchad	128
Le Tchad et le FFU au S1 2020.....	129
Programme achevé au S1 2020	134
Le Tchad et les indicateurs communs du FFU.....	135
Projets régionaux nouvellement inclus dans le MLS	136
CONCLUSION	138
Le portefeuille FFU au S1 2020	138
S1 2020 Résultats clés	139
Le MLS.....	139
INDEX	141
Tables.....	141
Figures.....	141

SYNTHESE

Ceci est le premier rapport de l'année 2020 du Système de Suivi et de Capitalisation (MLS) pour la fenêtre 'Sahel et Lac Tchad' (SLC). Ce rapport couvre l'ensemble des résultats réalisés grâce au financement du FFU dans la région du SLC depuis le début des activités jusqu'à la fin juin 2020, en se concentrant spécifiquement sur les résultats générés entre le 1er janvier 2020 et le 30 juin 2020.

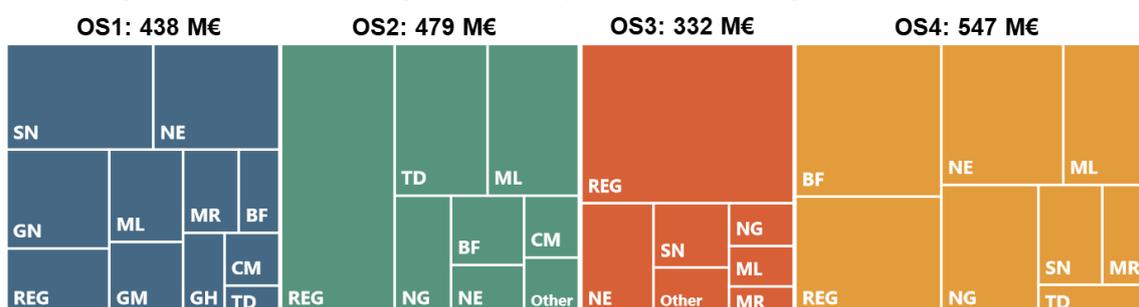
Le rapport inclut des programmes mis en œuvre au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, au Sénégal et en Gambie.

Portefeuille

En novembre 2020, le FFU avait engagé un total de 4,8 milliards d'euros. La fenêtre Sahel et Lac Tchad est la première en taille avec 2,12 milliards d'euros engagés sur 113 décisions. Parmi ces décisions, 89% (soit 1,89 milliards d'euros) ont été contractés à travers 334 projets dans toute la région. Sur ces 334 contrats signés, 183 sont opérationnels et présentent un intérêt pour le MLS. 161 d'entre eux – d'une valeur de 1,62 milliard d'euros – sont entrés dans leur phase de mise en œuvre, et 143 ont des données à rapporter. Ce rapport comprend les 143 contrats, d'un budget de 1,49 milliard d'euros.¹

La répartition du budget global de la fenêtre SLC par objectif stratégique est relativement équilibrée. Sur le budget total contracté par le Fonds dans la fenêtre SLC, les **activités de sécurité et de gouvernance (OS4)** représentent **30% du budget** (547 millions d'euros). L'OS4 est la principale priorité au Burkina Faso et représente une proportion importante également au Niger et au Mali. Les programmes régionaux axés sur l'OS4 représentent 97 millions d'euros. **Les activités de renforcement de la résilience (OS2)** représentent **27%** des fonds du FFU dans la fenêtre SLC (479 millions d'euros) et sont particulièrement importants au Tchad, au Mali et au Nigéria. Environ **24%** (438 millions d'euros) est dédié à **soutenir les possibilités d'économie et d'emploi (OS1)**. Ces activités sont particulièrement importantes dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest tels que le Sénégal, la Guinée, la Gambie, le Ghana, mais aussi au Niger. **Les activités de gestion des migrations (OS3)** représentent un autre **18%** (332 millions d'euros) du financement total du FFU dans la région SLC. L'OS3 est financé principalement par des programmes régionaux, qui représentent 195 millions d'euros. Les programmes nationaux consacrés à l'OS3 principalement présents au Niger et au Sénégal. Les 1% restants du budget du FFU dans la région SLC financent des activités transversales.

Figure 1 : Répartition budgétaire par pays et objectif stratégique, novembre 2020²



¹ Les 143 projets ne comprennent que les projets opérationnels, tels que définis dans le rapport.

² Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS. Les quatre Objectifs Stratégiques (OS) du FFU sont : OS1 'Accroître les opportunités économiques et les perspectives d'emploi', OS2 'Renforcer la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés', OS3 'Améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination' et OS4 'Amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits, et la réduction des déplacements forcés et de la migration irrégulière'. Le total affiché dans le visuel ne montre pas l'OS5, qui représente 5 millions d'euros.

La région du Sahel et Lac Tchad au S1 2020¹

La situation dans la région du Sahel et Lac Tchad a continué de se détériorer rapidement au cours du premier semestre 2020. **Les déplacements massifs et les niveaux d'insécurité ont augmenté dans toute la région, en raison des attaques terroristes et des violences intercommunautaires** qui ont également commencé à menacer les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. L'augmentation de la violence a provoqué des vagues sans précédent de déplacements forcés dans toute la région. En juin 2020, le nombre de personnes déplacées a atteint 1,7 millions dans le centre du Sahel, soit une augmentation de 46% depuis décembre 2019, alors qu'il est resté autour de 2,7 millions dans le bassin du Lac Tchad. Les déplacements massifs, combinés au changement climatique, à la pauvreté endémique et à **la pandémie de COVID-19**, qui a débuté ce semestre, ont entraîné **une augmentation du nombre de personnes dans le besoin**, qui a atteint 23,6 millions en mai 2020. Même si le nombre de contaminations au COVID-19 est nettement inférieur à celui d'autres régions du monde, les mesures prises par les gouvernements pour limiter la propagation de la maladie ont eu un **impact socio-économique important** sur la population, en particulier pour les classes moyennes et basses. Ces mesures ont également eu des effets **dévastateurs sur la sécurité alimentaire dans l'ensemble** de la région SLC, car les restrictions imposées aux mouvements ont rendu difficile l'accès des agriculteurs à leurs terres et les ont empêchés de livrer des denrées alimentaires. Enfin, l'effet combiné du COVID-19 et de la montée des violences a **mis à rude épreuve les services de santé**, en particulier dans certaines parties du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, du Niger et du Nigéria, où de nombreux centres de santé sont fermés ou dysfonctionnels en raison d'attaques terroristes. En outre, les fermetures de frontières liées à la pandémie et les restrictions de voyage ont entraîné **l'arrêt de milliers de migrants et de réfugiés aux frontières, dans les ports et dans les camps de transit** de la région SLC. Des mesures restrictives ont également entravé l'accès humanitaire à certaines zones, ce qui a aggravé les conditions de vie des migrants bloqués, des personnes déplacées et des réfugiés.

Résultats par objectif stratégique

Malgré les défis opérationnels posés par l'épidémie de COVID-19 dans la région, les projets du FFU ont continué d'obtenir des résultats significatifs au premier et au deuxième trimestre de 2020 dans tous les domaines clés d'intervention du Fonds Fiduciaire.

¹ Toutes les références à des données hors MLS sont décrites dans le corps du document.

Tableau 1 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour tous les projets de la région SLC, juin 2020¹

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	16 059	23 180	13 045	52 285
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4 232	3 427	4 172	11 831
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	75 252	113 323	23 425	211 999
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	32 195	43 940	12 547	88 683
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	18	279	42	339
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	69	137	40	246
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1 592	2 415	529	4 536
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404 048	460 322	96 804	961 173
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	559 955	752 077	149 128	1 461 160
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	529 237	687 198	384 446	1 600 881
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	239	12	433
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	11 413	93 257	10 289	114 959
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	667 966	1 308 698	14 955 425	16 932 089
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	15 082	34 490	7 279	56 852
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 275 885	1 288 675	288 372	3 852 932
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	30	85
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1 867	2 246	1 013	5 126
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	443 515	1 021 071	203 772	1 668 358
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	27 661	19 349	12 015	59 025
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	54 401	23 767	6 058	84 226
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	16 220	20 246	5 098	41 564
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	83	328	54	465
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	729	1 889	270	2 888
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation..	2 915	1 395	359	4 669
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	11	326	173	510
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10 340	4 115	828	15 283
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	8	52
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	472	1 312	2 853	4 637
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	13 694	11 960	4 993	30 647
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	544 936	387 087	127 375	1 059 398
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	131	734	108	973
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	205	765	434	1 404
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	202	316	157	675
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	153	197	43	393
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	53	68	34	155
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	923 177	923 177
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	571 770	571 770
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	696	696

Objectif stratégique 1 : Accroître les opportunités économiques et les opportunités d'emploi

Avant la crise économique résultant de la pandémie COVID-19, le PIB de l'Afrique de l'Ouest devait augmenter de 4% sur l'année 2020. **Pourtant, le premier semestre de 2020 a mis un terme à cette croissance. Les blocages partiels ou totaux et les restrictions à la mobilité ont réduit les activités commerciales et économiques.** Bien que l'impact exact du COVID-19 sur les économies ouest-africaines ne soit pas encore défini, une décélération de la croissance semble inévitable et se reflétera probablement dans une contraction de **4,3% du revenu par habitant en 2020**, avec des risques d'appauvrissement pour les classes moyennes et basses. La participation de l'emploi formel à l'économie devrait également diminuer et être partiellement compensée par le secteur informel. Bien que de nombreux pays ouest-africains comme la Côte d'Ivoire ou le Burkina Faso aient rapidement agi pour soutenir l'économie, leurs efforts ont été limités par la baisse des recettes publiques et le manque d'espace budgétaire.² Alors que les restrictions à la mobilité et au travail ont commencé à s'assouplir avant l'été 2020, les défis sont restés nombreux et sérieux pour les économies ouest-africaines. Avec

¹ Veuillez noter que les résultats présentés pour l'indicateur 3.2 n'incluent pas les données de l'OIM, à part les projets Initiative Conjointe EU-OIM Mauritanie (219) et Burkina Faso (99) en T1 2019.

² OIT, 'COVID-19 and the world of work, country policy response', juin 2020. Accessible [ici](#).

l'incertitude sanitaire liée à une nouvelle vague de contaminations, une baisse prévue de 25% à 40% des investissements étrangers directs vers le continent en 2020, les perspectives sont sombres. Dans un proche avenir, les moyens de subsistance, les activités économiques informelles à petite échelle, ainsi que les solidarités traditionnelles, sont susceptibles de jouer un rôle encore plus important dans les économies ouest-africaines.

Au cours du premier semestre 2020, les programmes financés par le FFU ont soutenu 13 045 créations d'emplois à court et à long terme (indicateur 1.1) et 4 172 PME ont été créées ou soutenues (indicateur 1.2), portant les totaux respectifs à 52 285 et 11 831. En juin 2020, 211 999 personnes avaient aidé à développer des activités génératrices de revenus (indicateur 1.3), dont 23 425 au cours du S1 2020. 12 547 bénéficiaires des programmes de formation professionnelle (EFTP) et de développement des compétences (indicateur 1.4) ont été rapportés au S1 2020, portant le total à 88 683. Enfin, 42 parcs industriels et/ou infrastructures commerciales ont été construites, agrandies ou améliorées au premier semestre 2020 (indicateur 1.5), pour porter le total à 339.

Objectif stratégique 2 : Renforcer la résilience des communautés et en particulier des réfugié(e)s les plus vulnérables et des autres personnes déplacées

En raison de la hausse des conflits, des aléas climatiques fréquents et de l'émergence de la pandémie COVID-19, la situation s'est rapidement détériorée en SLC au premier semestre 2020, ce qui a entraîné **des besoins humanitaires atteignant des niveaux sans précédent**. En mai 2020, 24 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire dans la région, contre 21 millions en 2019, soit une augmentation de 14%. L'insécurité alimentaire a atteint des sommets sans précédent : alors qu'en 2019, 7,2 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aux niveaux de crise et d'urgence en SLC, elles étaient 12,2 millions en mai 2020, soit une augmentation de 69%. La malnutrition s'est également rapidement étendue, avec 1,6 million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère dans la région en mai 2020, contre 1,5 million en 2019, soit une augmentation de 7%. La pandémie du COVID-19 a encore accru les risques d'insécurité alimentaire et a davantage pesé sur les systèmes de santé fragiles et affaibli les économies locales.

Alors que la situation s'aggravait, les activités de renforcement de la résilience sont restées celles avec le plus grand nombre de bénéficiaires rapportés au premier semestre 2020. 40 plans locaux de développement ont été soutenus par des programmes financés par le FFU au S1 2020, portant le total à 246 (indicateur 2.1). 529 infrastructures sociales ont été construites ou réhabilitées au S1 2020, portant le total à 4 536 (indicateur 2.1 bis). 96 804 services sociaux de base ont été fournis par des programmes financés par le FFU dans la région SLC au cours des six premiers mois de 2020 (indicateur 2.2), ce qui représente 10% de la réalisation totale rapportée depuis le début du rapport du FFU. 961 173 services sociaux de base ont été fournis aux bénéficiaires de la région à ce jour. L'indicateur 2.7 (nombre de personnes atteintes par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux) a connu une augmentation sans précédent, principalement en raison des campagnes de sensibilisation au COVID-19, avec 14 955 425 nouveaux bénéficiaires au S1 2020, un nombre huit fois plus important par rapport au total atteint fin 2019. 288 372 personnes ont bénéficié de l'accès à des services de base améliorés au S1 2020, pour un total de 3 852 932 personnes depuis la création des programmes financés par le FFU (indicateur 2.9). L'indicateur 2.4 (nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire) a observé une augmentation de 32% au S1 2020, avec 384 446 bénéficiaires comptabilisés pour un total de 1 600 881 bénéficiaires. Enfin, 7 729 employés des autorités locales et des prestataires de services de base ont bénéficié du renforcement des capacités pour consolider la prestation des services au S1 2020 (indicateur 2.8), pour une production totale de 56 852 personnes.

Objectif stratégique 3 : Amélioration de la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination

La gestion des flux migratoires est devenue de plus en plus difficile ces dernières années. Le nombre de personnes déplacées de force a augmenté dans des proportions inquiétantes : en juin 2020, 4,5 millions de personnes était déplacées de force dans la région, soit un million de plus qu'en 2018. Au cours du premier semestre 2020, la région a connu une réduction des flux migratoires. En outre, en raison des mesures d'intervention liées au COVID-19 telles que la fermeture des frontières et les restrictions de voyage, **un nombre croissant de migrants et de réfugiés sont bloqués dans des conditions dangereuses**, où ils sont également confrontés à un risque accru d'infection au COVID-19.

Au cours du premier semestre 2020, des programmes financés par le FFU ont protégé et/ou aidé 1 013 migrants en transit, réfugiés et demandeurs d'asile (indicateur 3.2) et 203 772 migrants et migrants potentiels ont été atteints en S12020 par des campagnes d'information sur la migration et les risques de migration irrégulière (indicateur 3.3). Les actions du FFU ont également soutenu les retours volontaires de 12015 migrants au S12020, portant le total à 59 025 (indicateur 3.4). Au S12020, 6058 rapatriés ont bénéficié de l'aide post-arrivée (indicateur 3.5) et 5098 de l'aide à la réintégration (indicateur 3.5bis), portant les totaux respectivement à 84226 et 41564. 270 personnes (10% d'augmentation) ont été formées à la gestion des migrations (indicateur 3.7) et 54 (13% d'augmentation) des institutions et des acteurs non étatiques renforcé(e)s par l'amélioration des capacités au S1 2020 (indicateur 3.6).

Objectif stratégique 4 : Amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits

Les conflits dans la région du Sahel et Lac Tchad se sont intensifiés au premier semestre 2020 et risquent de s'étendre aux pays voisins. 3 365 incidents de sécurité (combats, violences contre des civils et explosions) ont été enregistrés dans les pays couverts par la fenêtre SLC du FFU au cours de cette période. **La violence reste principalement concentrée autour des deux principales zones du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad.** Dans la région de Liptako-Gourma, l'intensification des combats entre forces armées et groupes militants, ainsi que la fin de l'alliance entre les deux principaux groupes djihadistes, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), ont conduit à une flambée de violence. Au cours du premier semestre 2020, les tensions et les violents affrontements entre les deux groupes se seraient intensifiés au Mali et au Burkina Faso. Dans la région du Lac Tchad, Boko Haram et ses groupes dissidents ont multiplié les attaques depuis le début de l'année. En mars, des militants ont attaqué Boma, au Tchad, tuant 92 soldats tchadiens. Cette attaque, le coup le plus meurtrier porté aux forces armées tchadiennes à ce jour, a conduit au lancement de l'opération « Colère de *Bohoma* » dans laquelle, selon l'armée, 1000 djihadistes ont été tués. En outre, la violence s'est accrue dans la région du nord-ouest du Nigéria, où un conflit intracommunautaire entre éleveurs Peuls et agriculteurs Haoussas a été aggravé par une explosion des activités criminelles et l'infiltration de groupes djihadistes dans la région. Malgré la pandémie de COVID-19 et les restrictions qui en découlent sur les mouvements et rassemblements transfrontaliers, le niveau de conflit dans la région n'a pas diminué. Au contraire, les groupes armés non-étatiques semblent avoir élargi leurs territoires d'influence.

Au cours du premier semestre 2020, le FFU a continué de soutenir l'amélioration de la gouvernance et des actions de prévention des conflits. Huit infrastructures ont été améliorées, ce qui porte le total à 52 en juin 2020 (indicateur 4.1). 2 853 équipements ont été fournis pour renforcer la gouvernance, ce qui représente 62% de la contribution totale à cet indicateur depuis le début du FFU (indicateur 4.1 bis). Le nombre d'employés d'institutions gouvernementales, de forces de sécurité intérieure et d'acteurs non étatiques pertinents formés à la gouvernance, à la prévention des conflits et aux droits humains signalés en S1 est resté relativement stable par rapport aux périodes précédentes : 4 993 sur un total de 30 647 (indicateur 4.2). 127 375 autres personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de

défense des droits humains, soit 12% des 1 059 398 recensés à ce jour (indicateur 4.3). Enfin, les activités du FFU ont élaboré ou soutenu 108 stratégies, lois, politiques et plans au premier semestre de 2020 (indicateur 4.6), pour un total de 974.

Réponse COVID-19

La région du Sahel et Lac Tchad a été touchée par la pandémie mondiale COVID-19 le **27 février**, lorsqu'un **premier cas** a été enregistré au Nigéria. À partir de cette date, la pandémie s'est étendue à l'ensemble de la région. En mars, les gouvernements du SLC ont rapidement pris des mesures pour contenir la propagation de la maladie, notamment la fermeture des frontières et des espaces publics, les couvre-feux, les interdictions de voyager, et l'obligation de porter un masque. Plusieurs gouvernements ont déclaré l'état d'urgence, accordant à leurs branches exécutives des pouvoirs extraordinaires pour gérer la crise sanitaire. Au 30 juin 2020, les pays inclus dans la région du SLC ont enregistré un total de 85 608 cas et 1 462 décès. Bien que le nombre total de cas et de décès dans la région soit demeuré relativement faible par rapport aux autres continents, la pandémie a mis à rude épreuve les systèmes de soins de santé fragiles, le tissu social et les économies.

Afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les pays de la région du SLC, le FFU a réagi en réorientant une partie de son financement vers la réponse au COVID-19. Au total, 39 projets ont réorienté leurs fonds, représentant 67 millions d'euros, vers la réponse au COVID-19, 31 projets ont mis en œuvre des activités liées au COVID-19, représentant 52 millions d'euros, au 30 juin 2020. Grâce à ces actions, 923 177 fournitures liées au COVID-19 ont été distribuées (indicateur 6.1). 571 770 personnes ont bénéficié d'activités d'intervention d'urgence liées au COVID-19 telles que des traitements médicaux ou la fourniture d'équipement de protection, l'aide alimentaire et des formations (indicateur 6.2). Le renforcement des capacités, le matériel médical et la communication sur les risques ont été fournis à 696 PME, centres de santé et de formation et institutions gouvernementales (indicateur 6.3).

Indicateurs transversaux

Au cours du S1 2020, les projets du FFU ont soutenu la création de 434 nouveaux groupes multipartites et mécanismes d'apprentissage (indicateur 5.1), 160 outils de planification, de suivi et/ou d'apprentissage (indicateur 5.2) et la conduite de 43 études sur le terrain, enquêtes et autres types de recherche (indicateur 5.3). 34 initiatives de coopération régionale ont été créées, lancées ou soutenues (indicateur 5.4).

INTRODUCTION

CONTEXTE

Le Fond fiduciaire d'urgence de l'Union Européenne pour la stabilité et la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et des personnes déplacées en Afrique (FFU pour l'Afrique ou FFU) a été lancé en novembre 2015. Il est composé de trois « fenêtres » ou volets géographiques : « Afrique du Nord » (NoA), « Corne de l'Afrique » (HoA) et « Sahel et Lac Tchad » (SLC), cette dernière comprenant officiellement douze pays : le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal et le Tchad. Les pays voisins sont également éligibles à participer à certains programmes régionaux.

Ceci est le sixième rapport du Système de Suivi et de Capitalisation (MLS) pour la fenêtre SLC, couvrant tous les résultats réalisés avec le financement du FFU dans la fenêtre depuis le début des activités jusqu'à fin juin 2020, avec un accent particulier sur les résultats générés au premier semestre de 2020.

Ce rapport comprend des programmes mis en œuvre dans 14 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria et Sénégal. Les projets nationaux au Ghana sont entrés dans une phase de mise en œuvre, mais n'ont pas de données à rapporter au MLS pour le moment. Les activités et données au Ghana se rapportent donc aux programmes régionaux seulement.

LE FFU SLC AU S1 2020

En novembre 2020, le FFU avait engagé 4,8 milliards d'euros.¹ La fenêtre Sahel et Lac Tchad est la première en taille avec 2,12 milliards d'euros engagés sur 113 décisions. Parmi ces décisions, 89% (soit 1,89 milliards d'euros) ont été contractés à travers 334 projets dans toute la région. Sur ces 334 contrats signés, 183 sont opérationnels et présentent un intérêt pour le MLS.² 161 d'entre eux – d'une valeur de 1,62 milliard d'euros – sont entrés dans leur phase de mise en œuvre, et 143 ont des données à rapporter. Ce rapport comprend les 143 contrats, d'un budget de 1,49 milliard d'euros.³

Depuis le précédent rapport, dix programmes ont été ajoutés au MLS : un au Burkina Faso, trois au Mali, un en Mauritanie, un au Niger, un au Nigéria et trois projets régionaux.

Le financement et la mise en œuvre continuent de suivre les quatre Objectifs Stratégiques⁴ du FFU et les priorités stratégiques fixées par le conseil stratégique du FFU et ratifiées en septembre 2019, à savoir : i) les retours et la réintégration ; ii) la gestion des réfugiés ; iii) l'achèvement des progrès en matière de sécurisation des documents et du registre d'état civil ; iv) les mesures de lutte contre la traite des êtres humains ; v) les efforts essentiels de stabilisation ; et vi) le dialogue sur les migrations.

¹ Si le rapport compile des données de résultats jusqu'au 30 juin 2020, le portefeuille est présenté à la date d'écriture (novembre 2020).

² Les projets sont considérés opérationnels lorsqu'ils produisent des résultats pour les bénéficiaires. Les projets administratifs et les projets non opérationnels (tels que les projets contractés dans le cadre du mécanisme de recherche et de preuve et du mécanisme de coopération technique, les études de faisabilité, les évaluations par des tiers, les audits, etc....) ne sont pas inclus dans l'analyse.

³ Ceci inclut 27 projets achevés.

⁴ Les quatre Objectifs Stratégiques (OS) du FFU sont : OS1 'Accroître les opportunités économiques et les perspectives d'emploi', OS2 'Renforcer la résilience et la sécurité alimentaire et nutritionnelle des communautés', OS3 'Améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination' et OS4 'Amélioration de la gouvernance, de la prévention des conflits, et la réduction des déplacements forcés et de la migration irrégulière'.

METHODOLOGIE

METHODOLOGIE DU MLS

Le MLS utilise les données produites par les systèmes internes de suivi et d'évaluation (S&E) des projets pour informer 38 indicateurs communs de résultats du FFU. Ces indicateurs sont communs aux trois fenêtres du FFU. Avec chaque partenaire de mise en œuvre (PMO), l'équipe du MLS sélectionne les indicateurs communs de résultats pertinents pour chaque projet, et crée le fichier de collecte de données correspondant. Compte tenu de la complexité et de la diversité du portefeuille du FFU, des différentes limites et capacités de chacun des PMO et systèmes de S&E, et des niveaux de progression variables pour chaque projet, le MLS a essayé d'offrir autant de souplesse que possible en ce qui concerne la quantité, la désagrégation et le format des données collectées auprès des PMO.

Le MLS agrège ensuite les données collectées en utilisant une méthodologie standardisée (et les désagrège à nouveau selon diverses lignes d'analyse pour écrire les rapports). Cette approche permet au MLS d'aider les PMO à mettre en lien leurs propres activités et résultats, avec la liste des indicateurs du FFU, et d'avoir accès à un niveau de désagrégation plus précis (par sexe, type de bénéficiaire, lieu, etc.). Cela donne également au MLS une grande souplesse pour modifier la manière dont les données sont analysées ou présentées selon les besoins.

Sur la base des informations reçues, l'équipe MLS établit des cartographies des indicateurs de résultats pour chaque projet, collecte les données pertinentes de chaque PMO, vérifie la qualité des données et les saisit dans la base de données pour agrégation, contrôle de qualité et analyses supplémentaires.

Enjeux et limites du rapport S1 2020

La pandémie du COVID-19 a entraîné la suspension temporaire (ou le retard) de la mise en œuvre des activités pour un certain nombre de projets du portefeuille FFU. La collecte et la vérification des données dans le cadre des restrictions imposées par la pandémie ont également été difficiles pour de nombreux PMO, ce qui a contribué à plusieurs retards dans la collecte de données pour ce rapport. Toutefois, des données ont été reçues de tous les projets pour lesquels elles étaient attendues, à l'exception de *Kallo Tchidaniwo* (NE-09) au Niger, *KEY LVIA* et *Mode Ethique* (SAH-REG-07) au Mali, *Protection des jeunes – Diakonia* (BF-07) et *PUS-BF* (BF-09) au Burkina Faso, qui n'ont pas soumis de données pour le premier ou le deuxième trimestre de 2020.

En outre, le projet *Shimodu* (NE-10), mis en œuvre par ACTED au Niger, n'a pas été contacté car le PMO a suspendu ses activités après l'assassinat, le 9 août 2020, de sept employés d'ACTED et de leur guide dans la région de Kouré.

CHANGEMENTS METHODOLOGIQUES

À l'issue d'un processus de consultation avec les partenaires de mise en œuvre, les délégations de l'UE et le siège de l'UE, le FFU a révisé ses indicateurs de production communs et leurs méthodologies respectives afin de mieux saisir les résultats du portefeuille, d'assurer la cohérence méthodologique et la cohérence entre les partenaires et les régions de mise en œuvre en minimisant la marge d'interprétation et d'améliorer l'alignement avec les indicateurs de développement de la Direction Générale (DG) DEVCO (renommée INTPA depuis janvier 2021). Les spécialistes thématiques pertinents de la DG DEVCO ont été consultés pour tous les OS et pour les trois fenêtres dans le cadre de ce processus. Les révisions qui en résultent ont été formalisées au moyen d'un ensemble de notes méthodologiques, dont une version simplifiée se trouve dans les annexes.

À la suite de ce processus de révision, certains des indicateurs originaux du FFU ont été éliminés, modifiés, clarifiés ou élargis, et un petit nombre de nouveaux indicateurs ont été créés, de sorte qu'il y a maintenant 38 (au lieu de 41) indicateurs de production communs. Dans certains cas, d'autres catégories de désagrégation sont maintenant demandées pour augmenter la granularité des données déclarées. En outre, trois nouveaux indicateurs ont été ajoutés pour capter les extraits générés par les activités du projet liées à la pandémie covid-19. Le tableau ci-dessous résume ces changements (à l'exclusion des nouvelles catégories de désagrégation).

Tableau 2 : Résumé des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs communs de résultats du FFU

Indicateur FFU	Changements méthodologiques
1.1 Nombre d'emplois créés ou soutenus par le biais de projets financés par le FFU	Les données précédemment cartographiées sous l'indicateur 1.5 du FFU ont dans la plupart des cas été déplacées pour être comptées sous cet indicateur.
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP et/ou de développement des compétences	Les formateurs d'EFTP sont maintenant comptés sous cet indicateur, dans une catégorie de désagrégation distincte.
1.5 (ANCIEN) Placements facilités	Cet indicateur a été supprimé.
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits, agrandis ou améliorés	Cet indicateur inclut maintenant les centres d'EFTP.
1.7 (ANCIEN) Volume financier des nouveaux instruments de financement pour des bourses ou une activité indépendante	Cet indicateur a été supprimé.
1.7 (ANCIEN) Volume financier accordé à des destinataires individuels	Cet indicateur a été supprimé.
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	Les routes et les pistes d'atterrissage sont maintenant comptées sous cet indicateur.
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	Tous les membres de la famille du bénéficiaire direct sont désormais comptés sous cet indicateur, à l'exception des formations (dans ces cas, seule la personne formée est comptée).
2.7 Nombre de personnes atteintes par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux.	Les campagnes médiatiques (y compris la radio, la télévision, les médias sociaux, les panneaux d'affichage et les dépliants) sont désormais comptabilisées sous cet indicateur, tant que la portée de la campagne peut être estimée avec une précision suffisante. Les bénéficiaires des campagnes de nutrition sont désormais comptés sous cet indicateur.
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	Cet indicateur ne compte plus que l'aide immédiate à l'arrivée.
3.5 bis (NOUVEAU) Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	Cet indicateur a été créé pour prendre en compte l'aide à la réintégration à long terme, qui n'est plus comptée sous l'indicateur 3.5.
3.8 (NOUVEAU) Nombre de personnes relevant de la compétence du HCR bénéficiant d'aide à l'évacuation et à la réinstallation ou d'autres solutions durables pour les personnes évacuées	Cet indicateur a été créé pour compter les bénéficiaires des activités d'évacuation et de réinstallation. Il remplace l'ancien indicateur 3.8 du FFU pour les réfugiés et les personnes déplacées de force bénéficiant d'une assistance juridique pour soutenir leur réintégration. Les données précédemment communiquées sous l'ancien indicateur 3.8 du FFU sont maintenant comptées sous l'indicateur 3.2 du FFU, le cas échéant.
3.9 (ANCIEN) Systèmes d'alerte précoce sur les flux migratoires créés	Cet indicateur a été supprimé.
4.1 (NOUVEAU) Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	Cet indicateur a été créé pour saisir la construction d'infrastructures qui soutiennent les acteurs de la gouvernance, y compris les édifices gouvernementaux, les mairies, les bureaux

	administratifs, les infrastructures de sécurité et les infrastructures de justice. Il remplace l'ancien indicateur 4.1 du FFU qui ne faisait référence qu'aux postes frontaliers.
4.1 bis (NOUVEAU) Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	Cet indicateur a été créé pour capturer tout équipement fourni aux acteurs de la gouvernance.
4.2 bis (ANCIEN) Renforcement des capacités des institutions en matière de sécurité, de gestion des frontières, etc.	Cet indicateur a été supprimé.
4.4 (ANCIEN) Nombre de victimes de la traite assistées	Cet indicateur a été supprimé. Les données précédemment rapportées dans le cadre de cet indicateur sont maintenant comptées sous l'indicateur 3.2 du FFU, le cas échéant.
4.5 (ANCIEN) Initiatives transfrontalières créées ou soutenues	Cet indicateur a été supprimé. Les données précédemment rapportées dans le cadre de cet indicateur sont maintenant comptées sous l'indicateur 5.4 du FFU, le cas échéant.
4.7 (ANCIEN) Réfugiés qui bénéficient d'une politique de l'extérieur du camp	Cet indicateur a été supprimé.
4.8 (ANCIEN) Réseaux et dialogues	Cet indicateur a été supprimé.
5.4 (NOUVEAU) Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	Cet indicateur a été créé pour saisir les initiatives de coopération régionale créées ou soutenues par le financement du FFU. Dans la plupart des cas, les données cartographiées sous l'indicateur 4.5 du FFU ont été déplacées pour être comptées sous cet indicateur.
6.1 (NOUVEAU) Nombre de fournitures liées à la pandémie COVIDE-19 fournies et/ou distribuées	Cet indicateur a été créé pour saisir les fournitures liées à la pandémie (comme l'EPI et l'équipement hospitalier) fournies et/ou distribuées aux collectivités, aux établissements de santé et aux institutions gouvernementales.
6.2 (NOUVEAU) Nombre de personnes bénéficiant directement des activités d'intervention d'urgence liées au COVID-19	Cet indicateur a été créé pour capturer les bénéficiaires directs des activités d'intervention liées au COVID-19 telles que les bénéficiaires des distributions d'EPI, les transferts monétaires et les traitements médicaux ou de soutien.
6.3 (NOUVEAU) Nombre d'entités bénéficiant des activités d'intervention d'urgence liées au COVID-19	Cet indicateur a été créé pour capturer les entités bénéficiant d'activités d'intervention liées au COVID-19, telles que les hôpitaux, les écoles, les institutions gouvernementales et les PME.

L'équipe du MLS a cherché à mettre en œuvre ces changements avec un minimum d'inconvénients pour les partenaires de mise en œuvre, en s'appuyant autant que possible sur les documents du projet et l'automatisation pour procéder à ces changements. Pour les changements qui nécessitaient de nouvelles données ou des précisions supplémentaires, l'équipe du MLS a communiqué avec tous les PMO concernés, qui ont dans la plupart des cas été en mesure de fournir des données rétroactives pour les indicateurs communs de résultats nouvellement créés du FFU ainsi qu'une désagrégation supplémentaire pour les données existantes. Toutefois, il faut noter que, comme certains projets financés par le FFU sont soit sur le point d'être achevés, soit déjà achevés, l'application des modifications méthodologiques aux données historiques n'a pas toujours été possible. Ceci est particulièrement pertinent pour les catégories de désagrégation supplémentaires (qui ne sont pas incluses dans le tableau ci-dessus). Il convient également de souligner qu'à la suite de ce processus, les données incluses dans le présent rapport et dans les rapports futurs ne seront pas entièrement comparables aux rapports précédents.

Limites

Certains projets n'ont pas été en mesure de fournir la désagrégation supplémentaire demandée, ce qui est noté dans la catégorie « non-spécifié » dans l'analyse du MLS. D'autres peuvent manquer de données pour les indicateurs nouvellement créés. Les cas importants sont les suivants :¹

- En raison des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs de sortie communs expliqués ci-dessus, toutes les données de la GIZ précédemment recueillies n'ont pas pu être transférées au système modifié. Par conséquent, les données de la GIZ incluses dans ce rapport ne sont pas complètes et les chiffres peuvent différer des rapports précédents.
 - Les modifications apportées au projet *Shimodu* (NE-10) mis en œuvre par ACTED au Niger, pour lesquels les informations n'étaient pas disponibles dans les documents du projet, n'ont pas été achevées, le PMO ayant suspendu temporairement ses activités.
 - Certains projets n'ont pas répondu à l'équipe du MLS au sujet des changements méthodologiques. C'est le cas de *Kallo Tchidaniwo* (NE-09) et de *AJUSEN Support Budgétaire* (NE-06-01) au Niger, ainsi que des projets de l'Initiative Conjointe UE-OIM, Mode Éthique (REG-07, composante Mali), Protection des Jeunes – Diakonia (BF-07-01) et Résilience BF Oxfam (BF-01-02).
 - Pour les projets terminés où les contacts au sein des PMO ne sont plus en poste, l'équipe du MLS a appliqué les changements méthodologiques dans la mesure permise par les documents de projet et les évaluations finales.

¹ Il est estimé que ces projets représentent moins de 1% des données déjà recueillies.

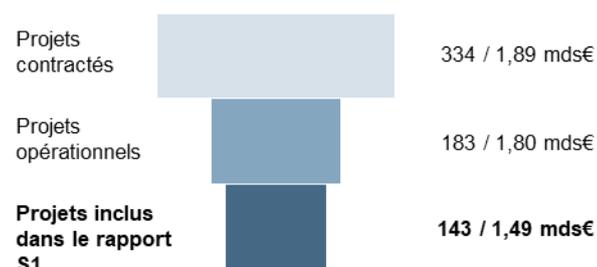
VUE D'ENSEMBLE DU PORTEFEUILLE

BUDGET ET NOMBRE DE CONTRATS PAR STATUT

Les 183 projets opérationnels comprennent 22 projets dans leur phase de démarrage, 17 projets qui ont débuté leur phase de mise en œuvre récemment et n'ont pas encore de données à communiquer au MLS, 116 projets dans leur phase de mise en œuvre et avec des données à partager, et 28 projets terminés.

Le présent rapport contient des données sur 143 projets (équivalent en financement à 1,49 milliard d'euros), comprenant 27 projets achevés, ainsi que 116 projets dans leur phase de mise en œuvre avec des données à partager.

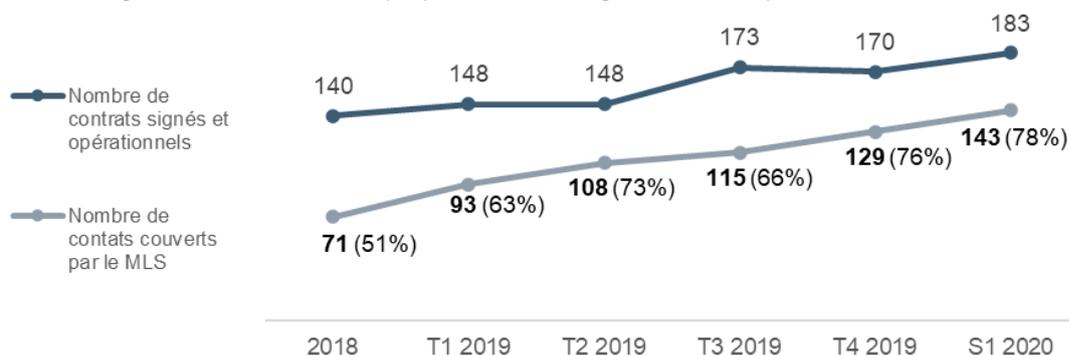
Figure 2 Projets et budget couverts par ce rapport du MLS, octobre 2020



Depuis la publication du rapport précédent, les projets suivants ont été ajoutés à la base de données du MLS et au présent rapport :

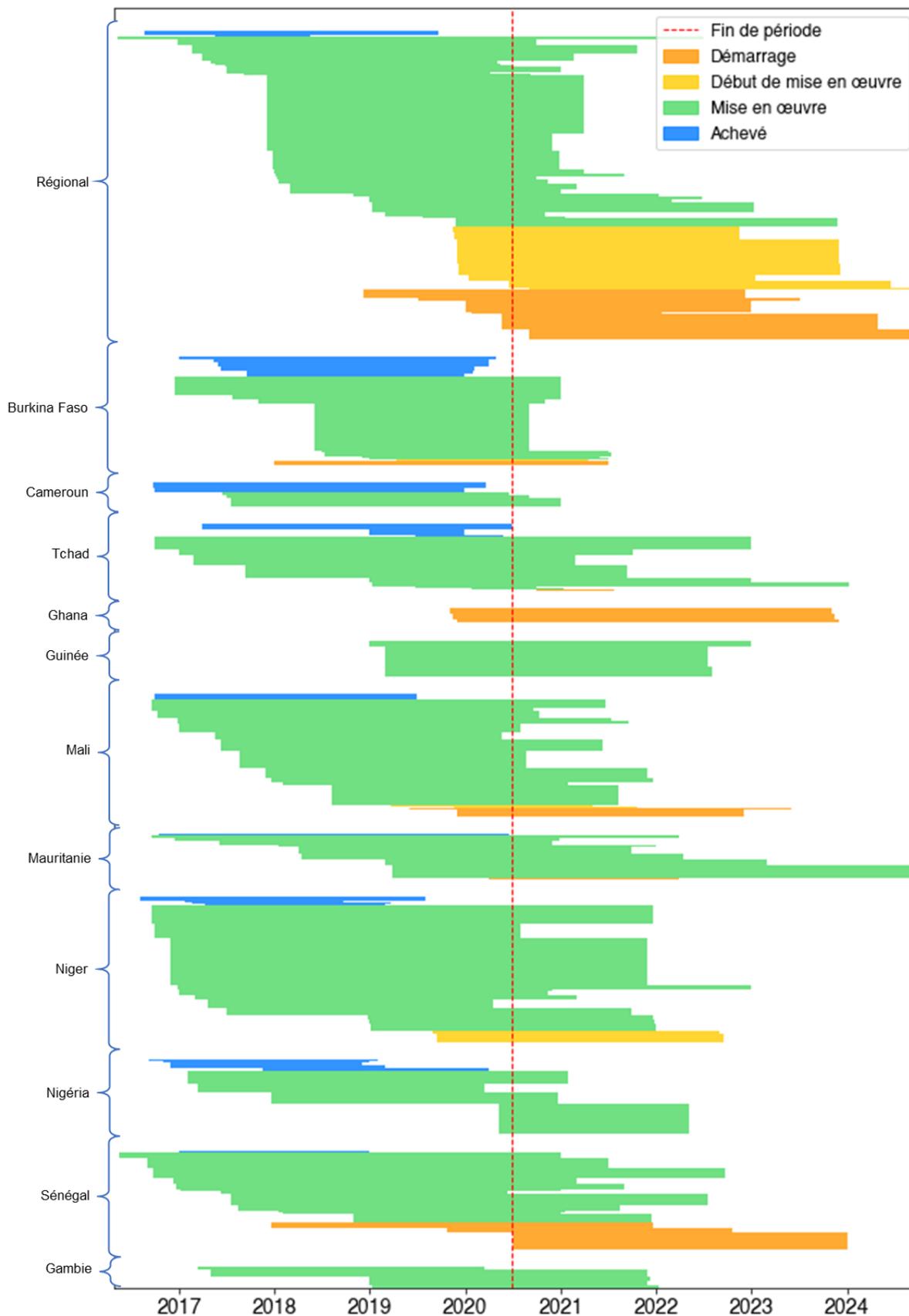
- Au niveau régional, « Soutenir les entrepreneurs et les petites PME en Afrique de l'Ouest » (IPDEV2 – REG-11-01), « Appui à la Lutte contre la Traite des Personnes dans les pays du Golfe de Guinée » (TEH Golfe de Guinée – REG-12-01) et « Médiation agro-pastorale au Sahel » (G5 HD – REG-18-01) ;
- Au Burkina Faso, « Projet intégré de Monitoring, de Suivi et de Prévention de la radicalisation de l'Extrémisme violent au Burkina Faso » (PEV KEOOGO – BF-08-10) ;
- Au Mali, « Sécurité et Développement au Nord du Mali – Phase 2 » (SDNM 2 – ML-04-01), « Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine » (DIASPORA MALI AFD – ML-05-01) et « Programme Jeunesse et Stabilisation dans les régions centre du Mali » (PROJES – ML-10-01) ;
- En Mauritanie, « Programme d'appui budgétaire l'UE pour le nexus sécurité-résilience-développement en Mauritanie » (Nexus SRD Appui Budgétaire – MR-08-01) ;
- Au Niger, « Composante Enabel-UNCDF du programme de création d'emplois et d'opportunités économiques à travers une gestion durable de l'environnement dans les zones de départ et de transit au Niger à Zinder » (DURAZINDER – NE-11-02) ;
- Au Nigéria, « L'UE soutient le plan d'intervention des Nations Unies contre le COVID-19 au Nigéria » (*One UN Response Plan* – NG-09-01).

Figure 3 : Évolution des projets et des budgets couverts par le MLS, novembre 2020



Le graphique ci-dessous présente 183 projets opérationnels par budget (hauteur de la barre), durée du contrat et état d'avancement. Le graphique utilise des noms de programme abrégés par souci de clarté. Les budgets sont uniquement la contribution du FFU. La longueur des barres représente la durée de vie du projet et la hauteur/largeur le budget FFU par projet. La couleur des barres indique l'état d'avancement du projet. Les dates d'achèvement sont considérées comme celles en date de novembre 2020.

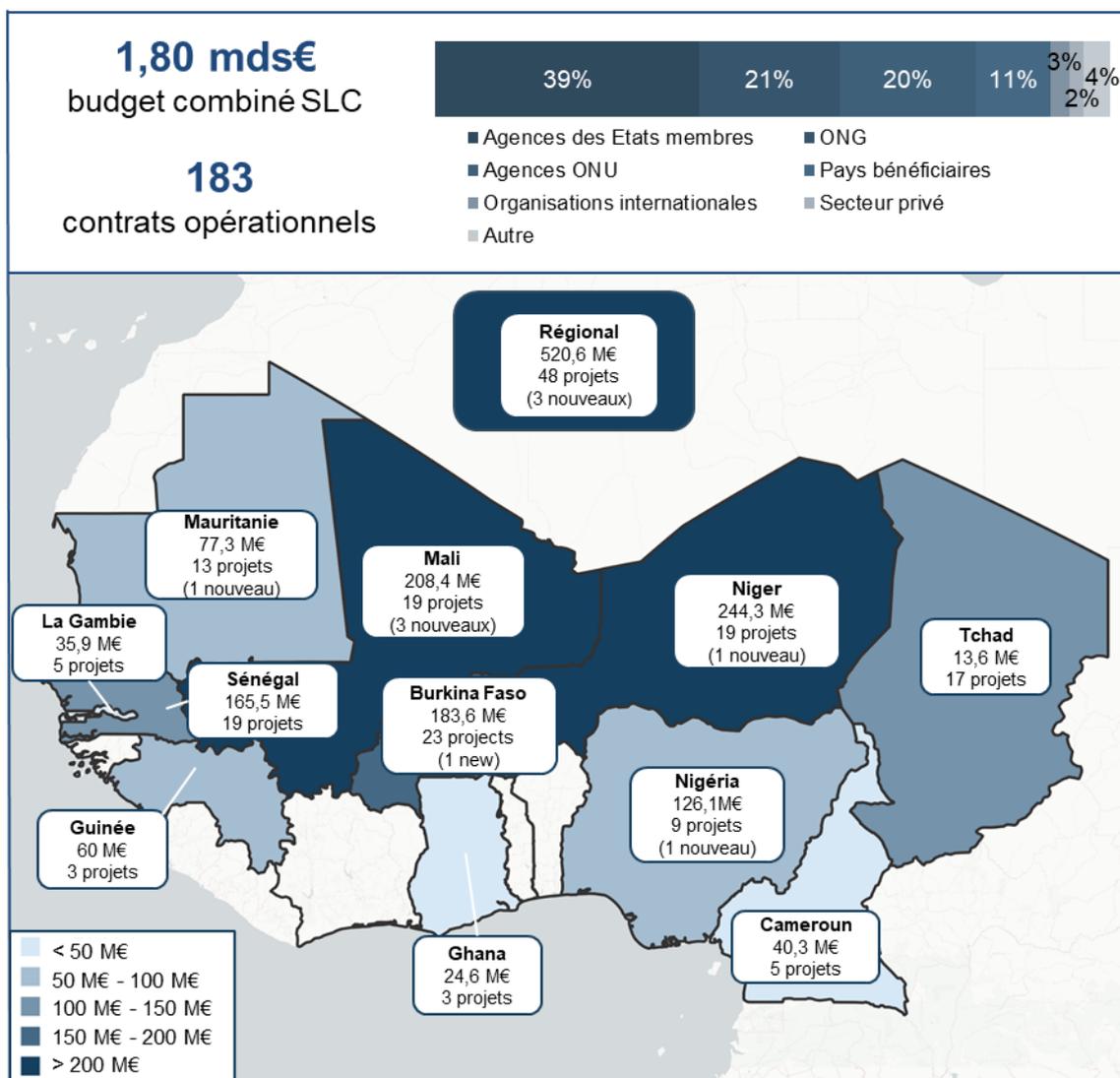
Figure 4: Projets contractés par le FFU SLC, par budget et par statut de mise en œuvre, novembre 2020



REPARTITION BUDGETAIRE PAR PAYS, PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE, OBJECTIF STRATEGIQUE

La carte ci-dessous montre la répartition géographique des 183 contrats opérationnels et présentant un intérêt pour le MLS, en matière de budget, de nombre de projets et de projets qui ont été nouvellement intégrés au MLS au premier semestre de 2020. La part la plus importante, tant en matière de budget que de nombre total de projets, va aux projets régionaux, avec 48 projets et 520 millions d'euros, soit 29% du total. Le Niger, le Mali et le Burkina Faso ont les portefeuilles les plus importants, avec des budgets respectifs de 244,3 millions d'euros (14%), 208,4 millions d'euros (12%) et 183,6 millions d'euros (10%).

Figure 5 : Répartition budgétaire par pays et partenaire de mise en œuvre, novembre 2020¹



Les principaux problèmes qui touchent la région du SLC sont étroitement liés et découlent souvent de causes communes telles que les mauvaises opportunités économiques, le manque d'accès aux services de base, la mauvaise gestion et gouvernance des migrations, la déficience de l'État de droit ainsi que les conflits et l'insécurité. Le budget global de la fenêtre SLC est relativement réparti entre les

¹ La carte montre la répartition du budget combiné de la SLC (1,80 milliard d'euros) pour les 183 projets opérationnels par pays.

objectifs stratégiques. La section analyse par pays, dans la prochaine partie du présent rapport, propose une analyse plus approfondie de la façon dont les interventions du FFU sont adaptées pour relever les défis spécifiques auxquels chaque pays est confronté.

Sur le budget total contracté par le FFU dans le cadre de la fenêtre SLC, les activités de sécurité et de gouvernance (OS4) sont les plus financées, à 30% (547 millions d'euros). L'OS4 est la principale priorité au Burkina Faso, où il représente 68% du budget. En chiffres absolus, le Burkina Faso, le Niger et le Mali reçoivent le plus gros montant de financement pour l'OS4, avec respectivement 125 millions d'euros, 96 millions d'euros et 72 millions d'euros consacrés à ces activités. Les programmes régionaux axés sur l'OS4 représentent 97 millions d'euros.

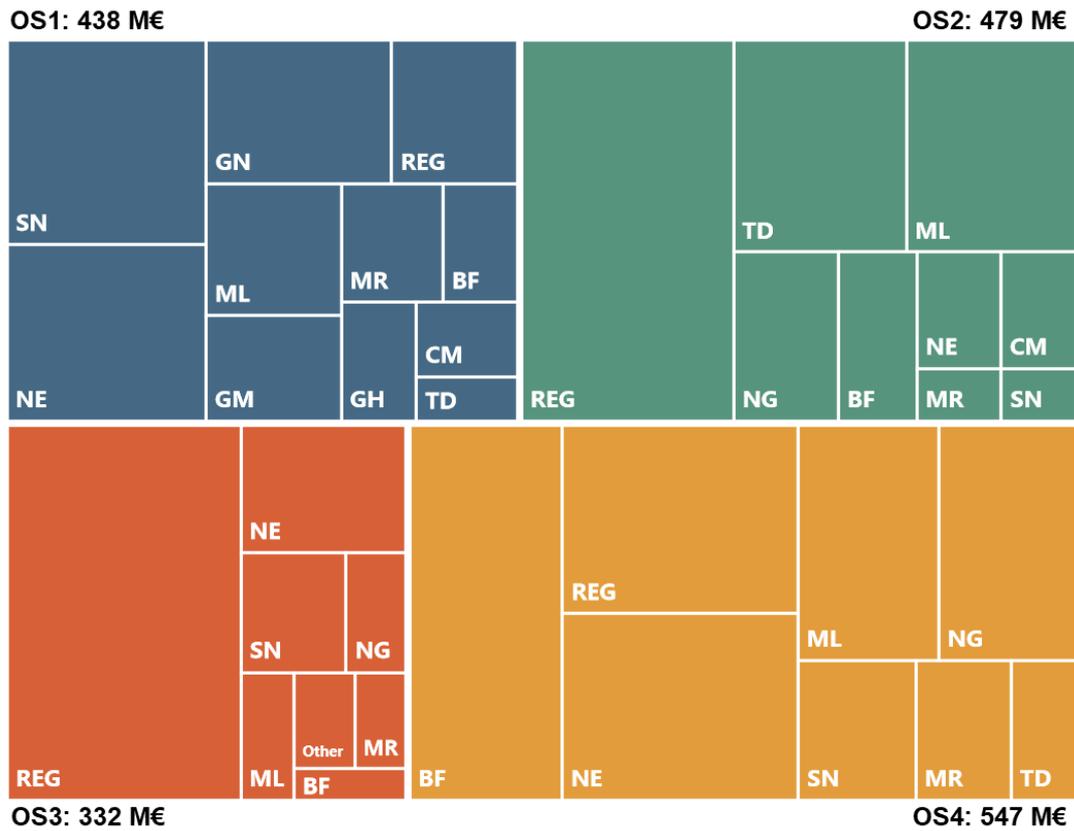
Les activités de renforcement de la résilience (OS2) représentent 27% des fonds du FFU dans la fenêtre SLC (479 millions d'euros) et sont particulièrement importantes au Tchad, au Mali et au Nigéria. En chiffres absolus, les projets régionaux dédiés à l'OS2 ont reçu 183 millions d'euros ; le Tchad a reçu 83 millions d'euros, suivi du Mali (83 millions d'euros) et du Nigéria (40 millions d'euros).

On estime que 24% (438 millions d'euros) sont consacrés au soutien des activités économiques et d'opportunités d'emploi (OS1). Ces types d'activités sont particulièrement importants dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest que sont la Guinée (100% du total des fonds pour ce pays), la Gambie (89%), le Ghana (80%) et le Sénégal (56%). En chiffres absolus, les pays qui ont le plus gros montant de financement dédié à l'OS1 sont le Sénégal, avec 92 millions d'euros, et le Niger avec 79 millions d'euros (32% du budget total du pays).

La gestion des migrations (OS3) représente 18% (332 millions d'euros) du financement total du FFU dans la SLC. L'OS3 est financé principalement par des programmes régionaux, qui représentent 195 millions d'euros. Les programmes nationaux consacrés à l'OS3 sont les plus importants au Niger (47 millions d'euros) et au Sénégal (28 millions d'euros).

Les 1% restants du budget du FFU contracté financent des activités transversales.

Figure 6 : Répartition budgétaire par objectif stratégique, novembre 2020¹



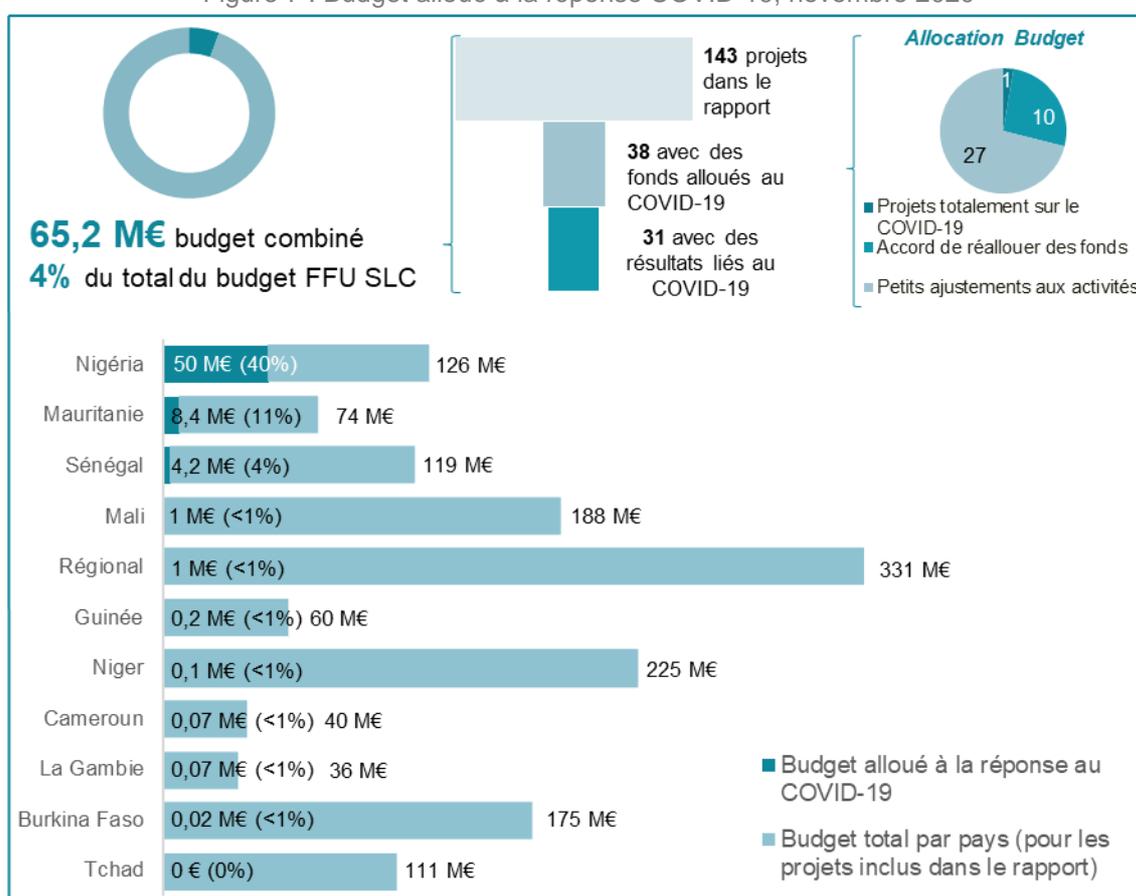
¹ Part du budget pour les projets contractés et pertinents pour le MLS. Le total affiché dans le visuel ne montre pas l'OS5 (activités transversales), qui représente 5 millions d'euros.

BUDGET ALLOUÉ A LA REPONSE COVID-19

En novembre 2020, un budget combiné de 67,2 millions d'euros avait été alloué à la réponse au COVID-19, ce qui représente 4% du budget total du FFU pour la fenêtre SLC. La majeure partie de ce budget (69%) a été utilisée par les partenaires de mise en œuvre pour apporter des ajustements à leurs activités, tandis que 28% étaient basés sur un accord visant à réaffecter des fonds. De plus, un projet (environ 3% du budget) se concentre entièrement sur la réponse COVID-19 : le projet « *One UN Response Plan* » mis en œuvre au Nigéria.

Sur les 143 projets inclus dans le présent rapport, 39 avaient des fonds alloués pour la réponse au COVID-19 et 31 ont fourni des données sur les résultats de la réponse au COVID-19. En termes de répartition régionale, la majeure partie du budget COVID-19 a été allouée au Nigéria, avec 50 millions d'euros ce qui représente 40% du budget du FFU du pays, suivi de la Mauritanie (8,4 millions d'euros - 11%) Sénégal (4,2 millions d'euros - 4%). Dans les autres pays, 1 million d'euros ou moins ont été alloués au COVID, ce qui représente environ 1 à 2% de leur budget national du FFU.

Figure 7 : Budget alloué à la réponse COVID-19, novembre 2020



VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION ET DES RESULTATS

LA REGION DU SAHEL ET LAC TCHAD AU S1 2020

La situation dans la région du Sahel et Lac Tchad a continué de se détériorer rapidement au cours du premier semestre 2020. Les déplacements massifs et les niveaux d'insécurité ont augmenté dans toute la région, en raison des attaques terroristes et des violences intercommunautaires qui ont également commencé à menacer les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.¹ Dans la région de Liptako-Gourma (la zone transfrontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso), le nombre de victimes d'attaques a atteint 1 100 en mars 2020,² tandis que les violences contre les civils par les forces étatiques étaient également à la hausse, faisant 250 morts entre janvier et avril 2020 dans la région.³ Dans le bassin du Lac Tchad (LCB), Boko Haram et l'État Islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (EIAO) demeuraient une menace majeure au Nord-Est du Nigéria et dans les pays entourant le LCB. Les violences ont atteint un sommet au Nigéria avec 1 400 morts signalés en raison du conflit en mai 2020 seulement, la plupart dans la région du Borno.⁴

L'augmentation de la violence a provoqué des vagues sans précédent de déplacements forcés dans toute la région. En juin 2020, le nombre de personnes déplacées a atteint 1,7 millions dans le centre du Sahel,⁵ soit une augmentation de 46% depuis décembre 2019, alors qu'il est resté autour de 2,7 millions dans le bassin du lac Tchad.⁶ Les déplacements massifs, combinés au changement climatique, à la pauvreté endémique et à la pandémie de COVID-19, qui ont explosé ce semestre, ont entraîné une augmentation du nombre de personnes dans le besoin, qui a atteint 23,6 millions en mai 2020.⁷

¹ Rapport du Conseil de sécurité, 'L'Afrique de l'Ouest et le Sahel', juillet 2020. Accessible [ici](#)

² ACLED, 'Tableau de bord du projet de données sur l'emplacement des conflits armés et les événements', 2020. Accessible [ici](#)

³ Ibid.

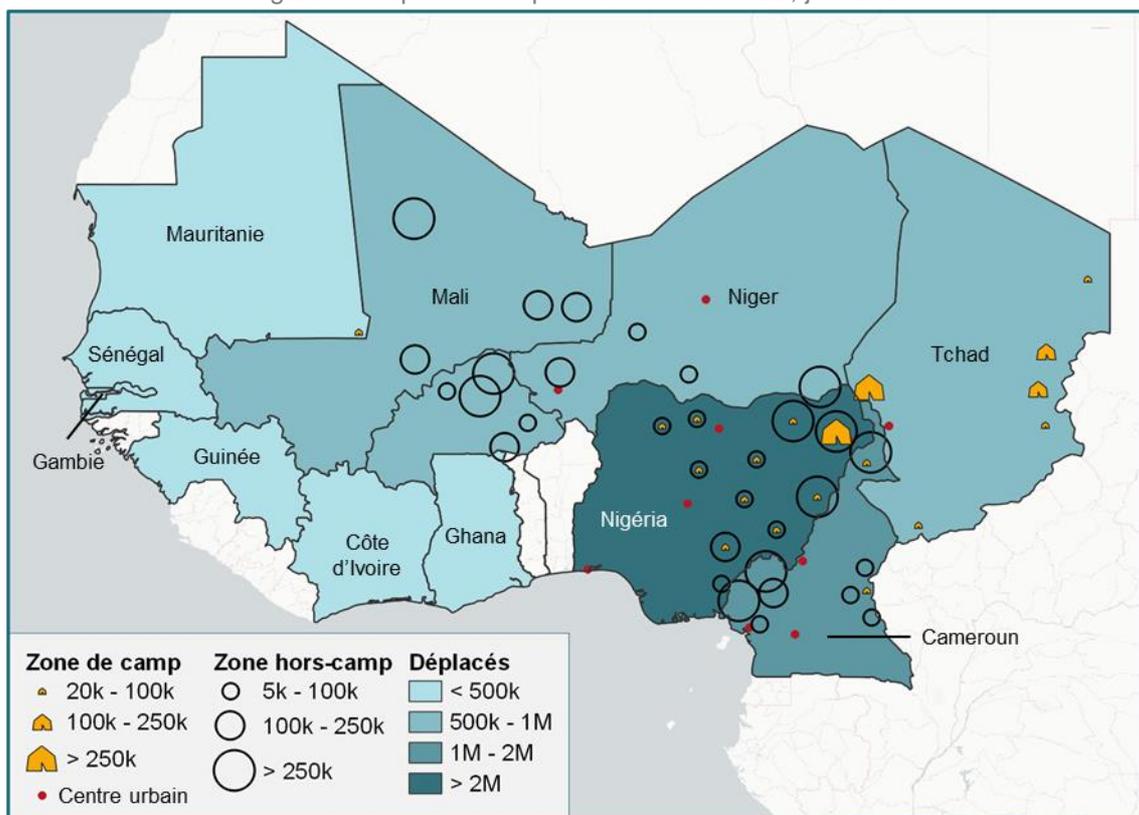
⁴ Ibid.

⁵ Portail de données du HCR, en octobre 2020. Accessible [ici](#)

⁶ DTM, 'Matrice régionale de suivi des déplacements (DTM) - Tableau de bord mensuel', juin 2020.

⁷ OCHA, 'Overview of humanitarian needs and requirements', mai 2020. Accessible [ici](#).

Figure 8 : Population déplacée forcée en SLC, juin 2020



En juin 2020, 85 608 contaminations au COVID-19 avaient été enregistrées dans l'ensemble de la région du SLC, beaucoup moins que dans d'autres régions du monde. Toutefois, les mesures prises par les gouvernements pour limiter la propagation de la maladie ont eu de graves répercussions socio-économiques sur la population. Les confinements et interdictions de voyager, l'interdiction des rassemblements de masse et la fermeture des marchés ont perturbé le commerce et limité les possibilités de subsistance. Les classes moyennes et pauvres ont été les plus durement touchées par la crise économique résultant de la pandémie de COVID-19.¹ Ces mesures ont également eu des effets dévastateurs sur la sécurité alimentaire dans l'ensemble de la région du SLC car les restrictions de mouvement ont empêché les agriculteurs d'accéder à leurs terres et de livrer des denrées alimentaires. Des pays comme le Burkina Faso, le Tchad, le Mali et le Niger ont également souffert du manque d'accès aux ports de leurs voisins – principalement le Sénégal, la Guinée, le Cameroun, la Libye, le Soudan et le Nigéria – desquels ils dépendent pour accéder aux biens essentiels.² Enfin, l'effet combiné du COVID-19 et de la montée de la violence a mis à rude épreuve les services de santé, en particulier dans certaines parties du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, du Niger et du Nigéria, où de nombreux centres de santé sont fermés ou dysfonctionnels en raison d'attaques terroristes.³

La pandémie a particulièrement frappé les migrants et les réfugiés, bloqués dans des centres de transit en raison du contrôle accru des frontières. Les possibilités de travail limitées et les ressources financières ont affecté leur santé physique et mentale (en raison, par exemple, de la faim, du paludisme, du stress et de l'anxiété), mais ont également laissé les migrants vulnérables à des mécanismes d'adaptation négatifs pour gagner de l'argent.

¹ Ibid.

² OIM, 'COVID-19 dans le document d'information sur le Sahel et le bassin du lac Tchad', avril 2020. Accessible [ici](#)

³ Ibid.

LA REPONSE DU FFU – APERÇU DES RESULTATS

VUE D'ENSEMBLE DES RESULTATS DES INDICATEURS FFU

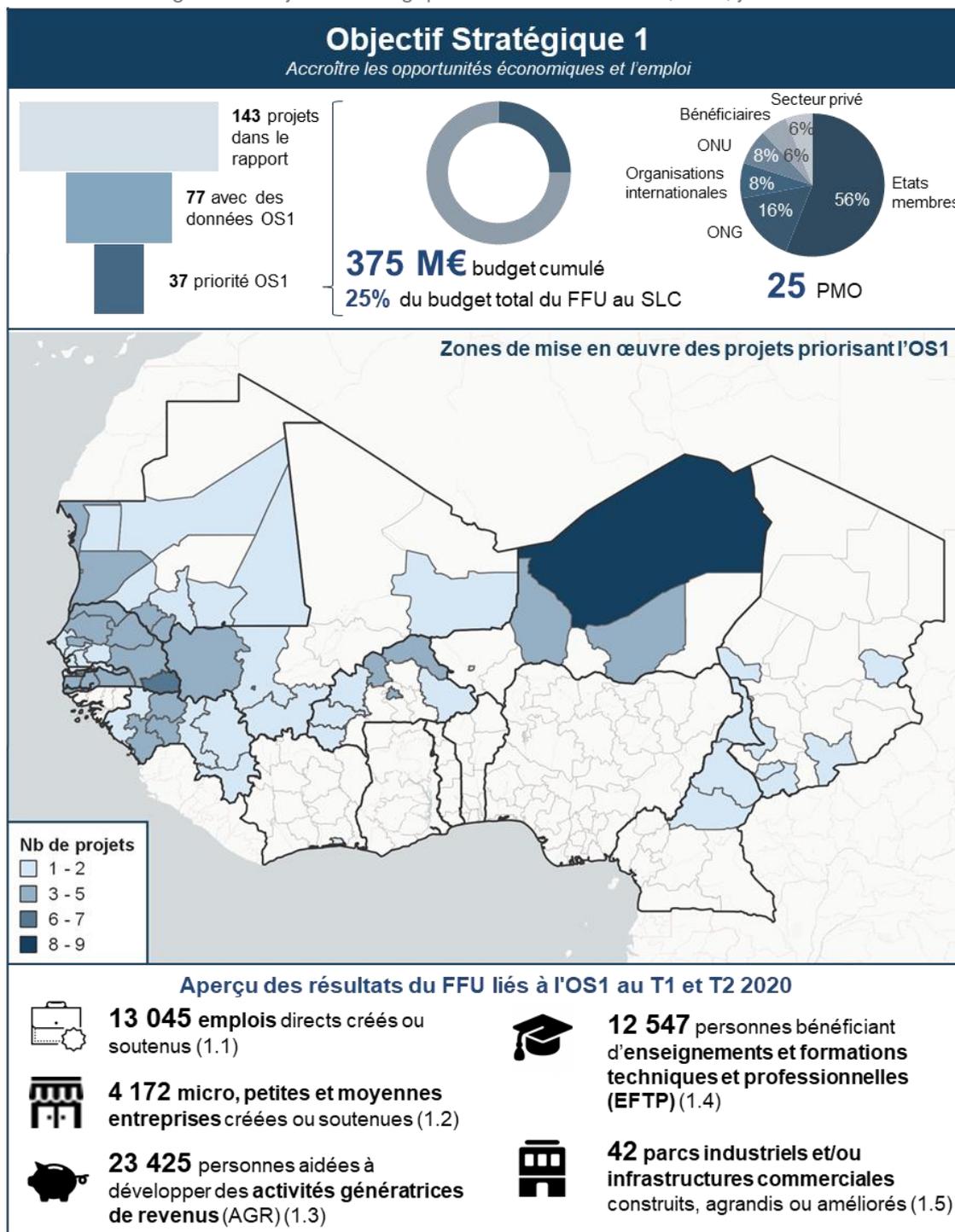
Tableau 3 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour tous les projets de la région SLC, juin 2020¹

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	16 059	23 180	13 045	52 285
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	4 232	3 427	4 172	11 831
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	75 252	113 323	23 425	211 999
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	32 195	43 940	12 547	88 683
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	18	279	42	339
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	69	137	40	246
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1 592	2 415	529	4 536
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404 048	460 322	96 804	961 173
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	559 955	752 077	149 128	1 461 160
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	529 237	687 198	384 446	1 600 881
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	182	239	12	433
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	11 413	93 257	10 289	114 959
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	667 966	1 308 698	14 955 425	16 932 089
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	15 082	34 490	7 279	56 852
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 275 885	1 288 675	288 372	3 852 932
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	30	85
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1 867	2 246	1 013	5 126
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	443 515	1 021 071	203 772	1 668 358
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	27 661	19 349	12 015	59 025
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	54 401	23 767	6 058	84 226
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	16 220	20 246	5 098	41 564
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	83	328	54	465
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	729	1 889	270	2 888
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation..	2 915	1 395	359	4 669
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	11	326	173	510
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10 340	4 115	828	15 283
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	22	22	8	52
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	472	1 312	2 853	4 637
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	13 694	11 960	4 993	30 647
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	544 936	387 087	127 375	1 059 398
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	131	734	108	973
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	205	765	434	1 404
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	202	316	157	675
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	153	197	43	393
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	53	68	34	155
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	923 177	923 177
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	571 770	571 770
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	696	696

¹ Veuillez noter que les résultats présentés pour l'indicateur 3.2 n'incluent pas les données de l'OIM, à part les projets Initiative Conjointe EU-OIM Mauritanie (219) et Burkina Faso (99) en T1 2019.

RENFORCER LES OPPORTUNITES ECONOMIQUES ET D'EMPLOI

Figure 9 : Objectif Stratégique 1 – Tableau de bord, SLC, juin 2020



Avant la crise économique résultant de la pandémie de COVID-19, le PIB de l'Afrique de l'Ouest devait augmenter de 4% sur l'année 2020,¹ mais le premier semestre de 2020 a mis un terme à cette croissance. Les blocages partiels ou totaux et les restrictions à la mobilité ont entravé les activités commerciales et économiques, en particulier au deuxième trimestre 2020. Bien que l'impact exact de la crise COVID-19 sur les économies ouest-africaines ne soit pas encore clair, une décélération de la croissance de la production semble inévitable et se reflétera probablement dans une contraction de 4,3% du revenu par habitant en 2020, avec un risque d'appauvrissement pour les classes moyennes et basses.² La participation de la population active dans le secteur formel devrait également diminuer et être compensée par le secteur informel.

Bien que les autorités ouest-africaines aient rapidement agi pour soutenir l'économie, ces efforts ont été limités par la baisse des recettes publiques et un espace budgétaire limité. La chute des prix du pétrole et des métaux a touché en particulier les pays dont l'activité économique dépend lourdement de l'extraction et de la vente des ressources naturelles, comme le Tchad ou le Nigéria.³ En réponse, certains pays ont assoupli leurs politiques monétaires et prudentielles afin d'injecter des liquidités dans leurs systèmes bancaires et soutenir les économies, en particulier les pays en dehors des deux blocs monétaires – l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) et la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) – jouissant d'une flexibilité supplémentaire, comme la Gambie, le Ghana, la Guinée ou le Nigéria.⁴

Alors que les restrictions à la mobilité et au travail ont commencé à s'assouplir avant l'été 2020, les défis restent nombreux et sérieux pour les économies ouest-africaines. Entre l'incertitude sanitaire concernant une nouvelle vague de contaminations, une baisse prévue de 25% à 40% des investissements étrangers directs vers le continent en 2020,⁵ les perspectives se sont assombries. A court terme, les moyens de subsistance, métiers informels et activités économiques à petite échelle, ainsi que les formes traditionnelles de solidarité, sont susceptibles de jouer un rôle plus important encore en Afrique de l'Ouest.⁶

Créer des emplois pour améliorer les perspectives économiques, en particulier pour les jeunes

Dans la région du SLC, la création d'emplois, la qualité des emplois créés, et les opportunités économiques demeurent la principale source d'inquiétude pour les pays sahéliens, qui continuent de faire partie des pays les plus pauvres au monde. Les croissances économiques non-inclusives et la création insuffisante d'emplois ont des conséquences socio-économiques dramatiques.⁷ La jeunesse est l'un des groupes les plus touchés. Alors que la crise liée au COVID-19 a mis en lumière les vulnérabilités des jeunes du monde entier, en Afrique de l'Ouest, les fragilités contextuelles se superposent aux faiblesses économiques structurelles existantes pour les jeunes.⁸ En effet, les jeunes d'Afrique de l'Ouest sont confrontés à de nombreux obstacles socio-économiques, géographiques, politiques et culturels. La transition de l'école au marché du travail et à la vie professionnelle est particulièrement difficile, en raison, entre autres, du manque d'emplois formels et du secteur privé, ainsi que d'importantes lacunes et inadéquations en matière de compétences. L'insertion professionnelle devient encore plus délicate dans les cas d'abandon scolaire. L'indépendance économique est rendue plus difficile dans un contexte d'insécurité chronique, de fragilité des systèmes éducatifs,

¹ BAD, 'West Africa Economic Outlook 2020', juillet 2020. Accessible [ici](#).

² Ibid.

³ FMI, 'Regional Economic Outlook – Sub-Saharan Africa', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

⁵ Au niveau mondial, la CNUCED estime que les investissements étrangers directs diminueront de 40% en 2020. CNUCED, 'World Investment Report', 2020. Accessible [ici](#).

⁶ BAD, 'West Africa Economic Outlook 2020', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁷ FMI, 'IMF Data Mapper – GDP per capita, current prices', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁸ BAD, 'Chapitre 5 – La jeunesse africaine sur le marché du travail', 2015. Accessible [ici](#).

d'affaiblissement des structures familiales dans certains cas, d'impréparation à l'insertion sur le marché du travail et d'offre d'emplois insuffisante.¹

Dans ce contexte, le FFU a œuvré afin d'accélérer la création formelle et informelle d'emplois dans l'ensemble de la région du SLC, et ce, en se concentrant sur les jeunes en particulier.

Au premier semestre 2020, 13 045 emplois ont été créés. Les programmes qui ont le plus contribué à la création d'emplois ont été le Pôles Ruraux au Niger (NE-03, avec 3 542 emplois créés ou soutenus au premier semestre 2020), PARERBA au Sénégal (SN-08, 1 912), Emploi Burkina Faso (BF-05, 1 502), Développer l'Emploi au Sénégal (SN-04, 1 342) et INTEGRA en Guinée (GN-01, 1 111). Les jeunes (moins de 35 ans) représentaient 24% des bénéficiaires au S1 2020, les non-jeunes 8%, tandis que le reste des bénéficiaires étaient des adultes de plus de 18 ans à l'âge non-spécifié. Pôles Ruraux a créé deux types d'emplois au cours du S1 2020 : les emplois occasionnels et quotidiens liés à la préparation des sols et au développement des sols pour l'agriculture dans les régions d'Agadez et de Tahoua, et les emplois à temps plein dans les familles agricoles soutenues par le projet. Dans l'ensemble, la plupart des emplois créés au premier semestre de 2020 l'étaient dans le domaine de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage (48% au cours de la période). Ces chiffres reflètent l'importance du secteur agricole dans les économies ouest-africaines : l'emploi dans l'agriculture représentait 76% de l'emploi total au Tchad,² 62% au Mali³ et 51% en Mauritanie en 2020.⁴ De nombreux emplois créés par le FFU au premier semestre 2020 étaient en lien avec la construction (9%), plus précisément la construction ou la rénovation d'infrastructures de base. Le *cash-for-work* (ou argent contre travail) et les emplois quotidiens représentaient 35% du nombre total d'emplois créés au cours de cette période, contre 23% pour le travail indépendant, 21% pour les emplois à court terme⁵ et 21% pour l'emploi salarié permanent à long terme. Les emplois de type *cash-for-work* et quotidiens étaient proportionnellement plus importants au premier semestre 2020 qu'auparavant, puisqu'ils ne représentaient que 24% du total des emplois créés au 31 décembre 2019. Cette augmentation s'explique en partie par la contribution de Pôles Ruraux, et le nombre d'emplois *cash-for-work* créés au premier semestre 2020. Malgré l'attention du FFU à l'équilibre entre les genres, les hommes ont bénéficié davantage de la création d'emplois que les femmes au cours de ce semestre : 53%, contre 34% pour les femmes, et les 13% restants pour des bénéficiaires dont les données sur le genre n'ont pu être recueillies.

Favoriser l'enseignement et la formation techniques et professionnels

En Afrique de l'Ouest et au Sahel en particulier, les systèmes scolaires sont pris en étau entre un financement public insuffisant et des besoins éducatifs qui augmentent, avec un grand nombre d'enfants en âge d'aller à l'école, soutenu par des taux de fécondité élevés. La pandémie de COVID-19 s'est ajoutée et a durement éprouvé des systèmes éducatifs déjà au point de rupture. Avant la pandémie,⁶ au Burkina Faso, au Mali et au Niger, quelques 4 000 écoles étaient fermées ou ne fonctionnaient pas normalement, en raison de l'insécurité, de l'insuffisance des infrastructures et de l'insuffisance du personnel.⁷ Plus de huit millions d'enfants âgés de 6 à 14 ans n'étaient pas scolarisés dans ces pays, soit plus de la moitié de tous les enfants de ce groupe d'âge. 1 000 autres écoles ont été fermées dans la région du Lac Tchad.⁸ Au-delà des effets négatifs immédiats (perte d'enseignement et d'apprentissage, perte d'un repas par jour, sociabilité diminuée), les fermetures d'écoles s'avèrent encore plus problématiques au fil du temps, avec de nombreux jeunes qui atteignent l'âge de s'insérer sur le marché du travail sans préparation suffisante, défavorisés et manquant de certaines

¹ Ibid.

² WB, 'World Bank Data – Chad', accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

³ WB, 'World Bank Data – Mali', accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ WB, 'World Bank Data – Mauritania', accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Emploi à court terme désigne les emplois non journaliers ou n'étant pas *cash-for-work*

⁶ WB, 'World Bank Data – Sub-Saharan Africa', accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ OCHA, 'Overview of Humanitarian Needs and Requirements Sahel Crisis', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Ibid.

connaissances basiques. Cela peut conduire à ce que moins de jeunes aient un emploi, formel ou non, et que plus de personnes aient recours à des activités alternatives, et dans le pire des cas, illégales ou criminelles.

Dans ce contexte, le FFU a déployé une stratégie visant à obtenir des résultats à court terme pour ramener les jeunes non scolarisés sur le chemin de l'éducation – principalement de la formation pratique – et l'emploi. Cette stratégie est à la fois justifiée par des impératifs sociaux, et par des impératifs économiques, pour créer des opportunités d'emplois pour les jeunes. Afin de réduire l'inadéquation entre les compétences des personnes – en particulier les jeunes, ou les chômeurs – et le marché du travail, le FFU a continué de soutenir l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP),¹ ainsi que les stages et autres moyens de faciliter l'insertion professionnelle au premier semestre 2020. En effet, l'EFTP apparaît comme une solution pertinente pour aider les bénéficiaires à trouver un emploi, en particulier en période de turbulences économiques liées à la pandémie de COVID-19. Plusieurs types d'EFTP ont été fournis par le FFU. D'une part, des formations pratiques et rapides ont été dispensées, dans divers domaines tels que l'agriculture, l'artisanat ou la logistique, où il existe une offre d'emploi et un potentiel de création d'emplois supplémentaires. D'autre part, des formations portant sur les connaissances générales et les compétences de base, y compris l'alphabétisation fonctionnelle, ont été dispensées. Au cours du premier semestre de 2020, et malgré les blocages qui ont eu un impact sur les activités de l'EFTP pour de nombreux pays ou programmes après mars 2020, le FFU a continué à mettre en œuvre le volet EFTP de sa stratégie comme prévu.

Au S1 2020, 12 547 personnes ont bénéficié de l'EFTP financée par le FFU, ce qui représente 14% du nombre total de personnes bénéficiant de l'EFTP depuis la création du FFU. L'EFTP fournie entre janvier et juin 2020 était principalement technique (49%), suivie de l'éducation duale – EFTP et développement des compétences – (31%), de formations en entrepreneuriat (8%) et des formations financières (6%). Les trois programmes les plus importants en termes de nombre de bénéficiaires de l'EFTP pour cette période étaient PAFAM au Mali (ML-02, 2 418), Emploi Burkina Faso (BF-05, 1 647) et EJOM au Mali (ML-09, 1 482). Le programme PAFAM œuvre dans le secteur de la noix de cajou au Mali. Les bénéficiaires ont été formés aux pratiques agricoles – fertilisation, récolte, collecte, filtrage, séchage, protection de l'environnement et gestion durable des terres –, pratiques de transformation des produits – pour les coopératives de femmes qui dirigent les installations créées par le programme de transformation des noix et des amandes – et aux pratiques de commercialisation. L'action a eu lieu dans le sud du Mali (Sikasso, Koulikoro, Kayes) où les précipitations sont favorables à de telles cultures. Au Mali également, le programme EJOM a pu réaliser de la formation dans les domaines de la gestion des déchets, de l'horticulture, de l'agro-industrie et de l'artisanat.

Certains programmes ont été plus touchés par le contexte général et les restrictions liées au COVID-19 et n'ont pas pu mener leurs activités EFTP avec la même cadence que d'habitude. Ce fut le cas de *Bab-al-Amal* (TD-03) au Tchad, où un confinement strict a été imposé et les centres EFTP fermés (*Bab-al-Amal* a formé 579 personnes au premier trimestre 2020, avant d'avoir à fermer pour le deuxième trimestre 2020). Au Burkina Faso, les programmes d'EFTP ont également dû ralentir leurs activités au deuxième trimestre 2020 pour s'adapter aux mesures prises par le gouvernement. En conséquence, Emploi Burkina Faso (BF-05) a formé 1 416 personnes au 1er trimestre 2020 et 231 au deuxième trimestre, PEV (BF-08) 878 et 65 respectivement, et Mode Éthique² (REG-07) au Burkina Faso 37 et 7 respectivement.

Au-delà du nombre de personnes atteintes, les efforts liés à l'EFTP doivent être sensibles au genre. En effet, l'EFTP est un outil qui permet de réduire la disparité homme-femme en matière d'insertion professionnelle et de créer des opportunités pour les femmes qui sont plus souvent exclues de l'emploi

¹ Selon l'OIT, l'EFTP est « un instrument principal utilisé pour répondre aux besoins du marché du travail qui émergent des changements technologiques rapides, de la croissance économique et de la dynamique du marché du travail en cours ». OIT, *Compilation d'études d'évaluation sur l'enseignement et la formation techniques professionnels*. Accessible [Ici](#).

² Rebâtir une cohésion sociale au Nord du Burkina à travers un meilleur suivi de la radicalisation, la promotion du dialogue et la valorisation de l'économie pastoraliste.

que les hommes, ou plus exposées à l'emploi informel (95% des femmes actives en Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Afrique australe, travaillent dans le secteur informel, contre 89% des hommes).¹ L'EFTP financé par le FFU vise à aider et à combler partiellement cet écart, afin de maximiser l'insertion professionnelle des femmes et de créer des opportunités d'emploi. Dans l'ensemble, les femmes représentaient 39% des bénéficiaires au cours du premier semestre de 2020, les hommes 52%, tandis que le genre des 9% restants n'étaient pas précisé. Alors que les hommes représentaient la majorité des bénéficiaires, l'écart a été légèrement réduit par rapport aux nombres obtenus au 31 décembre 2019 : 31% de femmes, 54% d'hommes, 15% non spécifiés.

Soutenir les activités génératrices de revenus

En Afrique, les moyens de subsistance traditionnels et informels demeurent indispensables pour les populations, en particulier dans le secteur agricole. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la part liée aux revenus agricoles est plus élevée que dans le reste du monde, et celle liée aux revenus salariaux non-agricoles plus faible. Cela a pour conséquence de rendre ces pays très dépendants des activités agricoles et des conditions agro-climatiques.² Au-delà des activités agricoles, la part du secteur informel dans les économies ouest-africaines est énorme : par exemple, l'emploi informel représente 82% de l'emploi non agricole dans un pays comme le Cameroun,³ et 73% au Niger.⁴

Par conséquent, le FFU a élaboré une stratégie à plusieurs volets pour soutenir les activités génératrices de revenus (AGR) et les activités de subsistance dans divers secteurs économiques. Bien que la diversification économique soit nécessaire à long terme, pour aider à atténuer les vulnérabilités de ces pays aux événements climatiques ou aux fluctuations des prix des produits agricoles, à court terme, le soutien aux AGR agricoles reste clé, dans la mesure où l'agriculture représente l'essentiel de l'emploi. Le soutien aux activités agricoles comprenait la facilitation de l'accès à la terre et aux ressources naturelles, l'amélioration de la logistique et l'amélioration de la transformation des produits agricoles en produits à plus forte valeur ajoutée.

Au cours du premier semestre 2020, le FFU a soutenu un total de 23 425 personnes pour développer des AGR dans l'ensemble du SLC. Les programmes qui ont soutenu le plus d'AGR ont été Résilience Septentrion (CM-01) au Cameroun (8 422 AGR soutenus au premier semestre 2020, soit 61% du total des AGR soutenus par le programme depuis le début de ses activités en mai 2018), Stabilisation Séno (BF-02) au Burkina Faso (2 045), RESTE (TD-01) au Tchad (1 990) et RESILAC (REG-05) dans les quatre pays du bassin du lac Tchad (1 889). Les communautés d'accueil représentaient 43% des bénéficiaires au S12020, les personnes vulnérables/migrants potentiels 28%, les réfugiés et les demandeurs d'asile 7% et les personnes déplacées 5%.⁵ Au premier semestre 2020, les principaux types de soutien ont été le soutien aux membres des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) (33%), la formation aux AGR (31%), le soutien matériel et en équipement initial (17%) et l'établissement de groupes (13%). Les femmes représentaient 59% des bénéficiaires, les hommes 31% et les 10% restants n'étaient pas spécifiés, ce qui démontre l'engagement du FFU à promouvoir l'entrepreneuriat féminin et les AGR, ainsi que le rôle important des femmes dans la vie économique quotidienne dans l'ensemble de la région SLC.

¹ OIT, 'Women and men in the informal economy, a statistical brief', 2019. Accessible [ici](#).

² BM, 'Income Diversification Patterns in Rural Sub-Saharan Africa', 2014. Accessible [ici](#).

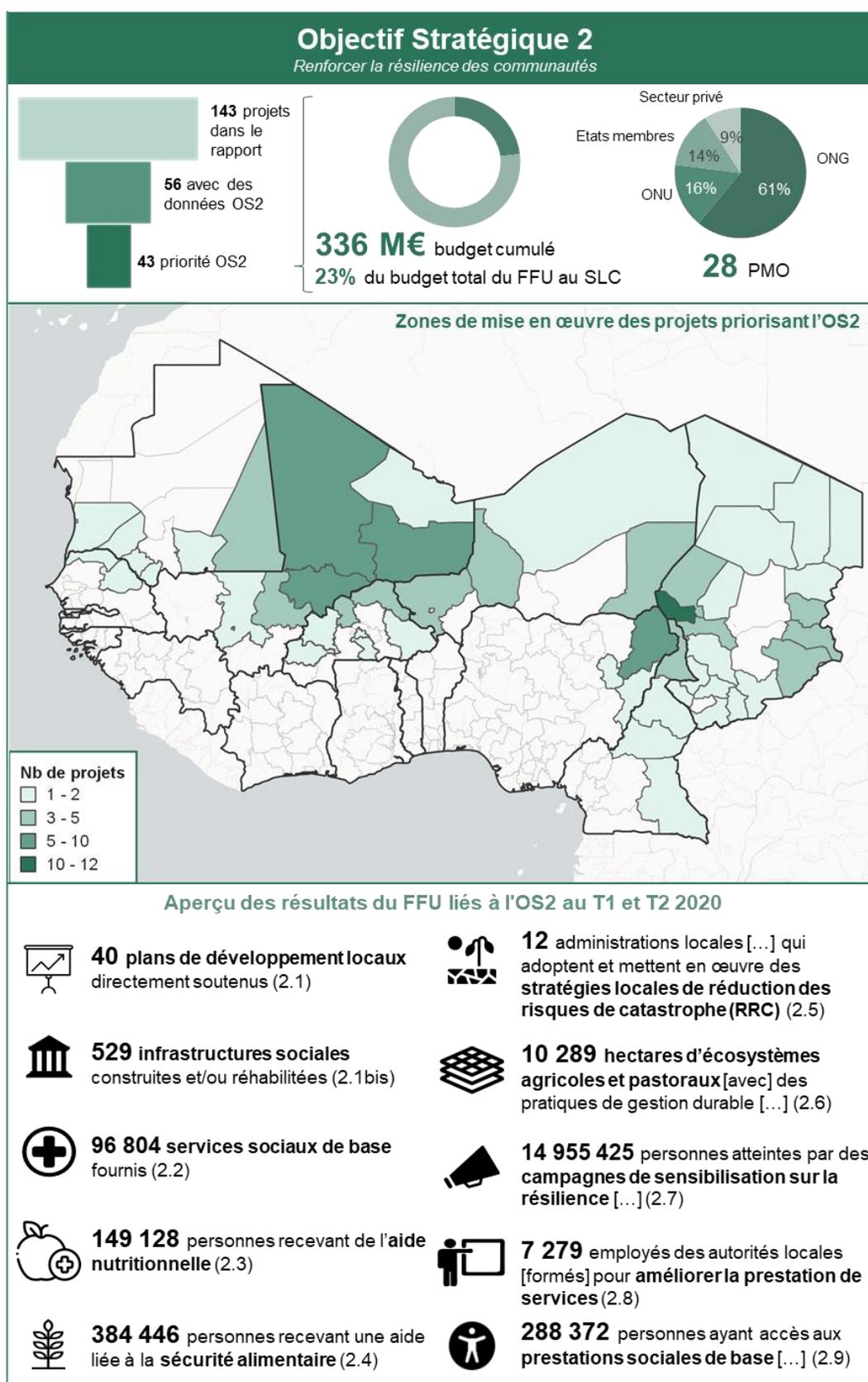
³ BM, 'Données de la Banque mondiale' – Cameroun. Accessible [ici](#).

⁴ BM, 'Données de la Banque mondiale' – Niger. Accessible [ici](#).

⁵ Les autres bénéficiaires étaient des rapatriés ou appartenant à un groupe non précisé.

RENFORCER LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES

Figure 10 : Objectif Stratégique 2 – Tableau de bord, SLC, juin 2020



En raison de la flambée de violence, des aléas climatiques fréquents¹ et de la pandémie du COVID-19,² la situation dans la région SLC s'est rapidement détériorée au premier semestre 2020. Les besoins humanitaires ont atteint des niveaux sans précédent.³ En mai 2020, 24 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire dans la région,⁴ soit une augmentation de 14% par rapport aux 21 millions de personnes en 2019.⁵

L'insécurité alimentaire a également atteint des chiffres sans précédent. Alors qu'en 2019, 7,2 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire aux niveaux de crise et d'urgence alimentaire dans la région,⁶ ce nombre a augmenté de 69% et atteint 12,2 millions en mai 2020.⁷ La malnutrition dans la région s'est également aggravée rapidement, avec 1,6 million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère, contre 1,5 million en 2019, soit une augmentation de 7%.⁸ La pandémie de la COVID-19 a encore accru le risque d'insécurité alimentaire,⁹ ainsi que mis davantage l'accent sur les systèmes de santé fragiles, et affaibli les économies locales.¹⁰

La réponse du FFU à cet égard a été multiforme. Afin d'atténuer l'impact des chocs extérieurs et de renforcer la résilience, le FFU intervient dans une large mesure par le biais de l'approche humanitaire d'urgence, réhabilitation et développement (LRRD), qui consiste à combler le fossé entre les opérations humanitaires et de développement. Les programmes LRRD peuvent fournir une assistance immédiate aux plus vulnérables en les approvisionnant directement en nourriture et en nutrition. Ils peuvent également fournir des intrants agricoles, la distribution du bétail et les AGR agricoles pour renforcer la résilience des agriculteurs et des éleveurs. À long terme, ils peuvent en outre renforcer les capacités des autorités locales à mieux anticiper et répondre aux risques de catastrophe, ainsi qu'à réhabiliter les terres agricoles et les infrastructures sociales afin d'accroître la sécurité alimentaire et les soins de santé, l'éducation, le logement et l'accès à l'eau.

Fournir une aide liée à la sécurité alimentaire pour atténuer l'impact des conflits et du changement climatique

Les productions agricoles et pastorales dans la région du SLC sont de plus en plus affectées par l'effet combiné de l'insécurité croissante et des déplacements massifs qui ont suivi. Les attaques continuent contre les civils, conjuguées aux actes de pillages et de banditisme, ont profondément affecté le fonctionnement des marchés et limité l'accès des populations aux champs et aux intrants agricoles.¹¹ Des milliers de personnes ont été forcées à quitter leur foyer, ce qui a entraîné la perte de moyens de subsistance et d'actifs productifs, ainsi que l'élaboration de stratégies de survie néfastes telles que la réduction du nombre de repas quotidiens.

Pour mettre fin à cette vulnérabilité, les programmes financés par le FFU ont fourni une assistance liée à la sécurité alimentaire à 253 877 personnes au premier trimestre 2020 et 130 569 personnes au deuxième trimestre (indicateur 2.4). Au premier trimestre 2020, 92 628 bénéficiaires ont reçu des intrants agricoles. 78% d'entre eux ont été rejoints par le biais du programme Résilience Burkina Faso (BF-01), qui a distribué de l'aide alimentaire sous forme de bons alimentaires aux personnes vulnérables des régions du Nord et du Sahel du Burkina Faso. Au deuxième trimestre, 78 338 bénéficiaires ont reçu des intrants agricoles. 94% d'entre eux ont été aidés par le programme RRR

¹ OCHA, 'Vue d'ensemble des besoins et des besoins humanitaires – Crise du Sahel', mai 2020. Accessible [ici](#).

² HCR, 'INTERVENTION D'URGENCE COVID-19 – Afrique de l'Ouest et centrale', 1er juillet 2020. Accessible [ici](#).

³ *External Operational Update – UNHCR Sahel Response*, 30 juin 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA - Crise du Sahel. op. cit.

⁵ OCHA, '2019 SAHEL DASHBOARD: Humanitarian overview', septembre 2019. Accessible [ici](#).

⁶ Ibid.

⁷ Ocha, 'Vue d'ensemble des besoins et des besoins humanitaires – Crise du Sahel', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Ocha. Tableau de bord Sahel 2019. op. cit.

⁹ UNHCR, 'West & Central Africa Update', mai-juin 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ Mise à jour externe du HCR. op. cit.

¹¹ FAO, 'Région du Sahel, FAO en situation d'urgence', Consultée en avril 2020. Accessible [ici](#).

(NG-07)¹ au Nigéria. Pour renforcer la production et la diversification des cultures, RRR a fourni aux ménages vulnérables des intrants agricoles de qualité dans l'État de Borno, en proie aux conflits.

Le changement climatique est un facteur aggravant de l'insécurité alimentaire. Il a affecté les régimes pluviométriques à travers la région, augmenté la fréquence et l'ampleur des chocs tels que les sécheresses et les inondations, et accéléré la dégradation de l'environnement.² Fin juin 2020, de fortes pluies ont provoqué des inondations dans certaines parties du Niger et du Mali. Les zones les plus atteintes ont été les régions de Maradi et Tahoua au Niger, avec respectivement 13 667 et 4 173 personnes touchées, et la région de Mopti au Mali, avec 7 648 personnes touchées, dont 5 406 déplacés internes.³ En outre, en raison de la désertification, de vastes étendues de terres pastorales et agropastorales souffrent de graves déficits de pâturages et d'eau, et on estime que 80% des terres agricoles sont dégradées dans le SLC.⁴ Les conséquences sur la sécurité alimentaire sont désastreuses, affectant la production et la disponibilité alimentaires locales. La croissance des prix des denrées alimentaires alimente également la concurrence entre communautés sur les ressources rares.⁵ Le FFU s'est efforcé de renforcer la résilience des communautés face aux chocs extérieurs. Au S1 2020, 96 094 bénéficiaires ont eu accès à l'irrigation (indicateur 2.4), dont 89 699 pour le seul premier trimestre 2020. Au cours de ce trimestre, 89% d'entre eux étaient des pasteurs et des agro-pasteurs des régions de Tombouctou, Kidal, Gao et Mopti au Mali et ont été touchés par le programme SDNM2 (ML-04)⁶ qui a soutenu la construction d'infrastructures dédiées. Environ un tiers des bénéficiaires de l'aide liée à la sécurité alimentaire (27%) ont bénéficié de la réhabilitation des terres, presque entièrement dans la région du Sahel au Burkina Faso, grâce à l'élaboration d'arrangements sylvopastoraux et de points d'eau pour les agro-pasteurs par le programme Stabilisation Séno (BF-02).

Améliorer l'accès et la prestation des services sociaux de base dans les zones instables

La région du SLC a un taux élevé de mortalité chez les enfants de moins de cinq ans et l'accès aux soins de santé primaires est très limité. En outre, l'insécurité croissante a contraint les centres de santé à fermer par centaines, en particulier au Burkina Faso, au Mali et au Niger, touchés par le conflit, où 241 centres de santé ont été fermés ou sont restés non opérationnels en raison de l'insécurité. La fourniture de services de santé au Cameroun, au Tchad, au Nigéria et dans la région de Diffa, dans l'est du Niger, a également été perturbée, les groupes armés ciblant directement les agents de santé et les ONG telles que Médecins Sans Frontières (MSF) qui a dû suspendre ses activités médicales à deux reprises : une fois dans l'état nigérian de Borno en 2018 et une fois dans la région de Diffa au Niger l'année suivante.⁷

L'un des engagements du FFU est d'améliorer l'accès aux services sociaux de base pour les populations touchées par les conflits. Ainsi, 82 578 services sociaux de base ont été fournis au premier trimestre 2020, et 14 226 au deuxième (indicateur 2.2). Dans l'ensemble, les soins de santé occupaient une place importante, et 95% des services prodigués étaient liés à la santé physique et/ou mentale au 30 juin 2020. Au cours du premier semestre, le Nigéria et le Cameroun ont été les principaux bénéficiaires de l'aide aux soins de santé. Au 16 juin 2020, dans les États nigériens déchirés par la violence, Borno, Adamawa et Yobe (BAY), 326 établissements de santé ont été entièrement

¹ 'Restaurer et promouvoir une agriculture durable-moyens de subsistance fondés pour la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition dans l'État de Borno.' (RRR) est un programme financé par le FFU mis en œuvre par la FAO, le PAM et l'ONU Femmes au Nigéria

² PAM, 'Mise à l'échelle pour la résilience individus, communautés et systèmes au Sahel. Note de référence opérationnelle', 2018. Accessible [ici](#).

³ Flood List, 'Afrique de l'Ouest – 9 morts, des milliers de maisons détruites après des inondations au Niger et au Mali', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Vue d'ensemble des besoins et des besoins humanitaires – Crise du Sahel', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

⁶ 'Sécurité et Développement au Nord du Mali – phase 2 (SDNM 2)'.

⁷ MSF, 'LAKE CHAD CRISIS: Over 10M people heavily dependent to aid for survival', février 2020. Accessible [ici](#).

endommagés, compromettant ainsi l'accès aux services de santé pour des millions de personnes.¹ Au Nigéria, le programme PSS (NG-06)² s'est efforcé, jusqu'à son achèvement en mars 2020, de soutenir la résilience des enfants touchés par le conflit, en renforçant la prestation et l'accès aux services communautaires de protection de l'enfance ainsi qu'aux services de santé mentale et de soutien psycho-social. Au cours du T1 2020, ils ont fourni un soutien psycho-social à 56 847 bénéficiaires à Borno, représentant 69% de tous les services sociaux de base fournis au cours de cette période. La situation est également tendue au Cameroun où 2,9 millions de personnes avaient besoin d'une aide sanitaire en 2020.³ Dans la région de l'Extrême-Nord, les incidents avec des groupes armés ont considérablement limité l'accès à l'aide humanitaire et au développement.⁴ 24% et 72% de tous les services sociaux de base fournis, respectivement, au premier et au deuxième trimestre ont été fournis dans l'Extrême-Nord, dans le cadre du programme Résilience Septentrion (CM-01), qui vise à renforcer la disponibilité des services de santé dans la région. Les services du programme consistaient en des vaccinations et un soutien aux accouchements réussis pour les communautés d'accueil.

Outre l'accès aux services de base, le FFU agit également sur le plan structurel, afin de renforcer les capacités des autorités locales et des prestataires de services pour soutenir leurs prestations. Au premier trimestre 2020, 3 538 personnes ont bénéficié de renforcement des capacités et 3 742 au deuxième trimestre (indicateur 2.8). La plus forte augmentation s'est produite au Cameroun (+34% au deuxième trimestre 2020), principalement par l'intermédiaire de Résilience Septentrion, qui a fourni des formations nutritionnelles aux volontaires communautaires des régions d'Adamaoua et de l'Extrême-Nord. Au deuxième trimestre, 3 383 relais communautaires ont été formés à l'approche Nutrition Durable pour Tous, qui consiste en des campagnes de sensibilisation et des démonstrations sur l'état du retard de croissance chez les jeunes enfants, combinées à une évaluation des pratiques agricoles, dans le but d'identifier et de former des relais communautaires pour soutenir les campagnes. Ce type d'action est d'autant plus nécessaire que le Cameroun abritait environ 585 000 personnes souffrant de malnutrition sévère en 2020.⁵

Fournir une assistance nutritionnelle aux enfants et aux femmes vulnérables

En juin 2020, environ 2 millions d'enfants de moins de cinq ans étaient gravement sous-alimentés dans la région du SLC.⁶ En outre, dans un contexte mêlant insécurité, perturbation des services sociaux de base et pandémie mondiale, la fermeture des écoles signifie que de nombreux enfants n'ont plus accès aux programmes d'alimentation.⁷

Les projets financés par le FFU participent à atténuer l'impact de cette situation par le biais d'une approche à deux volets. D'une part, une aide nutritionnelle a été fournie à 120 776 bénéficiaires au premier trimestre 2020 et à 28 352 au deuxième trimestre (indicateur 2.3). Le principal pays bénéficiaire au premier trimestre a été le Sénégal, avec 49% des bénéficiaires (58 856), tous atteints par le programme *Yellitaare* (SN-01). Le programme a offert des aliments, conduit des visites à domicile, soutenu le dépistage et le traitement de la malnutrition aiguë pour les enfants vulnérables des régions de Saint-Louis et de Matam. Au Sénégal, la malnutrition s'élevait à 8,2% en 2020, la malnutrition chronique touchant 19% des enfants âgés de 6 à 59 mois et 17% souffrant d'un retard de croissance. Le Cameroun a été le principal bénéficiaire au deuxième trimestre, avec 9 422 bénéficiaires atteints par Résilience Septentrion (CM-01), soit 33% du total atteint au cours de cette période. Dans le pays, 585 000 personnes avaient un besoin urgent d'aide nutritionnelle en 2020. Dans la région de l'Extrême-Nord, les prix des aliments de base sont restés élevés depuis avril pour des produits tels que le riz,

¹ OCHA, 'BAY states, Nigéria : Humanitarian Snapshot', 16 juin 2020. Accessible [Ici](#).

² 'Renforcer le soutien psychosocial, la santé mentale, la réintégration et les services de protection pour les enfants de Borno, y compris les enfants associés à Boko Haram.' est un programme financé par le FFU mis en œuvre par l'UNICEF au Nigéria

³ OCHA, 'Cameroun : Plan d'intervention humanitaire en un coup d'œil', consulté en octobre 2020. Accessible [Ici](#).

⁴ UNHCR 'Cameroun MCO Factsheet', juillet 2020. Accessible [Ici](#).

⁵ OCHA, op. cit.

⁶ OCHA, 'Sahel Dashboard: Humanitarian overview', juin 2020. Accessible [Ici](#).

⁷ OCHA, 'Vue d'ensemble des besoins et des besoins humanitaires – Crise du Sahel', mai 2020. Accessible [Ici](#).

limitant ainsi l'accès à la nourriture pour les ménages pauvres.¹ Au deuxième trimestre, Résilience Septentrion a fourni des consultations curatives, y compris le dépistage, l'aiguillage et le paiement des coûts, ainsi que le traitement contre la malnutrition aiguë sévère (MAS) pour les enfants des communautés hôtes de moins de cinq ans dans l'Extrême-Nord. Enfin, bien qu'elle représente 15% des bénéficiaires au deuxième trimestre, la Mauritanie a connu la plus forte augmentation de l'aide nutritionnelle (+134% au T2). Dans le cadre du programme SAFIRE (MR-07), qui vise à renforcer la résilience des communautés rurales mauritaniennes, 4 141 femmes vulnérables de Hodh ech Chargui ont été examinées pour malnutrition au deuxième trimestre.

Au-delà de ces aspects, le FFU a également lancé de vastes campagnes de sensibilisation sur la nutrition et l'apport alimentaire. 115 474 personnes ont été touchées par ces campagnes au premier trimestre 2020, et 92 857 au deuxième trimestre (indicateur 2.7). Il y a eu une augmentation significative de 10% du nombre de personnes atteintes par les campagnes de sensibilisation à la nutrition au premier trimestre et une augmentation de 7% au deuxième trimestre. En Mauritanie, au cours du premier semestre 2020, SAFIRE a touché 67 049 personnes vulnérables, pour la plupart des jeunes, grâce à des actions de sensibilisation à la promotion de la nutrition des nourrissons et des jeunes enfants et des pratiques familiales essentielles à Nouakchott et Hodh ech Chargui. En Mauritanie, la sensibilisation des jeunes aux pratiques d'alimentation des enfants est particulièrement pertinente, car environ 37% des femmes âgées de 20 à 24 ans ont été mariées avant 18 ans et 18% avant 15 ans,² et l'âge moyen des mères au premier accouchement est de 22 ans.³ Au Sénégal, à travers le programme *Yellitaare*, qui vise à renforcer la résilience dans les régions du nord du Matam et de Saint-Louis, 41 556 femmes vulnérables ont été sensibilisées à de bonnes pratiques alimentaires et nutritionnelles, ainsi que formées à des produits locaux accessibles et riches en micronutriments. L'amélioration des pratiques nutritionnelles des femmes est particulièrement importante au Sénégal, car une mauvaise nutrition maternelle, très répandue en particulier chez les adolescentes, est associée à un cycle intergénérationnel de malnutrition et de pauvreté.⁴ Au Tchad, 27 431 personnes vulnérables, pour la plupart des femmes, ont été sensibilisées à de bonnes pratiques d'hygiène et nutritionnelles dans les régions de Lac, Kanem et Bahr al Ghazal. Cibler les femmes est particulièrement pertinent, car 48% des femmes tchadiennes en âge de procréer sont anémiques⁵ en raison des faibles niveaux globaux de consommation d'aliments d'origine animale et de fruits et légumes.⁶

¹ Few's Net, 'Cameroun : Mise à jour sur la sécurité alimentaire', août 2020. Accessible [ici](#).

² UNPFA, 'Child Marriage in West and Central Africa at a Glance', septembre 2018. Accessible [ici](#).

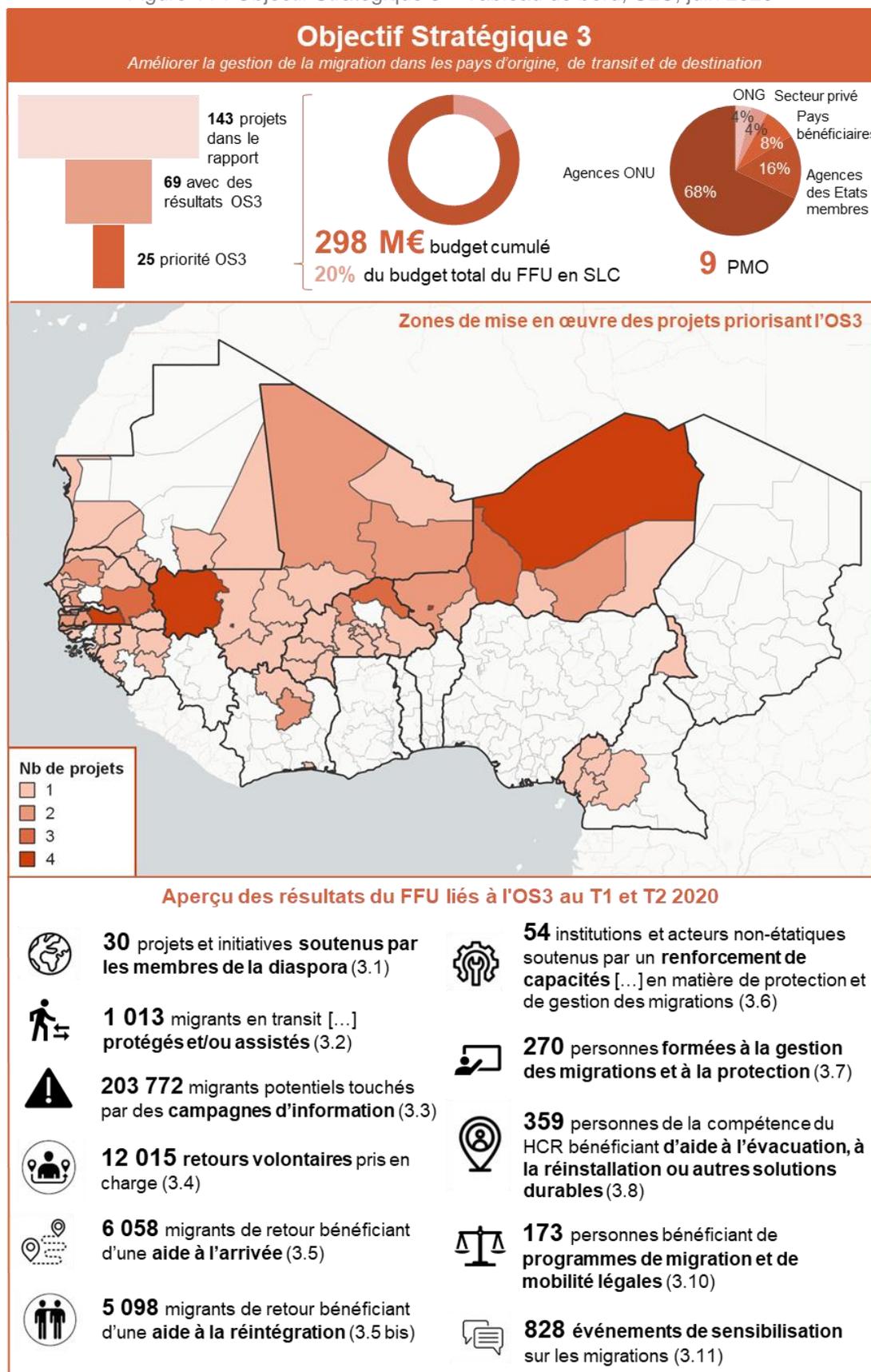
³ NationMaster, 'Âge moyen de la mère à la première naissance : Pays comparés', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁴ USAID, 'Sénégal : Profil nutritionnel', février 2018. Accessible [ici](#).

⁵ Rapport mondial sur la nutrition, 'Profil nutritionnel du Tchad', 2019. Accessible [ici](#).

⁶ FAO, 'Profil nutrition : République du Tchad – Résumé', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

Figure 11 : Objectif Stratégique 3 – Tableau de bord, SLC, juin 2020



La gestion des flux migratoires dans la région du Sahel et du Lac Tchad est devenue de plus en plus difficile ces dernières années. Le nombre de personnes déplacées de force a augmenté dans des proportions inquiétantes : en juin 2020, 4,5 millions de personnes étaient déplacées forcées dans la région,¹ soit un million de plus qu'en 2018.² Au-delà de l'augmentation de la population dans le besoin, la nature imprévisible des facteurs conduisant au déplacement pose également de sérieux défis. La région a aussi connu une augmentation des attaques et de morts civiles au premier semestre 2020, en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger.³

Dans ce contexte, le FFU vise à renforcer les institutions et les acteurs non étatiques à travers un renforcement des capacités ou un soutien opérationnel sur la protection et la gestion des migrations. Le renforcement de la protection est particulièrement important, car les besoins et les vulnérabilités des migrants en matière de protection ont considérablement augmenté ces dernières années.⁴ Cela est en partie imputable à l'accent mis sur la gestion des frontières dans les programmes liés à la migration, qui a amené les personnes en mouvement à utiliser des routes plus dangereuses.⁵ Le retour, l'évacuation et la réinstallation sont également des solutions qui ont pris de l'importance dans un contexte d'insécurité croissante des déplacés forcés, avec la recrudescence du conflit en Libye et les nombreuses attaques contre des camps de réfugiés au Burkina Faso au début de l'année.⁶

Renforcer les capacités des institutions et des acteurs non étatiques en matière de protection et de gestion des migrations

Les pays de la région du Sahel et lac Tchad se caractérisent par la faiblesse des institutions gouvernementales, qui n'ont souvent pas les capacités et les ressources nécessaires pour gérer efficacement les flux migratoires. Ces institutions sont de plus en plus confrontées à la montée de l'insécurité dans la région ainsi qu'aux effets accrus du changement climatique sur les terres et les communautés, conduisant notamment à une insécurité alimentaire généralisée.⁷ Plus récemment, les institutions ont été secouées par la pandémie de COVID-19 qui a conduit plusieurs gouvernements de la région à imposer des couvre-feu et des fermetures de frontières.⁸ Dans ce contexte, le soutien aux institutions et aux acteurs non-étatiques chargés de gérer les migrations est essentiel pour assurer une assistance et une protection adéquates aux migrants. À cet égard, le FFU vise notamment à renforcer les capacités des différents acteurs impliqués dans la gestion des migrations, grâce à une combinaison de formation, de soutien technique et/ou de soutien opérationnel.

Au cours du premier semestre 2020, 54 institutions et organisations non-étatiques (53 au premier trimestre de 2020 et une au deuxième trimestre) ont été directement renforcées sur la protection et la gestion des migrations, principalement par de la formation (80%) et de l'assistance technique (18%) (indicateur 3.6). Les principaux types de structures bénéficiant de ce soutien étaient les institutions civiles nationales (85%), suivies des ONG et des OSC (15%), qui sont également des acteurs clés de la protection et de l'assistance aux migrants. En outre, 270 personnes ont été formées à la gestion des migrations (138 au premier trimestre de 2020 et 132 au deuxième trimestre), dont 22% de femmes (indicateur 3.7).⁹

La traite des êtres humains est à la fois un phénomène interne et externe dans les pays de la région du SLC, et elle est particulièrement répandue au Nigéria.¹⁰ Le programme Traite des Êtres Humains (TEH, REG-12) mis en œuvre par Expertise France depuis 2019 dans le Golfe de Guinée vise à

¹ OCHA, 'Humanitarian needs rise in the Sahel amid COVID-19', 18 juin 2020. Accessible [ici](#).

² OCHA, Crise du Sahel, Op. cit.

³ RFI, 'G5 Sahel : un 6e sommet des chefs d'État dans un contexte de multiplication des attaques', 24 février 2020. Accessible [ici](#).

⁴ MMC/ UNHCR, 'On this journey, no one cares if you live or die', 29 juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Clingendael, 'Multilateral Damage – The impact of EU migration policies on central Saharan routes', septembre 2018. Accessible [ici](#).

⁶ UNHCR, 'Insecurity in Burkina Faso forces thousands of Malian refugees to leave camp', 3 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁷ OCHA, Crise du Sahel. Op. cit.

⁸ Alain Antil, Katia Djellat, 'Le COVID-19 au Sahel : pandémie lente mais impacts multiples', le 13 mai 2020. Accessible [ici](#).

⁹ Dans 25% des cas, le sexe n'a pas été précisé.

¹⁰ UNODC, 'Prevention of human trafficking', consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

contribuer à la lutte contre la traite des êtres humains dans la région.¹ L'un des aspects clé de ce programme est de renforcer la capacité des différents types d'acteurs impliqués dans cette lutte, notamment d'améliorer la mise en œuvre des cadres législatifs et normatifs développés au niveau national. Entre autres acteurs, le programme vise à renforcer durablement le leadership, la légitimité et les capacités opérationnelles des comités interministériels et à organiser des cycles de formation pour les membres de ces comités nationaux. En conséquence, 17 personnes ont été formées au premier trimestre 2020 en Guinée, dont cinq femmes (29%). De plus, 21 personnes ont été formées au deuxième trimestre 2020, dont 12 femmes (57%). Parmi elles, 11 personnes ont été formées au Ghana et 10 personnes en Côte d'Ivoire (indicateur 3.7). Au-delà des membres de ces comités, TEH vise également à accroître la capacité du personnel travaillant dans les centres dédiés aux victimes de la traite, notamment pour veiller à ce que des soins et un soutien approprié soient fournis à ces personnes particulièrement vulnérables. Au deuxième trimestre 2020, 32 personnes ont été formées au Ghana dans cet objectif, dont 21 femmes (66%). Comme l'identification et la mise en accusation des trafiquants sont essentielles, des formations ont également été dispensées au personnel judiciaire local en Côte d'Ivoire – 25 bénéficiaires, dont cinq femmes (20%).

Au-delà de la traite des êtres humains, le soutien du FFU au renforcement des capacités des acteurs se concentre également sur des groupes de population spécifiques tels que les enfants avec le programme AFIA (MR-02),² mis en œuvre par *Save the Children* en Mauritanie de fin 2016 à juin 2020. Ce programme visait notamment à renforcer les capacités de protection des enfants migrants contre l'exploitation et la traite : différents types d'institutions ont été formés à la protection des enfants migrants, notamment la police, la Direction de la Protection Judiciaire des enfants, le Centre d'Insertion Sociale et de Protection, les OSC et le Ministère des affaires sociales, de la jeunesse et de la famille. Au premier trimestre 2020, 43 membres du personnel des institutions ont reçu une formation dans les wilayas³ de Trarza, Nouakchott, Hodh El Gharbi, Guidimaka, Gorgol, Dakhil et Nouâdhibou et Brakna (indicateur 3.6).

Soutenir la contribution de la diaspora au développement social et économique local dans leurs zones d'origine

Le rôle des diasporas dans leur pays d'origine et leur contribution potentielle au développement local sont de plus en plus reconnus par les acteurs internationaux.⁴ Au-delà des liens sociaux et culturels forts, les diasporas sont des acteurs économiques clés dans leur pays d'origine. Les fonds envoyés en Afrique subsaharienne par les diasporas ont été multipliés par dix au cours des vingt dernières années, allant de 4,1 milliards d'euros en 2000 à 41 milliards d'euros en 2018.⁵ Ces transferts représentent plus de 3% du PIB dans plusieurs pays de la région et atteignent 16% en Gambie.⁶ Des études montrent que les envois de fonds réduisent la pauvreté dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, améliorent les résultats nutritionnels, sont associés à des dépenses d'éducation plus élevées et réduisent le travail des enfants dans les ménages défavorisés.⁷ Toutefois, il est estimé que la pandémie actuelle entraînera une diminution de 23% des envois de fonds en Afrique subsaharienne, en grande partie en raison d'une baisse des salaires et de l'emploi des travailleurs migrants, qui ont tendance à être plus vulnérables à la perte d'emploi et de salaires pendant les crises économiques dans les pays d'accueil.⁸

¹ Il couvre la Guinée, Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria ainsi que le Togo et le Bénin. Ces deux derniers pays sont couverts par le co-financement du Ministère Français de l'Europe et des Affaires Etrangères.

² 'Renforcement des capacités pour une meilleure gestion de la migration afin de protéger l'enfance migrante contre l'exploitation et la traite'

³ *Wilayah* : division administrative régionale

⁴ OIM, 'Rapport mondial sur les migrations 2018', 2017. Accessible [ici](#).

⁵ Samik Adhikari, 'COVID-19 et baisse des envois de fond nationaux en Afrique : quelles conséquences vers les ménages pauvres ?', le 09 juin 2020. Blog Banque mondiale. Accessible [ici](#).

⁶ World Bank Data, 'Personal remittances, received (% of GDP) – The Gambia', consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Communiqué de presse de la Banque mondiale, 'World Bank Predicts Sharpest Decline of Remittances in Recent History', 22 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Ibid.

Dans ce contexte, le soutien du FFU à la mobilisation des diasporas pour contribuer au développement social et économique local dans leur pays d'origine est particulièrement stratégique. Dans la fenêtre SLC, ce soutien est principalement assuré par Diaspora Mali (ML-05)¹ et PAISD (SN-06-02) au Sénégal.² Ils intègrent tous deux des composantes axées sur les diasporas et sont mis en œuvre par l'Agence Française de Développement (AFD). Début 2020, ils ont contribué à l'appui de 30 projets soutenus par les diasporas (11 au premier trimestre 2020 et 19 au deuxième trimestre) par cofinancement (indicateur 3.1). Ces projets ciblent des zones de départ élevé au Sénégal et au Mali, comme Kayes (d'où viennent 80% de tous les Maliens en France, par exemple).³

Diaspora Mali se concentre sur les diasporas situées dans les principaux pays de destination des migrants maliens (France, Espagne et Côte d'Ivoire) et vise à tirer parti de la diaspora malienne, qui est particulièrement active et bien organisée : 650 associations de maliens ou d'activistes rien qu'en France et un Ministère des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine créé en 2004 qui est chargé de la mise en œuvre de « mesures visant à assurer la pleine implication des Maliens vivant à l'étranger dans la vie nationale et la réalisation d'actions de co-développement ». ⁴ En outre, 80% des transferts reçus de la diaspora au Mali sont consacrés aux dépenses des ménages, mais 20% sont orientés vers des investissements sociaux ou économiques.⁵ Les 21 projets soutenus par Diaspora Mali (11 au premier trimestre 2020 et 10 au deuxième trimestre) et cofinancés par des associations de la diaspora sont axés sur l'amélioration des services de base.

PAISD se concentre sur la diaspora sénégalaise établie en Europe et plus particulièrement en Belgique, en Espagne, en France et en Italie, car ces pays accueillent les proportions les plus élevées de migrants sénégalais.⁶ Les projets soutenus par cette diaspora visent principalement à réhabiliter, construire et/ou équiper des infrastructures sociales telles que les écoles, les centres de santé et les systèmes d'approvisionnement en eau dans les zones d'origine de la diaspora, et soutient les entrepreneurs issus de la diaspora. Au deuxième trimestre 2020, neuf projets d'infrastructures sociales ont été soutenus par cofinancement.

Soutenir le retour des migrants et des réfugiés dans leur pays d'origine dans un contexte de pandémie mondiale et de détérioration de la situation sécuritaire

Lorsque les conditions le permettent, le retour est généralement l'option privilégiée pour les personnes déplacées de force, telles que les personnes déplacées internes.⁷ Lorsqu'ils se retrouvent bloqués et/ou en situation irrégulière pendant une longue période, les migrants peuvent aussi parfois être disposés à retourner dans leur pays d'origine. Le retour a pris de l'importance ces dernières années dans les politiques migratoires élaborées par les acteurs internationaux, y compris l'UE.⁸

Dans la fenêtre SLC, l'aide du FFU au retour volontaire est principalement fournie dans le cadre de deux programmes. L'Initiative Conjointe UE – OIM pour la protection et la réintégration des migrants (IC UE-OIM)⁹ a débuté en mai 2017 et couvre 13 pays de la région.¹⁰ L'aide au retour est fournie dans le cadre de l'initiative de retour volontaire et de réintégration de l'OIM, qui consiste en « un soutien administratif, logistique ou financier, y compris une aide à la réintégration, aux migrants incapables ou peu disposés à rester dans le pays d'accueil ou le pays de transit et qui décident de retourner dans leur

¹ 'Projet d'appui aux investissements de la diaspora malienne dans les régions d'origine'.

² 'Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement de l'investissement de la diaspora sénégalaise'.

³ REACH, 'Destiné à migrer – Explorer une culture de la migration dans un monde de restrictions migratoires', mars 2020. Accessible [ici](#).

⁴ ICMPD, FIAPP (en), 'Guide sur l'utilisation des données migratoires au Mali', 2017. Accessible [ici](#).

⁵ Fiche d'action EUTF-SAH-ML-05

⁶ WATHI (WATHI), 'Présentation de la diaspora sénégalaise', le 03 juin 2020. Accessible [ici](#).

⁷ UNHCR, 'Global trends – Forced Displacement en 2019', 10 septembre 2019. Accessible [ici](#).

⁸ Commission européenne, 'Vers une politique de retour efficace' consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁹ BF-04, CM-04, GM-02, ML-07, MR-03, NE-01, NE-07, NG-04, REG-04, REG-08, SN-06.

¹⁰ Les 13 pays sont : Burkina Faso, Cameroun, Tchad, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Gambie.

pays d'origine ». ¹ Le second programme est *Refugees' Resilience* (REG-06), mis en œuvre par le HCR au Mali, au Burkina Faso, au Niger et en Mauritanie, qui vise à renforcer la résilience des populations déplacées en raison de l'instabilité au Mali.

Au premier semestre 2020, les activités de ces deux programmes ont été affectées négativement par la pandémie de COVID-19. Plusieurs pays de la région ont fermé leurs frontières pendant plusieurs semaines, ce qui a entraîné la suspension de la réinstallation des réfugiés, tandis que les opérations de retour volontaire ont été partiellement suspendues. ² Malgré cette contrainte importante, un nombre important de retours volontaires ont été organisés au premier et au deuxième trimestres 2020 : 12 015 au total (9 825 au T1 et 2 190 au T2), ce qui représente 20% du nombre total organisé depuis le début (indicateur 3.4). Parmi ceux-ci, 7 896 ont été menés dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE – OIM, principalement du Niger (5 911) et du Burkina Faso (1 594), avec des migrants principalement originaires du Mali (1 832), de Guinée (1 570) et du Niger (1 519). Les retours de migrants bloqués et vulnérables organisés depuis le Burkina Faso au deuxième trimestre 2020 (1 504) et une partie des retours organisés depuis le Niger (440) et la Mauritanie (12) au cours de la même période ont été possibles grâce à l'organisation de couloirs humanitaires lors de la fermeture temporaire des frontières. Ces retours et les mesures nécessaires en matière de soins de santé et de quarantaine ont été organisés dans le cadre d'un fonds COVID-19 de 2 millions d'euros créé dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE-OIM. D'autres couloirs humanitaires ont été organisés à partir du Niger au troisième trimestre et seront signalés dans le rapport S2.

Au Burkina Faso, *Refugees' Resilience* a soutenu le retour volontaire de 4 119 réfugiés maliens dans leur pays au cours du premier semestre 2020, dont 2 145 femmes (52%); cela représente une proportion importante (63%) du nombre total de retours organisés par le programme depuis ses débuts. Cette augmentation des retours est principalement due à la détérioration de la situation sécuritaire au Burkina Faso et à plusieurs attaques récentes contre des camps de réfugiés. ³ Le HCR a notamment indiqué en avril 2020 que les 9 000 réfugiés du camp de Goudoubo étaient partis en raison d'attaques répétées et d'ultimatums lancés par des groupes armés. ⁴ La plupart sont retournés au Mali avec le sentiment qu'ils n'avaient pas d'autre alternative, tandis que 2 500 d'entre eux ont rejoint de nombreux Burkinabés déplacés dans la ville de Dori, où ils vivent dans des conditions très difficiles. Une autre attaque dans le camp de réfugiés de Mentao en mai 2020 a encore renforcé le climat de peur chez les réfugiés maliens ainsi que leur volonté de rentrer chez eux. ⁵ Toutefois, la situation sécuritaire instable au Mali ne permet pas à beaucoup d'entre eux de retourner dans leur zone d'origine.

¹ OIM, 'Glossaire sur les migrations', 2019. Accessible [ici](#).

² OIM, UNHCR, 'L'OIM et le HCR annoncent la suspension temporaire des voyages de réinstallation de réfugiés', 17 mars 2020. Accessible [ici](#).

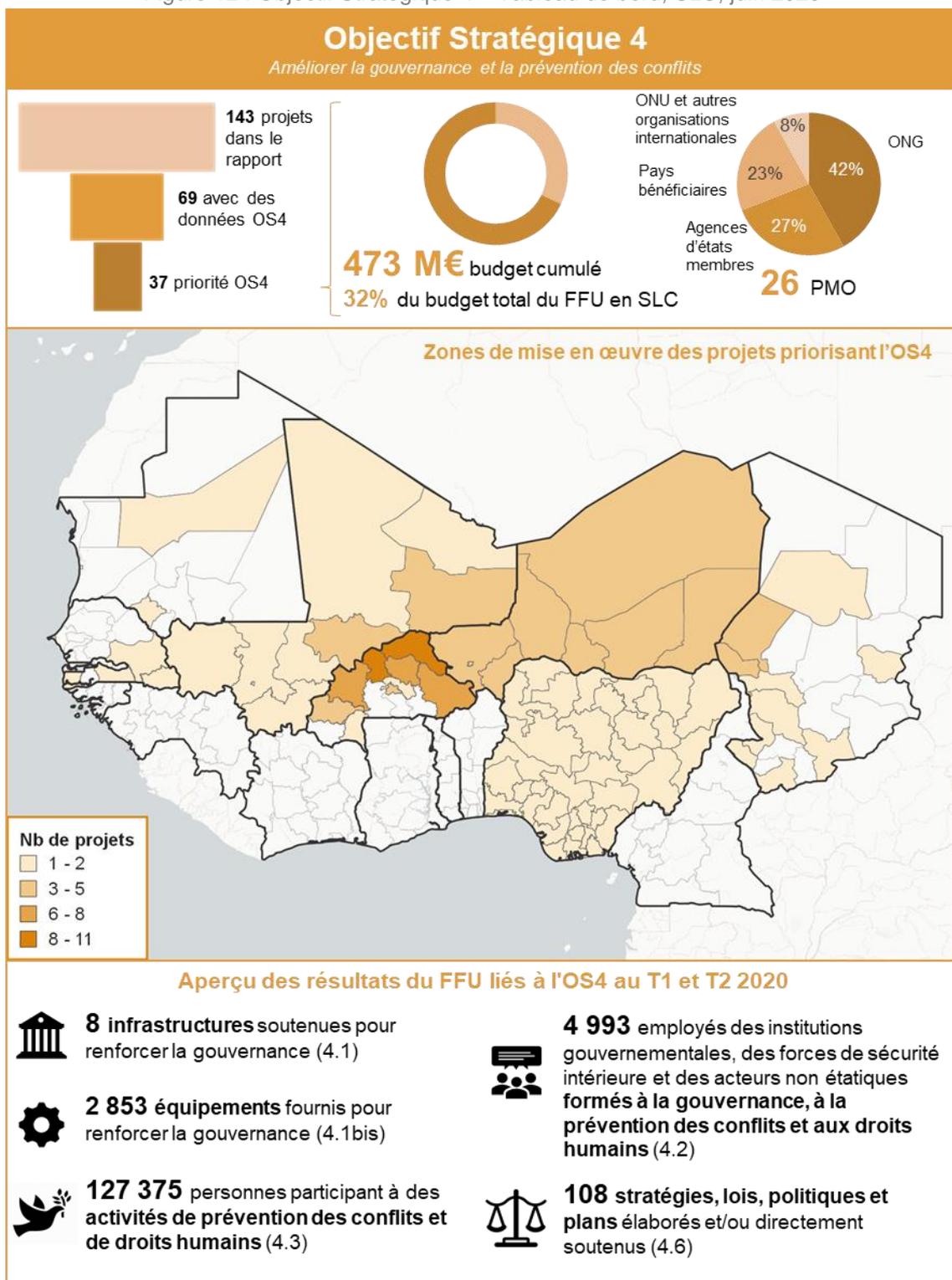
³ Le nouvel humanitaire, 'Des milliers de réfugiés maliens fuient les camps du Burkina Faso à la suite d'attaques', le 29 mai 2020. Accessible [ici](#).

⁴ UNHCR, 'L'insécurité au Burkina Faso force des milliers de réfugiés maliens à quitter le camp', le 3 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁵ HCR, 'Burkina Faso : Le HCR condamne les violences à l'encontre des réfugiés maliens', le 4 mai 2020. Accessible [ici](#).

AMELIORER LA GOUVERNANCE ET LA PREVENTION DES CONFLITS

Figure 12 : Objectif Stratégique 4 – Tableau de bord, SLC, juin 2020



Les conflits dans la région du Sahel et Lac Tchad (SLC) se sont intensifiés au cours du premier semestre de 2020 et risquent de s'étendre aux pays voisins. 3365 incidents de sécurité (affrontements armés, violences contre des civils et explosions) ont été enregistrés dans les pays couverts par la fenêtre SLC du FFU au cours de cette période. La violence reste principalement concentrée autour des deux principales zones du Liptako-Gourma et du bassin du Lac Tchad.¹

Dans la région de Liptako-Gourma, l'intensification des combats entre forces armées et groupes militants, ainsi que la fin de l'alliance entre les deux principaux groupes djihadistes, le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM) et l'État Islamique dans le Grand Sahara (EIGS), ont conduit à une flambée de violence au premier semestre de 2020. Depuis l'émergence de l'EIGS en 2015, la coexistence entre le GSIM (affilié à Al-Qaïda) et l'EIGS a souvent été décrite comme « l'exception sahélienne » : les liens entre les membres de haut rang des deux groupes permettaient souvent de résoudre les problèmes sans violence jusqu'en juillet 2019. Toutefois, au cours du premier semestre 2020, les tensions et les affrontements violents entre les deux groupes se seraient intensifiés au Mali et au Burkina Faso. Les divisions idéologiques, cimentées par l'intégration formelle l'an dernier de l'EIGS au sein de l'État Islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO, un groupe dissident de Boko Haram, qui opère dans le bassin du Lac Tchad) auraient été les principaux moteurs du conflit.² Suite à l'intensification des attentats terroristes au second semestre 2019, les pays du G5 Sahel se sont réunis à Pau (France) en janvier 2020 pour élaborer une feuille de route pour une coopération future et la concentration des efforts sur la zones tri-frontalière du Liptako-Gourma.³ À la suite de ce sommet, alors que les forces locales et étrangères ont intensifié leurs opérations, la violence contre les civils par les forces de l'État a également augmenté dans les trois pays de la région de Liptako-Gourma. En juin 2020, le nombre de décès au Niger, au Mali et au Burkina Faso pour 2020 (4 357) était déjà de 90% du total pour l'ensemble de l'année 2019 (4 823).^{4,5}

Dans la région du Lac Tchad, Boko Haram et ses groupes dissidents ont également multiplié les attaques depuis le début de l'année. En mars, des militants ont attaqué Boma, au Tchad, tuant 92 soldats tchadiens. Cette attaque, le coup le plus meurtrier porté aux forces armées tchadiennes à ce jour, a conduit au lancement de l'opération « Colère de Bohoma » dans laquelle, selon l'armée, 1000 djihadistes ont été tués.⁶

Malgré la pandémie de COVID-19 et les restrictions qui en découlent sur les mouvements et rassemblements, les niveaux globaux de conflit dans la région n'ont pas diminué. Au contraire, les groupes violents ont étendu leurs territoires d'influence.⁷ Le Nigéria a enregistré une augmentation de la violence dans la région du Nord-Ouest, où un conflit intracommunautaire entre éleveurs peuls et agriculteurs haoussa a été aggravé par une explosion des activités criminelles et l'infiltration de groupes djihadistes dans la région.⁸

Fournir une formation et un soutien matériel aux forces de sécurité

Lors du sommet de Pau, les pays du G5 Sahel ont élaboré une feuille de route pour la coopération future et lancé la Coalition pour le Sahel qui s'est réunie pour la première fois à Niamey en juin 2020.^{9,10} Treize pays (dix États membres de l'UE, le Royaume-Uni, le Niger et le Mali) ont également lancé la force Takuba, composée de forces spéciales européennes et qui viendra compléter les actions

¹ ACLED, 'Tableau de bord du projet de données sur l'emplacement des conflits armés et les événements', 2020. Accessible [ici](#).

² Sentinelle de la CCT, 'La fin de l'anomalie sahélienne : comment le conflit mondial entre l'État islamique et Al-Qaïda est finalement arrivé en Afrique de l'Ouest', juillet 2020. Accessible [ici](#).

³ BBC Afrique, 'Sommet de Pau : bientôt une coalition pour le Sahel', janvier 2020. Accessible [ici](#).

⁴ ACLED (ACLED), 'State atrocities in the Sahel: the impetus for counter insurgency results is fueling government attacks on civilians', 2020. Accessible [ici](#).

⁵ ACLED. op. cit.

⁶ Le Point, 'Bassin du Lac Tchad : Idriss Déby Itno se retire des opérations anti-djihadistes', janvier 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Courrier & the Guardian, 'La pandémie comme modèle décalé de conflits en Afrique', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁸ ICG, 'Violence in Nigeria's North West: Rolling back the mayhem', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁹ BBC Afrique. op. cit.

¹⁰ Reuters, 'La France lance une coalition au Sahel face à la montée de la violence djihadiste', juin 2020. Accessible [ici](#).

déjà en cours sur le terrain.¹ A la suite de ce sommet, afin de regagner du terrain contre les groupes armés non-étatiques au Sahel, les forces de sécurité locales et étrangères ont intensifié leurs opérations. Les programmes financés par le FFU ont continué de soutenir les forces de sécurité locales et nationales à travers des formations, la fourniture d'équipements et la construction d'infrastructures de sécurité.

Depuis le début des activités, 30 647 personnes ont été formées sur la prévention des conflits, la sécurité et les droits humains (indicateur 4.2) par des programmes financés par le FFU. Les forces de sécurité locales et nationales représentent 22% de toutes les personnes formées depuis le début des activités, et respectivement 20% et 9% des stagiaires du premier et du deuxième trimestre de 2020. Dans la région de Liptako-Gourma, les forces de sécurité ont toutes été formées sur des sujets de sécurité, principalement par le programme Groupes d'Intervention Rapides – Surveillance et Intervention (GAR-SI, REG-04). Le programme a formé 60% des acteurs de la sécurité formés au Niger, au Mali et au Burkina Faso au premier semestre 2020. Au T1 2020, 207 membres des forces de sécurité nationale ont été formés par le programme SECUTCHAD (TD-05) au Tchad. Dans le même pays, où l'armée combat l'EIAO et Boko Haram autour des îles du lac Tchad et sur les rivières de Logone et Chari, le programme a formé 13 pilotes et 13 skippers à engager des groupes armés non-étatiques au premier trimestre 2020. Au cours du même trimestre, 119 membres des forces de sécurité nationale ont été formés à l'intervention dans des zones hostiles de la province de Chari-Baguirmi, à la frontière avec le Cameroun.

Au T1 2020, le « Système d'Information de Police Ouest-Africain » (WAPIS, REG-03) a formé dix membres des forces de sécurité en Côte d'Ivoire, les premiers à être formés à la sécurité et à la prévention des conflits dans le pays depuis le début des activités financées par le FFU. La situation dans les pays centraux du Sahel présente un risque élevé de débordement des conflits dans les pays côtiers voisins. En juin 2020, la Côte d'Ivoire a signalé la première attaque djihadiste sur son sol depuis la fusillade de Grand Bassam en 2016, lorsque des militants soupçonnés d'être membres du GSIM ont attaqué un poste frontière dans le Nord, tuant 14 soldats.² L'inclusion des pays centraux et côtiers dans les activités d'échange d'information, comme cela se fait dans le WAPIS, pourrait éventuellement soutenir la prévention et la réaction de ces pays aux attaques.

Au-delà des formations, certains programmes financés par le FFU ont construit des infrastructures pour les forces de sécurité. Au 30 juin 2020, 52 infrastructures pour renforcer la gouvernance ont été construites, dont 33 infrastructures de sécurité (indicateur 4.1) depuis le début des activités. La construction d'infrastructures de sécurité permet de soutenir les forces nationales dans leurs opérations : le programme PARSEC (ML-06) au Mali a construit sept casernes et bureaux pour les forces armées, dont un camp mobile pour les forces de sécurité à Mopti, permettant une meilleure mobilité des forces armées dans la région. Le programme AJUSEN (NE-06) au Niger a aidé le gouvernement par le biais d'un soutien budgétaire pour la construction de huit postes frontaliers, assurant un meilleur contrôle et une meilleure surveillance des frontières dans le pays.

S'engager dans des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix

Malgré l'engagement important des forces de sécurité nationales et étrangères dans la lutte contre le terrorisme, les groupes extrémistes violents semblent être de plus en plus résilients, comme en témoigne la persistance des attaques et l'expansion des territoires qu'ils contrôlent. Pour remédier à cette situation, les programmes financés par le FFU ont soutenu des activités de prévention et de résolution des conflits, qui visent à évaluer et résoudre les tensions, le manque de cohésion et les griefs entre les communautés.

¹ DW, 'Mali : la force Takuba sera-t-elle efficace contre les djihadistes ?', avril 2020. Accessible [ici](#).

² Koaci, 'Côte d'Ivoire : Attaque de Kafolo, la Nation rend hommage aux 14 militaires tués', juin 2020. Accessible [ici](#).

Entre le début des activités et juin 2020, 1 058 398 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix (indicateur 4.3), dont, respectivement 77 814 et 49 560 bénéficiaires au premier et au deuxième trimestres de 2020.

Au T1 2020, une grande partie des activités de prévention des conflits visait à prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent. En Mauritanie, qui représentait 42% des bénéficiaires du premier trimestre, le programme CORIM (MR-06) a touché 31 647 personnes considérées comme à risque de radicalisation à travers un discours alternatif au récit violent qui se propage dans la région. Alors que la Mauritanie n'a connu aucune attaque depuis 2011, sa proximité avec le Mali et l'Algérie la rend vulnérable à une résurgence des activités extrémistes.

Au T2 2020, 91% des bénéficiaires des activités de consolidation de la paix (44 900 personnes) ont été touchés par des activités de prévention des conflits. 32% d'entre eux, soit 14 417 personnes, ont été touchés par le programme MCN (NG-03) au Nigéria qui vise à soutenir les mécanismes de résolution des conflits endogènes dans le nord-est du Nigéria, où l'insurrection de Boko Haram a affaibli les institutions communautaires de gestion des conflits (tribunaux locaux et traditionnels ou institutions religieuses).

La plupart des bénéficiaires touchés au deuxième trimestre se trouvaient au Burkina Faso (31 417 personnes), tous par le programme Prévention de l'Extrémisme Violent (PEV, BF-08). Parmi eux, 3 231 ont été touchés par des activités impliquant des chefs religieux, des jeunes et des populations vulnérables afin d'améliorer leur résilience face à l'extrémisme violent. En effet, le Burkina Faso a connu une augmentation spectaculaire de la violence intercommunautaire au cours de l'année écoulée. Les 28 186 bénéficiaires restants rapportés au T2 2020 au Burkina Faso ont été sensibilisés à travers un dialogue communautaire sur la prévention des conflits.

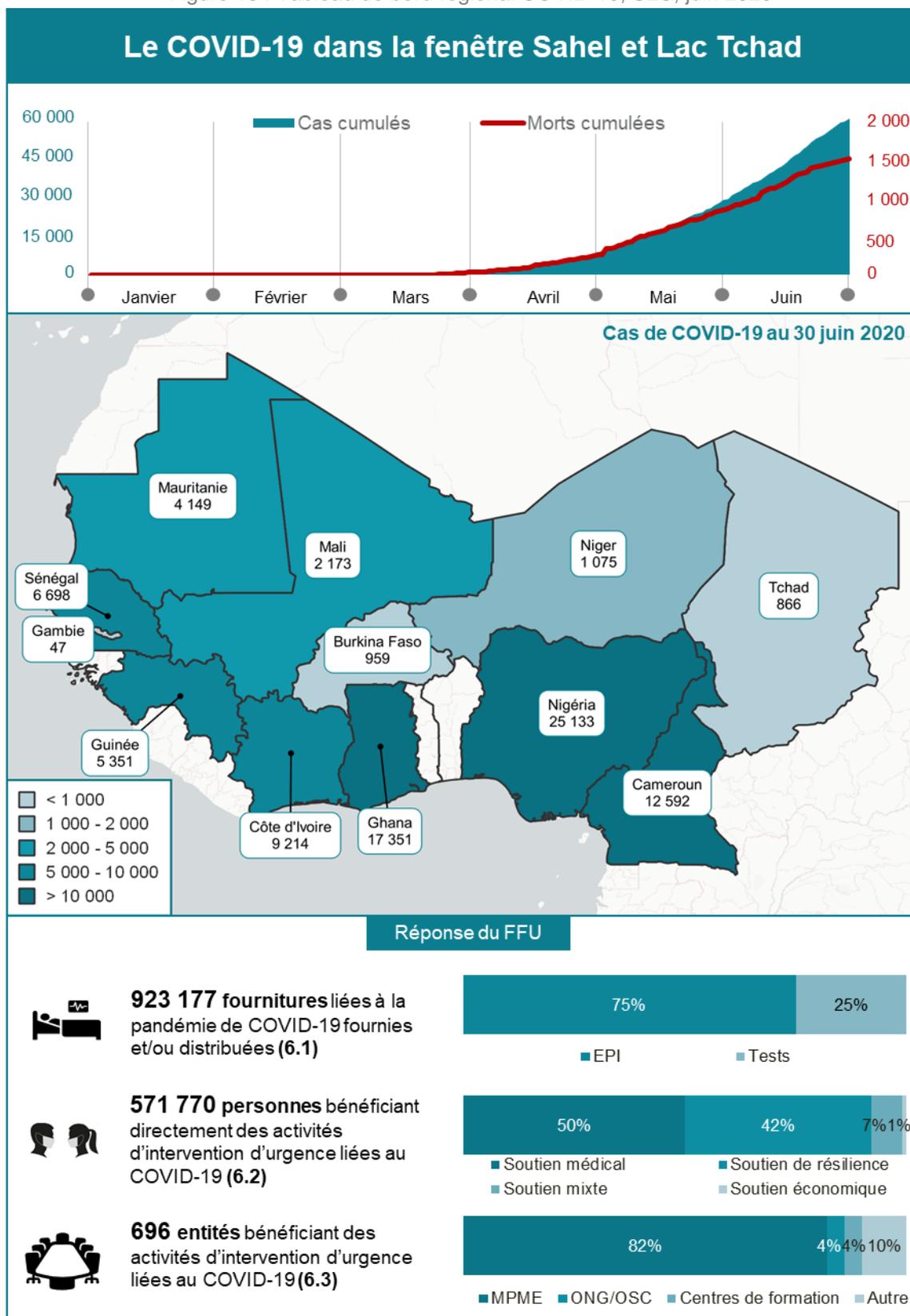
Une grande partie de la prévention des conflits concerne également l'accès aux ressources naturelles et le conflit entre agriculteurs et éleveurs. Les analyses de la dynamique des conflits montrent que la violence est plus profondément enracinée dans des contextes où l'État n'est pas présent ou n'a pas la confiance de la population, et où les tensions ethniques sont facilement relancées. La crise a exacerbé les conflits fonciers et les tensions entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Dans ce contexte, la formation des représentants communautaires est primordiale pour améliorer les mécanismes de résolution des conflits. Au deuxième trimestre 2020, 48% des personnes formées à la prévention et à la gouvernance des conflits étaient des représentants communautaires (indicateur 4.2), soit 1 059 personnes. Le Programme d'urgence pour la stabilisation des espaces frontaliers du G5 Sahel (PDU, REG-18) a mis en place des réseaux de médiateurs, formés pour accompagner la résolution pacifique des conflits entre les communautés des pays du G5 Sahel. Sur un total de 1 059 représentants communautaires formés au deuxième trimestre 2020, 571 étaient des médiateurs formés par ce programme. Le programme RESILAC (REG-05) a formé 457 dirigeants communautaires à la gouvernance démocratique, afin de soutenir les mécanismes endogènes de résolution des conflits sur l'accès aux ressources naturelles.

Pour prévenir les conflits fonciers, des programmes financés par le FFU ont également soutenu l'élaboration de plans de développement locaux d'échange de terres. À cet égard, au premier trimestre 2020, le programme PEV (BF-08) au Burkina Faso a soutenu l'élaboration de 13 protocoles sur l'utilisation des terres dans le district de Séno (indicateur 4.6).

Enfin, les programmes financés par le FFU ont soutenu des activités visant à restaurer les relations entre l'État et la population civile. Au Tchad, qui représente 41% des bénéficiaires des activités de consolidation de la paix (indicateur 4.3) au T1 2020, 31 164 personnes ont été touchées grâce au programme SECUTCHAD (TD-05), qui a organisé des événements culturels et sportifs avec la société civile et les acteurs de la sécurité dans le but de restaurer les relations entre les deux groupes.

COVID-19 DANS LE SLC ET LA REPONSE DU FFU

Figure 13 : Tableau de bord régional COVID-19, SLC, juin 2020



La région du Sahel et Lac Tchad a été touchée par la pandémie mondiale COVID-19 le 27 février, lorsqu'un premier cas a été enregistré au Nigéria.¹ À partir de cette date, la pandémie s'est rapidement étendue. En mars, les gouvernements du SLC ont rapidement pris des mesures pour contenir la propagation du coronavirus, notamment la fermeture des frontières et des espaces publics, les couvre-feu, les interdictions de voyager, les bouclages et les masques obligatoires.² Le Tchad, la Guinée, le Mali, le Niger, le Sénégal et la Gambie ont déclaré l'état d'urgence, accordant à leurs branches exécutives des pouvoirs extraordinaires pour gérer la crise sanitaire.³ Alors que le mécontentement social et la crainte d'une récession économique ont incité la plupart des gouvernements à assouplir les restrictions en mai,⁴ certaines mesures ont été prolongées en juin dernier.

Alors que seulement 38 822 contaminations avaient été enregistrées dans la région au 1er juin, 85 608 cas ont été enregistrés dans le SLC (et 1 640 décès)⁵ au 30 juin, soit une augmentation de 45% en deux semaines. Dans l'ensemble, le Nigéria a enregistré le plus grand nombre de cas confirmés (25 133)⁶, suivi du Ghana (17 351), du Cameroun (12 592) et de la Côte d'Ivoire (9 214). Il convient de noter que le nombre réel de cas est certainement sous-déclaré en raison des tests limités effectués (269 815 tests effectués au 30 juin).⁷

Malgré des réponses rapides, le début de la pandémie de COVID-19 a eu un impact désastreux sur la population de la région. Bien que le nombre total de cas et de décès dans la région du SLC soit demeuré relativement faible par rapport à d'autres régions, la pandémie a mis à rude épreuve les systèmes de soins et de santé fragiles, le tissu social et les économies.⁸ Afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les pays du SLC, le FFU a réagi en réorientant une partie de son financement vers la réponse COVID-19. Au total, 38 projets ont réorienté 65 M€ vers la réponse COVID-19 et, au 30 juin, 31 projets représentant 52 M€ avaient mis en œuvre des activités liées au COVID-19. En outre, le FFU a contracté un programme uniquement sur le COVID-19, le programme 'One UN Plan' d'intervention des Nations Unies (NG-09) de 50 millions d'euros. Financé par le FFU et mis en œuvre par le PNUD, il a été spécifiquement conçu pour contenir la propagation de l'épidémie en augmentant la disponibilité et l'accessibilité des services d'intervention COVID-19 au Nigéria.

¹ La Croix, 'Nigéria : un cas de coronavirus recensé à Lagos, le premier en Afrique subsaharienne', 28 février 2020. Accessible [ici](#).

² Ouest France, 'Coronavirus. Le Burkina Faso, pays le plus touché en Afrique de L'Ouest', 22 mars 2020. Accessible [ici](#). Crtv '13 Mesures de lutte COVID-19 au Cameroun', 17 mars 2020. Accessible [ici](#). Français.china.org.cn, '(COVID-19) Tchad : toutes les écoles fermées dès ce vendredi à cause de la pandémie', 20 mars 2020. Accessible [ici](#). Guinée Nouvelles, 'Urgent-COVID-19 en Guinée : un couvre-feu instauré, mouvements des personnes de Conakry vers l'intérieur interdits (décret)', 30 mars 2020. Accessible [ici](#). French.china.org.cn, '(COVID-19) Le Mali enregistre 13 nouveaux cas de coronavirus, portant le nombre total à 87', 11 avril 2020. Accessible [ici](#). Le Monde, 'La Mauritanie, championne de la lutte contre le COVID-19?', 24 avril 2020. Accessible [ici](#). Ici Niger, 'Niger : message à la Nation du Président Issoufou Mahamadou sur la situation de la pandémie du coronavirus (COVID-19)', mars 2020. Accessible [ici](#). IRIS, 'Nigéria : un pays à l'épreuve du COVID-19 et de la désorganisation des échanges agroalimentaires', 3 avril 2020. Accessible [ici](#). Afrik financière, 'Sénégal : Macky Sall décrète l'État d'urgence et annonce un fonds de 1000 milliards de Fcfa', 23 mars 2020. Accessible [ici](#). China.org.cn, 'La Gambie déclare l'état d'urgence pour contenir COVID-19', 28 mars 2020. Accessible [ici](#).

³ French.China.org.cn, 'Tchad : état d'urgence sanitaire décrété face à la pandémie du Coronavirus', 26 avril 2020. Accessible [ici](#). APA Nouvelles, 'L'État d'urgence décrété en Guinée contre le COVID-19', 26 mars 2020. Accessible [ici](#). French.China.org.cn, '(COVID-19) Le Mali enregistre 13 nouveaux cas de coronavirus, portant le nombre total à 87', 11 avril 2020. Accessible [ici](#). RFI, 'Coronavirus au Niger : le pouvoir annonce un couvre-feu à Niamey et de nombreuses remises de peine', 28 mars 2020. Accessible [ici](#). Afrik financière, 'Sénégal : Macky Sall décrète l'État d'urgence et annonce un fonds de 1000 milliards de Fcfa', 23 mars 2020. Accessible [ici](#). China.org.cn, 'La Gambie déclare l'état d'urgence pour contenir COVID-19', 28 mars 2020. Accessible [ici](#).

⁴ BBC, 'COVID-19 : le Burkina assouplit le confinement', 5 mai 2020. Accessible [ici](#). Cameroun Tribune, 'Lutte contre le coronavirus : Paul Biya offre 2 millions de masques', 18 mai 2020. Accessible [ici](#). French.people.cn, '(COVID-19) Guinée : reprise des cours dans certaines écoles', le 30 juin 2020. Accessible [ici](#). Le Point, 'Mali : le COVID-19 en étai entre pouvoir civil et pouvoir religieux', 13 mai 2020. Accessible [ici](#). L'hebdomadaire arabe, 'La Mauritanie presque libre de COVID-19, détend le verrouillage', 11 mai 2020. Accessible [ici](#). La Croix, 'Au Niger, réouverture des lieux de culte et levée du couvre-feu', 14 mai 2020. Accessible [ici](#). RFI, 'Coronavirus au Nigéria : déconfinement progressif et partiel à Lagos et Abuja', 4 mai 2020. Accessible [ici](#). France Info, 'Sénégal : Macky Sall annonce la réouverture partielle des marchés, écoles et lieux de cultes', 12 mai 2020. Accessible [ici](#).

⁵ OWID (en), 'Cas et décès du coronavirus (COVID-19)'. Récupéré en juillet 2020, [ici](#).

⁶ Ibid.

⁷ Ce numéro n'englobe que les pays pour lesquels l'OWID a des données sur la façon dont de nombreux tests ont été effectués.

⁸ Le HCR, 'Intervention d'urgence COVID-19 – Afrique de l'Ouest et centrale', 1er juillet 2020. Accessible [ici](#).

Les activités liées au COVID-19 mises en œuvre dans toute la région ont compris la distribution de 923 177 fournitures liées au COVID telles que des gels, masques ou boucliers faciaux, lavabos, boîtes de sureté, voies respiratoires oropharyngées, lunettes, sacs de danger biologique et trousse d'essai (indicateur 6.1). 571 770 personnes ont également bénéficié de la prestation d'activités d'intervention d'urgence COVID-19 telles que le traitement médical ou l'équipement, l'aide alimentaire et les formations (indicateur 6.2). Le renforcement des capacités, le matériel médical et la communication sur les risques ont également été fournis à 696 PME, centres de santé et de formation et institutions gouvernementales (indicateur 6.3). Enfin, des campagnes de sensibilisation sur les mesures d'atténuation du COVID-19 telles que la distanciation sociale et le lavage des mains ont touché 14 562 418 personnes (indicateur 2.7).

La pandémie s'est propagée à un rythme inquiétant au Nigéria, un pays déjà touché par les conflits et le manque d'accès aux services sociaux de base. On estime que 2,7 millions de personnes supplémentaires dépendent de l'aide humanitaire en raison de la pandémie.¹ Le pays a été le premier bénéficiaire des fonds liés au COVID-19 et, par conséquent, la plupart des résultats (fournitures, activités d'intervention d'urgence pour les personnes et campagnes de sensibilisation) y ont été rapportés (indicateurs 6.1, 6.2 et 2.7). Dans ce contexte, 823 550 fournitures liées au COVID-19 ont été distribuées au deuxième trimestre 2020, dont 86% provenaient du Plan d'Intervention de l'ONU. 263 454 personnes vulnérables dans les États de Borno, Adamawa et Yobe, en proie au conflit, ont reçu un soutien médical, toutes dans le cadre du programme MCN (NG-03). Enfin, 95% de toutes les personnes touchées par les campagnes de sensibilisation liées au COVID-19 se trouvaient au Nigéria, grâce au MCN et au Plan d'intervention de l'ONU, qui ont tous deux lancé des campagnes de sensibilisation des médias sur les mesures préventives.

L'une des questions urgentes était d'appuyer les PME. Les emplois – en particulier dans le secteur informel – ont été gravement menacés par les blocages, la distanciation sociale, les restrictions aux transports et au commerce ainsi que par les fermetures d'usines et de marchés. Les blocages ont eu un effet particulièrement dommageable, car une très petite minorité de petites entreprises et de ménages ont accès à l'épargne bancaire ou au crédit pour leur permettre de rester enfermés pendant de longues périodes.² Dans l'ensemble, 82% des entités qui ont reçu un soutien d'intervention d'urgence COVID-19 étaient des PME. Le bénéficiaire principal était le Sénégal, avec 534 PME soutenues. Au Sénégal, le secteur privé a été profondément touché par la pandémie, avec des ralentissements attendus dans les secteurs du tourisme et des transports.³ Dans le cadre du programme Développer l'Emploi au Sénégal (SN-04), les PME ont reçu une assistance technique et des subventions, le soutien au fonds de roulement et les formations visant à atténuer l'impact du COVID-19. 252 506 Sénégalais ont également bénéficié des activités d'intervention d'urgence COVID-19, dont 96% dans le cadre du programme PARERBA⁴ (SN-08), qui vise à renforcer la résilience dans les régions rurales du Sénégal et à fournir à la fois résilience et soutien économique aux communautés vulnérables et aux acteurs économiques des régions centrales.

Une autre priorité majeure était d'aider les migrants et les réfugiés. La fermeture des frontières et les restrictions de voyage dues à la pandémie ont entraîné l'arrêt de milliers de migrants et de réfugiés dans des conditions dangereuses aux frontières, dans les ports et dans les camps de transit de toute la région.⁵ Des mesures restrictives ont également entravé l'accès humanitaire à certaines zones, aggravant les conditions de vie des migrants et des réfugiés bloqués. Le 25 mars, au poste frontière de Yendéré au Burkina Faso, 600 personnes ont été empêchées de traverser la frontière vers la Côte d'Ivoire⁶ et, en mai 2020, on estimait qu'environ 1 800 travailleurs nigériens étaient coincés dans des

¹ OCHA, 'BAY states, Nigéria: Humanitarian Snapshot', 16 juin 2020. Accessible [ici](#).

² Le HCR, 'Intervention d'urgence COVID-19 – Afrique de l'Ouest et centrale', 1er juillet 2020. Accessible [ici](#).

³ Le Groupe de la Banque africaine de développement, 'Sénégal : perspectives macroéconomiques', 2020. Accessible [ici](#).

⁴ La réponse au COVID-19 du programme Développer l'emploi au Sénégal comprenait une subvention de 70% à 100%.

⁵ The Guardian, 'Les fermetures frontières du coronavirus bloquent des dizaines de milliers de personnes en Afrique', mai 2020. Accessible [ici](#).

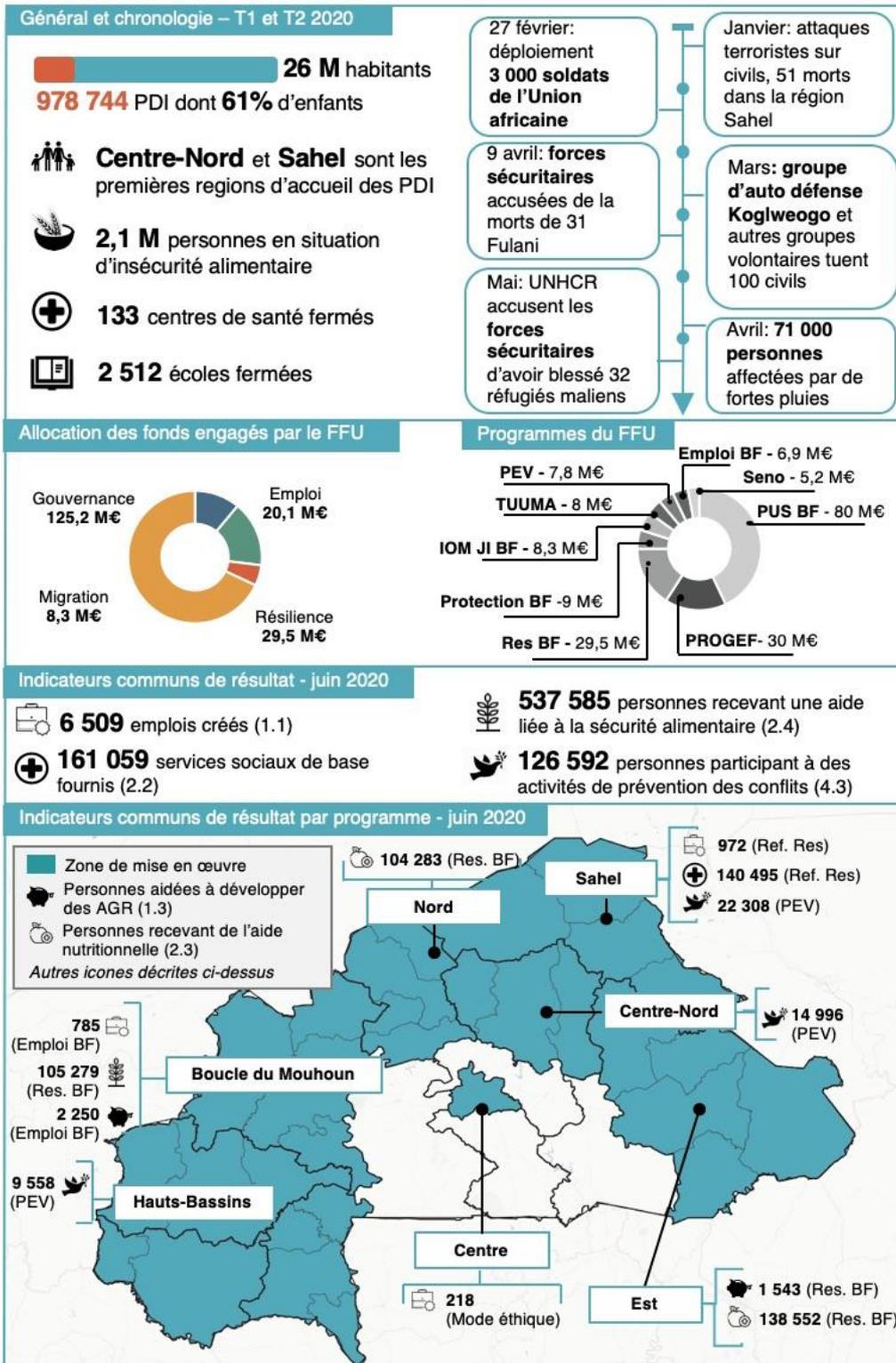
⁶ ACAPS, le Burkina Faso, ont été consultés en octobre 2020. Accessible [ici](#).

zones d'extraction d'or isolées au Burkina Faso. Bien que le HCR et l'OIM aient dû réduire temporairement les programmes de réinstallation des réfugiés et de retour volontaire, 1 504 migrants bloqués au Burkina Faso ont été aidés par des retours volontaires au Niger au deuxième trimestre 2020 par le programme d'initiative conjointe UE-OIM, ainsi que 440 du Niger au Bénin, au Burkina Faso et à la Guinée, et 12 de la Mauritanie au Sénégal, grâce à l'organisation de couloirs humanitaires. Ils ont reçu des services avant le départ, y compris de l'aide pour acquérir des papiers d'identité et des documents de voyage.

ANALYSE PAR PAYS

BURKINA FASO

Figure 14 : Burkina Faso – Tableau de bord des faits et des chiffres clés, juin 2020



LE BURKINA FASO ET LE FFU AU S1 2020

Au premier semestre 2020, la situation sécuritaire au Burkina Faso s'est fortement détériorée, en particulier dans les régions du Sahel, du Centre-Nord, du Nord, de l'Est et dans la Boucle du Mouhoun. Depuis 2019, le gouvernement a commencé à adopter une forte réponse sécuritaire à la lutte contre le terrorisme dans tout le pays, conduisant parfois à des violations des droits de l'homme et à des exécutions extrajudiciaires.¹ Les auteurs étaient soit les milices d'autodéfense (Koglweogo) soit les forces de sécurité elles-mêmes.² Ces exactions visaient principalement les Peuls, souvent associés à des groupes terroristes, et parfois les réfugiés, dont 32 ont été blessés en mai 2020 dans le camp de Mentao par les forces de sécurité qui les accusaient de complicité avec les djihadistes.³

Cette montée de violence a accru les besoins humanitaires, en particulier pour les personnes déplacées de force. Le nombre de personnes déplacées a atteint 978 744 en juin 2020, soit près de deux fois plus qu'à la fin de 2019. En outre, les assaillants ont continué de cibler les infrastructures des services de base, avec 3 891 écoles et 193 centres de santé demeurant non fonctionnels. L'insécurité croissante, à laquelle s'ajoutent de nombreux déplacements forcés, a conduit à une détérioration de la sécurité alimentaire, en particulier dans les régions du Centre-Nord, du Nord, de l'Est, et du Sahel.⁴

Renforcer la cohésion sociale pour limiter l'expansion du terrorisme

Les violences se sont intensifiées au cours des deux premiers trimestres de 2020 au Burkina Faso, faisant 756 morts parmi les civils à travers le pays durant cette période. Certains partenaires de mise en œuvre du FFU ont dû suspendre leurs activités, en particulier celles opérant dans les régions du Sahel et du Nord. Le programme PEV (BF-08) a annulé certaines de leurs caravanes de sensibilisation opérant au Sahel au premier trimestre⁵, tandis que *Refugees' Resilience* (SAH-REG-06) a cessé de se rendre au camp de Goudoubo dans la province du Séno en mars 2020.⁶ Malgré cet environnement opérationnel difficile, le nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits et de droits humains a augmenté de 33% au deuxième trimestre 2020, atteignant 126 592 personnes à la fin de juin 2020 (indicateur 4.3). Tous les bénéficiaires ont été atteints par le PEV au deuxième trimestre, un programme composé de 10 projets, dont la plupart sont mis en œuvre par des ONG internationales mais aussi nationales qui ont une bonne empreinte locale et un accès aux zones instables. Un nouveau projet a également commencé à opérer en 2020, KEEOGO⁷ (BF-08-10), qui a atteint 3 840 bénéficiaires au cours des deux premiers trimestres 2020 (indicateur 4.3). Son objectif est de renforcer le suivi et la prévention de l'extrémisme violent.⁸

En juin 2020, 83% des bénéficiaires participant à des activités de prévention des conflits (indicateur 4.3) étaient atteints par le biais d'activités de sensibilisation à grande échelle telles que des caravanes de sensibilisation, des pièces de théâtre ou autres spectacles. Les 18% restants ont participé à des dialogues communautaires, par l'intermédiaire de groupes d'écoute, y compris des femmes et des jeunes, ou de débats sur des sujets liés à la consolidation de la paix et au CVE, y compris les dirigeants venant de différents villages. Ces activités plus approfondies et ciblées sont cruciales pour renforcer la cohésion sociale dans une région où les groupes djihadistes mobilisent souvent les tensions locales pour renforcer leur légitimité. Bien que la plupart des bénéficiaires en Juin 2020 soient situés dans le nord (51%) et le sahel (24%), la plus forte augmentation est observée dans la région des Hauts-Bassins, où le nombre est passé de 845 bénéficiaires en décembre 2019 à 10 403 en juin 2020. Se concentrer sur ces types de régions, plus stables mais proches des zones d'insécurité, permet une

¹ ACAPS, 'Burkina Faso', accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

² Human Rights Watch, 'Les exécutions au Burkina Faso suscitent un large appel à l'enquête', [ici](#).

³ Base de données de veille de crise, accessible [ici](#).

⁴ ACAPS, op. cit.

⁵ Caravane régionale avec des dirigeants à voix modérée et des communicateurs de la région du Sahel, qui devait sillonner les communes de la région qui sont aujourd'hui inaccessibles.

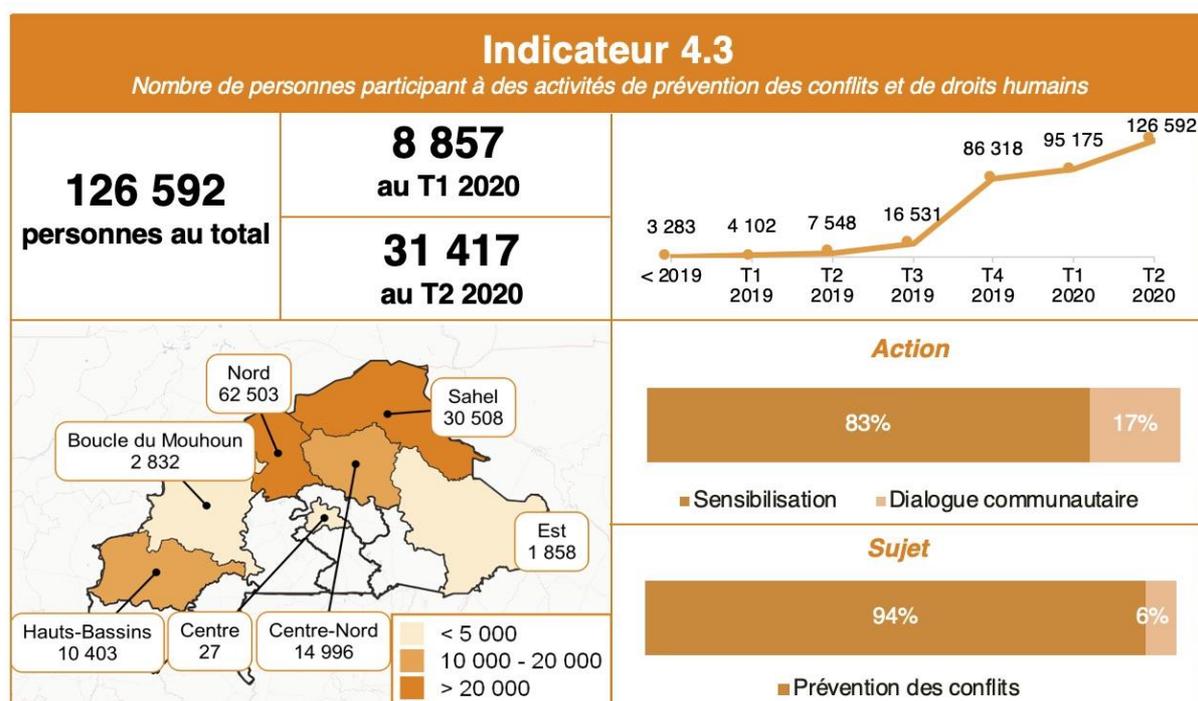
⁶ Le HCR a apporté son soutien à Ouagadougou, Bobo Dialasso et Dori, où les réfugiés avaient déménagé.

⁷ Entretien avec un informateur clé de l'UE.

⁸ Description du programme Action KEEOGO.

mise en œuvre efficace des activités de cohésion sociale grâce à un environnement opérationnel plus stable, tout en essayant de limiter l'expansion du terrorisme dans le pays.

Figure 15 : Indicateur FFU 4.3, au Burkina Faso, juin 2020¹



Renforcer la résilience alimentaire des communautés par la restauration des terres et l'irrigation

L'augmentation de la violence a provoqué des déplacements massifs de populations et accru les besoins humanitaires dans tout le pays. En juin 2020, le pays comptait 978 744 personnes déplacées² et 2,1 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire, contre 1,2 million fin 2019.³ La pandémie COVID-19 a également affecté la résilience des ménages, limitant les possibilités d'emploi et l'accès aux marchés, perturbant les activités agricoles et réduisant les revenus.⁴

Pour limiter l'impact de ces chocs extérieurs, les programmes du FFU fournissent une aide alimentaire directe dans les zones instables, mais travaillent également à renforcer la résilience des communautés pour assurer la sécurité alimentaire à long terme. En juin 2020, 537 585 personnes avaient bénéficié d'une aide liée à la sécurité alimentaire, avec une augmentation de 46% au S1 2020. Au cours de cette période, 57% des 169 579 bénéficiaires ont bénéficié d'un soutien pour améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau et restaurer les terres agricoles, contre seulement 7% en 2019. Plus de la moitié des bénéficiaires (57%) en S1 ont été attribués à Stabilisation Seno (BF-02). Le programme a atteint 96 323 personnes au cours de cette période, soit six fois plus qu'en 2019 seulement, principalement grâce à l'augmentation des 332 ha de terres dégradées et de 200 ha de développements sylvo-pastoraux. Tous les bénéficiaires se trouvaient dans le Sahel, une région caractérisée par des déplacements massifs, mais aussi des chocs climatiques, qui ont limité l'accès à l'eau et les ressources foncières, et ont eu un impact important sur la production alimentaire.⁵ Par

¹ Le code couleur de la carte présente les données des programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. Exclusions : 3 465

² HCR Burkina Faso, portail de données, accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

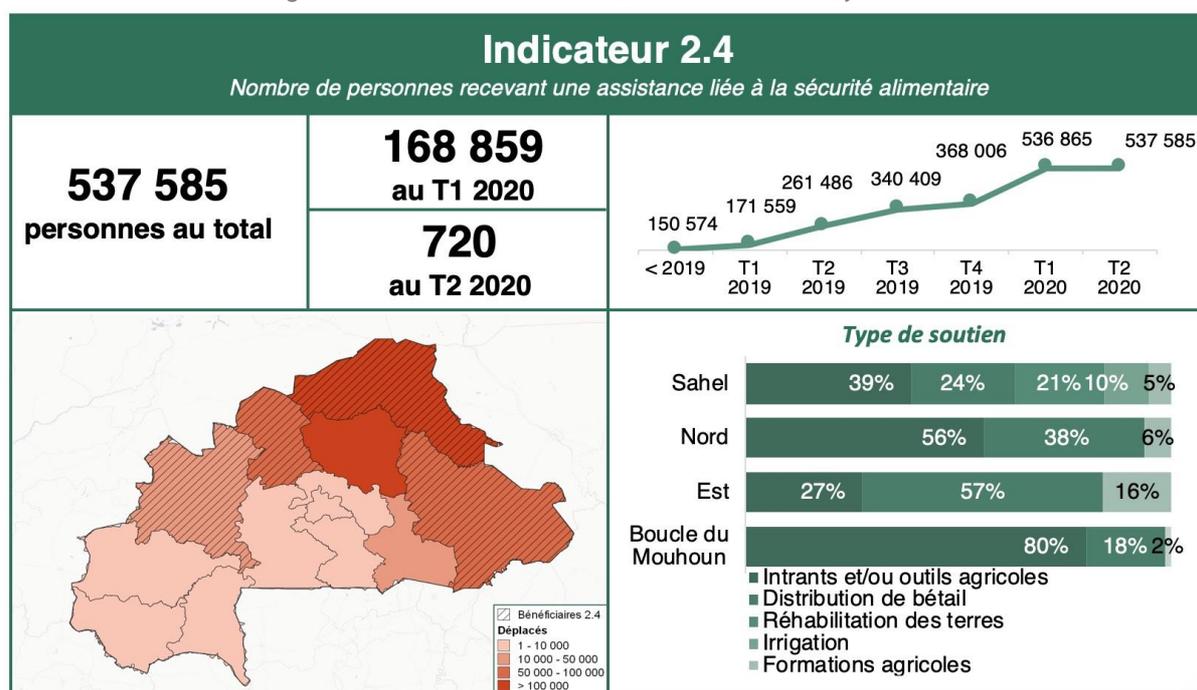
³ OCHA, 'Burkina Faso, Humanitarian snapshot', décembre 2019. Accessible [ici](#).

⁴ FAO, 'Burkina Faso', février 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

exemple, on a estimé que la production agricole globale du pays diminuerait de 6% à 15% au premier trimestre 2020 en raison de précipitations insuffisantes en 2019.¹

Figure 16 : Indicateur FFU 2.4, au Burkina Faso, juin 2020



Les programmes du FFU ont également fourni une aide directe à la sécurité alimentaire par la fourniture d'intrants agricoles aux bénéficiaires en situation de conflits. 258 826 personnes ont bénéficié de ce type d'assistance en juin 2020, avec une augmentation de 38% au S1 2020. Au cours de ce semestre, les 72 000 personnes (12 000 ménages) ont été rejointes par Résilience Burkina Faso (BF-01), dont 66% dans la région du Sahel, 44% dans la région Nord. Elles ont bénéficié de la distribution de coupons alimentaires afin de couvrir les besoins des ménages lorsque les stocks alimentaires sont épuisés pendant la saison maigre ou en raison de chocs externes tels que la COVID-19 ou l'insécurité. Cela empêche les ménages de contracter de la dette ou de recourir à des stratégies d'adaptation négatives comme la vente de leurs actifs productifs.²

Accroître les possibilités d'emploi pour les femmes et les jeunes dans les zones rurales éloignées

Les zones rurales du nord du Burkina Faso sont touchées par de fortes inégalités en termes d'accès aux services de base et opportunités économiques, comparées au sud du pays. Les terroristes peuvent exploiter la frustration des populations locales, en particulier de la jeunesse isolée, en offrant des salaires intéressants et un meilleur accès à certains services. Les programmes emploi du FFU visent en partie à contribuer à la stabilisation de ces zones en offrant des possibilités de revenus et de moyens de subsistance aux jeunes. Au 30 juin 2020, 6 509 emplois ont été créés, soit une augmentation de 22% au deuxième trimestre 2020. Sur les 1 175 bénéficiaires atteints au deuxième trimestre, presque tous via Emploi BF (BF-05), 80% étaient jeunes, contre 21% en 2019. Ils ont obtenu des emplois grâce à la création de PME (47%) ou après l'accès à l'EFTP (50%). Au premier trimestre seulement, 1 416 personnes – dont 86% de moins de 35 ans – ont bénéficié de formations professionnelles par l'intermédiaire d'Emploi BF, avec des formations durant de trois mois à un an. Afin d'assurer un impact à plus long terme, toutes les activités du programme ont été mises en œuvre par 33 OSC locales dans

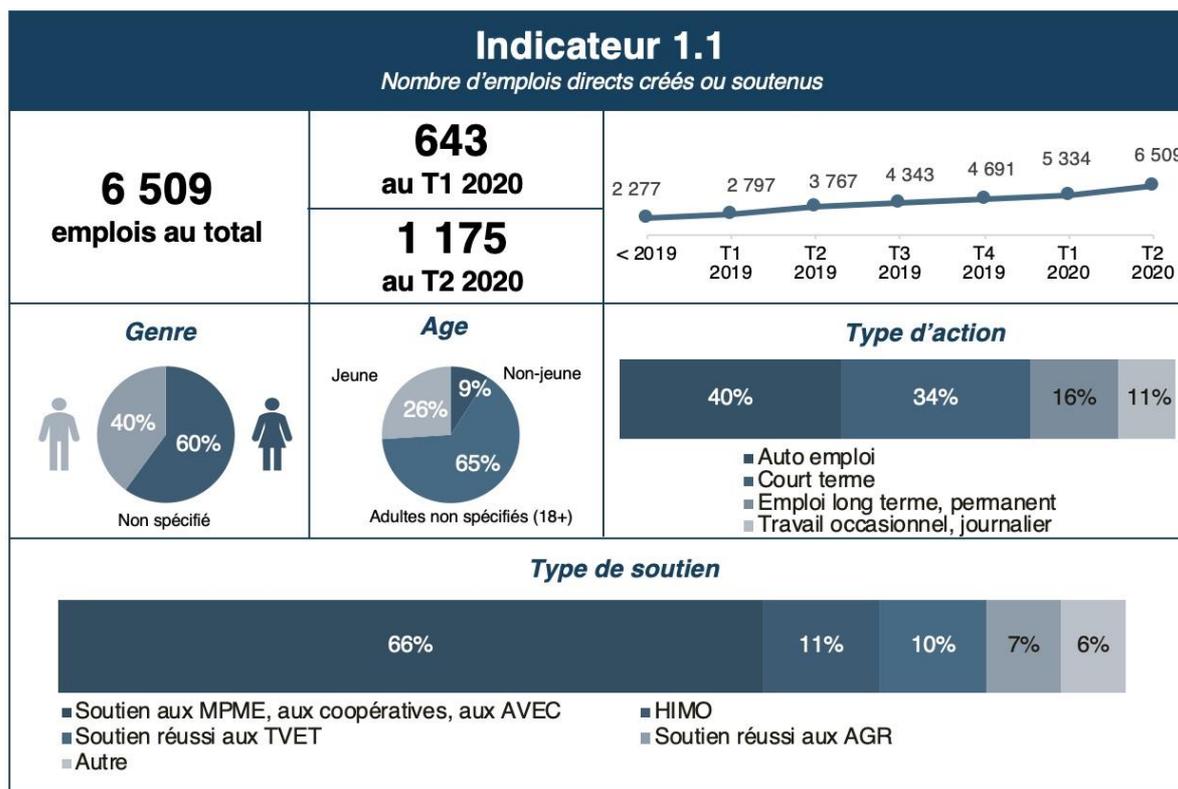
¹ Ibid.

² FAO, 'The cash approach in the Sahel', 2017. Accessible [ici](#).

les régions du Sahel, de la Boucle du Mouhoun et du Nord, et des formations ont été conçues en partenariat avec le Ministère de la jeunesse dans l'optique d'être certifiées.

Les femmes ont une forte connaissance des dynamiques locales et contribuent également à la cohésion sociale au niveau communautaire, d'où l'importance d'améliorer leurs moyens de subsistance et leur autonomisation.¹ Stabilisation Séno (BF-02) soutient cette stratégie et vise à accroître les possibilités d'emploi et de subsistance pour les femmes et les jeunes de la région du Sahel. Le programme a apporté un soutien aux AGR à 2 045 bénéficiaires au premier trimestre 2020, dont 79% étaient des femmes, accroissant le nombre total de femmes bénéficiaires de 35% en 2020 par rapport à la fin 2019.

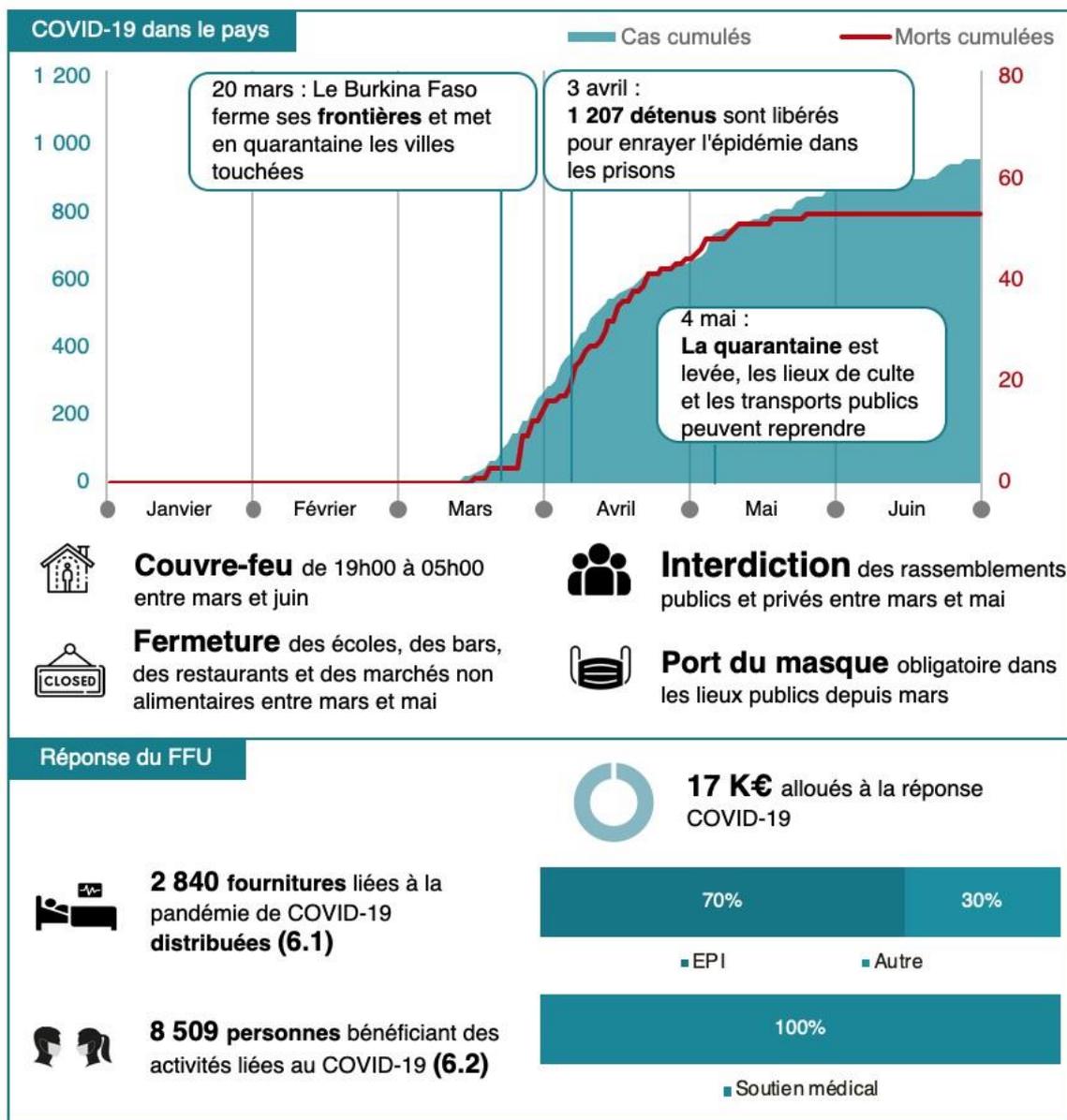
Figure 17 : Indicateur FFU 1.1, au Burkina Faso, juin 2020



¹ SIPRI, 'Main dans la main : une étude sur l'insécurité et le genre au Mali', décembre 2019. Accessible [ici](#).

Pandémie COVID-19 au Burkina Faso

Figure 18 : COVID-19 au Burkina Faso, juin 2020



La pandémie de COVID-19 a été officiellement déclarée par le Gouvernement le 10 mars 2020 au Burkina Faso. En juin 2020, le pays comptait 959 cas et 53 décès, dans 9 régions sur 13. Le gouvernement a pris des mesures restrictives pour contenir la propagation du virus, comme la fermeture des frontières le 21 mars, les écoles le 16 mars, et l'imposition d'un couvre-feu de 19 heures à 5 heures du matin qui a été levé le 3 juin. Ces mesures ont eu un impact négatif sur l'insécurité économique et alimentaire, déjà croissante dans le pays en raison de la montée de la violence, des chocs climatiques et de la pauvreté endémique. Le nombre total de personnes en situation d'insécurité alimentaire est passé de 1,2 million en décembre 2019 à 2,1 millions en mai 2020, tandis que beaucoup ont déclaré avoir perdu leur source de revenus.^{1,2}

¹ UNICEF, 'Burkina Faso situation reports', août 2020 (Centre, Hauts-Bassins, Centre-Nord, Boucle du Mouhoun, Plateau-Central, Cascades, Centre-Sud, Sud-Ouest et Sahel). Accessible [ici](#).

² ACAPS, 'Burkina Faso, Mali and Niger, Vulnerability to COVID-19 Containment Measures', avril 2020. Accessible [ici](#).

En outre, les restrictions de voyage dues à la pandémie ont empêché les humanitaires d'accéder à certaines zones et de fournir des services. Le HCR et l'OIM ont dû retarder temporairement les activités de réinstallation des réfugiés en provenance du Niger et du Rwanda, mais les programmes de retour volontaire se sont maintenus, et 5 713 migrants sont revenus au Burkina Faso au cours du S1 2020. Au niveau sécuritaire, certains groupes armés pourraient également profiter de la situation, car les restrictions de voyage ont perturbé le fonctionnement des opérations de maintien de la paix et internationales de lutte contre le terrorisme telles que le G5 Sahel. Le gouvernement a mis en place des mesures de protection temporaires pour atténuer l'impact sécuritaire et socio-économique du COVID-19. Ces mesures comprenaient un traitement gratuit pour les patients du COVID-19, un soutien financier aux entreprises touchées par les mesures de confinement, des subventions pour l'eau et l'électricité et le contrôle des prix.^{1,2}

Trois programmes du FFU ont spécifiquement adapté leurs activités pour aider à faire face à la pandémie. La Voix des Jeunes II (SAH-REG-19) a réorienté 22 000€ vers des activités de sensibilisation (AR) et a touché 135 000 personnes (indicateur 2.7) dans le pays, à travers cinq émissions de radio animées par de jeunes leaders communautaires formés par le projet. Ils ont permis aux collectivités de mieux comprendre ce qu'était la maladie, ses symptômes, les moyens de prévention ainsi que les mesures prises par le gouvernement. Le programme PEV ³ (BF-08) a utilisé 17 000€ pour mettre en œuvre les activités d'AR et distribuer 2 831 masques (indicateur 6.1) dans la région du Sahel, tandis que Mode Éthique (BF-07) a reçu 18 000€ supplémentaires du FFU pour distribuer des masques dans les régions du Centre, du Nord, du Sahel et des Hauts-Bassins.

¹ ACAPS, 'Burkina Faso', accédé en octobre 2020. Accessible [ici](#)

² Ibid.

³ Site Web du FFU, accédé en octobre 2020. Accessible [ici](#).

PROGRAMMES ACHEVES AU S1 2020

Figure 19 : Résilience Burkina Faso (programme, BF-01)

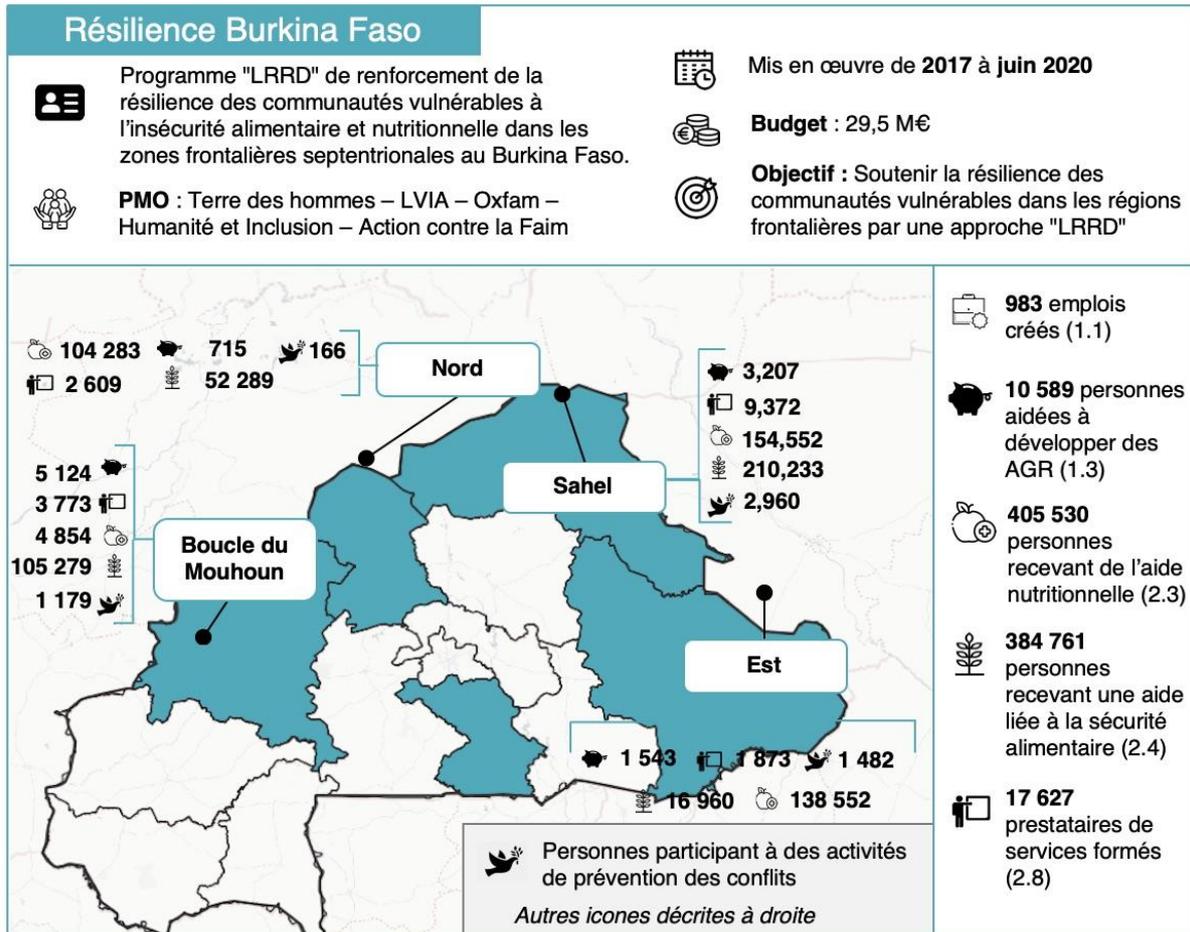
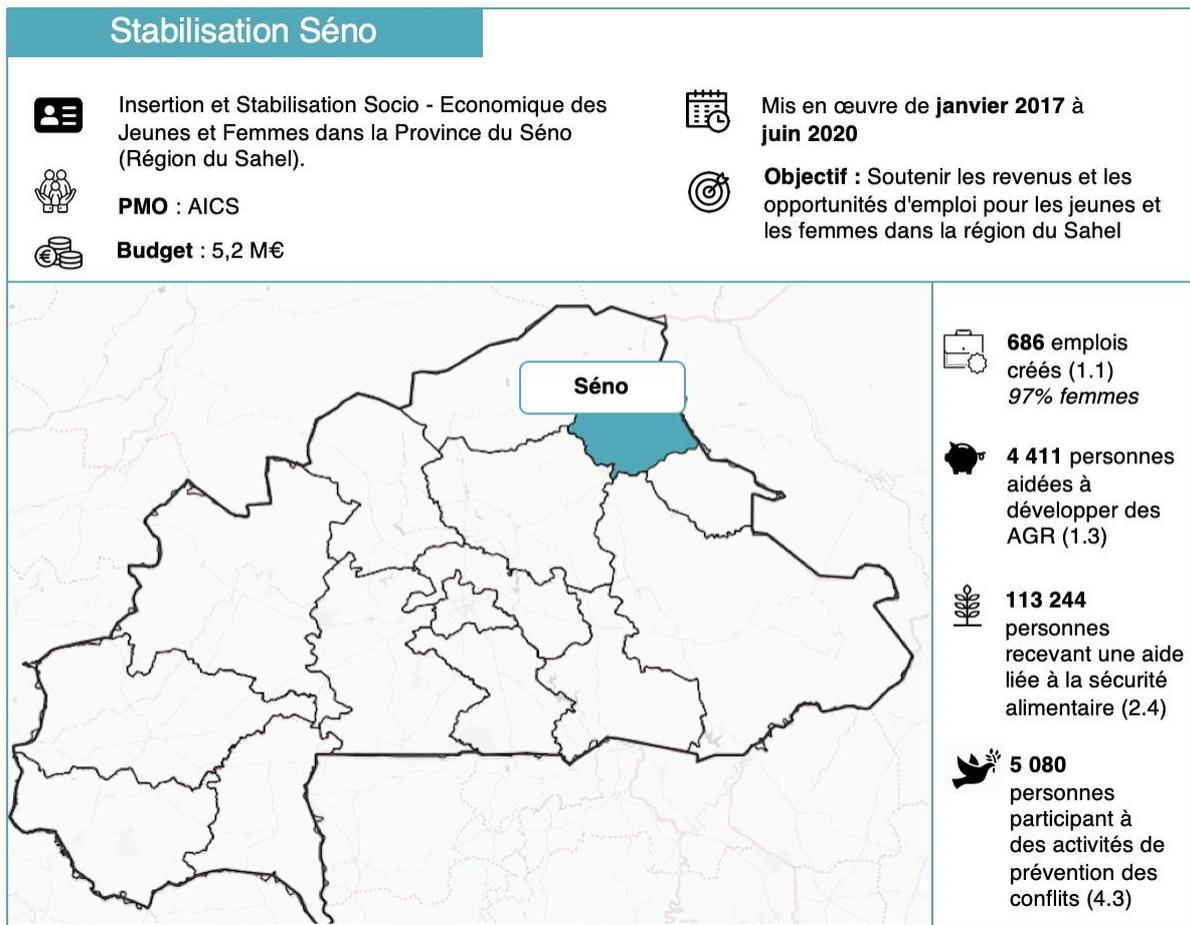
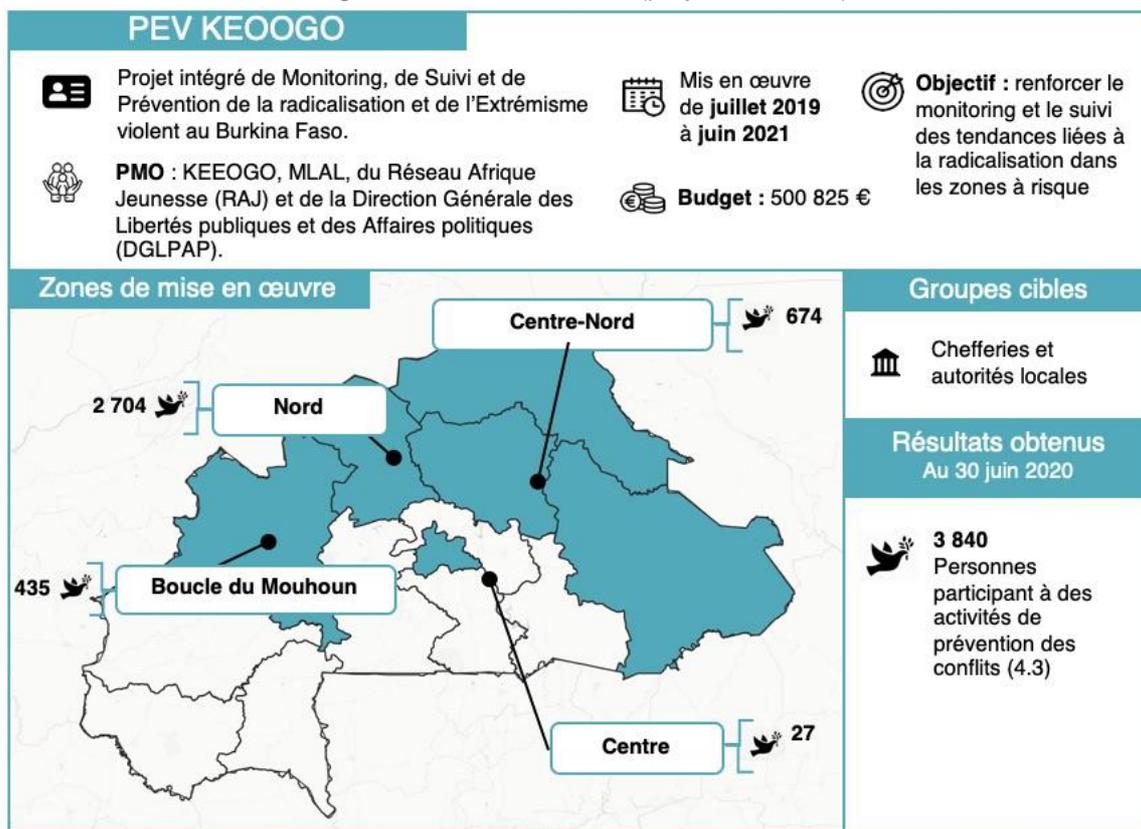


Figure 20 : Stabilisation Séno (programme, BF-02)



PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Figure 21 : PEV KEOOGO (projet, BF-08-10)



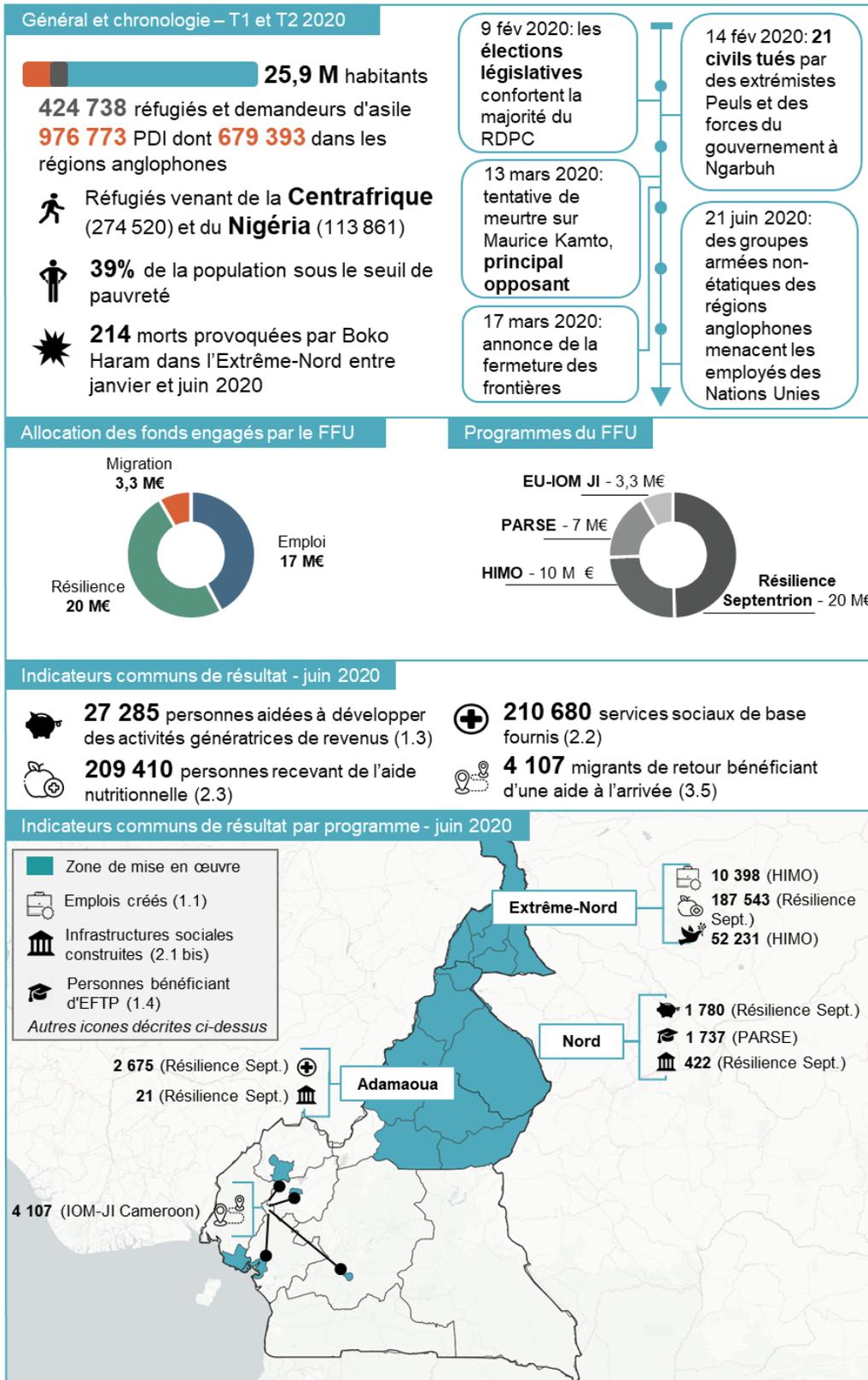
LE BURKINA FASO ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 4 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Burkina Faso, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 277	2 414	1 818	6 509
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	55	200	949	1 204
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	4 475	12 644	4 256	21 375
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	956	5 747	2 644	9 347
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	3	14	12	29
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	33	12	45
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	522	1 181	61	1 764
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	98 553	58 101	4 405	161 059
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	282 181	100 124	23 225	405 530
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	150 574	217 432	169 579	537 585
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	23	71	4	98
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	1 402	1 003	528	2 932
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	341 434	524 022	137 592	1 003 048
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	7 354	11 856	2 153	21 363
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	244 862	285 554	43 752	574 168
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	0	99	0	99
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	9 018	27 040	13 155	49 213
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1 781	1 259	5 713	8 753
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	1 566	823	301	2 690
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	875	782	138	1 795
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	1	0	1
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	25	0	25
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	23	6	31
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	20	68	1	89
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	0	0	3
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	9	602	611
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	994	1 517	368	2 879
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	3 283	83 035	40 274	126 592
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	141	20	168
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	91	429	244	764
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	70	184	111	365
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	13	45	2	60
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	10	2	9	21
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	2 840	2 840
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	8 509	8 509

CAMEROUN

Figure 22 : Cameroun – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LE CAMEROUN ET LE FFU AU S1 2020

Le Cameroun a connu de nombreuses difficultés au cours du premier semestre 2020. Les élections législatives et municipales ont eu lieu le 9 février 2020 sans problème majeur. Cependant, le taux de participation estimé a été faible, de 25% à 30%,¹ en partie en raison d'un boycott annoncé par le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), principal parti d'opposition camerounais, et en partie à cause de l'intimidation et de la crainte de représailles potentielles contre les électeurs des provinces anglophones.² Le 14 février, des soldats des forces de sécurité nationale ont assassiné des citoyens et des extrémistes peuls à Ngaruh, dans la région du Nord-Ouest, réduisant encore davantage la confiance des citoyens dans les institutions nationales.³ Le climat politique s'est encore détérioré, avec une tentative de meurtre ratée contre Maurice Kamto, chef du MRC, à Garoua, le 13 mars.⁴ Dans un message audio diffusé sur les réseaux sociaux le 21 juin, des groupes armés non-étatiques liés au conflit dans les régions anglophones ont averti l'ONU de ne pas participer aux efforts de reconstruction menés par le gouvernement central, sous peine d'attaques.⁵

La pauvreté est restée élevée, avec 6,2 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire, la plupart situées dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.⁶ Ce chiffre représente 2,3 millions de personnes supplémentaires dans le besoin, par rapport aux chiffres pré-COVID-19.⁷ L'insécurité croissante a continué de forcer les populations à se déplacer, avec 321 886 personnes déplacées dans l'Extrême-Nord⁸ et 679 393 dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest,⁹ en raison de conflits armés, d'actions terroristes – pour la plupart liées à Boko Haram – et du conflit politique dans les provinces anglophones.

Freiner la propagation de l'insécurité alimentaire et promouvoir des pratiques nutritionnelles innovantes

Dans le nord du Cameroun et dans les provinces anglophones en particulier, une économie fragile, conjuguée à la détérioration des conditions de sécurité et à l'augmentation des déplacements forcés, a entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire. En conséquence, la sous-alimentation et la malnutrition ont également augmenté : 2,1 millions de personnes ont été confrontées à l'insécurité alimentaire au Cameroun, dont 254 371 en situation d'insécurité alimentaire grave en juin 2020.^{10,11} En outre, 31% des enfants âgés de 6 à 59 mois étaient dans une situation de malnutrition chronique. Par conséquent, le FFU s'est efforcé de réduire cette insécurité en fournissant une assistance liée à la sécurité alimentaire aux populations les plus vulnérables, mais il a également promu des pratiques nutritionnelles innovantes et réhabilité des hectares de terres agricoles.

Au S1 2020, le FFU a fourni une assistance nutritionnelle à 21 141 personnes (indicateur 2.3), ce qui représente 10% du total des bénéficiaires de l'aide nutritionnelle depuis la création du FFU au Cameroun. Depuis le début, tous les bénéficiaires ont été atteints par le programme Résilience Septentrion (CM-01). Ce semestre, tous les bénéficiaires vivaient dans la région de l'Extrême-Nord. La plupart étaient des enfants de moins de cinq ans, bénéficiant de consultations médicales préventives (15 966, soit 75% des bénéficiaires au cours du premier semestre 2020), traités pour malnutrition aiguë

¹ Jeune Afrique, 'Les premières leçons d'un scrutateur boudé par les citoyens', 11 février 2020. Accessible [ici](#).

² Le Monde, 'Au Cameroun, des législatives et des municipales " dans le calme " faute de votants', 10 février 2020. Accessible [ici](#).

³ HRW News, 'Cameroon : massacre findings made public', 24 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁴ RFI, 'Cameroun : le gouvernement réfute la tentative d'assassinat contre Maurice Kamto', 15 mars 2020. Accessible [ici](#).

⁵ UNHCR, 'Multi country operation, Cameroon, Gabon, Equatorial Guinea, and Sao Tome & Principe', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁶ OCHA, 'Cameroon Humanitarian Response Plan', avril 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

⁸ Données du HCR, Cameroun, consultées en octobre 2020. Accessible [ici](#).

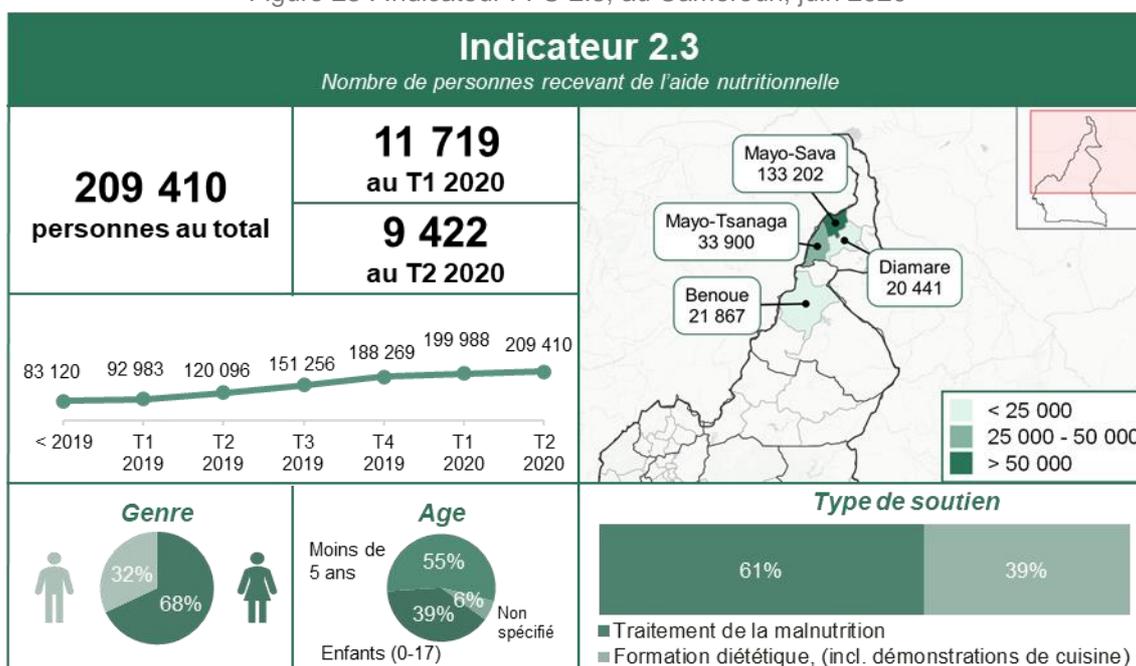
⁹ Ibid.

¹⁰ PAM, 'Cameroon country brief', juin 2020. Accessible [ici](#).

¹¹ Cadre Harmonisé, mars 2020.

sévère (2 017, 10%), ainsi que des populations générales sensibilisées aux pratiques nutritionnelles générales (3 158, soit 15% des bénéficiaires au cours de la même période).

Figure 23 : Indicateur FFU 2.3, au Cameroun, juin 2020



En outre, le FFU a fourni une aide liée à la sécurité alimentaire à 8 549 personnes au S1 2020 (indicateur 2.4), soit 10% du total des bénéficiaires depuis le début des activités du FFU. Résilience Septentrion (CM-01) était le seul programme avec des activités liées à la sécurité alimentaire. Alors qu'on comptait des bénéficiaires dans les régions de l'Adamaoua et du Nord, tous les bénéficiaires au cours du S1 2020 se trouvaient dans l'Extrême-Nord. Plusieurs types de soutien ont été prodigués, y compris la fourniture d'intrants et d'outils agricoles (673 agriculteurs ou environ 4 038 bénéficiaires finaux au cours du premier semestre 2020)¹, la réhabilitation des terres (3 150 bénéficiaires), des formations sur les pratiques agricoles (1 003 agriculteurs formés) et la répartition du bétail (358 éleveurs). Les formations sur les pratiques agricoles portaient sur la promotion de variétés plus résistantes et adaptées aux conditions agro-climatiques locales telles que la pomme de terre, le gombo, l'igname, l'oignon, ainsi que l'introduction d'itinéraires techniques et l'amélioration des pratiques agricoles. La distribution du bétail a permis aux petits éleveurs de reconstituer leur élevage et de faire face au vol de bétail, qui est devenu une pratique courante dans le nord du Cameroun, en particulier dans le but d'obtenir une rançon.²

Promouvoir les activités économiques à petite échelle

Dans les régions septentrionales du Cameroun, la situation socio-économique est restée pour le moins délicate au premier semestre 2020. Le pays a été confronté à une crise économique liée à la pandémie de COVID-19, qui devrait faire baisser le taux de croissance économique annuel à 5% à 6% en 2020,³ et geler ou reporter les investissements directs à l'étranger vers le pays.⁴

Dans ce contexte, le FFU a soutenu les activités économiques dans le nord du pays, principalement dans le cadre de l'agriculture de subsistance, conformément aux activités prédominantes de la région.

¹ Conformément aux règles méthodologiques des indicateurs communs de résultats, le nombre de bénéficiaires finaux de plusieurs types d'aide liées à la sécurité alimentaire a été obtenu en multipliant par six le nombre de bénéficiaires individuels – agriculteurs, éleveurs. L'objectif était de mieux réfléchir le nombre global de bénéficiaires au sein de tous les ménages atteints.

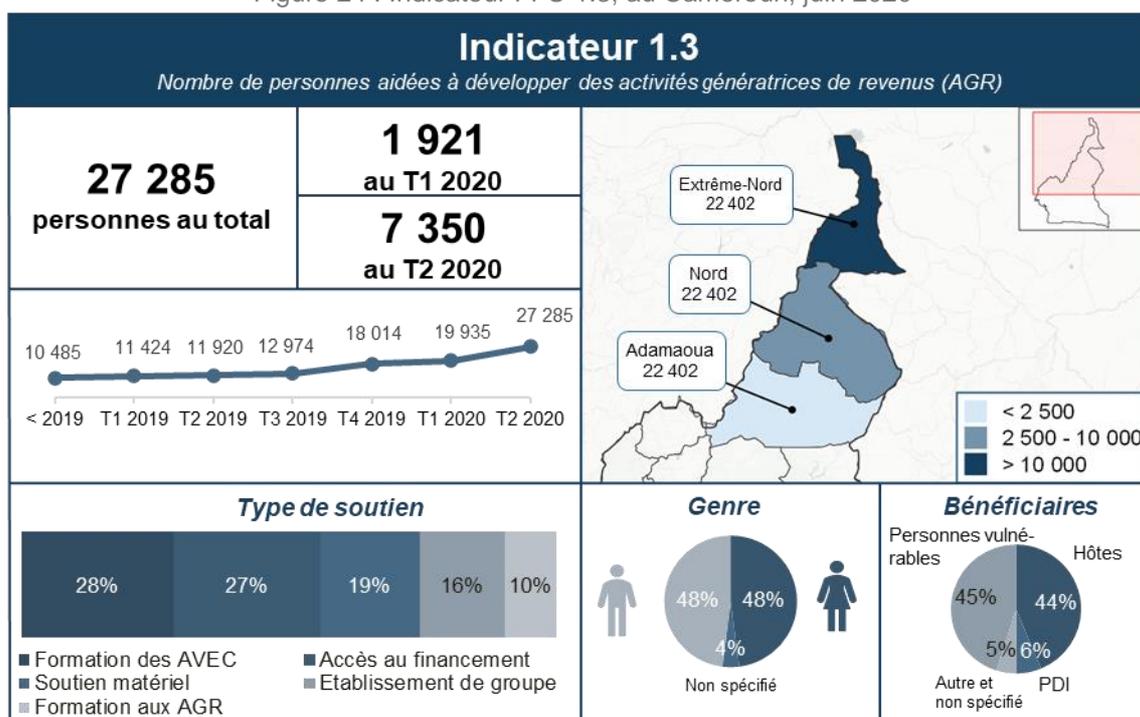
² France 24, 'La région camerounaise d'Adamawa en proie à des vols de bétail et à des enlèvements', 2019. Accessible [ici](#).

³ BAD, 'African Economic Outlook 2020 – Supplement Amid COVID-19', avril 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

Au premier semestre 2020, le FFU a aidé 9 271 personnes à développer des activités génératrices de revenus (AGR) au Cameroun (34% du total des bénéficiaires du soutien aux AGR depuis la création des programmes du FFU), dont 7 350 au deuxième trimestre 2020, le montant trimestriel le plus élevé atteint depuis le début. La plupart étaient des membres des AVEC formés (80% des bénéficiaires de la période), tandis que les autres types de soutien fournis incluaient la formation aux AGR, le soutien aux membres des coopératives agricoles, et le soutien opérationnel pour les agriculteurs travaillant dans les exploitations pluviales. Les bénéficiaires se trouvaient dans les régions de l'Extrême-Nord (81%) et du Nord (19%).

Figure 24 : Indicateur FFU 1.3, au Cameroun, juin 2020



Améliorer les infrastructures et les services sociaux de base

Dans les zones reculées du Cameroun, l'accès aux services de base et aux infrastructures telles que les routes, les puits et les forages, les latrines, les écoles, les hôpitaux est resté très insuffisant en 2020. L'Extrême-Nord a les pires indicateurs sociaux et les pires taux d'accès aux services de base parmi les dix régions du pays, notamment pour ce qui concerne la santé, l'accès à l'eau, ou l'éducation.¹ Les routes sont rares dans le nord, et en mauvais état, ce qui entrave la circulation des personnes et des biens et, par conséquent, le développement socio-économique.

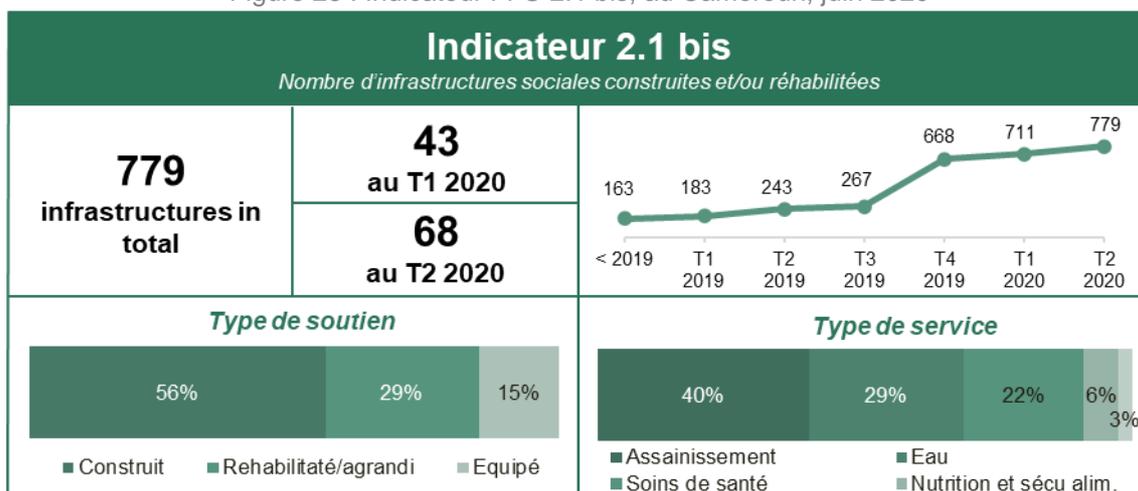
Afin de créer des infrastructures et d'améliorer l'accès aux services de base pour les populations du nord du Cameroun, le FFU a contribué à améliorer la couverture des infrastructures et à promouvoir la gestion durable des infrastructures de base. Au S1 2020, il a soutenu la construction ou la réhabilitation de 111 infrastructures sociales (indicateur 2.1 bis), portant le total à 779 depuis le début des activités du FFU. 110 des 111 infrastructures sociales construites ou réhabilitées au S1 2020 l'ont été par Résilience Septentrion (CM-01). Le programme a construit ou réhabilité plusieurs types d'infrastructures, y compris les centres de santé (80), les fosses à déchets et les systèmes de gestion des déchets (huit), les systèmes de forage (huit), les points d'eau (huit), et les latrines communautaires (six). Pour sa part, le programme HIMO (CM-03)² a réhabilité une route dans le département de

¹ OCHA, 'Cameroon Humanitarian Response Plan', avril 2020. Accessible [ici](#).

² Projet d'investissement en appui au développement économique local dans l'Extrême Nord, favorisant l'emploi et l'insertion des jeunes (approche HIMO).

Diamaré au cours du premier semestre 2020. Entre son lancement et mars 2020, date à laquelle le programme s'est achevé, HIMO a réhabilité 11 routes dans les départements de Diamaré, Mayo-Danay, Mayo-Kani, Mayo-Sava et Mayo-Tsanaga, tous en Extrême-Nord. Il a également réhabilité un total de neuf étangs d'eau et forages pour soutenir des projets agricoles. Toutes les réhabilitations d'infrastructures ont été entreprises avec de la main-d'œuvre locale, faisant ainsi d'une pierre deux coups en soutenant la création d'emplois – 1 857 emplois équivalents temps plein¹ créés grâce à des activités de *cash-for-work* par le programme HIMO (CM-03) pendant toute la durée du projet.

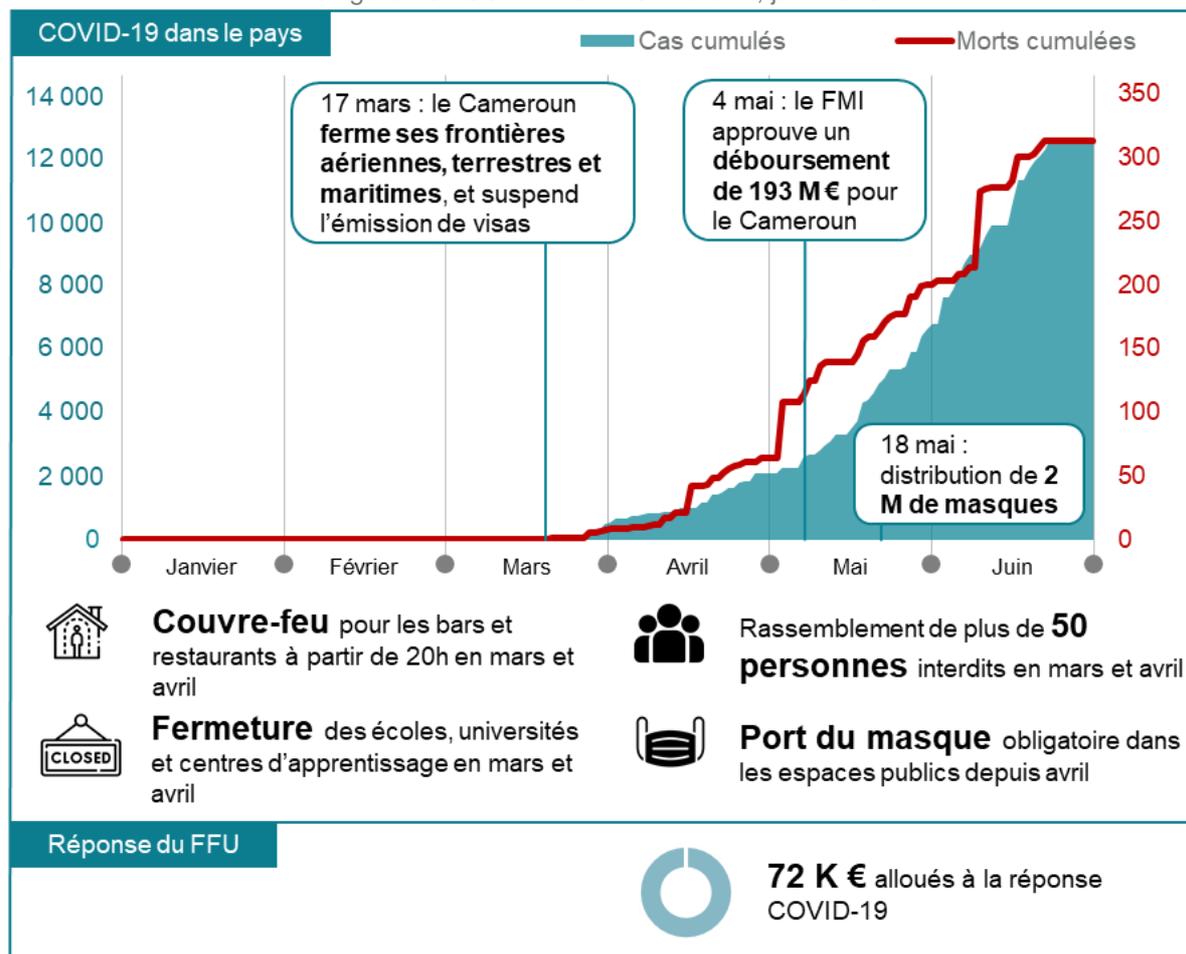
Figure 25 : Indicateur FFU 2.1 bis, au Cameroun, juin 2020



¹ Des emplois équivalents temps plein ont été obtenus en appliquant un multiplicateur pour toutes les journées travaillées dans le cas d'activités *cash-for-work*, ou d'argent contre travail. Un emploi équivalent temps plein équivaut à 230 jours travaillés au cours de l'année.

Pandémie COVID-19 au Cameroun

Figure 26 : COVID-19 au Cameroun, juin 2020



Le 6 mars 2020, le Cameroun a officiellement enregistré son premier cas de COVID-19. Le 17 mars, le pays fermait ses frontières. Fin juin 2020, le pays comptait 12 592 cas officiellement actifs et 313 décès,¹ ce qui en faisait l'un des pays les plus touchés d'Afrique de l'Ouest. L'Organisation Mondiale de la Santé et la Fondation Jack Ma ont fourni au pays du matériel, dont 183 concentrateurs d'oxygène,² pour faire face à la pandémie et renforcer le système de santé. Le Cameroun a également mis en place toute une série de mesures pour juguler la pandémie, telles que des tests massifs – 80 000 tests ont été effectués au 24 juin –,³ et renforcer les capacités de son système hospitalier.

L'IC UE-OIM a été le seul projet financé par le FFU au Cameroun à réorienter des fonds vers des activités liées à la réponse COVID-19. En période de pandémie, de fermeture des frontières et de mobilité réduite, le soutien de l'OIM par l'intermédiaire de l'Initiative conjointe a été crucial, dans la mesure où le programme a aidé au retour volontaire des migrants bloqués et souffrant de la fermeture des frontières internationales.⁴

¹ OWID, 'Coronavirus', accessible en septembre 2020. Accessible [ici](#).

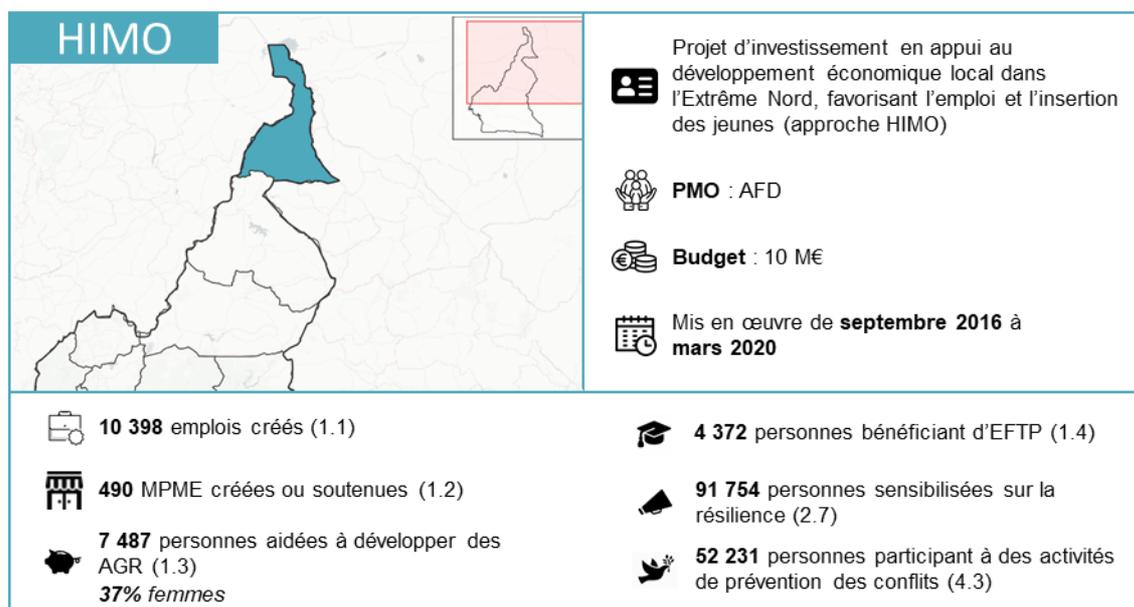
² Bonne gouvernance Afrique, 'Le Cameroun adopte une stratégie 3T mais le Fond fiduciaire d'urgence reste trouble', 24 juillet 2020. Accessible [ici](#).

³ Ibid.

⁴ L'OIM, 'IOM, EU Bolster Response to Economic Impact of COVID-19 on Returning Migrants Across West and Central Africa', mai 2020. Accessible [ici](#).

PROGRAMME ACHEVE AU S1 2020

Figure 27 : HIMO (programme et projet, CM-03)



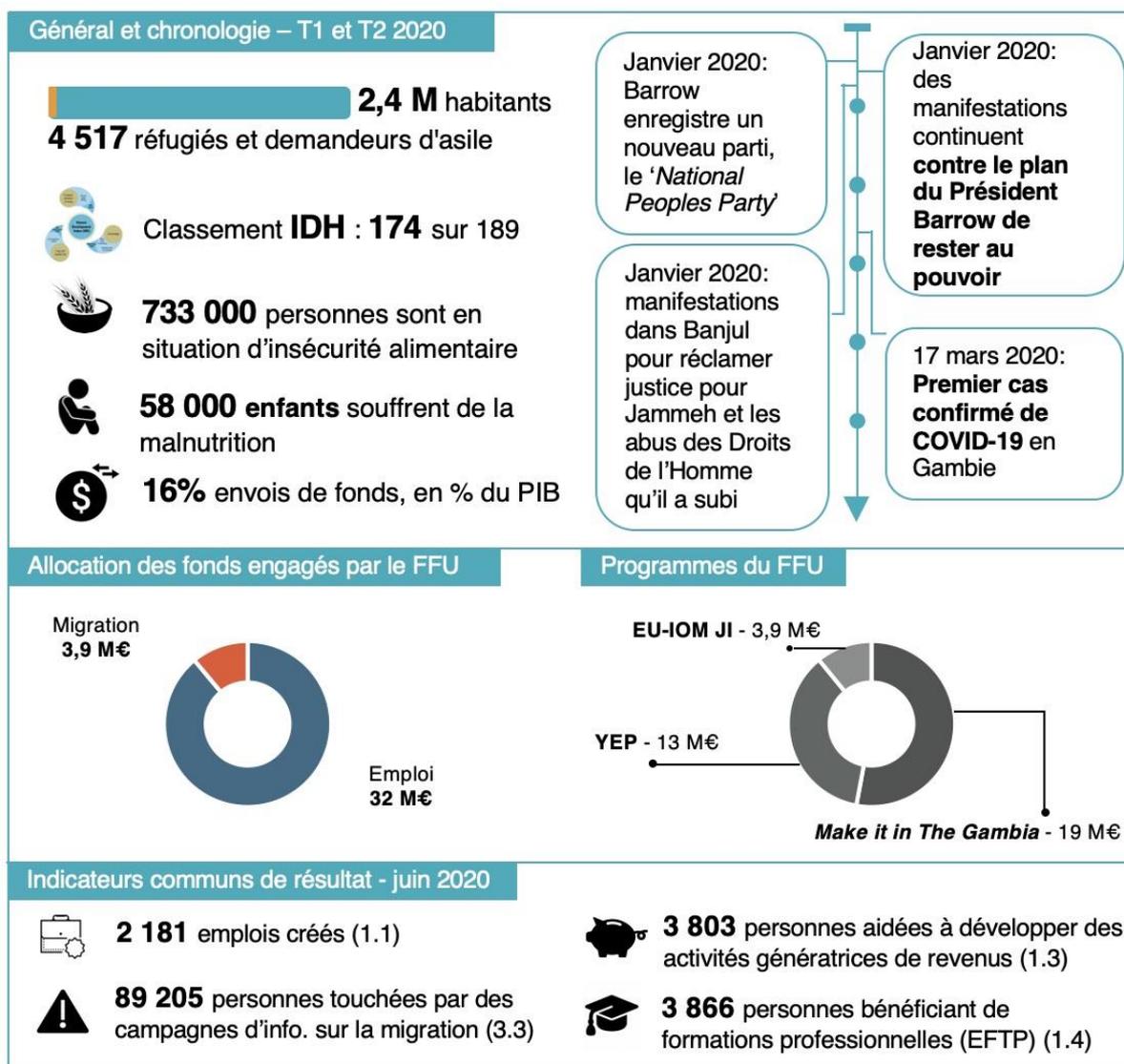
LE CAMEROUN ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 5 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Cameroun, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 600	8 199	0	10 799
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	856	576	40	1 472
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	10 485	7 529	9 271	27 285
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9 438	8 080	716	18 234
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	5	10	15	30
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	0	2	0	2
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	163	505	111	779
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	107 892	71 691	31 097	210 680
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	83 120	105 149	21 141	209 410
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	33 366	41 714	8 549	83 629
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	141	65	4	210
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	98	3 056	601	3 754
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	115 042	324 059	146 606	585 707
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	616	9 145	3 910	13 671
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	22 800	155 419	78 705	256 924
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6 489	6 423	12 953	25 865
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1 744	83	0	1 827
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	2 558	1 191	358	4 107
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	2 584	1 224	234	4 042
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	36	0	36
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	52	0	52
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	40	27	68
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	33	125	242	400
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	0	322	239	561
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	45 359	14 778	80	60 217
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	19	128	42	189
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	11	5	27	42
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	10	4	22	36
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	25	25	14	64

GAMBIE

Figure 28 : Gambie – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LA GAMBIE ET LE FFU AU S1 2020

Au cours du premier semestre 2020, la Gambie a été déstabilisée par des troubles politiques. Début janvier, le président sortant Adama Barrow a mis en place un nouveau parti, le Parti National des Peuples, avec lui-même comme chef, dans une démarche qui lui permettrait de concourir à l'élection présidentielle de l'année suivante. Lors de son élection en janvier 2017, Barrow avait juré de ne diriger un gouvernement de transition que pendant trois ans, malgré le mandat présidentiel de cinq ans qu'il devait prendre.^{1,2} Des milliers de manifestants sont descendus dans la rue pour exiger qu'il honore sa promesse et qu'il se désiste, en vain.³ En outre, en janvier, les troubles sociaux se sont multipliés, avec des manifestations pour réclamer justice pour les violations des droits humains commises par l'ancien dictateur Yahya Jammeh et un appel du groupe Gambie *Center for Victims of Human Rights Violations* pour l'interdiction de son ancien parti, l'Alliance pour la Réorientation Patriotique et le Parti de la Construction.⁴ Aux troubles politiques s'ajoutent la situation économique stagnante, la pauvreté croissante dans le pays, mêlée à une insécurité alimentaire et une malnutrition de plus en plus importante. En Gambie, en juin 2020, 733 000 personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire et la malnutrition affectait 58 177 enfants.^{5,6}

Soutenir les jeunes Gambiens par le biais des AGR et des PME

Fin 2019, les fondamentaux économiques gambiens affichaient des perspectives positives, avec une croissance du PIB réel estimée à 6% en 2019.⁷ Toutefois, l'économie du pays, compte tenu de sa très faible diversification, était intrinsèquement vulnérable aux chocs extérieurs. Un tel choc s'est matérialisé avec l'épidémie COVID-19 qui a considérablement touché deux des trois principales sources de revenus du pays : le tourisme (20% du PIB) et les envois de fonds (16% du PIB).^{8,9}

Les programmes du FFU en Gambie se concentrent principalement sur le soutien économique et les moyens de subsistance. Au cours du premier semestre, ils ont particulièrement soutenu les AGR et les PME. Au total, 3 803 personnes ont été aidées à développer des activités génératrices de revenus (indicateur 1.3) dans le pays par des programmes financés par le FFU, dont 189 au premier semestre 2020. 171 jeunes ont bénéficié des activités d'entrepreneuriat et de développement des entreprises du Programme d'Autonomisation des Jeunes (YEPGM-01) tandis que les autres (18) ont été atteints par le programme *Make it in The Gambia* (MIITG, GM-03). Le PEJ a déployé une approche axée sur le marché à l'égard des AGR, où les possibilités de travail indépendant pour les jeunes sont sélectionnées en fonction de la demande du marché.

¹ Council on Foreign Relations (CFR), 'President Barrow's Broken Promise Threatens Gambia's Post-Jammeh Future', 15 janvier 2020. Accessible [ici](#).

² Le Rapport sur l'Afrique, 'Le président gambien Barrow choisit le mandat plutôt que les mandants', 29 janvier 2020. Accessible [ici](#).

³ RFI, 'Gambiens marchent pour la justice sur les violations des droits de l'homme de Jammeh', 26 janvier 2020. Accessible [ici](#).

⁴ AA, 'Gambian rights group calls for ban on ex-leader's party', 21 janvier 2020. Accessible [ici](#).

⁵ PAM Gambie, 'Country Brief', juin 2020. Accessible [ici](#).

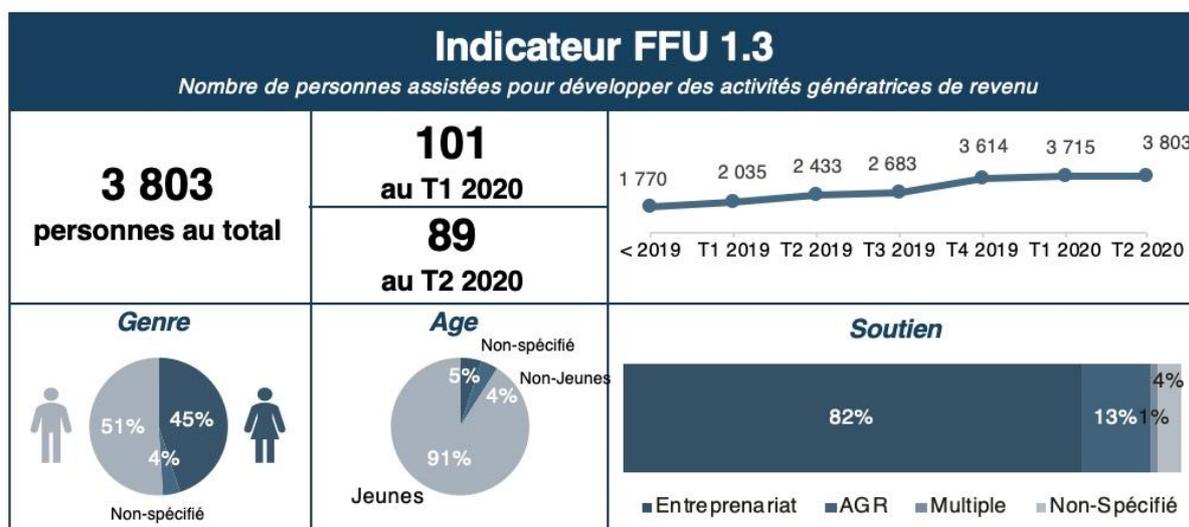
⁶ Ibid.

⁷ FMI, Gambie, 'Country profile', décembre 2019, [ici](#)

⁸ PNUD, 'COVID-19 Socio-economic Impact in Africa', avril 2020. Accessible [ici](#)

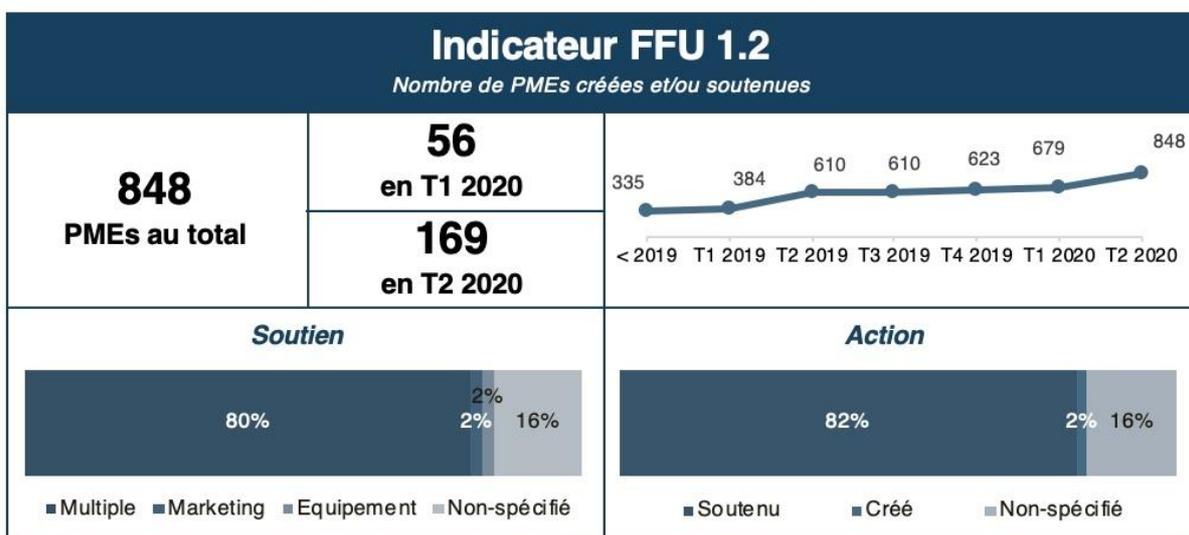
⁹ WB, 'Remittance Flows', octobre 2020. Accessible [ici](#)

Figure 29 : Indicateur FFU 1.3, en Gambie, juin 2020



Les programmes financés par le FFU ont également soutenu un total de 848 PME (indicateur 1.2), dont 225 au cours du premier semestre 2020. Les deux tiers (145) ont été soutenus par le MIITG et un tiers (80) par le PEJ, qui a fourni une assistance technique et un renforcement des capacités pour améliorer la productivité et la qualité dans la transformation des aliments, le tourisme et d'autres industries sélectionnées. YEP a également l'intention d'aider à diversifier l'économie du pays en soutenant les secteurs inexploités tels que les secteurs de la création et des services numériques. Il a amélioré les processus de production des PME, augmenté leur valeur ajoutée et leur capacité à répondre à la demande et aux exigences du marché en appliquant les meilleures pratiques de gestion et en soutenant les échanges technologiques avec les chefs de file de l'industrie.

Figure 30 : Indicateur FFU 1.2, en Gambie, juin 2020



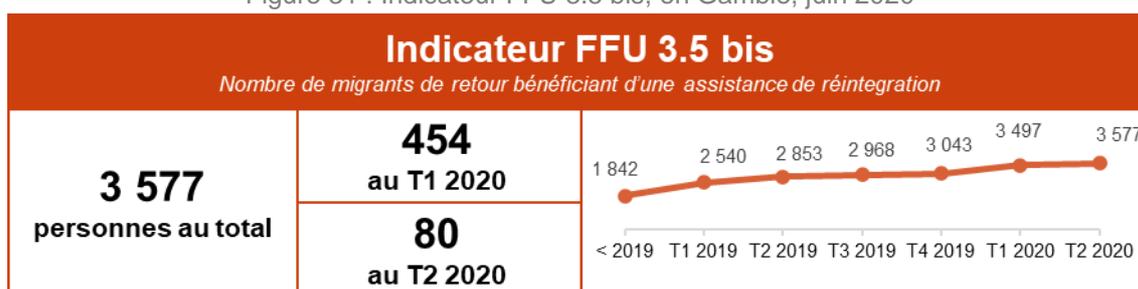
Fournir une aide à la réintégration aux rapatriés gambiens

Au plus fort de la crise migratoire européenne de 2015, la Gambie a été l'un des pays d'Afrique de l'Ouest qui a enregistré la plus forte augmentation des arrivées en Europe. En 2016, sur les quelques 181 000 migrants arrivant irrégulièrement sur les côtes italiennes, 7% étaient gambiens, se classant

parmi les premières nationalités.¹ En effet, ces dernières années, les Gambiens ont émigré à un taux par habitant plus élevé que les autres nations africaines.² Depuis mars 2017, l'Initiative conjointe UE-OIM (GM-02) s'attaque à la migration irrégulière en provenance de Gambie en promouvant une gouvernance migratoire renforcée, une meilleure protection des migrants et la réintégration durable des migrants de retour.

À la fin de juin 2020, 3 577 migrants gambiens avaient reçu une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis), dont 534 personnes soutenues au cours du premier semestre 2020, soit une augmentation de 18% par rapport aux chiffres communiqués fin 2019. Fin juin 2020, 3 577 migrants gambiens avaient reçu une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis), dont 534 personnes soutenues au cours du premier semestre 2020, soit une augmentation de 18% par rapport aux chiffres communiqués fin 2019. Dans l'ensemble, la IOM-EU JI a soutenu 3 457 migrants de retour dans le pays, tandis que le YEP (GM-01) a soutenu les 120 autres. Au cours du premier semestre 2020, en réponse à la propagation de la pandémie de COVID-19, 20 migrants de retour ont également aidé à produire des combinaisons de protection et des couvre-chaussures. En effet, la JI EU-IOM a intégré les activités liées au COVID dans les opérations existantes afin de remédier à la pénurie d'équipements de protection individuelle (EPI) dans le pays. Les migrants de retour, pour la plupart bloqués en Libye et au Niger, ont déjà été formés à la couture et ont reçu du matériel de couture. Un autre groupe de migrants de retour ayant des compétences en couture a été mis en contact avec le programme YEP, qui a participé à un programme similaire produisant des masques réutilisables.³⁴

Figure 31 : Indicateur FFU 3.5 bis, en Gambie, juin 2020



¹ OIM, 'Migration in The Gambia – A Country Profile', 2017. Accessible [ici](#)

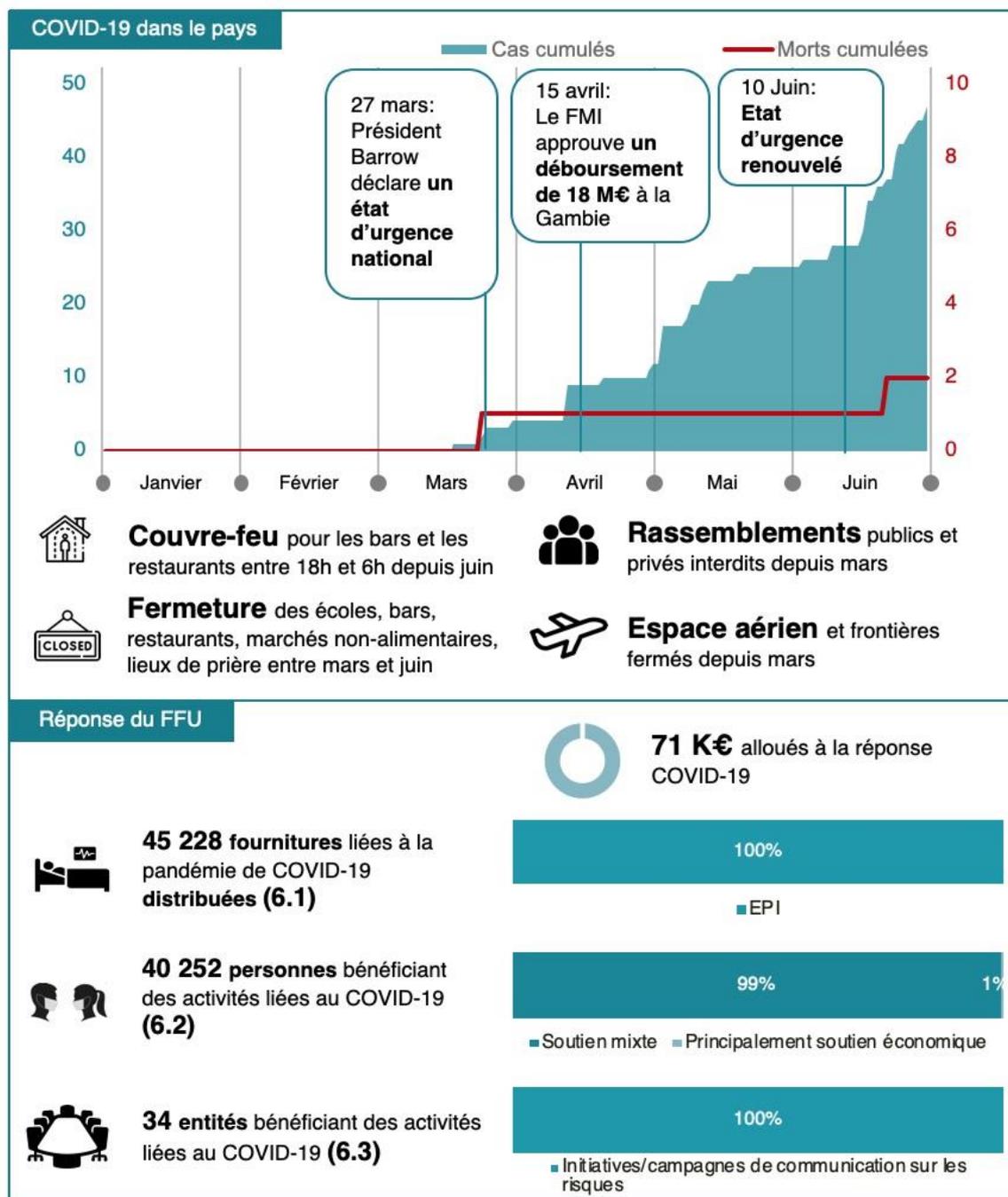
² UNFPA. 2018. Récupéré sur le [site Web de l'OIM](#).

³ FFU, 'Les rapatriés gambiens produisent du matériel de protection pour les agents frontaliers de première ligne du COVID-19'. Le 6 mai 2020. Accessible [ici](#)

⁴ Ibid.

Pandémie de COVID-19 en Gambie

Figure 32 : Le COVID-19 en Gambie, juin 2020



Le premier cas de COVID-19 a été enregistré en Gambie le 17 mars. Le même jour, le gouvernement a ordonné à toutes les universités de fermer leurs portes et interdit tous les rassemblements.¹ Deux jours plus tard, le président Barrow a commencé à restreindre l'espace aérien à un certain nombre de pays européens, jusqu'au 23 mars, date à laquelle il l'a complètement fermé.² Fin mars, le 27, l'état d'urgence a été officiellement déclaré.³ En avril, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement de 18 millions d'euros à la Gambie pour répondre aux besoins urgents du pays en termes

¹ CGTN, 'La Gambie annonce le premier cas de COVID-19', 18 mars 2020. Accessible [ici](#)

² AA, 'COVID-19: Gambia, Senegal to close border for 21 days', 23 mars 2020. Accessible [ici](#).

³ Ministère de la Santé. Accessible [ici](#).

de balance des paiements, la pandémie de COVID-19 devant réduire considérablement sa croissance économique.¹ En juin, l'état d'urgence a été renouvelé pour la troisième fois et les frontières sont restées fermées.²

En Gambie, le YEP (GM-01) et le MIITG (GM-03) ont alloué des fonds aux activités d'intervention contre le COVID-19. Au cours des deux premiers trimestres de 2020, le montant total consacré à ces activités s'élève à près de 71 000 euros. Dans l'ensemble, 45 228 fournitures liées à la pandémie et une machine d'impression en 3D ont été distribuées (indicateur 6.1). 40 252 personnes ont bénéficié de la réponse au COVID-19 (indicateur 6.2). Les PME ont bénéficié d'un soutien pour atténuer les risques et l'impact liés à la maladie par le biais de campagnes et d'initiatives de communication des risques (indicateur 6.3). Enfin, 95 000 personnes ont été rejointes par des campagnes de sensibilisation sur le COVID-19 au niveau communautaire et par le biais d'émissions de radio. En outre, depuis le début de la pandémie dans le pays, les programmes financés par le FFU ont utilisé leur portée sur les médias sociaux pour élargir encore la diffusion d'informations sur les mesures préventives. Par exemple, en avril, le programme YEP a lancé un défi de poésie pour sensibiliser au virus. Grâce à la machine d'impression en 3D fournie par le programme, l'une des PME soutenues a commencé à produire et tester des équipements de protection imprimés en 3D en partenariat³ avec un centre de recherche local (unité MRC Gambie à LSHTM).⁴ En outre, trois centres de formation soutenus par le YEP, où les jeunes acquièrent des compétences en couture, ont aidé un groupe de jeunes entrepreneurs de la mode et de groupes de femmes dans les zones rurales à réorienter la production vers des masques faits à la main. Comme la crise sanitaire et socio-économique due au COVID-19 a durement frappé le pays, ces efforts supplémentaires viseront non seulement à contenir l'infection, mais aussi à renforcer la résilience dans les zones plus rurales.⁵

LA GAMBIE ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 6 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour la Gambie, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	370	1 681	90	2 141
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	335	288	225	848
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	1 770	1 844	189	3 803
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	767	2 877	222	3 866
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	0	5	3	8
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	21	1	22
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	0	95 000	95 000
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	42	3	45
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	0	688	440	1 128
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	8 775	73 378	7 052	89 205
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	4	2	6
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3 703	785	208	4 696
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 842	1 201	534	3 577
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	10	1	11
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	65	208	202	475
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	4	1	0	5
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	4	4	3	11
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	1	0	1
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	45 228	45 228
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	40 252	40 252
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	34	34

¹ FMI, 'Executive Board Approves a US\$21.3 Million Disbursement to The Gambia to Address the COVID-19 Pandemic', 15 avril 2020. Accessible [ici](#).

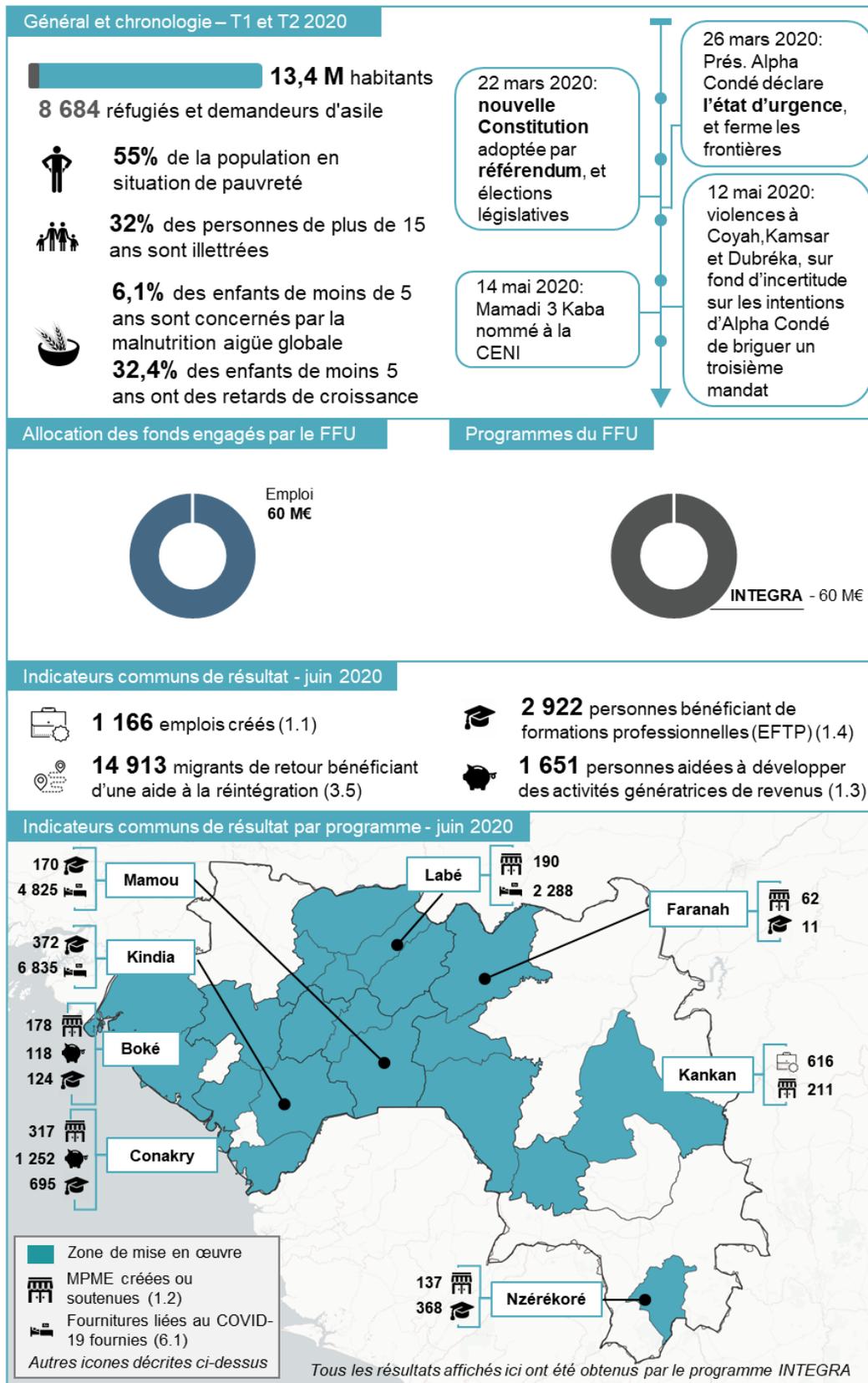
² Ibid.

³ FFU, 'The Youth Empowerment Project launches a poetry challenge to spread information on COVID-19', 14 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Unité du Conseil de recherches médicales Gambie à la London School of Hygiene and Tropical Medicine.

⁵ FFU, 'Innovative protection: from cotton facemask to 3D-printed face shields', 27 mai 2020. Accessible [ici](#).

Figure 33 : Guinée – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LA GUINEE ET LE FFU AU S1 2020

Au premier semestre 2020, la situation socio-économique de la Guinée est restée fragile, avec la pauvreté, les troubles politiques et l'incertitude sur les intentions d'Alpha Condé de rester au pouvoir pour un troisième mandat. Au premier semestre 2020, 55% de la population guinéenne vivait encore dans la pauvreté.¹ Alors que la croissance du PIB a été solide en 2019 (+5,6% par an, sa quatrième année consécutive au-dessus de 5%),² la pandémie du COVID-19 et la crise économique qui en a résulté ont commencé à avoir un impact sur une économie insuffisamment diversifiée, qui dépendait excessivement de l'exploitation minière et de l'agriculture.³

Avant l'été et la période de soudure, l'insécurité alimentaire demeurait répandue, avec 22% des ménages en situation d'insécurité alimentaire et 24% des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de retard de croissance en juin 2020.⁴ Alors que le potentiel agricole de la Guinée reste énorme, une faible productivité, de mauvaises techniques agricoles et d'importantes pertes post-récolte continuent d'abaisser les rendements du secteur et d'exposer les parties les plus faibles de la population à l'insécurité alimentaire.⁵

Améliorer la création d'emplois et la création de valeur

En Guinée, la croissance économique reste insuffisamment inclusive. Même si le pays est doté de vastes ressources naturelles, en particulier concernant l'exploitation minière et l'hydroélectricité, ce potentiel ne se matérialise pas par une augmentation des revenus de la population, une réduction de la pauvreté ou un meilleur accès aux services de base.⁶ Malgré un fort potentiel de diversification économique, avec l'exploitation minière, les télécoms, l'agro-industrie ou les transports, l'agriculture reste la principale source de revenus et d'emplois du pays, en particulier dans les zones rurales, représentant 57% des revenus des ménages ruraux.

Dans ce contexte, le FFU a soutenu la création d'emplois et les petites entreprises, ainsi que la diversification économique. Le programme Appui à l'intégration socio-économique des jeunes INTEGRA (GN-01), mis en œuvre par ITC, la GIZ, Enabel, et le PNUD, a soutenu les créations d'emplois et les activités économiques de plusieurs manières. Au S1 2020, 1 111 emplois ont été créés (indicateur 1.1), ce qui représente 95% du total des emplois créés ou soutenus depuis la création d'activités financées par le FFU en Guinée. Ce nombre élevé peut s'expliquer par deux raisons principales. La création et le maintien d'emplois durables dans les PME soutenues par le programme ont commencé à porter leurs fruits, avec 631 emplois au premier semestre 2020. Les placements ont été la deuxième raison principale de l'augmentation du nombre d'emplois, avec 441 emplois. En raison du COVID-19, au cours du premier semestre de 2020, les placements professionnels et conseils sur l'orientation professionnelle ont été effectués au moyen d'appels téléphoniques. Enfin, 39 emplois ont été créés grâce à un travail à forte intensité de main-d'œuvre contribuant à la mise en œuvre des plans de développement au niveau local.

De janvier à juin 2020, INTEGRA (GN-01) a également soutenu 892 PME (indicateur 1.2) dans divers secteurs (par exemple l'agriculture et le développement de chaînes de valeur à valeur ajoutée dans l'agro-industrie, la logistique, le marketing et le marketing numérique), ce qui représente 67% du nombre total de PME soutenues depuis le début du programme. Un tiers des PME soutenues au premier semestre 2020 ont eu accès au financement, 65% ont bénéficié d'une formation en entrepreneuriat et le reste (1,3%) a été soutenu par la mise en relation avec de jeunes entrepreneurs dans différentes régions et en créant des réseaux de soutien mutuel et d'échange.

¹ PAM, la Guinée, consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

² Banque mondiale, 'Données de la Banque mondiale – Guinée', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

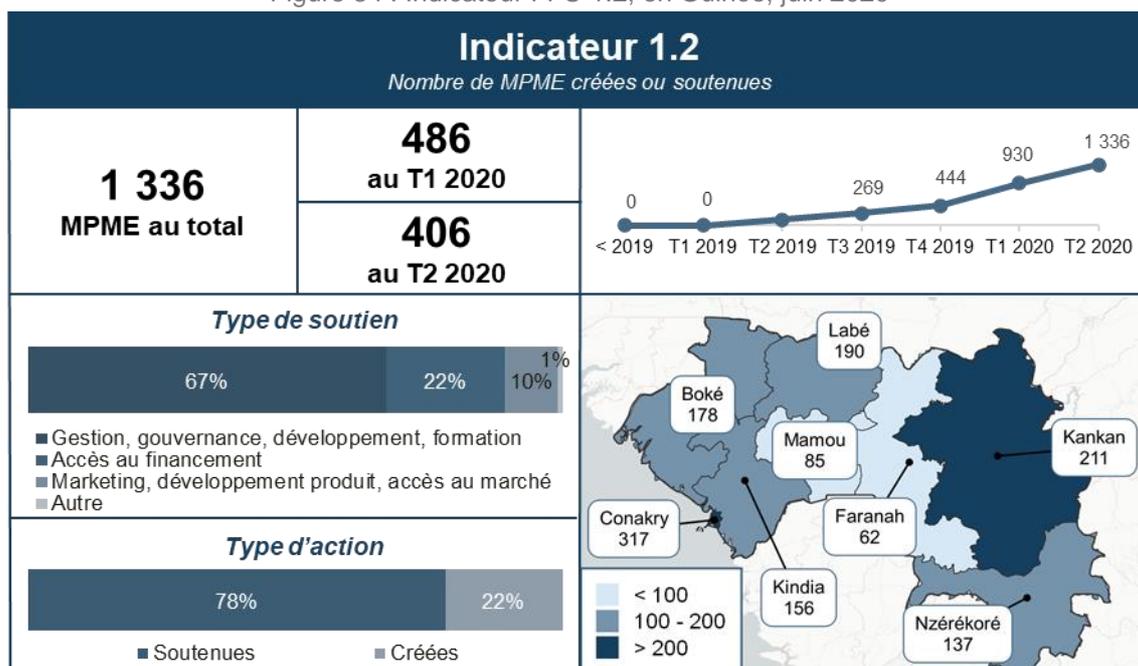
³ Banque mondiale, 'Guinea country overview', 25 novembre 2019. Accessible [ici](#).

⁴ PAM, 'Guinée', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ PAM, 'Guinea country brief', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁶ Banque mondiale, Vue d'ensemble du pays guinéen. op. cit.

Figure 34 : Indicateur FFU 1.2, en Guinée, juin 2020



Promouvoir la formation professionnelle, en se concentrant sur les jeunes et les femmes

Avec près de 73% de la population âgée de moins de 30 ans, la jeunesse représente de loin le groupe démographique le plus important de Guinée.¹ Pourtant, dans la plupart des cas, elle reste exclue de la voie de l'emploi formel et a peu de possibilités économiques. Beaucoup de jeunes Guinéens, même avec des diplômes d'études supérieures, finissent par exercer des emplois pour lesquels aucune qualification spéciale n'est requise, comme conduire des taxis ou vendre des fruits. Cela est principalement dû à un manque d'emplois formels dans le secteur privé. D'autre part, de nombreux jeunes Guinéens n'ont pas les compétences de base pour trouver un emploi – par exemple, le taux d'alphabétisation en Guinée était de 30,4% en 2019.² Par conséquent, la question du marché du travail en Guinée est à la fois un problème d'offre et de demande.

Pour toutes ces raisons, le FFU a continué de soutenir la formation professionnelle en Guinée en 2020. Le programme INTEGRA (GN-01) visait à renforcer l'EFTP et à améliorer l'employabilité des jeunes. Il s'est concentré sur l'EFTP, la construction d'infrastructures économiques à forte intensité de main-d'œuvre par le biais de travaux *cash-for-work*, ainsi que la création de possibilités d'emploi durables grâce au développement de l'entrepreneuriat et au soutien à la création de valeur dans certains secteurs économiques. L'objectif final est de faire bénéficier plus de 15 000 jeunes en situation professionnelle précaire.

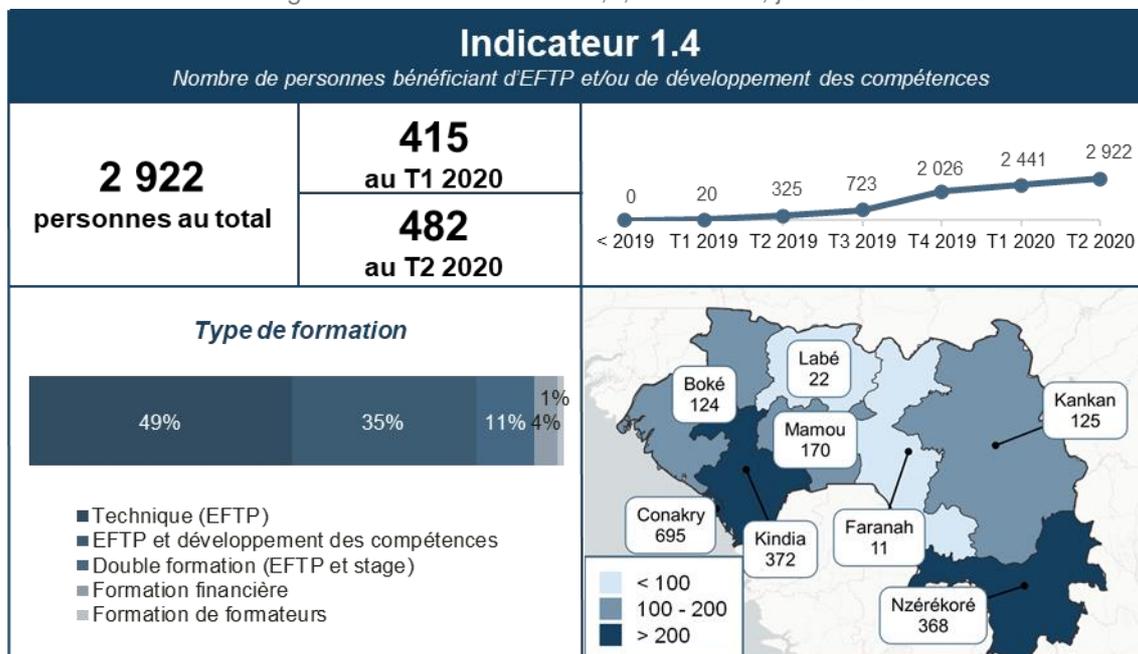
Au S1 2020, 896 Guinéens ont bénéficié de l'EFTP et/ou du développement des compétences (indicateur 1.4), 31% du total des bénéficiaires déclarés dans le cadre de cet indicateur depuis le début des programmes du FFU en Guinée, et repartant sur le même rythme qu'en 2019 (2 026 bénéficiaires sur toute l'année). Tous les bénéficiaires étaient des personnes vulnérables de moins de 35 ans. 311 personnes ont été formées à la prospection pour de nouveaux emplois et opportunités. En outre, 24% du soutien fourni (219 personnes) comprenait des formations à l'EFTP, 24% (214 personnes) du développement des compétences et 17% (152 personnes) de la construction d'infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre, servant à la fois à remédier au manque d'infrastructures de base dans les

¹ Données consultées en avril 2020. Accessible [ici](#).

² Données de l'UNESCO, 'Guinée', consultées en avril 2020. Accessible [ici](#).

zones rurales guinéennes et à fournir une formation appliquée aux jeunes Guinéens. En ce qui concerne les activités non présentesielles, INTEGRA (GN-01) a dû innover pour se conformer aux restrictions COVID-19 : elle a organisé des webinaires et des formations en ligne avec des outils numériques collaboratifs pour les bénéficiaires, entre autres, dans les domaines de la logistique urbaine et du marketing numérique.

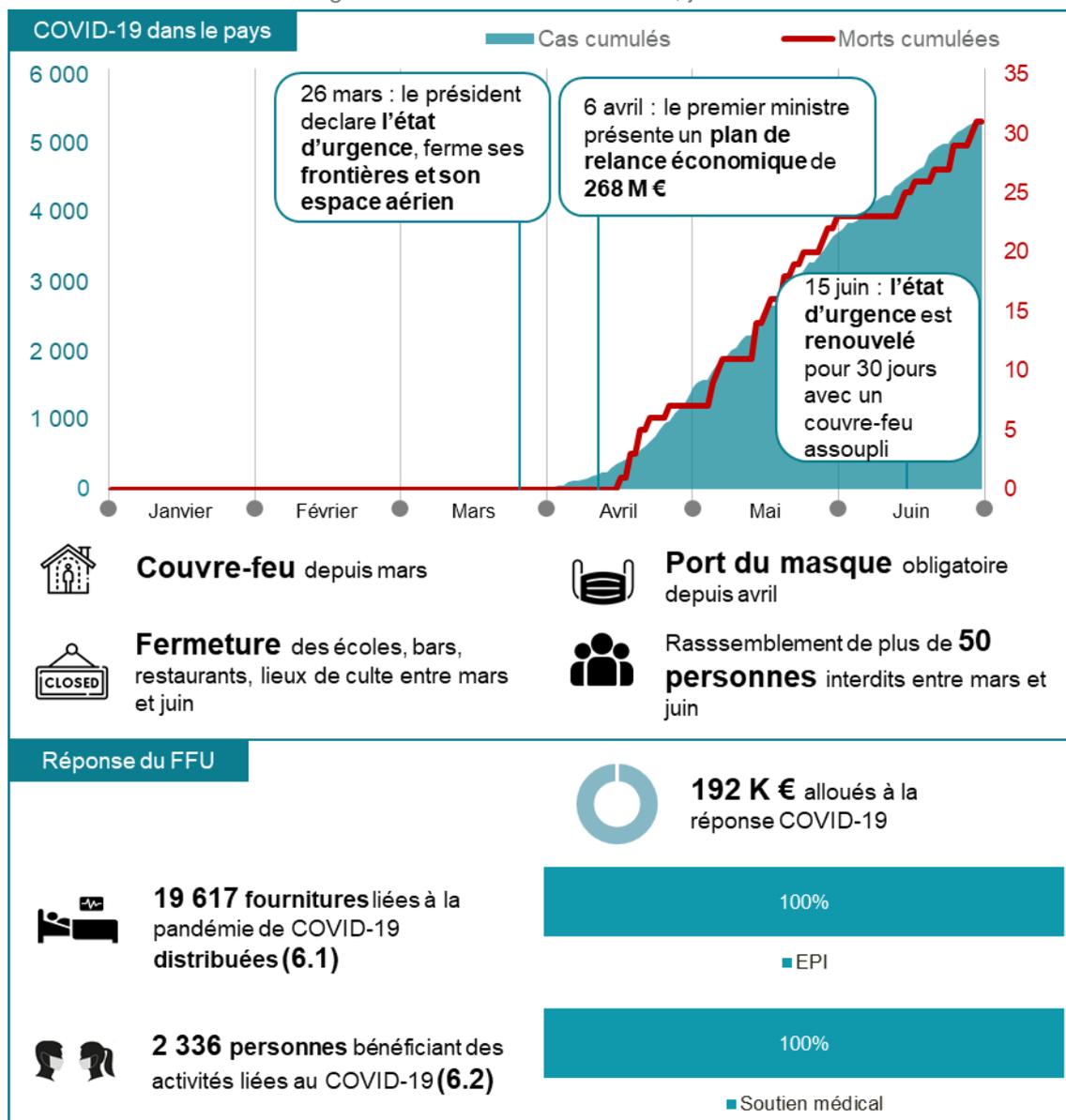
Figure 35 : Indicateur FFU 1,4, en Guinée, juin 2020¹



¹ Le code couleur de la carte et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. Exclusions : 1 035.

Pandémie COVID-19 en Guinée

Figure 36 : COVID-19 en Guinée, juin 2020



La Guinée a enregistré officiellement son premier cas COVID-19 le 13 mars 2020. Le 26 mars, le président Alpha Condé déclarait l'état d'urgence national, fermait les frontières, et suspendait l'école jusqu'à nouvel ordre. Les fermetures d'écoles ont affecté en tout 2.9 millions d'enfants à la fin de l'année scolaire.¹ La progression du virus a été relativement freinée, avec 5 351 cas cumulés et 31 décès officiellement enregistrés au 30 juin. La capacité nationale de dépistage a été renforcée, permettant jusqu'à près de 1 200 tests par jour en juin 2020. Le gouvernement a également œuvré pour fournir en quantité des kits de tests rapides et des équipements de protection individuelle au personnel de santé.² Malgré tous ces efforts de prévention, l'impact socio-économique du COVID-19 s'est avéré conséquent. De nombreux petits entrepreneurs et travailleurs informels ont souffert des mesures adoptées pour

¹ UNICEF, 'Guinea : COVID-19 situation report, N°9', 10 juin 2020. Accessible [ici](#).

² op. cit

mettre fin à la pandémie. Par exemple, l'interdiction des voyages à l'intérieur du pays entre les régions a été un coup dur pour de nombreux petits entrepreneurs et vendeurs ambulants.¹

Les programmes financés par le FFU ont adapté certaines de leurs activités à la crise sanitaire. Le programme INTEGRA (GN-01) a redirigé 191 500 euros pour financer des activités liées au COVID-19. Il a distribué 19 617 fournitures liées à la pandémie (masques et bouteilles de gel hydroalcoolique) entre janvier et juin 2020 (indicateur 6.1). Il a également promu des mesures préventives contre le COVID-19, telles que le lavage régulier et obligatoire des mains, le respect d'une distance de sécurité entre les bénéficiaires, et développé des campagnes d'affichage pour sensibiliser sur la distanciation sociale. Au deuxième trimestre 2020, 2 236 personnes ont bénéficié des activités d'intervention d'urgence liées au COVID-19 (indicateur 6.2). En outre, l'OIM a soutenu le groupe de travail COVID-19 dans le pays par l'intermédiaire du fonds régional IC UE-OIM COVID-19.

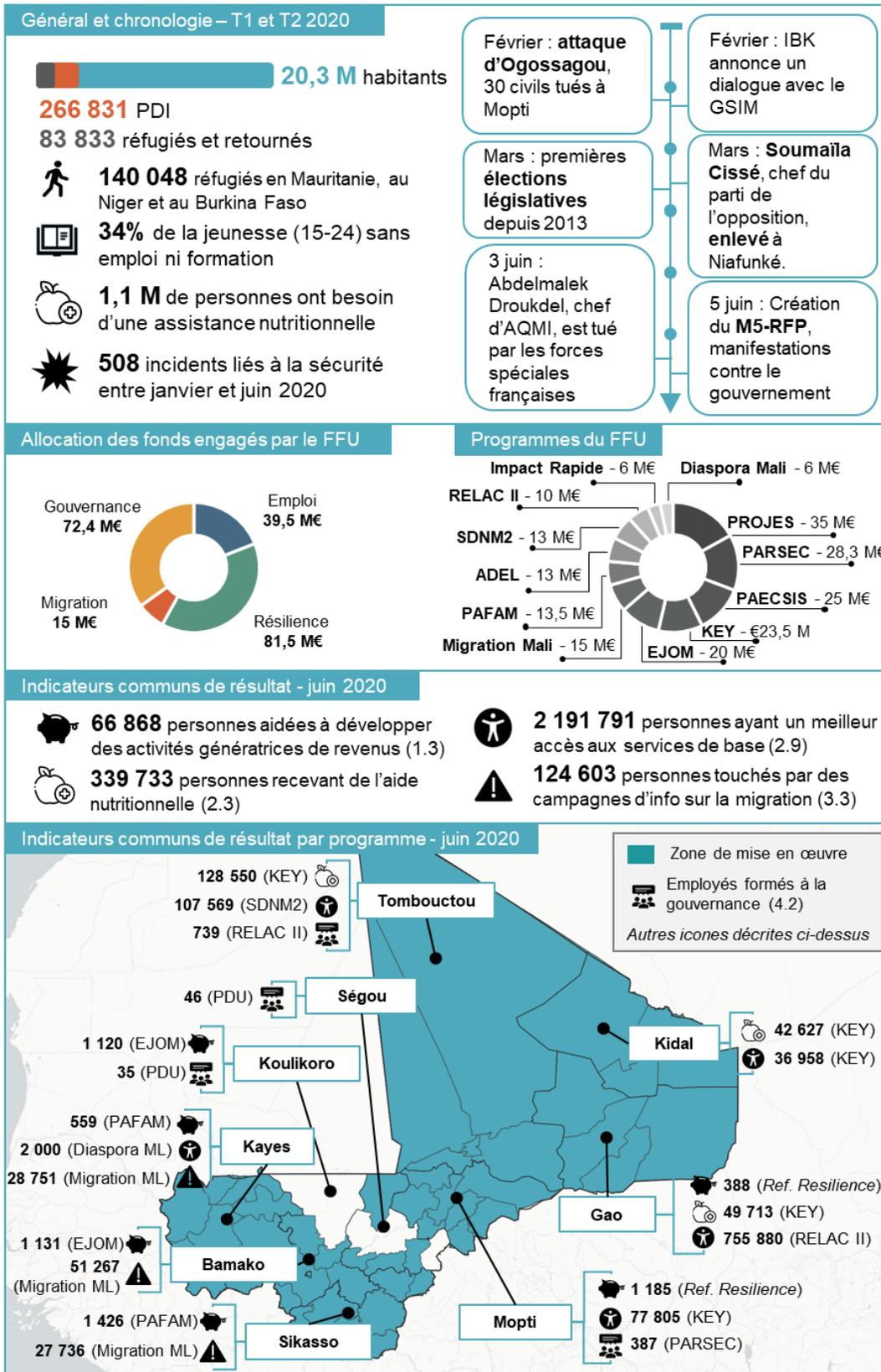
LA GUINEE ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 7 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour la Guinée, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	55	1 111	1 166
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	444	892	1 336
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	0	1 246	405	1 651
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	0	2 026	896	2 922
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	0	3	2	5
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	1	0	0	1
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	74	0	74
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	21 155	21 161	0	42 316
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	81	3	84
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	9 238	4 058	1 617	14 913
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 675	2 326	1 048	5 049
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	174	0	174
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	220	17	237
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	672	107	7	786
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	0	8	0	8
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	0	8	1	9
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	0	15	0	15
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	0	36	0	36
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	19 617	19 617
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	2 336	2 336

¹ Enabel, 'Partners for entrepreneurs in Guinea', 2020. Accessible [ici](#).

Figure 37 : Mali – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LE MALI ET LE FFU AU S1 2020

La situation politique et sécuritaire au Mali s'est détériorée au cours du premier semestre 2020. Les 29 mars et 19 avril 2020, les élections législatives à deux tours, reportées depuis 2018 en raison de l'insécurité dans le pays, se sont déroulées comme prévu.¹ À la suite de l'invalidation d'un certain nombre de résultats, la contestation s'est accrue à Bamako contre le président Ibrahim Boubacar Keïta. En juin, un mouvement d'opposition composite, le M5-RFP a été créé autour de l'imam Mahmoud Dicko.² Le mouvement a organisé des manifestations de masse tout au long du début de l'année, pour protester contre le manque d'opportunités économiques, le manque de services de l'Etat et l'insécurité dans le pays.³ Au premier semestre 2020, 508 attaques ont été enregistrées au Mali. Mars a été le mois le plus meurtrier depuis le début du conflit en 2012.⁴

Le pays accueillait 266 831 personnes déplacées au 30 juin 2020, soit une augmentation de 28% par rapport à décembre 2019 (207 751 personnes).⁵ La violence et l'insécurité dans la région de Liptako-Gourma ont également provoqué des déplacements supplémentaires au-delà des frontières et, en juin 2020, le Mali accueillait 42 779 réfugiés, soit une forte augmentation par rapport à janvier (26 732 personnes).⁶ La plupart des nouveaux réfugiés au Mali sont des Nigériens qui fuient les régions frontalières de Tillabéri et Tahoua vers la région de Ménaka au Mali.⁷ En outre, les réfugiés maliens qui avaient cherché à se protéger au Burkina Faso y ont quitté les camps à la suite d'une série d'attaques au premier semestre : plus de 5 000 réfugiés précédemment hébergés à Goudoubo ont quitté le camp pour tenter de rentrer au Mali.⁸ En mai 2020, le Mali accueillait 83 833 réfugiés rapatriés.⁹ L'insécurité, les affrontements intercommunautaires et les attaques des groupes armés, conjugués aux pénuries alimentaires, affectent les populations maliennes, dont les besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits. 2,3 millions de personnes avaient besoin d'aide alimentaire au début de l'année.¹⁰

Soutenir les forces de sécurité et explorer les options de résolution des conflits

Depuis 2012, le Mali est gravement touché par la violence des groupes armés non-étatiques dans les régions du nord et du centre. Afin de soutenir les forces armées maliennes dans la lutte contre les groupes armés non-étatiques et pour améliorer la protection des zones frontalières de la région de Liptako-Gourma, des projets financés par le FFU ont formé et équipé les forces de sécurité locales et nationales et construit des infrastructures adaptées à leurs missions. Cette approche s'accompagne d'une formation de représentants communautaires et d'institutions civiles sur la résolution et la gouvernance des conflits.

Au 30 juin 2020, 3 205 personnes ont reçu une formation sur la gouvernance, la prévention des conflits et les droits humains au Mali (indicateur 4.2), dont 23% (soit 734 personnes) membres des forces de sécurité locales et nationales formés pour répondre aux enjeux de sécurité. Au T1 2020, 95 personnes ont été formées et parmi elles, 76% étaient des forces de sécurité locales et nationales, alors qu'elles représentaient 13% des personnes formées au deuxième trimestre 2020 (42 personnes).

¹ BBC Afrique, 'Le Mali élit ses députés, malgré le COVID-19'. Avril 2020. Accessible [ici](#).

² Mouvement du 5 juin – Rassemblement des forces patriotiques.

³ France Info Afrique, 'Mali : en réponse à la contestation, le président annonce une « dissolution de fait » de la Cour Constitutionnelle', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁴ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event data project dashboard', 2020. Accessible [ici](#).

⁵ HCR, 'Mali : Country report', consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

⁶ op.cit.

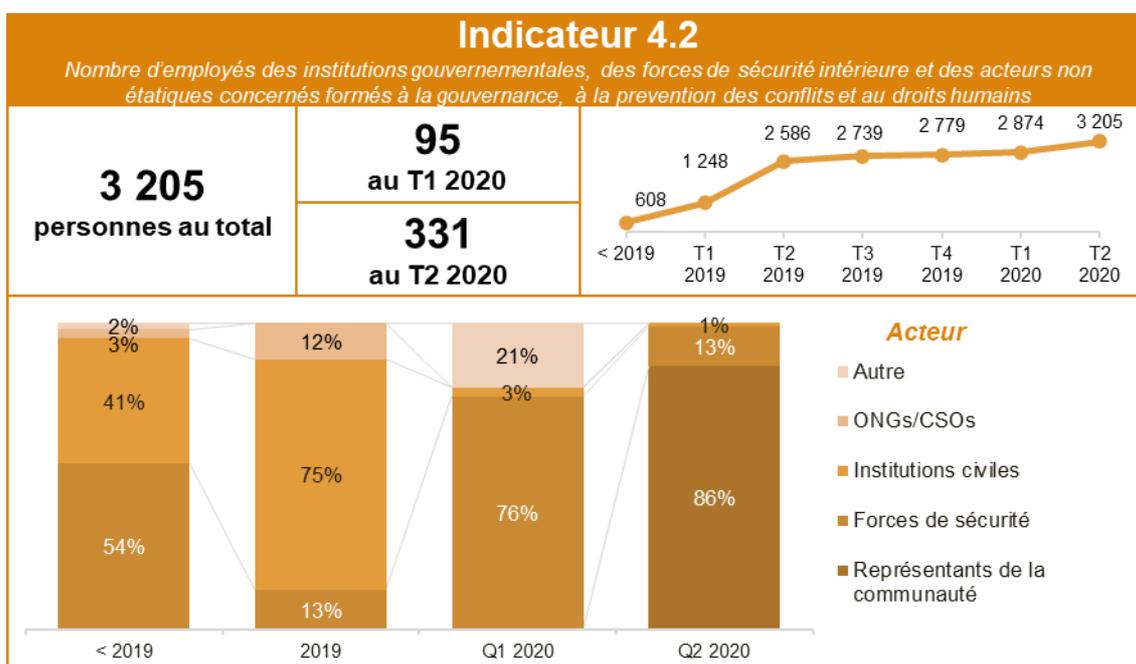
⁷ UNHCR, 'Mali : Situation des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des rapatriés', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁸ HCR, 'La violence au Burkina Faso force les réfugiés maliens à rentrer chez eux', mars 2020. Accessible [ici](#).

⁹ op. cit.

¹⁰ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires – Mali', janvier 2020. Accessible [ici](#).

Figure 38 : Indicateur FFU 4.2, au Mali, juin 2020



Tous les membres des forces de sécurité locales formés (387 personnes) depuis le début des activités se trouvent à Mopti, qui est devenue la zone la plus violente du conflit malien. Au premier semestre 2020, il y a eu plus de décès enregistrés à Mopti que dans toute autre région des pays sahéliens (1 153 personnes).¹ Des projets financés par le FFU ont également soutenu les forces armées maliennes dans la région par le biais d'équipements et de la construction d'infrastructures. Le programme PARSEC (ML-06) a soutenu la construction de sept infrastructures pour les forces armées dans la région de Mopti (indicateur 4.1) depuis le début des activités. Ces infrastructures comprennent des casernes et des unités sécurisées destinées à améliorer la communication et la coopération entre les forces maliennes. Le programme a également soutenu les forces de sécurité par la fourniture de treize voitures et d'un avion (indicateur 4.1 bis).

Outre la formation et le renforcement des capacités des forces de sécurité à lutter contre les groupes armés non-étatiques et à protéger les zones frontalières, les programmes financés par le FFU ont également soutenu la formation de représentants communautaires afin d'accroître les possibilités de résolution pacifique des conflits. Au deuxième trimestre 2020, la plupart des personnes formées à la résolution des conflits étaient des représentants communautaires (86% ou 331 personnes, indicateur 4.2). Le programme régional PDU (REG-18) a formé un total de 284 médiateurs au Mali. Ces médiateurs, organisés en réseaux, visent à soutenir la résolution pacifique des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Pour le seul mois d'avril 2020, le programme a soutenu la résolution de 35 conflits au Mali, dont la plupart ont eu lieu dans les régions de Mopti et Ségou (respectivement 12 et 14). La construction de réseaux de médiation appartenant à la communauté est particulièrement importante au Mali, où le GSIM se serait positionné pour résoudre les conflits intercommunautaires à Mopti, prenant ainsi davantage de responsabilités gouvernementales.²

Construire des infrastructures pour soutenir la fourniture de services de base

Le conflit au Mali et le retrait subséquent des services de l'Etat décentralisé (services de base et administration) dans le Nord ont entraîné de grandes perturbations dans la fourniture de services de base à la population. En 2020, on estime que 1,4 million de personnes ont besoin de services d'eau et

¹ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event data project dashboard', 2020. Accessible [ici](#).

² ACLED, 'Mise à jour du milieu de l'année : dix conflits à craindre en 2020', 2020. Accessible [ici](#).

d'assainissement, tandis que 1,5 million de personnes n'ont pas accès aux services de santé.¹ La dégradation ou le manque d'infrastructures est cause majeure de ce manque et accroît la marginalisation des populations vulnérables. Les programmes financés par le FFU dans le pays ont soutenu l'amélioration de l'accès aux services de base pour les populations principalement à travers des projets de construction d'infrastructures.

Au 30 juin 2020, 2 191 791 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de base grâce aux activités des programmes financés par le FFU depuis le début des activités (indicateur 2.9). Au premier trimestre 2020, 105 885 personnes ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de base, dont 89% grâce à la construction d'infrastructures. Dans les régions de Gao et de Tombouctou, le programme Sécurité et Développement au Nord du Mali – Phase 2 (SDNM2, ML-04), mis en œuvre par l'AFD, vise à soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix d'Alger de 2015, dont la troisième annexe contient des dispositions pour le soutien au développement des infrastructures dans les régions du Nord. Le programme a construit 71 infrastructures au total (indicateur 2.1 bis), améliorant l'accès aux services de base pour 187 812 personnes.

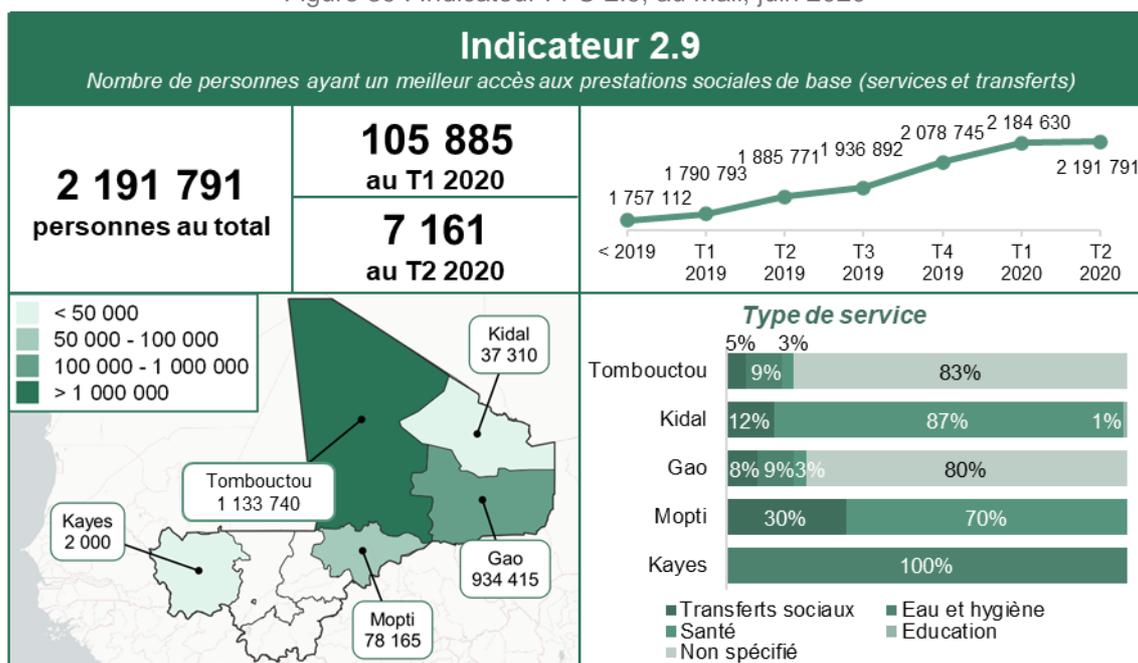
Au premier trimestre 2020, 105 885 personnes ont bénéficié d'un accès amélioré aux services sociaux de base, dont 66% aux services d'eau et d'assainissement, principalement dans les régions de Gao et de Tombouctou, tandis que 22% ont bénéficié d'un meilleur accès aux soins de santé. Les chiffres des services de santé et de l'eau représentent à la fois la population sédentaire (25% des bénéficiaires des deux infrastructures de santé et de l'eau) et les pasteurs transhumants ou nomades. Au premier semestre 2020, 1 261 écoles ont été fermées dans le nord et le centre du Mali, ce qui a entravé l'accès à l'éducation pour environ 338 700 enfants.² Les infrastructures éducatives, qui ne profitent qu'aux populations sédentaires, ont desservi 1 177 personnes supplémentaires à Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti au premier trimestre 2020.

Au deuxième trimestre 2020, 7 161 personnes supplémentaires ont bénéficié d'un meilleur accès aux services, grâce aux activités de PROJES (dans le centre du Mali) et de Diaspora Mali (ML-10 et ML-05). Le programme Diaspora Mali, mis en œuvre par l'AFD en coopération avec le Ministère des Maliens de l'Extérieur, vise à catalyser et soutenir les investissements de la diaspora dans des projets de développement dans les régions d'origine. Le programme soutient actuellement 21 projets (indicateur 3.1), dont deux ont été achevés, apportant à 2 000 personnes un meilleur accès à l'eau et aux services d'assainissement.

¹ OCHA. op. cit.

² UNICEF, 'Mali - Rapport sur la situation humanitaire', juin 2020. Accessible [ici](#).

Figure 39 : Indicateur FFU 2.9, au Mali, juin 2020¹

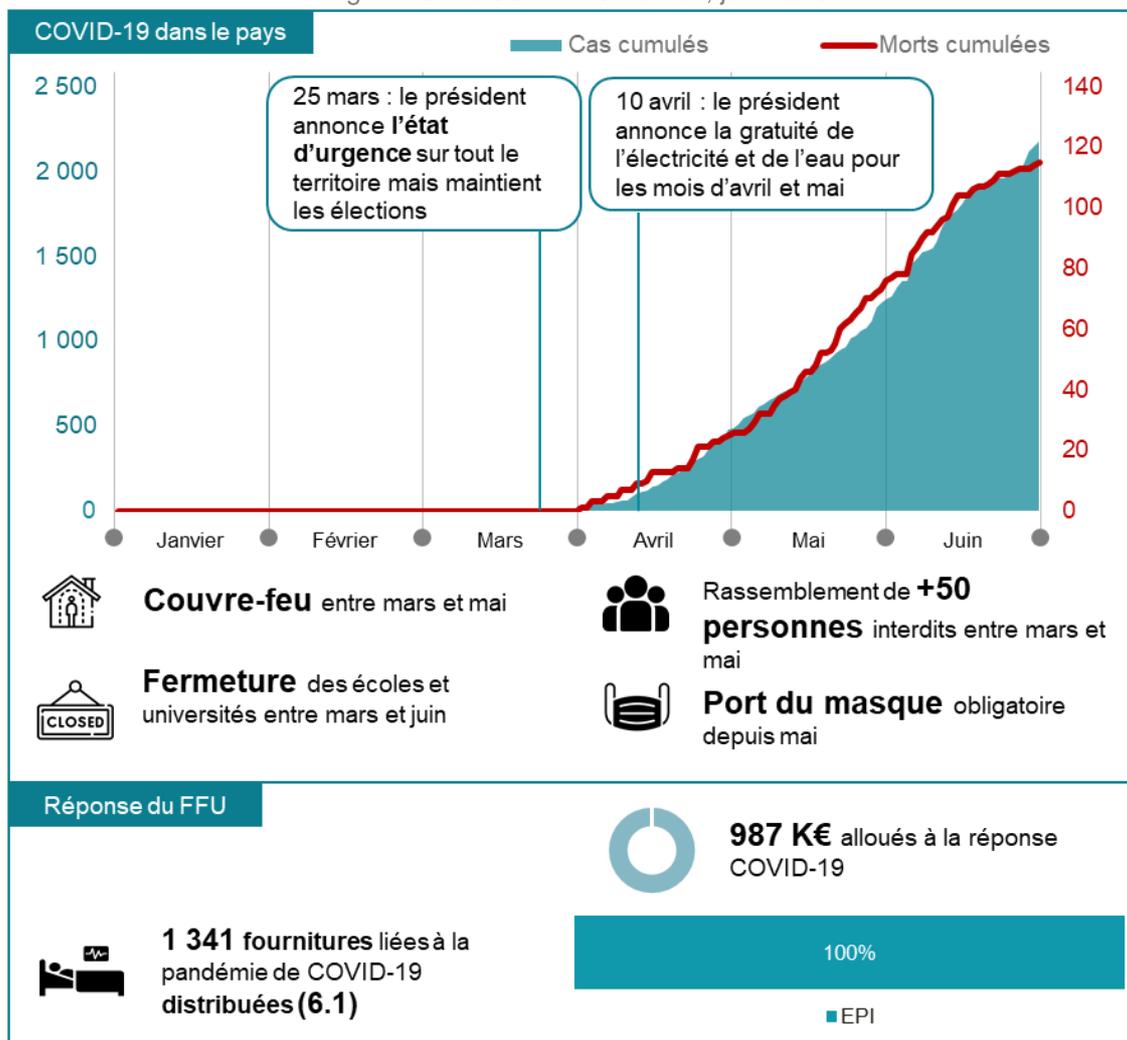


Le soutien à la construction d'infrastructures permet également au projet d'apporter une aide à court terme aux populations vulnérables par le biais d'activités de travail journalier à haute intensité de main d'œuvre. Au premier trimestre et au deuxième trimestre de 2020, 1 013 personnes travaillaient sur des chantiers de construction, ce qui équivaut à 453 emplois à temps plein (indicateur 1.1).

¹ La couleur de la carte code et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. Exclusions: 6 161.

Pandémie COVID-19 au Mali

Figure 40 : le COVID-19 au Mali, juin 2020



Le 19 mars 2020, le gouvernement malien a annoncé des restrictions de mouvement et la fermeture des écoles.¹ Les premiers cas COVID-19 au Mali ont été enregistrés une semaine plus tard, le 25 mars 2020.² Ce jour-là, le Président Ibrahim Boubacar Keïta a déclaré l'état d'urgence national et un couvre-feu de 21 heures à 5 heures du matin, tandis que les lieux de culte restaient ouverts.³ Au 30 juin 2020, 2 173 cas de COVID-19 avaient été enregistrés et 115 personnes étaient mortes.⁴

L'insécurité au Mali a mis à rude épreuve la production agricole et les moyens de subsistance. Le couvre-feu et la distanciation sociale ont encore eu un impact sur les revenus et les moyens de subsistance, tandis que les mesures de restriction des mouvements ont rendu les marchandises plus chères et réduit les envois de fonds de la diaspora.⁵ En outre, pour de nombreux ménages ruraux, les restrictions de déplacement ont eu lieu au cours d'une saison essentielle pour la préparation des champs et des mouvements de transhumance (avril-juin) et 1,3 million de personnes étaient déjà en insécurité alimentaire aiguë au Mali en juin 2020.⁶

¹ ACAPS, 'Burkina Faso, Mali, Niger – Vulnerability to COVID-19 containment measures', avril 2020. Accessible [ici](#).

² Afrik financière, 'COVID-19 : Le Mali enregistre ses deux premiers ministres cas importés', mai 2020. Accessible [ici](#).

³ The Conversation, 'L'expérience malienne dans la gestion de la pandémie du COVID', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OWID, 'Coronavirus (COVID-19) cas et décès', consulté en juin 2020, [ici](#).

⁵ Banque mondiale, 'La Banque mondiale prévoit la plus forte baisse des envois de fonds de l'histoire récente', avril 2020. Accessible [ici](#).

⁶ FAO, 'Mali, vue d'ensemble de la réponse', juin 2020. Accessible [ici](#).

Les programmes financés par le FFU mis en œuvre au Mali ont réorienté près d'un million d'euros (987 000 euros) vers diverses activités liées à la riposte à la pandémie du COVID-19. Le programme Diaspora Mali (ML-05) représente 70% de ce budget, et a lancé un appel à propositions à hauteur de 686 000 euros (450 millions de FCFA) pour des programmes liés à la riposte à la pandémie du COVID-19 lancés par les membres de la diaspora. Le programme EJOM (ML-09) a également mis de côté 110 000 euros pour soutenir les plans d'affaires de 19 jeunes afin d'apporter une réponse innovante aux défis qui ont émergé pendant la pandémie.

Au deuxième trimestre 2020, 123 160 personnes ont été rejointes par des campagnes de sensibilisation sur les symptômes du COVID-19, les moyens de prévention et les mesures mises en place par le gouvernement (indicateur 2.7). 84% des bénéficiaires ont été touchés par le biais d'émissions animées par des jeunes soutenus par l'émission La Voix des Jeunes II (REG-19) tandis que 18 876 personnes ont été sensibilisées par le programme PAFAM (ML-02).

Enfin, le programme PAECSIS (ML-08) a mis de côté environ 182 000 euros pour soutenir les centres d'état civil au cours du premier semestre de l'année : le programme a fourni et distribué 1 325 kits de masques de protection, dans les centres d'état civil du pays (indicateur 6.1). En outre, afin d'assurer la continuité des services de l'état civil dans le pays, le programme a équipé les travailleurs de 12 pièces d'équipement pour faciliter le travail à distance, dont huit ordinateurs et deux kits de conférence (indicateur 4.1 bis).

PROJETS NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Figure 41 : SDNM2 (programme et projet, ML-04)

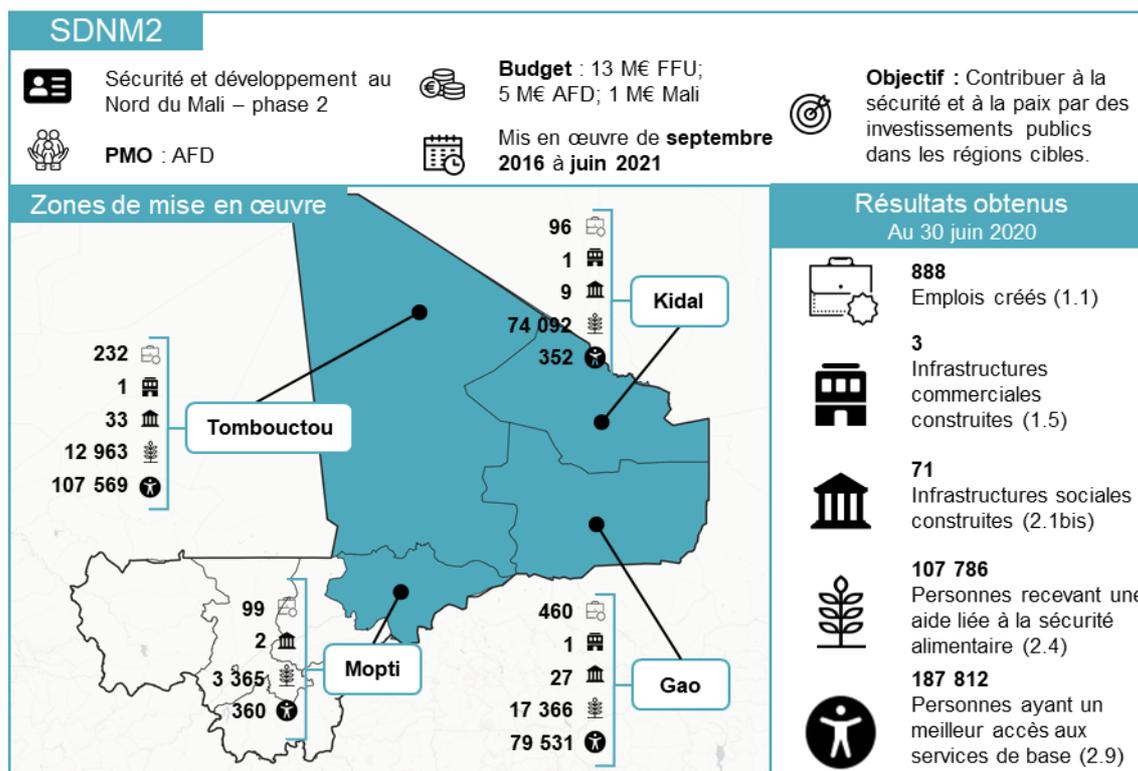


Figure 42 : Diaspora Mali AFD (projet, ML-05-01)

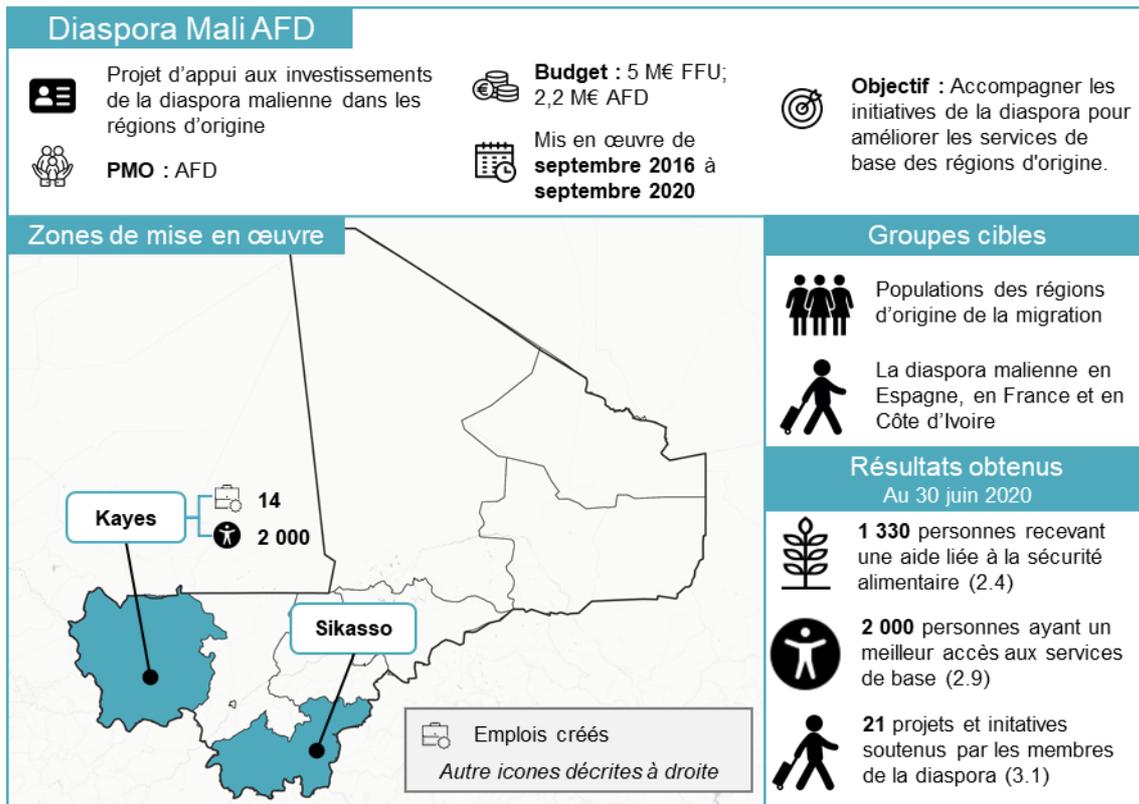
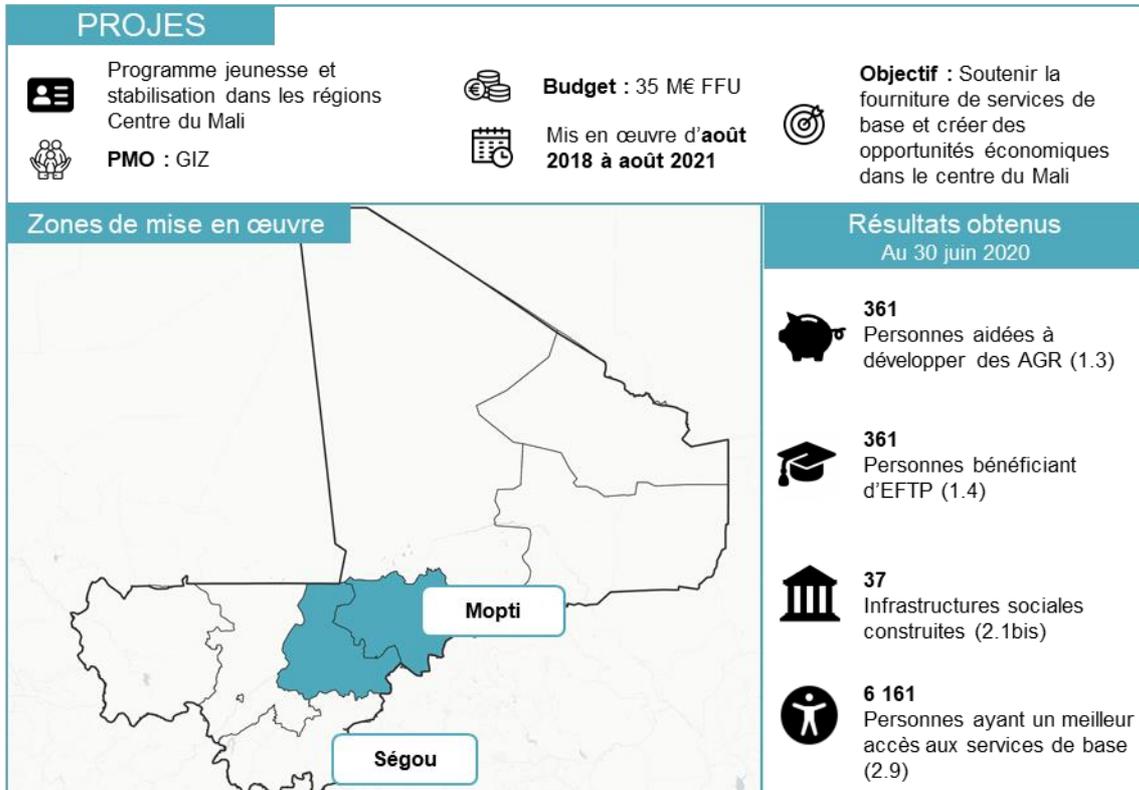


Figure 43 : PROJES (programme et projet, ML-10)



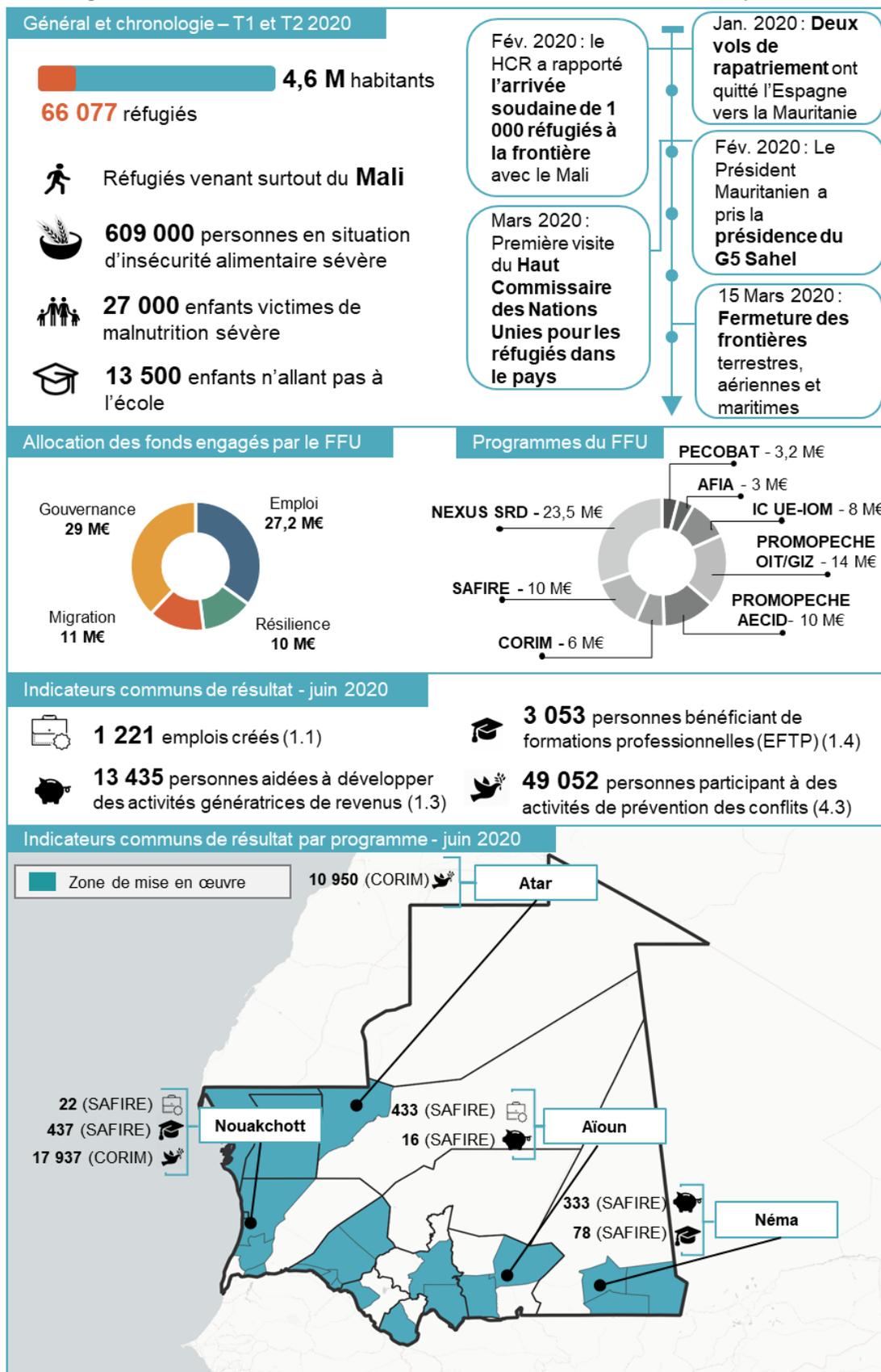
LE MALI ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 8 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Mali, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	0	1 049	453	1 502
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	950	573	200	1 723
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	18 845	47 125	898	66 868
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	3 689	4 942	4 261	12 892
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	7	10	1	18
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	261	323	75	659
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	3 813	2 344	100	6 257
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	108 533	202 667	28 533	339 733
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	45 662	70 333	54 637	170 632
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	10	23	0	33
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	5 133	4 736	697	10 566
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	32 655	225 076	191 747	449 478
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	586	6 113	80	6 779
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	1 757 112	321 633	113 046	2 191 791
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	0	0	21	21
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	224	156	62	442
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	90 906	33 697	124 603
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	1 611	947	113	2 671
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11 847	7 476	1 528	20 851
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	1 766	5 999	1 459	9 224
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	3	19	0	22
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	25	0	0	25
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	2	14	2	18
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	0	1	1
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	3	2	1	7
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	13	6	261	280
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	608	2 171	426	3 205
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	265	1 713	282	2 260
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	37	381	23	441
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	12	25	0	37
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	17	16	9	42
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	34	26	1	61
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	1	8	17
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	1 341	1 341

MAURITANIE

Figure 44 : Mauritanie – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LA MAURITANIE ET LE FFU AU S1 2020

Alors que le taux de croissance de l'économie mauritanienne s'est accéléré ces dernières années, de 3,6% de croissance du PIB 2018 à 6,3% en 2019, cette tendance devrait ralentir en 2020 en raison de l'impact économique de la pandémie mondiale de COVID-19.¹ Sur la scène régionale, le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a pris la présidence du G5 Sahel en février 2020, succédant au burkinabé Kaboré, dans un climat d'attaques sécuritaires accrues dans plusieurs pays du Sahel.^{2,3}

D'importants niveaux de malnutrition aiguë continuent d'être signalés en Mauritanie au premier semestre 2020, certaines régions montrant des niveaux supérieurs au seuil d'urgence (de 15%).⁴ Plus de 609 000 personnes (environ 25% de la population totale) sont également menacées de pénurie alimentaire, notamment en raison de la sécheresse.⁵ Le pays est confronté depuis 2012 à des chocs climatiques récurrents et aigus, la situation étant particulièrement préoccupante au premier semestre 2020 par le déficit pluviométrique qui affecte le bétail et la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en particulier dans le sud du pays.⁶

Accroître les moyens de subsistance et les possibilités économiques pour les femmes et les jeunes

Une partie de la population mauritanienne n'a pas bénéficié de la croissance économique de ces dernières années : en particulier, les femmes et les jeunes restent exclus du marché du travail. Le taux de chômage des jeunes est de 15%, tandis que 57% de la population a moins de 20 ans.^{7,8} Le chômage est également légèrement plus élevé chez les femmes que chez les hommes, avec 13% pour le premier contre 11% pour le second.⁹ Plusieurs facteurs limitent l'accès des jeunes et des femmes au marché du travail, tels qu'un décalage entre l'offre et la demande, le manque d'éducation secondaire, ainsi que de rares possibilités de formation technique et professionnelle dans le pays. Le manque d'accès à l'emploi de jeunes suscite des inquiétudes quant à l'exode de ce groupe de population vers les pays voisins ou l'Europe à la recherche d'opportunités économiques, et il a été identifié comme un facteur contribuant à la radicalisation des jeunes.¹⁰

Dans ce contexte, le programme SAFIRE (MR-07) vise à promouvoir l'insertion sociale et professionnelle des femmes et des jeunes afin de réduire le risque de radicalisation et d'émigration. Avec une mise en œuvre principalement menée par trois partenaires – OXFAM, GRET et la Croix-Rouge Française – ce programme apporte son soutien par le biais de plusieurs approches, y compris la formation professionnelle et le soutien aux AGR. En effet, la formation professionnelle est essentielle à l'accès au marché du travail, y compris pour le secteur informel qui représente 80% de la source de revenus de la population. Les activités développées par SAFIRE ont conduit à la création ou au soutien de 850 emplois au deuxième trimestre 2020 (indicateur 1.1), principalement dans les wilayahs de Hodh El Gharbi et Nouakchott, soit 70% de l'ensemble des emplois (1 221) créés ou soutenus depuis la création de programmes financés par le FFU. Au premier semestre 2020, la plupart des emplois ont bénéficié aux femmes (63%) et aux jeunes (54%), alors que seulement 20% des emplois créés ou

¹ Données Banque mondiale, 'Mauritanie'. Novembre 2020. Accessible [ici](#).

² Jeune Afrique, 'Sommet G5 Sahel : Kaboré cède la présidence au Mauritanien Ghazouani', le 25 février 2020. Accessible [ici](#).

³ RFI 'G5 Sahel : un 6e sommet des chefs d'Etat dans un contexte de multiplication des attaques', le 24 février 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Aperçu des besoins et des besoins humanitaires – Crise au Sahel', Mars 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Opérations européennes de protection civile et d'aide humanitaire, 'Mauritanie Factsheet', 21 Juillet 2020. Récupéré [ici](#).

⁶ OCHA. Crise du Sahel. op. cit.

⁷ Données Banque mondiale, 'Chômage, total des jeunes (% de la population active totale âgée de 15 à 24 ans) (estimation modélisée de l'OIT) – Mauritanie', novembre 2020. Accessible [ici](#).

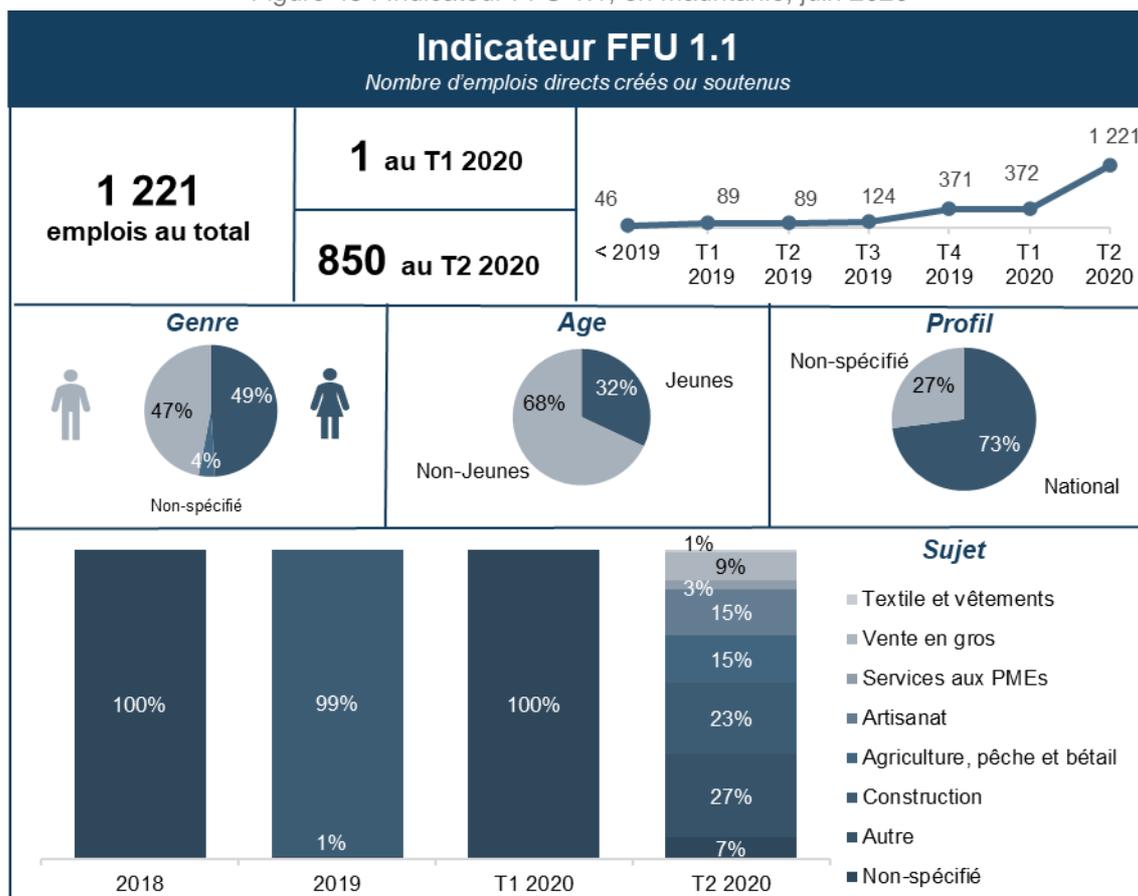
⁸ Bureau National de la Statistique, 'Situation de l'Emploi et du Secteur Informel en Mauritanie en 2017', août 2017. Accessible [ici](#).

⁹ Ibid.

¹⁰ Rapport de recherche pour la Mission de recherche Droit et Justice, 'Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents', avril 2017. Accessible [ici](#).

soutenus en 2019 avaient bénéficié aux femmes. Ces emplois sont indépendants, qualifiés et informels et dans les principaux secteurs suivants : construction, agriculture, pêche et élevage, artisanat. L'agriculture, la pêche et l'élevage représentent notamment 31% du PIB en Mauritanie et des opportunités de travail pour un tiers de la population active. Le soutien à ce secteur est également très stratégique car il est fortement exposé aux effets du changement climatique, alors que la Mauritanie est déjà sujette à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Après l'agriculture et le commerce, l'industrie de la construction est un secteur économique clé qui contribue à la croissance nationale et qui a gagné en importance ces dernières années, notamment en raison de l'urbanisation accrue du pays.¹

Figure 45 : Indicateur FFU 1.1, en Mauritanie, juin 2020



Prévenir la radicalisation violente par le dialogue communautaire et la réinsertion

Bien qu'aucune attaque terroriste n'ait été signalée sur le sol mauritanien depuis 2011, il y a eu une montée de l'intégrisme et de la radicalisation dans le pays au cours des dernières années. Dans l'opinion générale, les trajectoires de radicalisation sont dues à des problèmes de redistribution économique et de manque de soutien social (divorce parental, exclusion, crises familiales) ou à la présence de facteurs politiques tels que l'adhésion à l'opposition et la critique du gouvernement.² Une forte stratification sociale en Mauritanie et une forte croissance démographique conduisant à une population très jeune jouent également un rôle important dans ce phénomène.³

¹ OIT, 'Le secteur du bâtiment Mauritanien – Enjeux, orientations et potentiel de réforme', 2017. Accessible [ici](#).

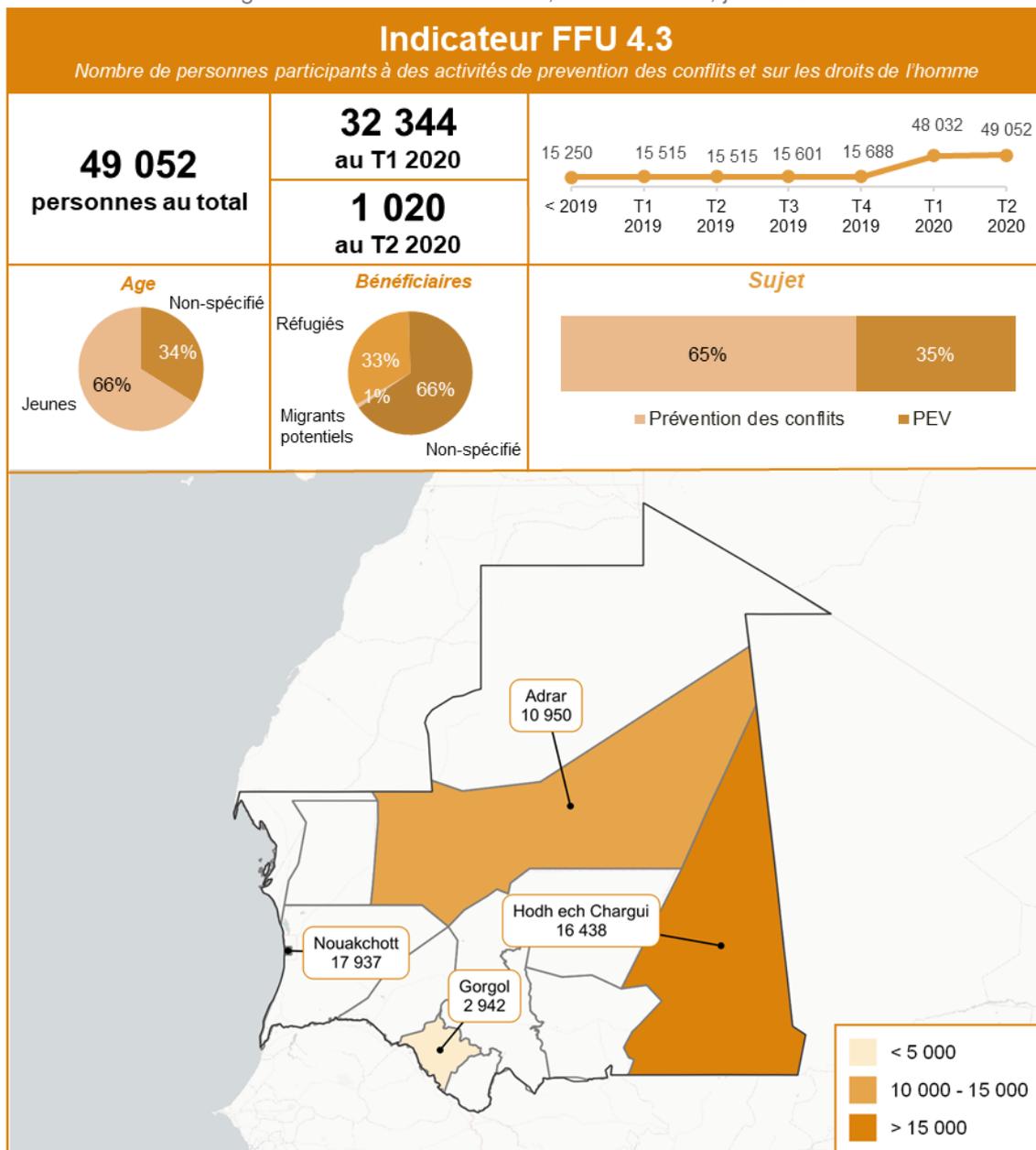
² Centre pour le dialogue humanitaire, PNUD, 'Radicalisation et citoyenneté – Ce que 800 Sahéliens ont à dire – Rapport national mauritanien', 2016. Accessible [ici](#).

³ Géo Confluences, 'Radicalisation, violence et (insécurité) - Ce que dissidence 800 Sahéliens', 23 mai 2019. Accessible [ici](#).

Le FFU vise à améliorer la gouvernance et à renforcer la prévention des conflits. Au premier semestre 2020, 33 364 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits (indicateur 4.3) ce qui représente 68% de l'ensemble des participants (49 052) depuis la création des programmes financés par le FFU. Plus précisément, le FFU apporte son soutien à la prévention de la radicalisation violente dans le pays, principalement par le biais du programme Projet d'Appui à la Prévention de la Radicalisation Violente en République Islamique de Mauritanie (CORIM, MR-06) mis en œuvre par Expertise France. L'objectif principal de ce programme est de contribuer à la stabilité de la bande sahélo-saharienne et à la sécurité et à la résilience de la population mauritanienne, et en particulier de sa jeunesse. L'un de ses éléments clés est le développement et la diffusion d'un discours alternatif aux récits violents, en collaboration avec diverses parties prenantes, y compris les imams et les oulémas. La diffusion de ce discours est notamment basée sur les prêches : 72 ont été menées au premier trimestre 2020 (indicateur 4.3) avec une participation totale de 31 240 personnes – environ 433 par prêche – dans les wilayahs de Nouakchott, Gorgol et Adrar. Au-delà des prêches, le discours alternatif est également diffusé à travers trois groupes WhatsApp avec des publics différents, car ce média social est largement utilisé par les Mauritaniens. Ces groupes comprenaient 176 membres au premier trimestre 2020 et 227 membres au deuxième trimestre 2020 en moyenne (indicateur 4.3).¹

¹ 'En moyenne' comme pendant le trimestre, certains membres ont quitté les groupes tandis que d'autres se sont joints à eux.

Figure 46 : Indicateur FFU 4.3, en Mauritanie, juin 2020¹



Au-delà de cette composante, CORIM vise également à prévenir la radicalisation violente par l'identification et le soutien aux personnes vulnérables et/ou à risque. L'identification est effectuée par des points focaux religieux (imams et oulémas) à la fin des discussions et des débats suivant les prêches quotidiens, ou par une famille proche. Après identification, un soutien individuel et sur mesure est assuré par les imams par un dialogue informel et régulier afin de déconstruire leur discours violent. Au premier semestre 2020, 589 personnes (indicateur 4.3) ont été identifiées et soutenues dans les wilayahs de Nouakchott, Gorgol et Adrar.

Renforcer la protection des enfants en mouvement contre l'exploitation et la traite

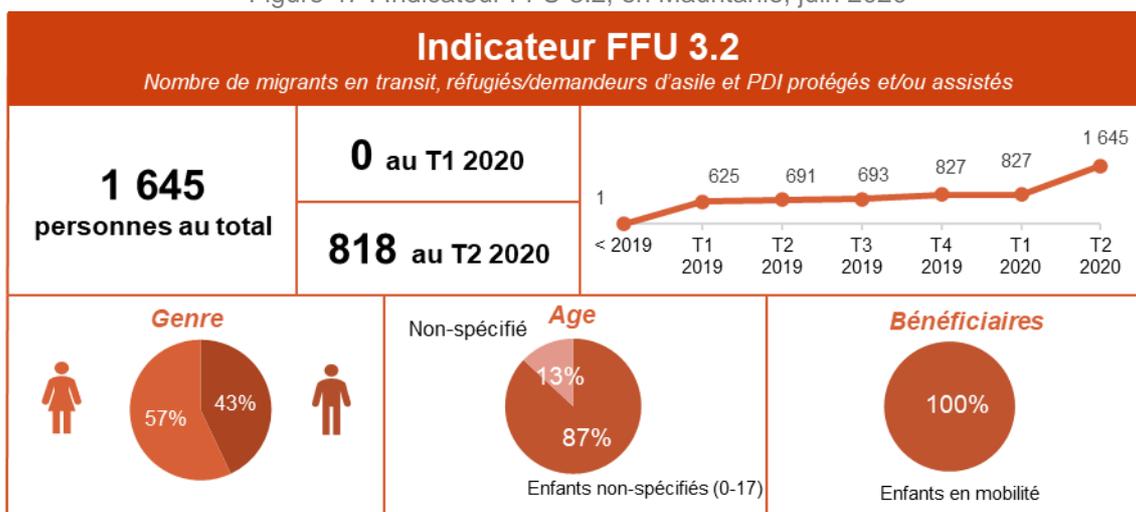
Alors que la Mauritanie est souvent présentée comme un pays de transit pour la migration vers l'Afrique du Nord et l'Europe, elle est devenue de plus en plus un pays de destination au cours de ces dernières

¹ Le code couleur de la carte présente les données des programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. Exclusions : 16 997.

années. En 2019, 44% des migrants internationaux en Mauritanie avaient moins de 19 ans.¹ Comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, la migration des enfants peut prendre plusieurs formes comme celle des enfants talibés (jeunes garçons qui déménagent pour apprendre le Coran, confiés par leurs familles à un maître religieux appelé «marabout» et très vulnérables aux abus de sa part), les jeunes filles devenant femmes au foyer, les enfants qui travaillent et les enfants qui tentent de soutenir financièrement leur famille, et les enfants confiés à des membres de leur famille proche par le biais² de pratiques d'accueil très courantes dans la région.³ La mobilité tend à accroître la vulnérabilité des enfants qui sont plus à risque d'exploitation et de traite. Bien que deux projets de loi visant à lutter contre la traite des migrants aient été examinés par le Conseil ministériel en mars 2020⁴, la Mauritanie ne dispose pas de cadres nationaux juridiques et institutionnels pour assurer la mise en œuvre des conventions internationales et la protection des enfants en mobilité.⁵

Dans ce contexte, le programme AFIA (MR-02) mis en œuvre par *Save the Children* visait à accroître la protection des enfants migrants contre l'exploitation et la traite. Un aspect clé de ce programme est la fourniture d'un soutien et d'équipements aux centres de protection et d'insertion sociale aux organisations communautaires qui s'occupent d'enfants vulnérables, y compris les enfants en mobilité et les victimes de traite. Au premier et au deuxième trimestres 2020, 20 structures ont été soutenues par des équipements (indicateur 2.1bis), dont 12 dans les wilayahs de Nouakchott et huit à Dakhlet Nouâdhibou. Au deuxième trimestre 2020, 818 enfants en mobilité ont eu accès à ces centres (indicateur 3.2), le nombre le plus élevé jamais signalé tout au long de la mise en œuvre du programme. Ils étaient situés dans les wilayahs de Trarza, Nouakchott, Dakhlet Nouâdhibou et Brakna, et 33% étaient des filles.

Figure 47 : Indicateur FFU 3.2, en Mauritanie, juin 2020



¹ UN DESA – Division de la population, 'International migrant stock 2019 - Country profiles', consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

² Save the Children, MMC, 'Young on the move in West Africa', février 2018. Accessible [ici](#).

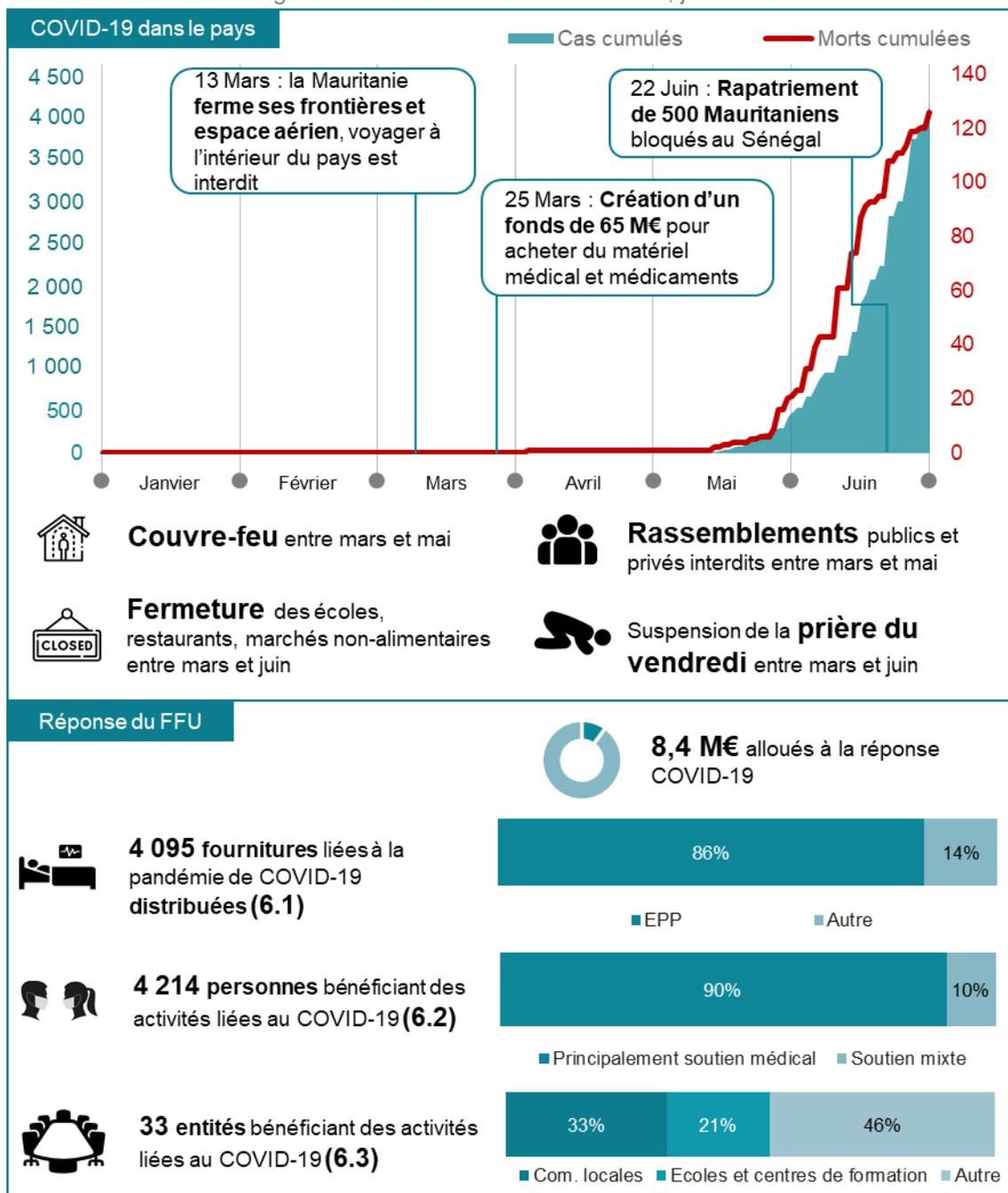
³ Sauvez les enfants, 'Etude anthropologique sur les enfants en mobilité en Mauritanie', février 2018. Accessible [ici](#).

⁴ L'ONUDC, 'La Mauritanie sur le point de criminaliser la traite et le trafic de personnes, avec le soutien de l'UONUDC', le 30 mars 2020. Accessible [ici](#).

⁵ FFU-SAH-MR-02-01, Description de l'action.

Pandémie COVID-19 en Mauritanie

Figure 48 : Le COVID-19 en Mauritanie, juin 2020



Le premier cas de coronavirus en Mauritanie a été signalé le 14 mars 2020¹ et le gouvernement a rapidement pris des mesures pour limiter la propagation de la pandémie dans le pays. Entre autres, les ports, les aéroports, les restaurants et les cafés ont été fermés ainsi que les frontières avec les pays voisins de la Mauritanie. Un couvre-feu a également été imposé de 20h00 à 6h00 et la grande prière a été suspendue à partir du 27 mars.² Ces mesures strictes et leur mise en œuvre rapide semblaient efficaces pour contenir le virus et, le 22 avril, le ministère de la Santé a annoncé qu'il n'y avait plus de cas positif de coronavirus dans le pays.³ Au total, seulement 17 cas et un décès ont été signalés à la

¹ Ouest France, 'Coronavirus. Premier cas en Mauritanie, vols réduits depuis la France', 14 mars 2020. Accessible [ici](#).

² Afrik financière, 'La Mauritanie frappe fort contre le COVID-19 avril 2020. Accessible [ici](#).

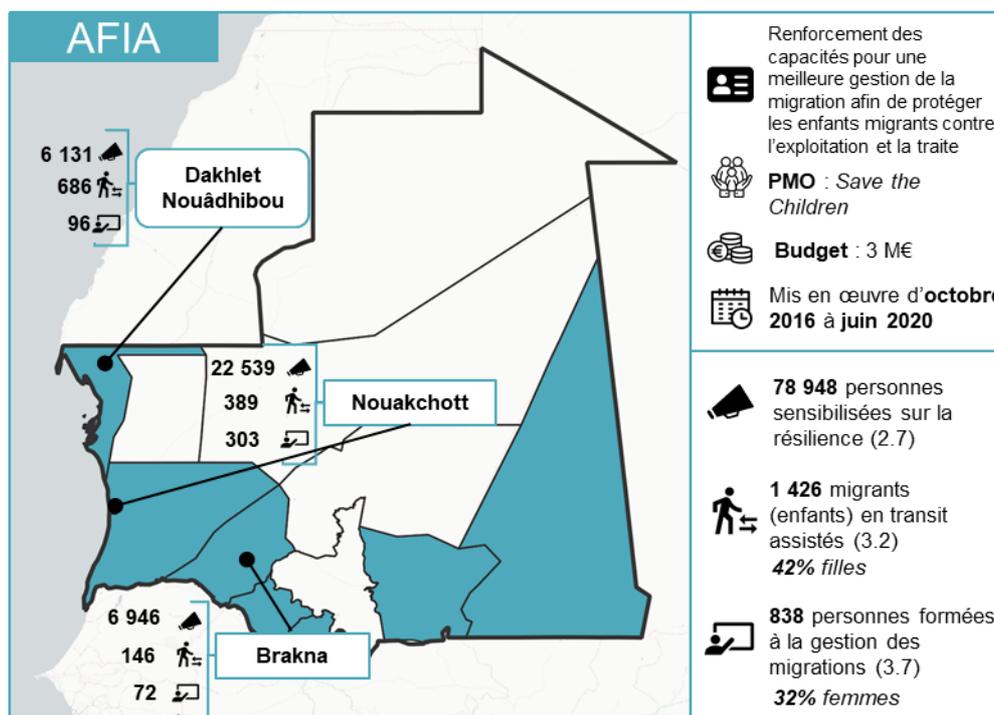
³ Courrier International, 'La Mauritanie, championne de la lutte contre le COVID-19 ?'. Le 24 avril 2020. Accessible [ici](#).

fin du mois d'avril. Toutefois, le nombre de cas a de nouveau augmenté rapidement au cours des semaines suivantes, avec plus de 4 149 cas signalés à la fin de juin. Le 22 juin, le gouvernement mauritanien a lancé des opérations de rapatriement de 900 ressortissants bloqués au Sénégal en raison de la fermeture des frontières, avec un premier vol de 500 personnes^{1,2,3}

Tous les programmes financés par le FFU en Mauritanie ont ajusté leurs activités en raison de la pandémie mondiale, et certains programmes n'ont pas été en mesure de rapporter des données pour un ou les deux trimestres en conséquence.⁴ Certains partenaires ont redirigé des fonds vers la riposte à la pandémie. 4 095 fournitures liées à la pandémie (indicateur 6.1) ont été achetées par AFIA (MR-02) et SAFIRE (MR-07), principalement des EPI (86%). Ils ont été distribués principalement aux communautés locales (67%), mais aussi aux ONG/OSC (19%) et aux institutions gouvernementales (14%). 4 214 personnes ont bénéficié d'équipements personnels (indicateur 6.2), dont 40% d'enfants, et 33 entités ont reçu du matériel médical et de protection (indicateur 6.3), dont 21% d'écoles et de centres de formation. La réponse à la pandémie de COVID-19 en Mauritanie a également été caractérisée par des activités de sensibilisation, notamment organisées dans le cadre des programmes SAFIRE, *Refugees' Resilience* (REG-06) et Promopêche OIT/GIZ (MR-04). Au total, 143 419 personnes ont bénéficié de ces activités (indicateur 2.7). SAFIRE, par exemple, les a menées par mégaphone dans des quartiers ou villages spécifiques afin d'encourager la distanciation sociale. En outre, l'OIM a fourni un soutien contre le COVID-19 aux postes frontaliers par l'intermédiaire du fonds régional COVID-19 de l'IC UE-OIM.

PROGRAMME ACHEVE AU S1 2020

Figure 49 : AFIA (programme et projet, MR-02)



¹ Ibid.

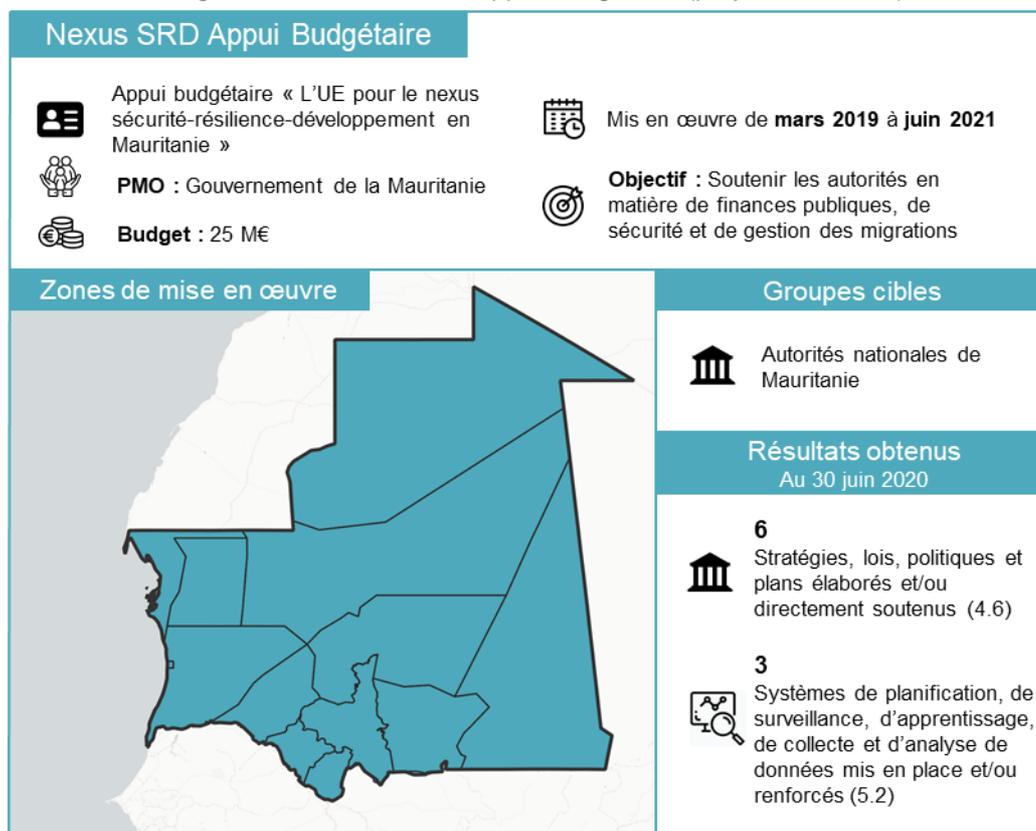
² Afrik financière, 'COVID-19 : la Mauritanie passe à nouveau commande d'équipements pour pallier au manque de tests', 29 juin 2020. Accessible [ici](#).

³ RFI, 'Coronavirus : l'amertume des Mauritanien rapatriés du Sénégal', le 24 juin 2020. Accessible [ici](#).

⁴ C'est notamment le cas de PROMOPECHE AECID pour le 2ème trimestre 2020 et nexus SRD pour les deux trimestres.

PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Figure 50 : NEXUS SRD Appui Budgétaire (projet, MR-08-01)

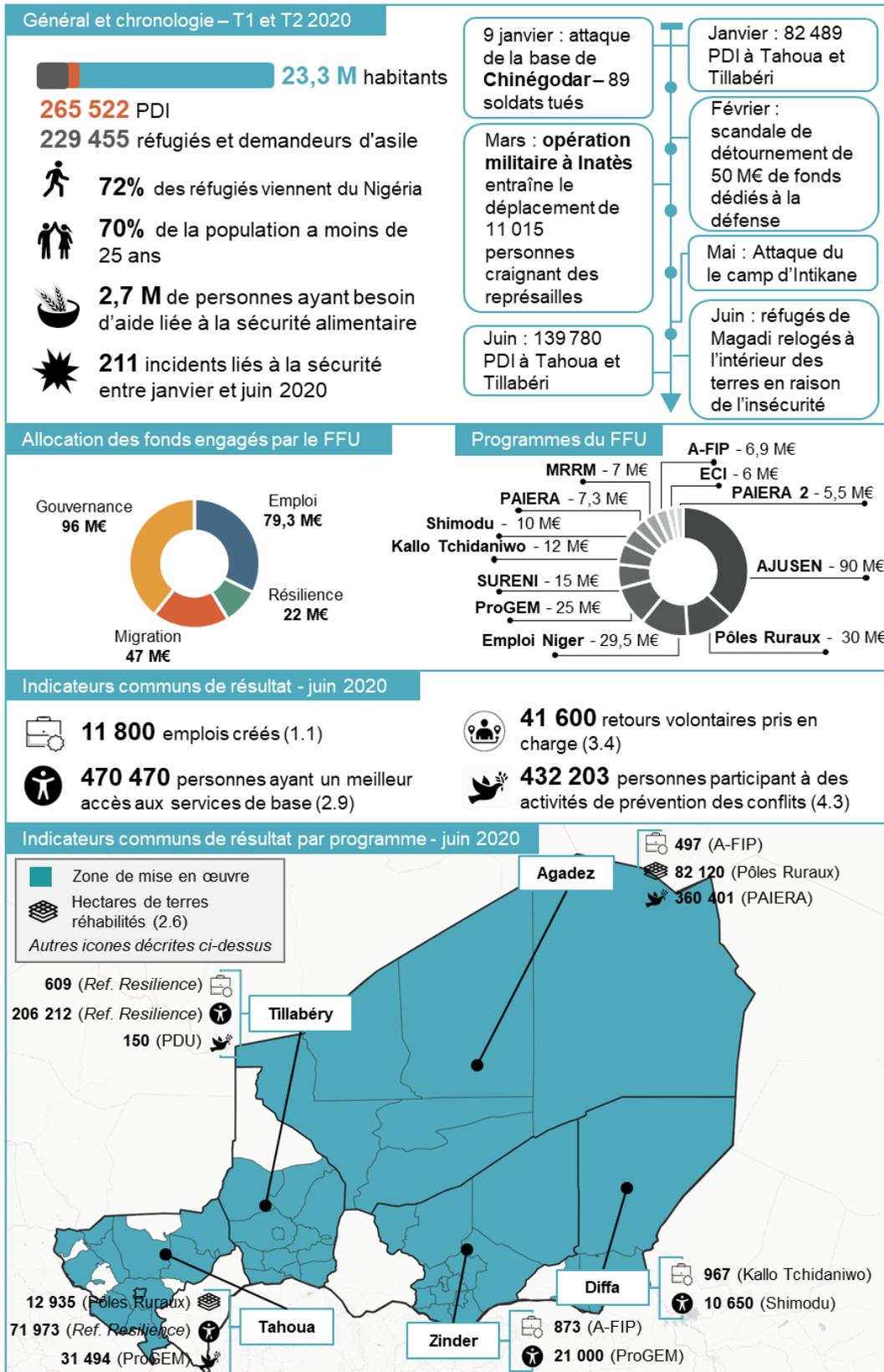


LA MAURITANIE ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 9 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour la Mauritanie, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	46	325	850	1 221
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	18	227	245
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 160	7 678	597	13 435
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	533	1 746	774	3 053
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	0	0	2	2
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	4	11	25	40
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	404	204	334	942
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	3 098	4 141	7 239
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	0	5 422	8 775	14 197
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	8	12	0	20
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	87 260	210 851	298 111
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	0	170	0	170
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1	826	818	1 645
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	6 558	14 138	331	21 027
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	951	2 525	104	3 580
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11	12	6	29
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	4	6	0	10
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	15	76	43	134
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	65	773	0	838
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	3	0	3
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	13	30	3	46
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	2	2	0	4
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	677	677
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	223	305	308	836
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	15 250	438	33 364	49 052
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	39	10	2	51
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	0	25	99	124
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	23	13	1	37
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	5	32	13	51
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	9	1	2	12
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	4 095	4 095
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	4 214	4 214
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	33	33

Figure 51 : Niger – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LE NIGER ET LE FFU AU S1 2020

Des groupes armés non étatiques au Niger ont mené des attaques meurtrières au cours du premier semestre 2020. Le 9 janvier 2020, le Niger a subi sa pire attaque contre les forces militaires par des groupes armés non-étatiques à ce jour, avec 89 soldats tués à la base de Chinégodar à Tillabéri.¹ Des groupes armés ont également attaqué des civils dans la région, provoquant des déplacements supplémentaires dans les régions de Tahoua et Tillabéri, qui accueillent respectivement 55 625 et 84 155 personnes déplacées en juin 2020.² En juin 2020, il y avait eu 855 morts dans des attaques au Niger depuis le début de l'année, un nombre déjà supérieur au nombre total de morts en 2019 (719).³

L'augmentation de la violence a accru les besoins humanitaires, en particulier pour les populations déplacées de force et dans les zones où l'état d'urgence est en vigueur (Diffa, Tillabéri et Tahoua), où l'accès et l'approvisionnement alimentaire sont entravés par les mesures de sécurité. Au début de l'année, on estimait que 2,9 millions de personnes avaient besoin d'aide humanitaire au Niger.⁴ En juin 2020, le Niger accueillait 532 794 personnes relevant de la compétence du HCR, dont 265 522 personnes déplacées.⁵

Gestion de la migration de transit au Niger

Chaque année, des milliers de personnes transitent par la région d'Agadez, que ce soit directement depuis leur lieu d'origine, expulsées d'Algérie, revenant de Libye ou se déplaçant à l'intérieur du Niger. Uniquement en 2020, l'OIM a enregistré en moyenne 1 506 personnes traversant quotidiennement les points de suivi des flux dans tout le pays.⁶ À la lumière de cette situation, des programmes financés par le FFU ont aidé le pays à améliorer sa gestion des migrations, tant au niveau national que local. Le FFU a financé une action de support budgétaire dans le cadre du programme AJUSEN (NE-06) qui a notamment soutenu l'élaboration d'une politique migratoire nationale du Niger. Au premier et au deuxième trimestre de 2020, les programmes financés par le FFU ont formé respectivement 121 et 54 membres du personnel d'institutions civiles locales à la gestion des migrations (indicateur 3.7). Au premier semestre 2020, le programme ProGEM (NE-02) a formé 68 membres des autorités communales à anticiper et à s'adapter aux flux migratoires internes, circulaires et de transit. Le programme aide les municipalités à réfléchir sur le thème de la migration et du développement, et à assurer un meilleur accès aux services de base et à la cohésion sociale pour les communautés de transit et les migrants. Le reste des stagiaires du premier semestre 2020 (107 personnes) a été formé sur le thème de la jeunesse, l'emploi et la migration par le programme Emploi Niger (NE-11) à Zinder.

Outre les activités de gestion des migrations, les programmes financés par le FFU ont soutenu des activités de lutte contre la traite des personnes. Alors que la loi de 2015-36 contre le trafic illicite de migrants a entraîné une diminution relative de la migration de transit dans la ville d'Agadez, le trafic serait devenu plus professionnalisé, et le trajet plus coûteux et plus dangereux.⁷ En juin 2020, le programme AJUSEN (NE-06) a soutenu la formation de 190 membres d'institutions civiles nationales et de fonctionnaires de justice sur la traite des êtres humains (indicateur 3.7). L'Équipe Conjointe d'Investigation (NE-05), une unité intégrée dans la police nigérienne, a travaillé à enquêter sur les réseaux de trafic au Niger et a identifié 20 réseaux internationaux de trafic au premier et au deuxième trimestre 2020. Depuis le début des activités, le projet a arrêté 405 personnes soupçonnées d'activités de trafic ou de traite.

¹ Le Monde, 'Au Niger, l'armée subit ses plus lourdes pertes à Chinégodar avec 89 soldats tués', janvier 2020. Accessible [ici](#).

² UNHCR, 'Niger - Population of concern', juin 2020. Accessible [ici](#).

³ ACLED, 'Armed Conflict Location and Event data project dashboard', 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Aperçu des besoins humanitaires – Niger', janvier 2020. Accessible [ici](#).

⁵ UNHCR, 'Niger - Population of concern', juin 2020. Accessible [ici](#).

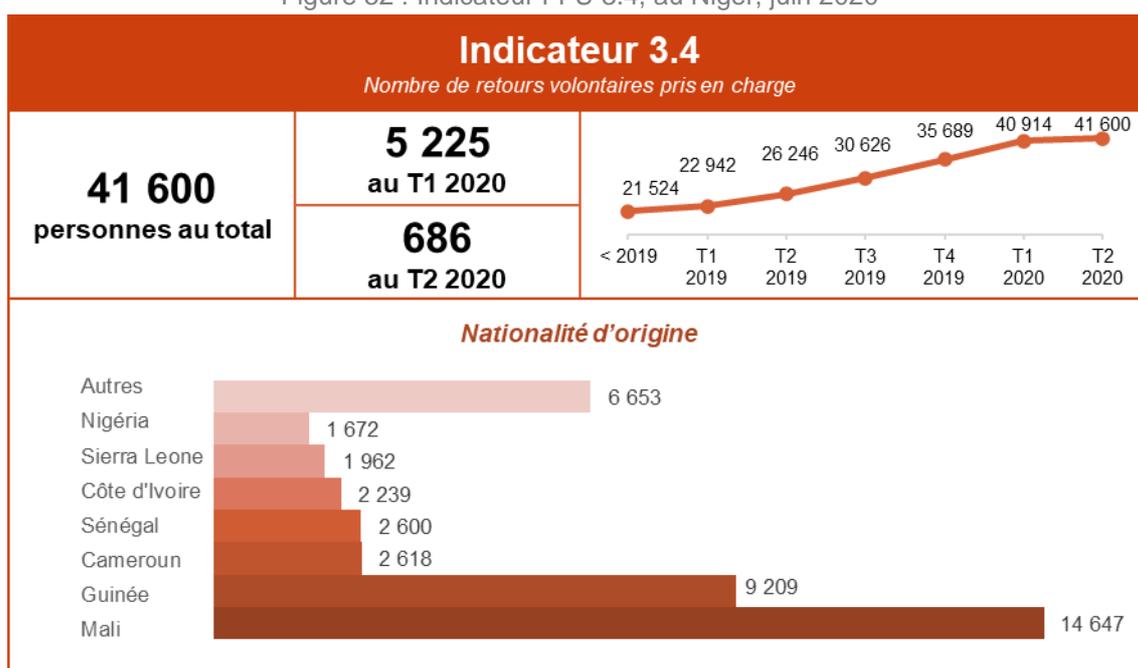
⁶ OIM, 'DTM – Surveillance des flux de population, Niger', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁷ MEDAM, 'The political economy of migration governance in Niger', avril 2020. Accessible [ici](#).

Faciliter le retour et la réinstallation depuis le Niger

En raison de son emplacement au carrefour des routes migratoires, le Niger est un point de transit clé pour les migrants sur leur chemin de retour. Au 30 juin 2020, et depuis le début des activités, un total de 41 600 personnes a bénéficié de services avant le départ pour faciliter leur retour dans leur pays d'origine depuis le début de l'Initiative Conjointe UE-OIM. 5 225 personnes ont bénéficié de ces services au premier trimestre 2020, tandis que seulement 686 ont bénéficié d'un soutien au deuxième trimestre 2020, principalement en raison des restrictions liées au COVID-19 sur les voyages. Tous ont été aidés dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE-OIM (NE-01 et NE-07). La plupart des migrants arrivant dans des centres de transit gérés par l'OIM ont été expulsés d'Algérie, ont atteint les centres par eux-mêmes ou ont été secourus par des missions de recherche et de sauvetage dans le désert.¹ Au premier et au deuxième trimestre, l'OIM a secouru respectivement 5 075 et 1 017 Nigériens et ressortissants de pays tiers dans le cadre de ses opérations de recherche et de sauvetage. Les mouvements de retour de l'Algérie au Niger suivent deux processus distincts. D'une part, les convois officiels de rapatriement de ressortissants nigériens, soumis à un accord formel entre l'Algérie et le Niger, se sont poursuivis en 2020. D'autre part, les autorités algériennes ont continué d'expulser de force les migrants de l'Algérie vers le Niger. Il s'agit pour la plupart de ressortissants de pays tiers, d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, mais aussi de Nigériens. Au premier et au deuxième trimestre, 6 413 personnes expulsées d'Algérie ont été aidées par l'OIM, dont 92 % ont décidé de rejoindre le programme de retour et réintégration volontaire.²

Figure 52 : Indicateur FFU 3.4, au Niger, juin 2020



Le Niger a également été une plateforme majeure pour soutenir les demandeurs d'asile et les réfugiés évacués de Libye, par le biais du Mécanisme de Transit d'Urgence (ETM, REG-04), financé par le FFU. Au premier trimestre 2020, l'ETM a soutenu l'évacuation de 128 personnes des centres de détention en Libye (dont 9 enfants), portant le nombre total de personnes évacuées par le projet à 3 172 (indicateur 3.8). L'ETM soutient également la réinstallation des réfugiés enregistrés directement au Niger. Au premier et au deuxième trimestre 2020, l'ETM a soumis aux pays tiers respectivement 151 et 80 dossiers pour les réfugiés, principalement en provenance du Soudan et du Nigéria (indicateur 3.8). Au premier trimestre 2020, 193 personnes évacuées et réfugiées sont effectivement parties vers

¹ OIM, 'Vue d'ensemble des migrants en situation de vulnérabilité aidés dans les centres de transit, le Niger', 2020. Accessible [ici](#).

² Amnesty International, 'Forced to Leave: Stories of Injustice Against Migrants in Algeria', 2018. Accessible [ici](#).

des pays tiers. Toutefois, les restrictions de voyage liées au COVID-19 ont posé des défis à la réinstallation et au départ des réfugiés du centre et, au deuxième trimestre de 2020, aucune personne évacuée ou réfugiée n'a quitté le centre pour être réinstallée. Afin de s'adapter au nouveau contexte, les pays de réinstallation ont été encouragés à opter de plus en plus pour des entretiens à distance avec des réfugiés et des demandeurs d'asile ; l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et la Suède ont déjà commencé à mener de tels entretiens.¹

Soutenir l'agriculture pour améliorer la résilience des populations

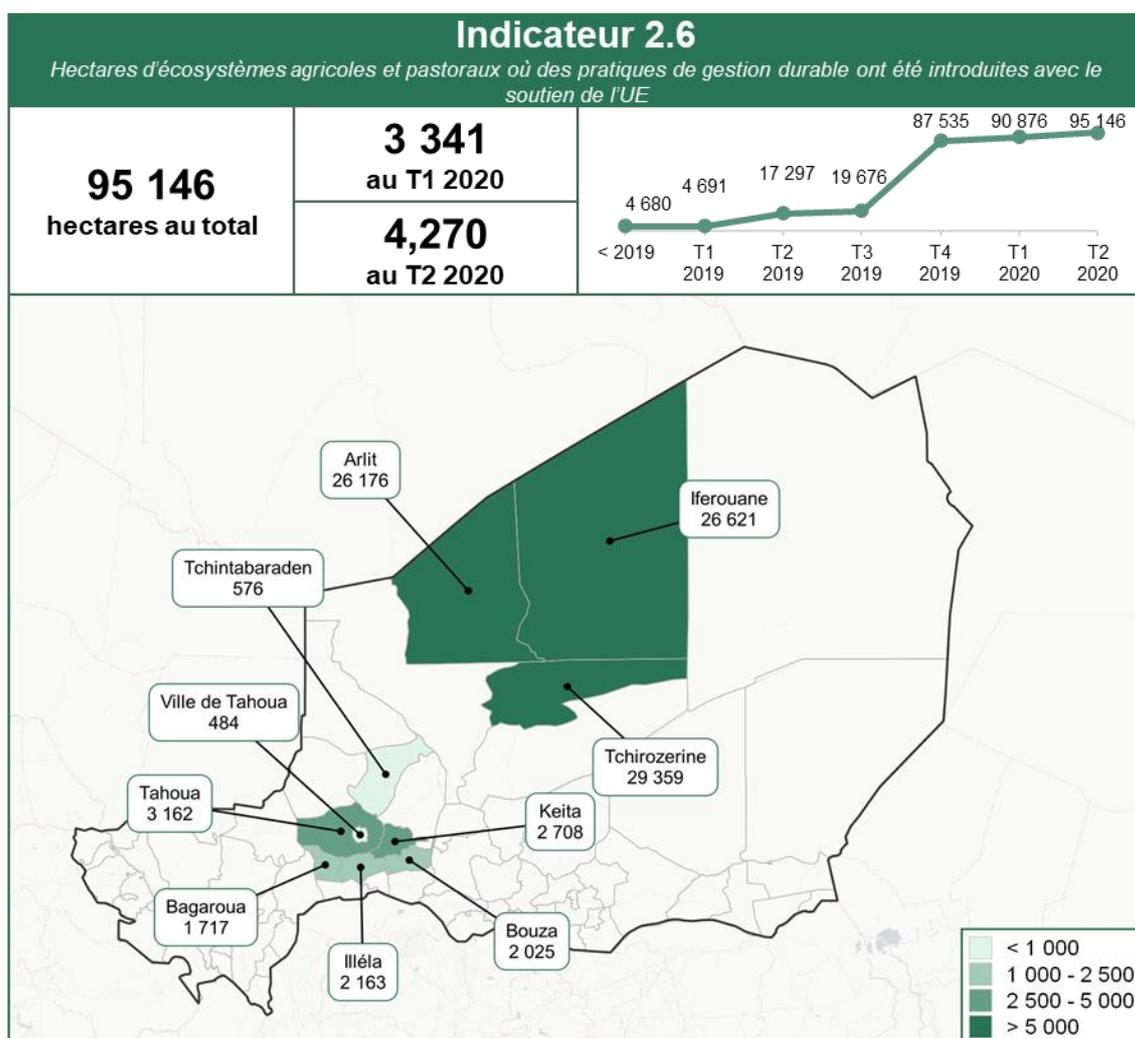
Au Niger, où 80% de la population dépend de l'agriculture et du bétail pour gagner sa vie, un soutien agricole est nécessaire pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience aux chocs.² Chaque année au Niger, les inondations ravagent les terres et les cultures et forcent les populations à se déplacer. En réponse, les programmes financés par le FFU au Niger ont soutenu la réhabilitation des terres et la protection des zones arables contre les inondations.

Au 30 juin 2020, les programmes financés par le FFU au Niger ont soutenu la réhabilitation de 95 146 hectares de terres (indicateur 2.6). Au premier semestre 2020, les terres ont été réhabilitées grâce à des activités de conservation, d'irrigation et de restauration des sols par les programmes Pôles Ruraux et RESILAC (NE-03 et REG-05). Ces initiatives sont menées au moyen d'activités à haute intensité de main d'œuvre, ce qui permet d'offrir un revenu à court terme aux bénéficiaires dans les régions d'intervention. Au premier et au deuxième trimestre 2020, le programme Pôles Ruraux a créé l'équivalent de 1 585 et 1 957 emplois à temps plein grâce à des activités HIMO (indicateur 1.1). Pôles Ruraux est mis en œuvre dans les régions de Tahoua et Agadez. Ces régions ont été sélectionnées pour leur vulnérabilité aux aléas climatiques et leurs terres à rendements agricoles élevés. De même, RESILAC a réhabilité 1 726 hectares, offrant à 9 041 personnes un nouvel accès direct à la terre. RESILAC a également formé 93 personnes à une agriculture résiliente qui résiste aux chocs et aux risques climatiques (indicateur 1.4). Les stagiaires étaient tous à Diffa, où RESILAC entend soutenir les moyens de subsistance et la résilience.

¹ UNHCR, 'Factsheet : Emergency Transit Mechanism', juin 2020. Accessible [ici](#).

² FAO, 'FAO au Niger'. Consulté en novembre 2020. Accessible [ici](#).

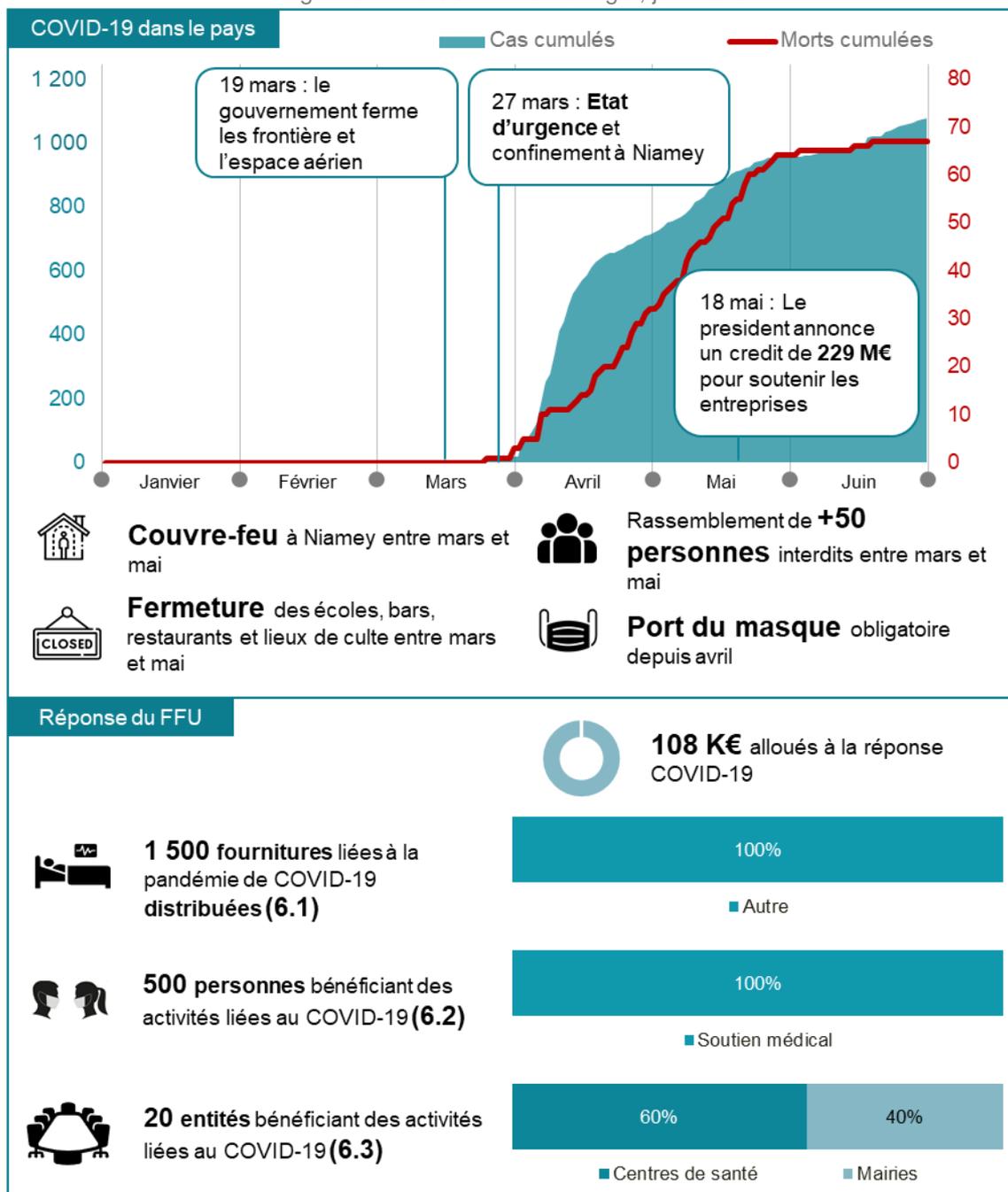
Figure 53 : Indicateur FFU 2.6, au Niger, juin 2020



En outre, la basse productivité de la terre ainsi que les risques climatiques empêchent le développement correct des chaînes de valeur agricoles. Afin de soutenir le développement des opportunités économiques dans le secteur agricole, le programme Pôles Ruraux (NE-03) soutient l'accès au crédit pour les petits exploitants agricoles. Dans le cadre de cette composante, au premier trimestre 2020, le programme a formé 764 jeunes à l'éducation financière (indicateur 1.4). Cela vise à renforcer les chaînes de valeur agricoles dans le pays. Depuis le début des activités financées par le FFU, 4 369 personnes ont été soutenues par l'EFTP et le développement des compétences dans le domaine de l'agriculture, de la pêche, de l'élevage et de la transformation des aliments, représentant 30% de tous les bénéficiaires comptabilisés dans le cadre de cet indicateur.

Pandémie COVID-19 au Niger

Figure 54 : Le COVID-19 au Niger, juin 2020



Le premier cas confirmé de COVID-19 au Niger a été annoncé le 19 mars 2020, plus d'un mois après le premier cas enregistré sur le continent.¹ Le même jour, les mesures annoncées deux jours auparavant par le président Mahamadou Issoufou sont entrées en vigueur : les frontières internationales ont été fermées, ainsi que les bars et restaurants, les universités et les écoles.² Le 27 mars, un couvre-feu a été instauré à Niamey, et le président a annoncé que l'État couvrirait les factures

¹ RTI, 'Le Niger enregistre son premier cas de coronavirus' Mars 2020. Accessible [ici](#).

² Ici Niger, 'Niger : message à la nation du Président Mahamadou Issoufou sur la situation de la pandémie du coronavirus', Mars 2020. Accessible [ici](#).

d'eau et d'électricité des ménages les plus pauvres du pays.¹ Au 30 juin, le Niger comptait 1 075 cas signalés et avait enregistré 67 décès.² En juin, on estimait que 5,6 millions de personnes seraient potentiellement en situation d'insécurité alimentaire au cours de la saison maigre (juin-août). Parmi ceux-ci, 2,9 millions ont vu leur principale source de revenus affectée par les restrictions et les perturbations liées au COVID-19.³

Le Niger étant traditionnellement un point de transit majeur pour les personnes en flux migratoire mixte, la fermeture des frontières et les restrictions liées à la pandémie du COVID-19 ont bloqué les réfugiés et les migrants qui attendaient leur rapatriement depuis des centres de plus en plus surpeuplés comme ceux d'Agadez. En outre, les migrants expulsés d'Algérie continuent d'arriver du nord du pays. Les personnes qui entrent dans le pays doivent être mises en quarantaine pendant deux semaines, souvent dans des endroits mal équipés pour répondre aux besoins fondamentaux des réfugiés et des migrants qui s'y trouvent isolés.⁴

Au Niger, le programme Emploi Niger (NE-11) est le seul à avoir réorienté les fonds du FFU vers les activités d'intervention COVID-19. 1 500 fournitures liées à la pandémie ont été distribuées (indicateur 6.1), au bénéfice de 500 personnes (indicateur 6.2), de 12 centres de santé et de 8 mairies (indicateur 6.3). Alors que certains projets ont dû suspendre leurs activités en raison de la pandémie, le programme Pôles Ruraux (NE-03) a pu organiser des activités de sensibilisation auprès de leurs bénéficiaires, touchant ainsi 11 897 personnes avec des messages sur les mesures de distanciation sociale au premier semestre 2020 (indicateur 2.7).

¹ RFI, 'Coronavirus au Niger : le pouvoir annonce un couvre-feu à Niamey et de nombreuses remises de peine', mars 2020. Accessible [ici](#).

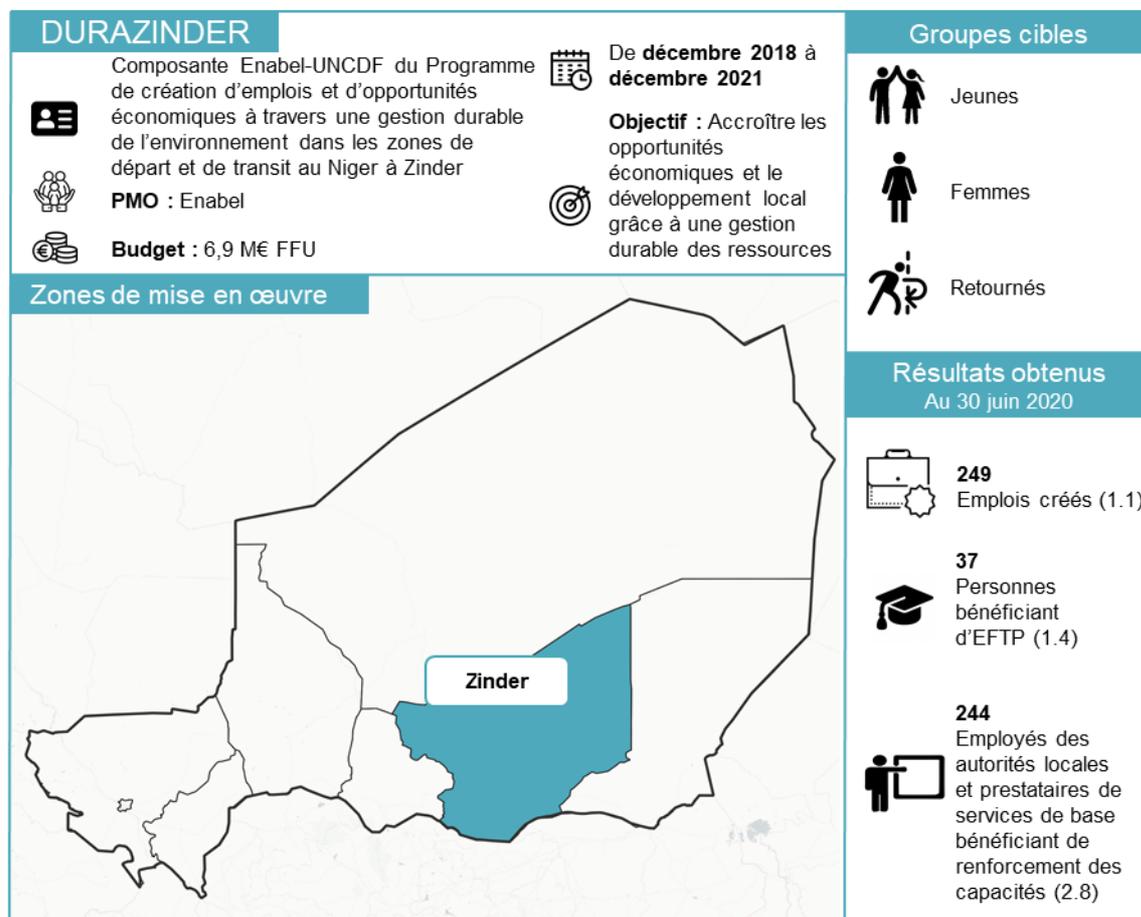
² OWID, 'Coronavirus (COVID-19) cas et décès', Récupéré en juin 2020, [ici](#).

³ OCHA, 'Niger : Plan de réponse humanitaire révisé – mise à jour due à la pandémie de COVID-19', juillet 2020. Accessible [ici](#).

⁴ ACTED, 'Note d'information : impact du COVID-19 on migration mixte dans la région d'Agadez, au Niger', avril 2020. Accessible [ici](#).

PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Figure 55 : DURAZINDER (projet, NE-11-02)

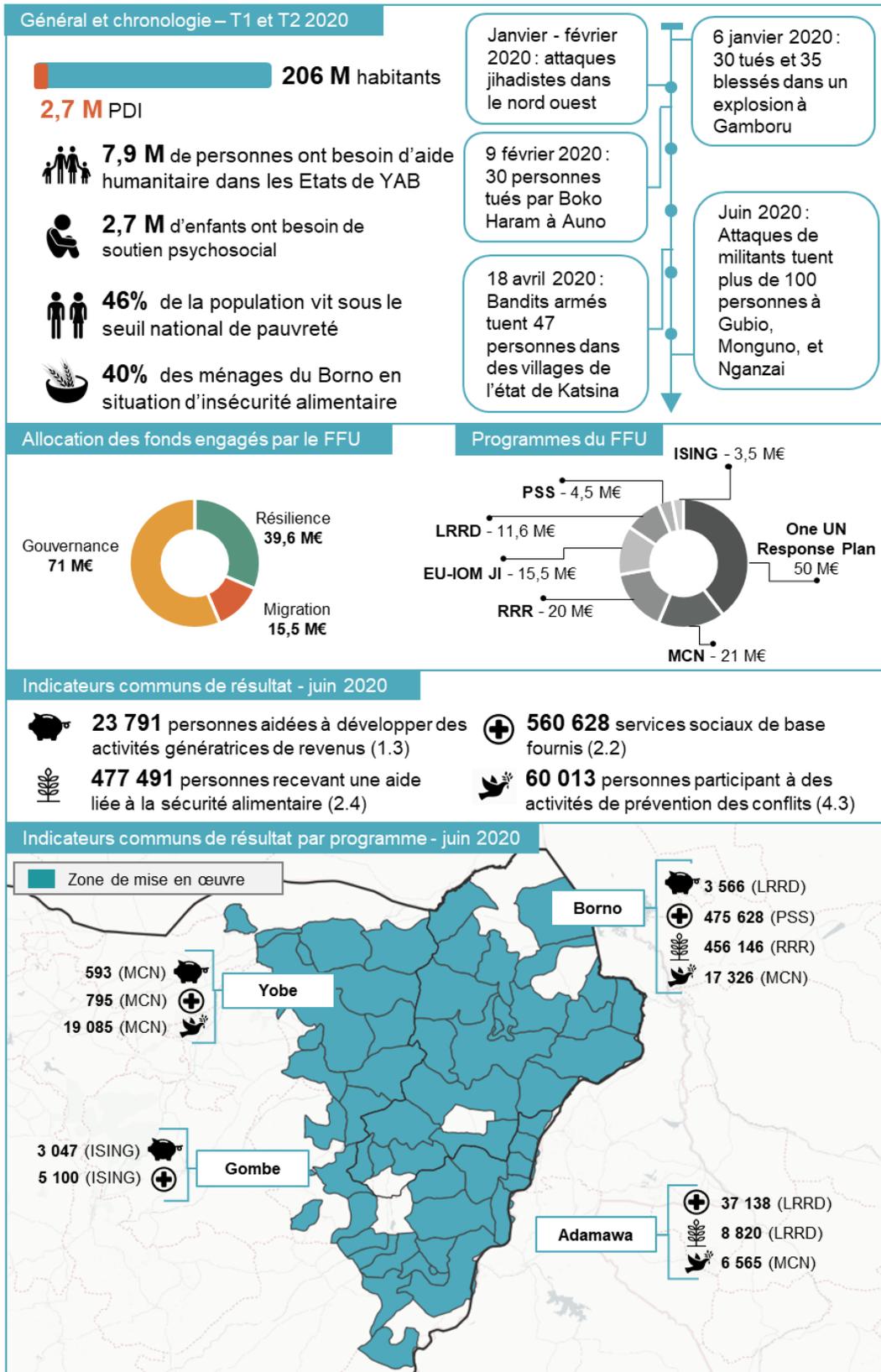


LE NIGER ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 10 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Niger, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	3 542	3 651	4 607	11 800
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	91	111	0	202
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 940	5 359	2 146	13 445
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	6 051	7 569	912	14 532
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits...	0	213	3	216
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	30	16	72
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	62	40	17	119
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	1 262	6 806	164	8 233
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	2 860	0	2 860
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	70 386	114 169	3 804	188 359
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	4 680	82 855	7 611	95 146
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	0	3 912	106 466	110 378
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	651	1 225	445	2 321
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	144 191	275 679	50 600	470 470
3.2 Nombre de migrants en transit, réfugiés [...] et PDI protégées et/ou assistées	1 642	1 165	133	2 940
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	263 488	199 745	941	464 174
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	21 524	14 165	5 911	41 600
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	5 345	1 633	441	7 419
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	435	742	125	1 302
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	65	14	10	89
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	639	672	175	1 486
3.8 Nombre de personnes [bénéficiant] d'aide à l'évacuation et à la réinstallation..	2 915	1 395	359	4 669
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	6	4	10
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	9 233	2 996	22	12 251
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	10	0	0	10
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	459	1 081	581	2 121
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	1 607	1 712	267	3 586
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	395 666	36 241	296	432 203
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	7	40	0	47
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	46	37	0	83
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	53	58	3	114
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	24	18	5	47
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	8	8	10	26
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	1 500	1 500
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	500	500
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	20	20

Figure 56 : Nigéria – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LE NIGERIA ET LE FFU AU S1 2020

Au cours du premier semestre de 2020, le Nigéria a connu une intensification significative et alarmante des attaques armées contre des civils et des soldats, avec 479 attaques et 1 386 morts.¹ Dans l'État de Borno, dans le nord-est du pays, la plupart des attaques étaient imputables à Boko Haram, à l'EIAO et à des bandits isolés qui attaquent des villages et des bases militaires.² Le pays a également enregistré une augmentation des niveaux de violence dans le nord-ouest où les infiltrations djihadistes ont alimenté le conflit intercommunautaire entre éleveurs peuls et agriculteurs haoussa.³ Dans les États de Borno, Adamawa et Yobe (BAY), les plus touchés par le conflit armé qui a éclaté il y a plus de dix ans, la situation humanitaire est restée désastreuse, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire d'urgence étant passé de 7,1 millions en 2019 à 7,9 millions à la fin mai 2020.⁴ L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont restées à des niveaux inquiétants, avec 3,8 millions de personnes ayant besoin d'une aide à la sécurité alimentaire et 1,1 million d'aide nutritionnelle.⁵ Parmi les personnes les plus vulnérables figuraient les personnes déplacées, dont le nombre est resté relativement stable à 2,7 millions,⁶ dont beaucoup vivaient dans des camps surpeuplés dans le Borno. Enfin, le nombre de réfugiés nigériens dans les trois pays voisins (Niger, Cameroun et Tchad) est passé à 294 798 en juin 2020, en hausse de plus de 15 000 depuis fin 2019.⁷

Résoudre les divisions par le dialogue et les activités de médiation

Dans un contexte d'insécurité chronique, les États du nord du Nigéria ont connu, au cours des premiers mois de l'année, une nouvelle augmentation de la violence alors que les attaques contre les civils et les soldats se sont poursuivies à un rythme effrayant.⁸ Comme le contexte sécuritaire reste fondamentalement instable, la résolution des divisions par le dialogue et les activités de médiation visant à stabiliser les communautés divisées par l'insurrection et d'autres questions de longue date portant atteinte à la cohésion et à la résilience demeurent une priorité absolue du gouvernement et de le FFU. Au 30 juin 2020, 60 013 personnes des communautés locales étaient impliquées dans le dialogue inter et intra-communautaire et/ou dans des activités sur les droits humains, le genre, la médiation civile, la prévention des conflits et la consolidation de la paix (indicateur 4.3), soit une augmentation de 45% par rapport au total jusqu'en décembre 2019. Le programme MCN (NG-03), qui est mis en œuvre dans les trois États du nord-est (Borno, Adamawa et Yobe), représentait 42 975 personnes engagées ; le programme LRRD (NG-01), qui a été mis en œuvre jusqu'à fin 2019 à Borno et Adamawa, a touché 10 380 personnes ; et le PSS (NG-06) mis en œuvre par l'UNICEF a touché 6 658 personnes, toutes à Borno. Au total, 49% des bénéficiaires ont été atteints à Borno, 32% à Yobe et 19% dans l'Adamawa. Depuis que le LRRD et le PSS ont terminé leurs activités en 2019, le MCN est le seul contributeur à l'indicateur 4.3 du FFU.⁹

¹ ACLED, Accessible [ici](#)

² Ouest France, 'Nigéria : 4 soldats tués et 11 blessés dans une nouvelle attaque djihadiste', le 5 janvier 2020. Accessible [ici](#). Le Monde Afrique, 'Au Nigéria, au moins 30 civils tués près de Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno', le 11 février 2020. Accessible [ici](#). Le Parisien, 'Nigéria : au moins 70 soldats tués dans une embuscade djihadiste 24 mars 2020. Accessible [ici](#). Ouest France, 'Nigéria. 20 civils tués et 14 blessés dans une attaque djihadiste dans le Nord-Est', 18 mai 2020. Accessible [ici](#). Le Monde Afrique, 'Au Nigéria, escalade inquiétante des violences dans le nord-ouest', 29 mai 2020. Accessible [ici](#). BBC, '59 morts lors d'une attaque djihadiste au Nigéria', 10 juin 2020. Accessible [ici](#). Ouest France, 'Nigéria. Boko Haram rase un village et assassine 69 personnes', le 10 juin 2020. Accessible [ici](#). Le Monde Afrique, 'Nigéria : au moins 38 personnes tuées dans une attaque djihadiste', 14 juin 2020. Accessible [ici](#).

³ ICG, 'Violence in Nigeria's North West: Rolling back the mayhem', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁴ OCHA, 'Nigéria Situation Report', 27 mai 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ibid.

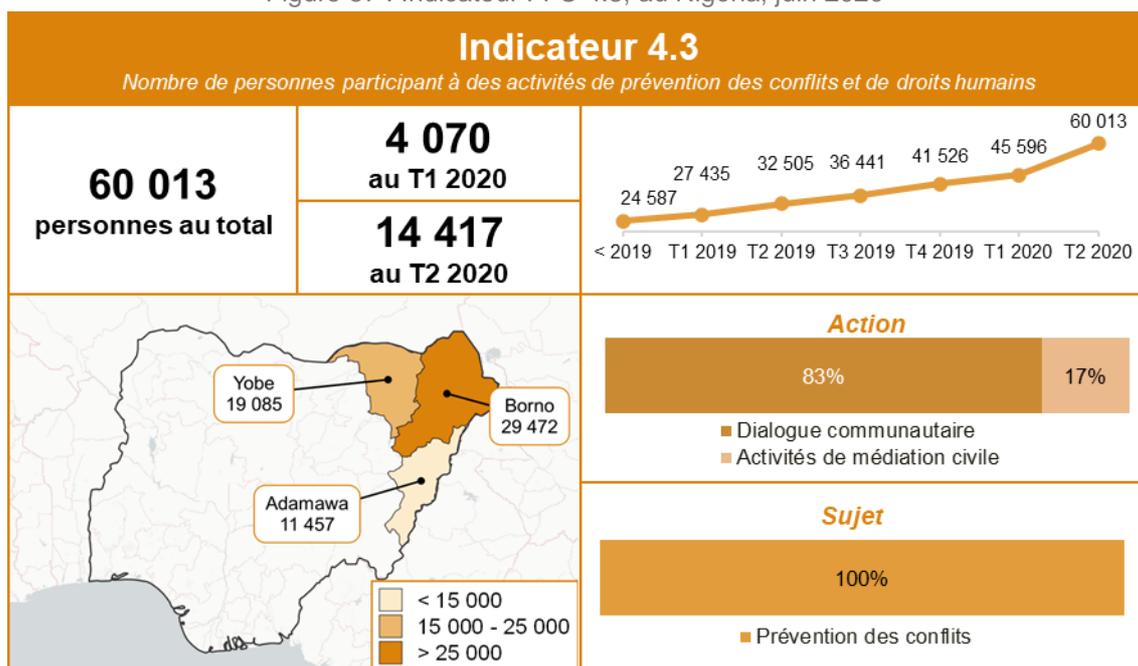
⁶ UNCHR, 'Nigeria: Population of Concern Snapshot', juin 2020. Accessible [ici](#)

⁷ UNHCR, 'Nigéria Situation', Dernière mise à jour le 31 août 2020. Accessible [ici](#).

⁸ ACLED, Accessible [ici](#).

⁹ Du risque à la résilience : Fournir de l'aide à la réintégration, de la gestion des soins, de la santé mentale et des services de soutien psychosocial aux enfants de Borno, y compris ceux associés à Boko Haram (PSS).

Figure 57 : Indicateur FFU 4.3, au Nigéria, juin 2020¹



« Renforcer la capacité de gestion des conflits au niveau de l'État et de la communauté dans le nord-est du Nigéria » (MCN) est un programme financé par le FFU à hauteur de 21 millions d'euros et mis en œuvre par le British Council. Le programme contribue à assurer le bon fonctionnement des mécanismes informels de résolution des conflits depuis février 2017. En identifiant les dirigeantes et dirigeants traditionnels, en les engageant et en les formant, le programme a amélioré la résilience des communautés aux conflits.

Au premier semestre 2020, le programme MCN a touché 18 487 personnes, soit un cinquième (22%) au cours des trois premiers mois et quatre cinquièmes (78%) dans les trois suivants. 16 506 personnes, dont 84% (13 502) au deuxième trimestre seulement, ont participé à des dialogues communautaires visant à prévenir les conflits. Ils ont participé à des séances de règlement des différends avec des représentants du conseil local formés par le programme, des fonctionnaires des tribunaux locaux, des dirigeants traditionnels et des dirigeants communautaires. 818 personnes, principalement des communautés d'accueil de Yobe et d'Adamawa, ont participé à des forums communautaires de responsabilisation mis en place par le programme. Il s'agit de forums publics où la communauté rencontre des groupes d'autodéfense. Ils sont conçus pour assurer un certain degré de responsabilisation afin de s'assurer que les groupes d'autodéfense reflètent les besoins de la collectivité. En outre, 247 personnes ont participé à des plateformes locales multipartites appelées *Community Peace and Safety Partnerships* (CPSP)² qui visent à réunir régulièrement des acteurs gouvernementaux, de sécurité et communautaires pour travailler de manière coordonnée à la paix et à la sécurité. Ces CPSP mènent des initiatives d'alerte précoce et d'intervention rapide tout en entreprenant la résolution des conflits, servant de plateformes de coordination et de responsabilisation pour les administrateurs et les fonctionnaires, les institutions de sécurité, les groupes de la société civile, les dirigeants communautaires et les chefs religieux. Enfin, les 916 bénéficiaires restants atteints au cours du premier semestre de l'année ont participé à diverses plateformes de dialogue et de médiation financées par le MCN, principalement dans des communautés divisées en raison de l'insurrection.

¹ En raison de l'approximation le total peut varier de ±1.

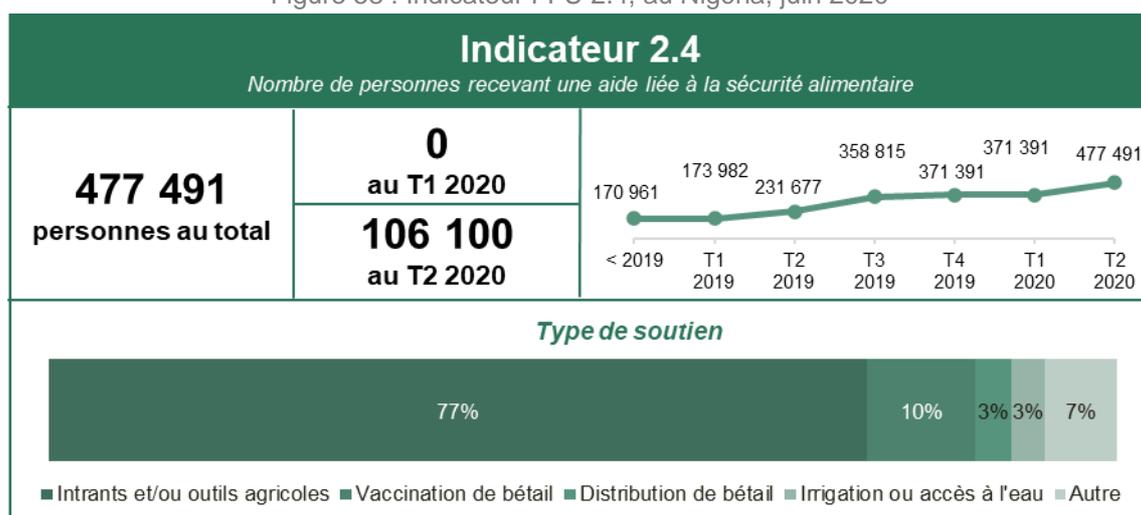
² Partenariats communautaires pour la paix et la sécurité.

Fournir un soutien aux pasteurs et agro-pasteurs vulnérables

Depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009, les États du nord-est du Nigéria ont connu une augmentation spectaculaire des niveaux de déplacement et d'insécurité alimentaire. En 2020, les contraintes accrues et les incidents liés à la sécurité ont entravé l'intervention humanitaire efficace dans les trois états du nord-est.¹ En outre, la plupart des personnes déplacées continuent de dépendre des communautés d'accueil pour répondre à leurs besoins essentiels. Ceci, combiné à des vagues chroniques de pillages et d'attaques, met sous pression les communautés locales. Comme les agriculteurs sont souvent empêchés de travailler dans les champs par peur des pillards, la perte des récoltes a aggravé la situation d'insécurité alimentaire. 3,6 millions de personnes à Borno, Adamawa et Yobe devraient être en situation de grave insécurité alimentaire de juin à août 2020.² Afin de répondre à ces besoins, le programme *Response Recovery and Resilience* (RRR, NG-07), financé par le FFU, et mis en œuvre par la FAO, le PAM et ONU Femmes, apporte son soutien aux pasteurs et aux agropasteurs vulnérables, y compris les rapatriés, les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Il vise à améliorer durablement la production et à atténuer les risques pour les agropasteurs à travers le développement de l'agriculture à petite échelle et familiale.

Au 30 juin 2020, 477 491 personnes ont reçu une aide liée à la sécurité alimentaire dans le pays. De ce nombre, 96% ont été touchés par les interventions du programme RRR à Borno, 3% par le travail de LRRD à Borno et en Adamawa, et les 1% restants par RESILAC à Borno.

Figure 58 : Indicateur FFU 2.4, au Nigéria, juin 2020



RRR a été le seul projet à rapporter des résultats sous cet indicateur au cours du premier semestre 2020. Le programme a touché 106 100 personnes en S1 (bénéficiaires directs et ménages), ce qui représente une augmentation de 29% par rapport au total atteint jusqu'à fin 2019. 73 451 personnes ont bénéficié de la fourniture d'intrants agricoles pour renforcer la production agricole, la diversification, et la conservation des sols. Ces intrants se composaient d'un sac de 25 kg contenant de l'engrais, des aliments de base nutritionnel mixte (millet, maïs, sorgho, riz, arachide, sésame et graines de niébé) et des légumineuses.

En outre, 31 360 personnes ont bénéficié de la provision de poêles et pots de refroidissement par évaporation. L'utilisation de ces pots peut prolonger la durée de conservation des légumes de plusieurs semaines ou mois. La conservation adéquate des légumes permet de réduire les pertes alimentaires après la récolte, et la distribution de poêles économes en carburant contribuent à améliorer la nutrition

¹ OCHA, 'Nigéria : les contraintes d'accès stimulent les besoins humanitaires', [ici](#).

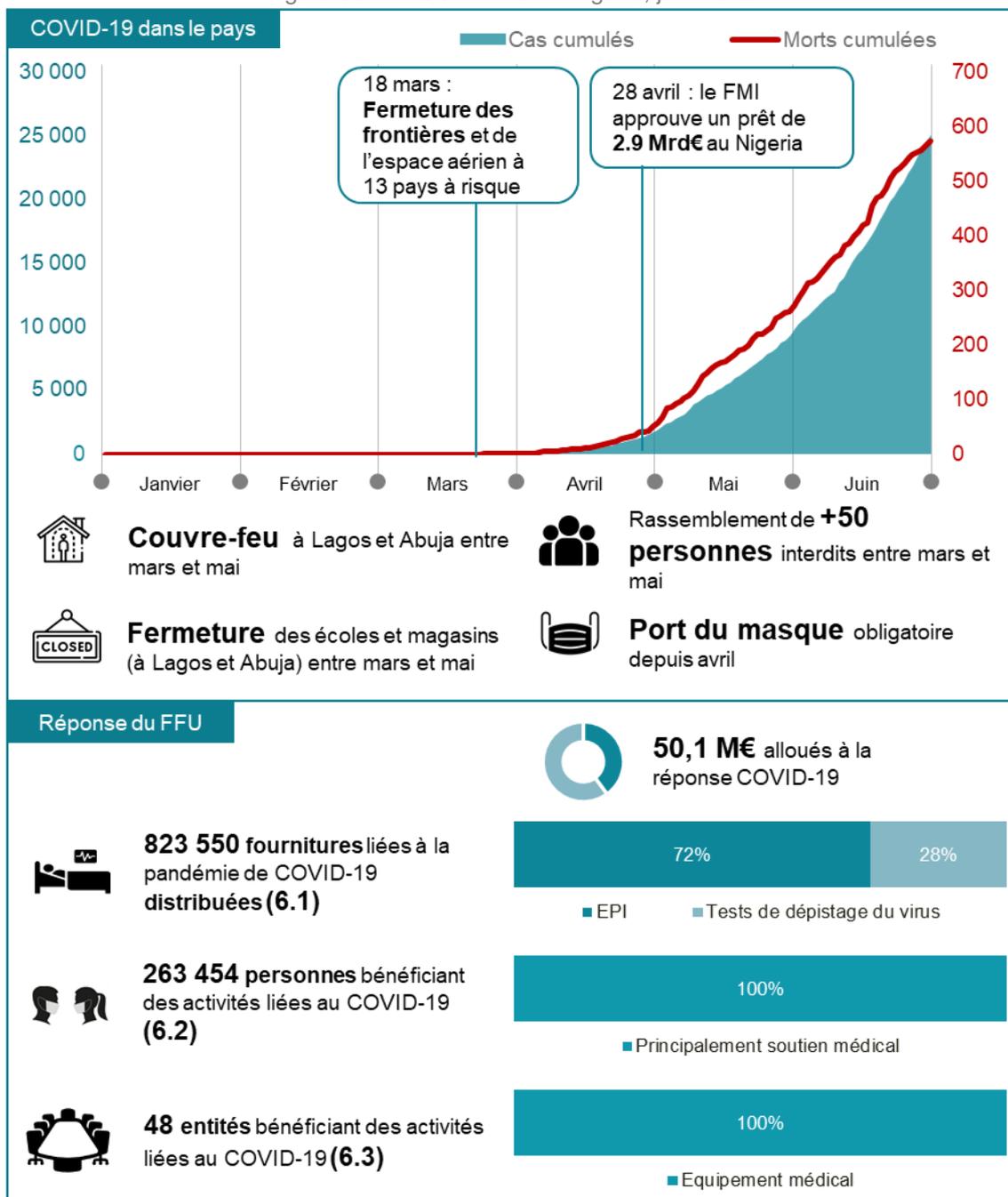
² *Cadre Harmonisé*, Mise à jour des résultats sur l'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë dans les États d'Adamawa, Borno, Kano et Yobe au Nigéria. Accessible [ici](#).

dans les communautés locales et de réduire la pression sur les ressources naturelles. Lorsque l'accès à l'énergie est amélioré, la disponibilité accrue du temps des femmes, traditionnellement chargées de la cuisine et la collecte de bois de chauffage, leur permet de s'engager dans d'autres activités génératrices de revenus. En outre, cela réduit les risques auxquels les femmes sont exposées, comme par exemple, à la fumée toxique lorsqu'elles cuisinent sur des feux ouverts ou des poêles rudimentaires, ou l'exposition aux violences basées sur le genre pendant la collecte du bois de chauffage. Enfin, la collecte du bois de chauffage contribue de manière significative à la déforestation et à la dégradation des forêts. Cette situation est souvent aggravée près des camps de déplacés, ou une densité plus élevée de personnes a besoin d'accès au bois.

Enfin, 1 289 personnes ont bénéficié de distribution de bétail, le programme RRR ayant fourni 263 taureaux engraisants (bœufs maigres) aux ménages dirigés par des jeunes afin de diversifier les apports alimentaires de la famille. La promotion de l'engraissement du bétail en tant qu'activité génératrice potentielle de revenus est l'occasion de diversifier les moyens de subsistance des jeunes déplacés, atténuant ainsi le risque de recrutement par les groupes armés.

Pandémie COVID-19 au Nigéria

Figure 59 : Le COVID-19 au Nigéria, juin 2020



Le premier cas confirmé de COVID-19 au Nigéria a été enregistré le 27 février 2020, lorsqu'un citoyen italien a été contrôlé positif à Lagos.¹ Le cas a également été le premier enregistré en Afrique subsaharienne.² Même si, par rapport à d'autres continents, le COVID-19 a été plus lent à se propager en Afrique, au 30 juin 2020, au Nigéria, le nombre de cas a atteint 25 133 et a montré une tendance à l'accélération.³ Pour contrer le risque croissant de pandémie, le gouvernement a fermé les frontières avec treize pays à risque et adopté de fortes mesures restrictives sur les mouvements et les

¹ NCDC, 28 février 2020. Accessible [ici](#)

² Ibid.

³ OWID, 'Coronavirus (COVID-19) cas et décès'. Consulté en juin 2020, [ici](#).

rassemblements de populations.¹ Un mois après le premier cas, le 29 mars, le gouvernement a annoncé le bouclage complet de ses capitales politiques et économiques Abuja et Lagos, tandis que les gouverneurs des états fédéraux imposaient de nouvelles mesures et restrictions dans leurs états respectifs. Fin avril, le FMI a approuvé un prêt de 2,9 milliards d'euros pour aider le Nigéria à faire face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie, dans le cadre d'une enveloppe de 5,9 milliards d'euros que le pays a demandé à emprunter au FMI, à la Banque mondiale et à la BAD.²

L'épidémie de COVID-19 a encore exacerbé la pression sur le Nigéria et son fragile système de santé, déjà affaibli par la violence contre les civils, y compris les attaques contre les hôpitaux et l'accès humanitaire limité. Au début de la pandémie, le Nigéria n'avait que sept laboratoires ayant la capacité de tester pour le virus, et cinq lits d'hôpitaux disponibles pour 10 000 personnes.³ L'OMS a signalé d'autres défis, tels qu'un usage limité du masque, une difficile distanciation sociale et de faibles pratiques d'hygiène de la part du grand public, une faible sensibilisation et une éducation de la communauté et un nombre insuffisant d'EPI dans l'ensemble du Nigéria.⁴ En outre, avec quatre personnes sur cinq travaillant dans le secteur informel, comme beaucoup d'autres pays de la région, la grande majorité de la population ne peut pas bénéficier d'un système de protection sociale. L'urgence pandémique a encore aggravé la situation économique, poussant les Nigériens pauvres dans l'extrême pauvreté. La capacité du gouvernement à faire face à une explosion à grande échelle de la pandémie dans le pays le plus peuplé du continent était insuffisante.

Dans ce contexte très alarmant, le FFU, ainsi que d'autres donateurs, ont décidé de soutenir le PNUD afin de mettre en œuvre le programme *One UN Response* (NG-09) au Nigéria. L'objectif spécifique du programme est de soutenir la mise en œuvre rapide du Plan National d'Intervention Pandémique Multi-sectorielle COVID-19 du pays afin d'assurer des soins optimaux aux cas confirmés et de contenir une nouvelle propagation de l'épidémie. Avec un total de 50 millions d'euros, les bénéficiaires directs de cette action financée par le FFU sont le Ministère Fédéral de la Santé, le Centre Nigérien de Contrôle des Maladies et le Groupe de Travail Présidentiel. Grâce à une réponse inclusive et nationale, le programme a coordonné les efforts collectifs en partenariat avec le gouvernement, les OSC, le secteur privé, les parties prenantes internationales et nationales.

Deux autres programmes du FFU ont réorienté les fonds de le FFU vers les activités de réponse liées au COVID-19 : 136 000 euros ont été alloués par le programme MCN (NG-03) et 4 000 euros par RRR (NG-07). Alors que le MCN a commencé à mettre en œuvre des activités liées au COVID-19 au premier semestre de l'année, le RRR commencera au cours du troisième trimestre.

Dans l'ensemble, au 30 juin 2020, les programmes financés par le FFU ont distribué 823 550 fournitures liées à la pandémie de COVID-19. 86% d'entre elles ont été expédiées au niveau fédéral par le programme *One UN Response* et 14% par MCN, qui soutient la réponse COVID-19 du pays dans ses zones de mise en œuvre dans le nord-est. 72% se composaient de fournitures telles que des écrans et des lunettes de protection ainsi que des boîtes de sécurité et des sacs pour matières contaminées, des canules oropharyngées et 28% des fournitures d'essais de virus et sérologiques. Alors que *One UN Response* a envoyé des fournitures au gouvernement fédéral, le MCN a fourni 68 326 fournitures directement à 27 OSC, 44 850 à 14 communautés locales, 1 485 à six institutions gouvernementales et 31 à un hôpital. Dans l'ensemble, 263 454 personnes (indicateur 6.2) et 48 entités (indicateur 6.3) ont directement bénéficié des activités d'intervention d'urgence COVID-19 de MCN. De plus, 13 843 955 personnes ont été touchées par des campagnes de sensibilisation sur les mesures préventives, les interventions de rétablissement appuyées, la communication des risques et les messages d'engagement du public (indicateur 2.7).

¹ Le Monde, 'Coronavirus : le Nigéria ferme son accès aux voyageurs arrivant de treize pays à risque', 19 mars 2020. Accessible [ici](#)

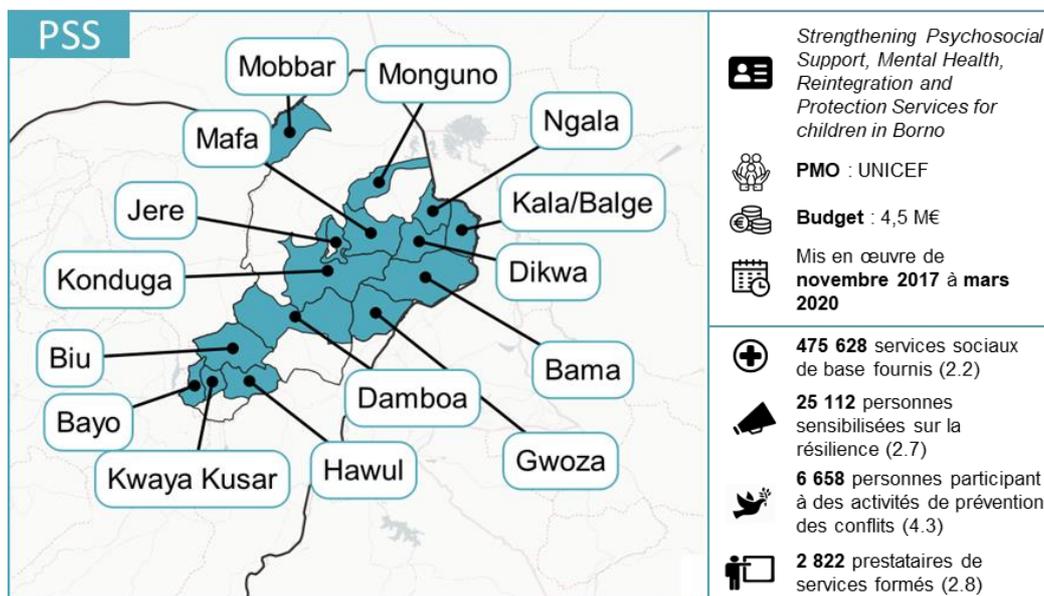
² France Info, 'Coronavirus : le Nigéria veut emprunter 7 milliards de dollars pour faire face à la crise', 8 avril 2020. Accessible [ici](#)

³ Ministère Fédéral de la Santé. Accessible [ici](#)

⁴ OMS, 'COVID-19 Situation Update : Northeast Nigeria', 7 juin 2020. Accessible [ici](#).

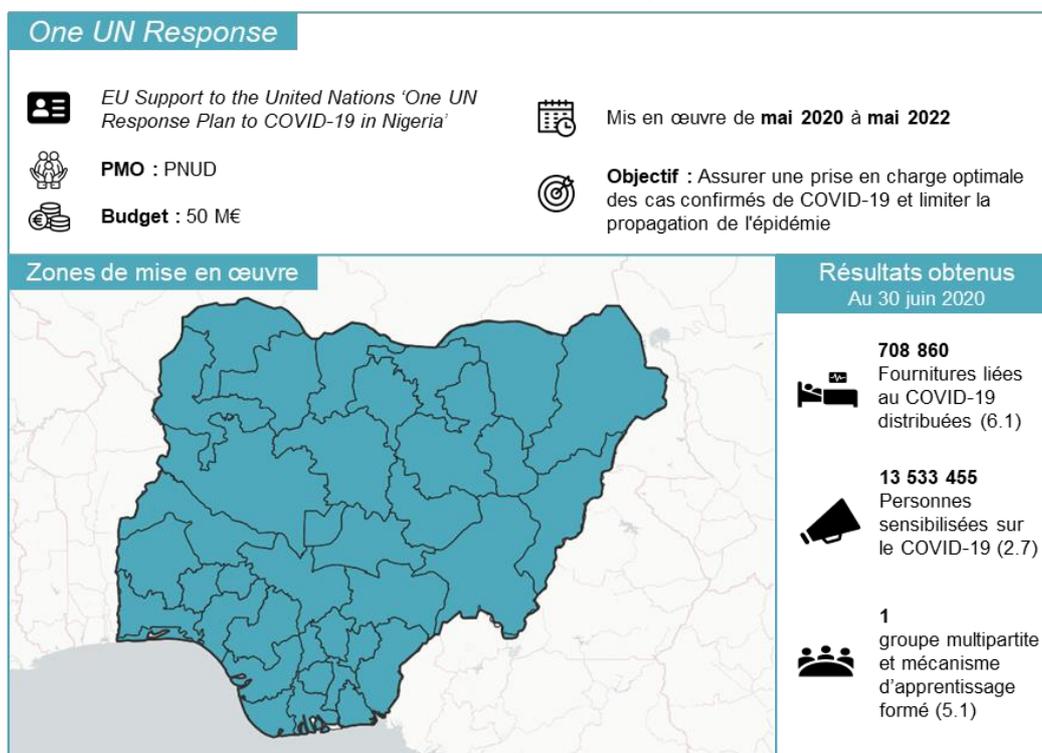
PROGRAMME ACHEVE AU S1 2020

Figure 60 : PSS (programme, NG-06)



PROJET NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Figure 61 : One UN Response (programme, NG-09)

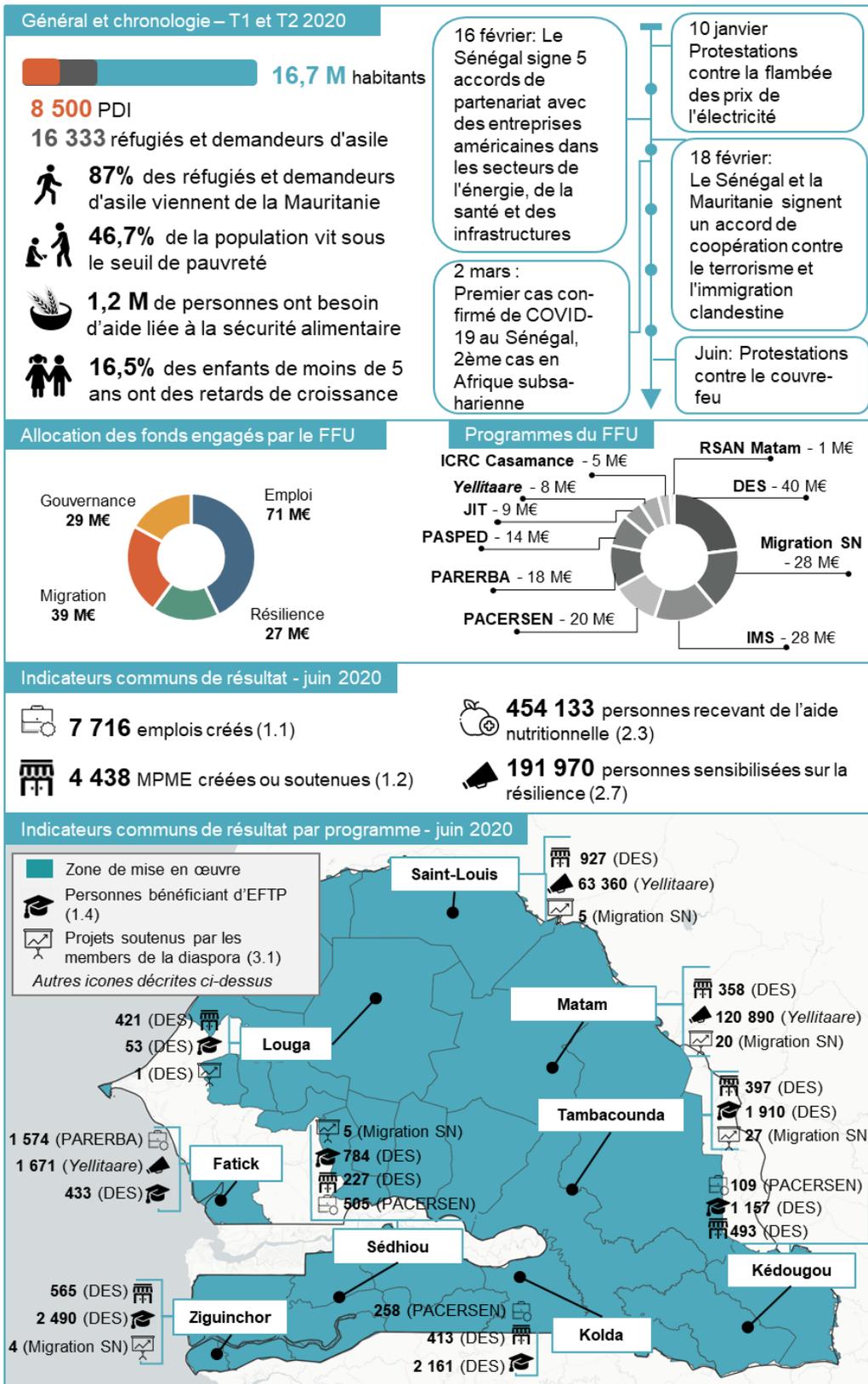


LE NIGERIA ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 11 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Nigéria, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	4 575	82	0	4 657
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	257	27	11	295
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	17 101	5 511	1 179	23 791
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	774	1 322	105	2 201
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	12	0	0	12
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	431	24	1	456
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	186 085	315 828	58 715	560 628
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	0	0	7 000	7 000
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	170 961	200 430	106 100	477 491
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	0	600	273	873
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	114 224	9 388	13 849 699	13 973 311
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	5 624	1 774	174	7 572
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	69 360	17 965	0	87 325
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	1 265	11 020	10 910	23 195
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	2	3	0	5
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	11 495	4 467	588	16 550
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	5 086	4 665	805	10 556
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	41	14	55
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	10	65	43	118
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	4	17	3	24
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	40	40
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	9 103	4 602	2 011	15 717
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	24 587	16 939	18 487	60 013
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	9	2	10	21
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	33	1	1	35
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	16	12	4	32
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	28	9	4	42
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	823 550	823 550
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	263 454	263 454
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	48	48

Figure 62 : Sénégal – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LE SENEGAL ET LE FFU AU S1 2020

Au Sénégal, le premier semestre 2020 a été marqué par la signature d'accords majeurs sur la future coopération en matière de sécurité. Le 18 février, le Sénégal et la Mauritanie ont signé un accord visant à approfondir la coopération contre le terrorisme transfrontalier, la migration irrégulière, le trafic d'armes et de drogue et le blanchiment d'argent, toutes ces questions devenant des priorités dans les deux pays: par exemple, d'importants flux d'armes à feu¹ ont circulé de Guinée-Bissau à la Casamance au Sénégal, et du Mali à la Mauritanie, avec des saisies majeures aux frontières guinéenne-Bissau-sénégalaise et malienne-mauritanienne.² Il y a également eu des tensions avec la société civile au Sénégal, cette dernière s'opposant à l'augmentation prévue de 10% du prix de l'électricité, avec des troubles sociaux à Dakar et dans plusieurs municipalités, menées par le collectif citoyen « Noo Lank ».³ Bien qu'il soit stable et relativement épargné par la violence et les déplacements massifs, le Sénégal reste touché par la pauvreté et l'insécurité alimentaire. À la fin du mois de juin 2020, 47% de sa population vivait sous le seuil de pauvreté, avec des difficultés à répondre aux besoins alimentaires, sanitaires et éducatifs de base.⁴ L'insécurité alimentaire et la malnutrition s'élevaient respectivement à 7,2% et 8,2%, alors que 19% des enfants âgés de 6 à 59 mois⁵ souffraient de malnutrition chronique, et 17% avaient des retards de croissance.⁶ Enfin, on s'attendait à ce qu'environ 770 000 personnes soient en insécurité alimentaire au cours de la période de soudure de 2020, soit une augmentation de 124% par rapport à 2019.⁷

Favoriser le développement des PME et la création d'emplois dans tous les secteurs pour favoriser la croissance

Le Sénégal est l'un des pays les plus dynamiques économiquement de la région SLC, avec une croissance régulière du PIB de plus de 6% en moyenne de 2015 à 2019,⁸ malgré un indice GINI de 40,3 et occupant la 166^{ème} place sur 189 sur l'indice de développement humain.⁹ Toutefois, depuis le début de 2020, la pandémie de COVID-19 a considérablement modifié les perspectives économiques du Sénégal. Les projections de croissance du PIB ont été abaissées de 6% à moins de 1% en raison des ralentissements attendus du tourisme (-60%) et du transport (-9%).^{10,11} Dans un pays où les réserves budgétaires et les filets de sécurité sociaux sont limités, et où le secteur informel est important, les perspectives macroéconomiques négatives posent d'importants défis.¹²

Pour soutenir le développement économique au Sénégal, le FFU s'est engagé, entre autres, à densifier le tissu des PME dans différents secteurs économiques. En juin 2020, 4 438 PME avaient été créées ou soutenues au Sénégal, dont 1 090 au premier trimestre 2020, soit une augmentation de 39% par rapport à décembre 2019, et 517 au deuxième trimestre, soit une augmentation de 13% par rapport au premier trimestre (indicateur 1.2). Le programme Développer l'Emploi au Sénégal (DES) (SN-04) a été le moteur le plus important de développement des PME, avec respectivement 94% et 97% de création ou de soutien de PME en T1 et T2. Le programme fonctionne en mettant en œuvre la mise à niveau¹³

¹ Le Monde, 'La Mauritanie et le Sénégal renforcent leur coopération, de la pêche à la lutte contre le djihadisme', 19 février 2020. Accessible [ici](#).

² ONUDC, 'Trafic d'armes à feu en Afrique de l'Ouest', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

³ RFI, 'Sénégal : Nouvelle manifestation contre la hausse du prix de l'électricité', le 11 janvier 2020. Accessible [ici](#).

⁴ 'Données sur le développement humain (1990-2018) du PNUD'. Accessible [ici](#).

⁵ PAM Sénégal, 'Country Brief', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁶ 'Données sur le développement humain (1990-2018) du PNUD'. Accessible [ici](#).

⁷ PAM Sénégal, op. cit.

⁸ Banque africaine de développement, 'Perspectives économiques du Sénégal', 2019. Accessible [ici](#).

⁹ PNUD, 'Indicateurs du développement humain – Sénégal', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ PAM Sénégal, op. cit.

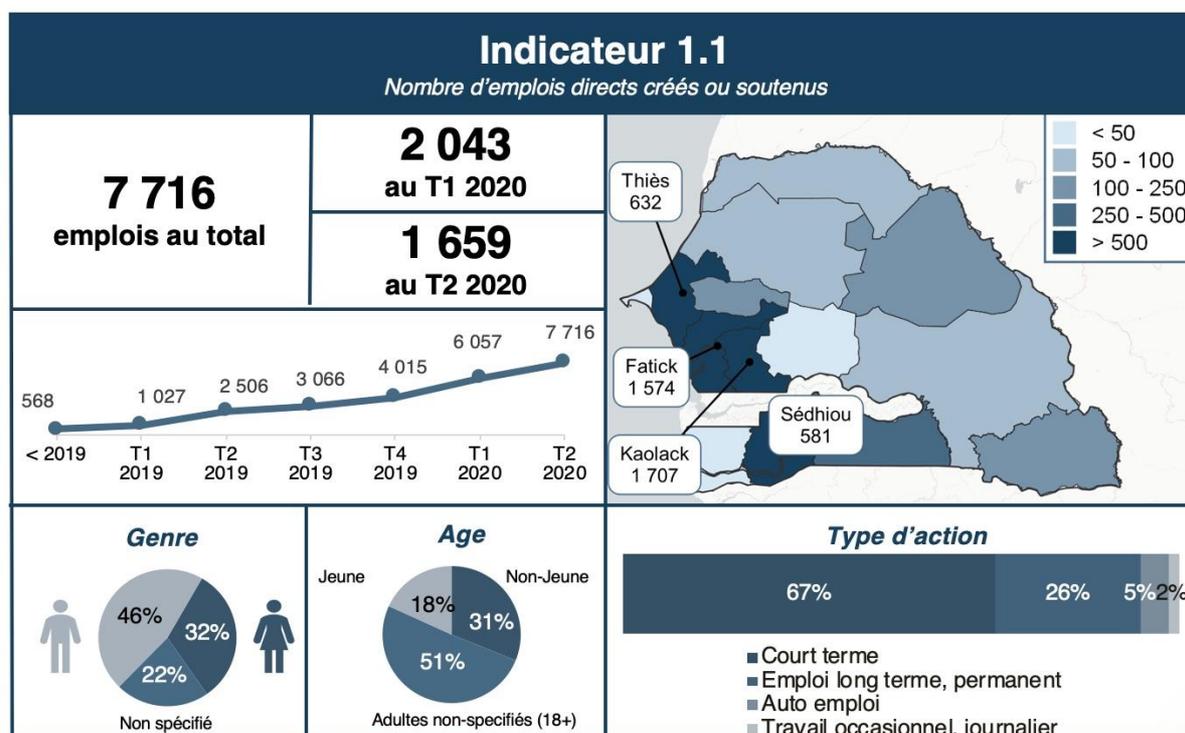
¹¹ Banque africaine de développement, 'Sénégal : perspectives macroéconomiques', 2020. Accessible [ici](#).

¹² Banque mondiale, 'La Banque mondiale au Sénégal : vue d'ensemble', juillet 2020. Accessible [ici](#).

¹³ La 'mise à niveau' est un outil d'amélioration de la compétitivité mis en œuvre par le Bureau de Mise à Niveau (BMN). Il est à la disposition des propriétaires d'entreprise pour exploiter leur potentiel de développement et les aider à transformer leurs entreprises en champions de la productivité et de la rentabilité. Il englobe l'élaboration de plans de modernisation adaptés aux besoins/objectifs stratégiques des entreprises, le cofinancement des plans de modernisation par le biais d'un système d'incitations à l'investissement (tangibles et intangibles), le suivi des entreprises soutenues et la facilitation de l'accès au crédit.

d'entreprises dans des secteurs à fort potentiel, tels que l'agriculture et la transformation des aliments en Casamance, l'horticulture à Louga, ou l'exploitation minière à Kédougou et à Matam. La plupart des PME ont bénéficié de formations et d'une assistance à l'officialisation au 1er trimestre, ainsi qu'à l'assistance du Bureau de Mise à Niveau et à l'accès aux services non financiers par l'intermédiaire du Fonds à Frais Partagés¹ au sein de l'ADEPME² au deuxième trimestre. DES a également créé 1 266 emplois grâce au soutien aux PME au premier semestre de 2020.

Figure 63 : Indicateur FFU 1.2, au Sénégal, juin 2020³



Le FFU s'est également engagé à offrir des possibilités d'emploi aux plus vulnérables. En juin 2020, 7 716 emplois avaient été créés, dont 2 043 au premier trimestre 2020, soit une augmentation de 51% par rapport à décembre 2019 et de 1 659 au deuxième trimestre, soit une augmentation de 27% par rapport au premier trimestre (indicateur 1.1). La création d'emplois est un problème urgent au Sénégal, où plus de 300 000 personnes entrent sur le marché du travail chaque année.⁴ Pourtant, la création d'emplois est insuffisante pour absorber cette main-d'œuvre et une immigration en constante croissance. La plupart des travailleurs sont informels, ce qui entraîne une faible rémunération et une protection sociale limitée.⁵ Les estimations représentent 34% de la population sous-employée en 2019.⁶ Le principal contributeur à la création d'emplois parmi les programmes financés par le FFU au Sénégal au premier semestre 2020 a été le programme PARERBA (SN-08). PARERBA vise à soutenir la création, la consolidation et le renforcement d'emplois agricoles permanents (et dans une moindre mesure d'emplois non agricoles), par le développement d'infrastructures hydro-agricoles permettant un meilleur contrôle de l'eau et une gestion durable des terres et donc une productivité agricole tout au

¹ Fonds de partage des coûts.

² 'Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises'

³ Le code couleur de la carte et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. Exclusions : 501. En outre, seules les données supérieures à 500 figurent sur la carte. Exclusions : 2 945.

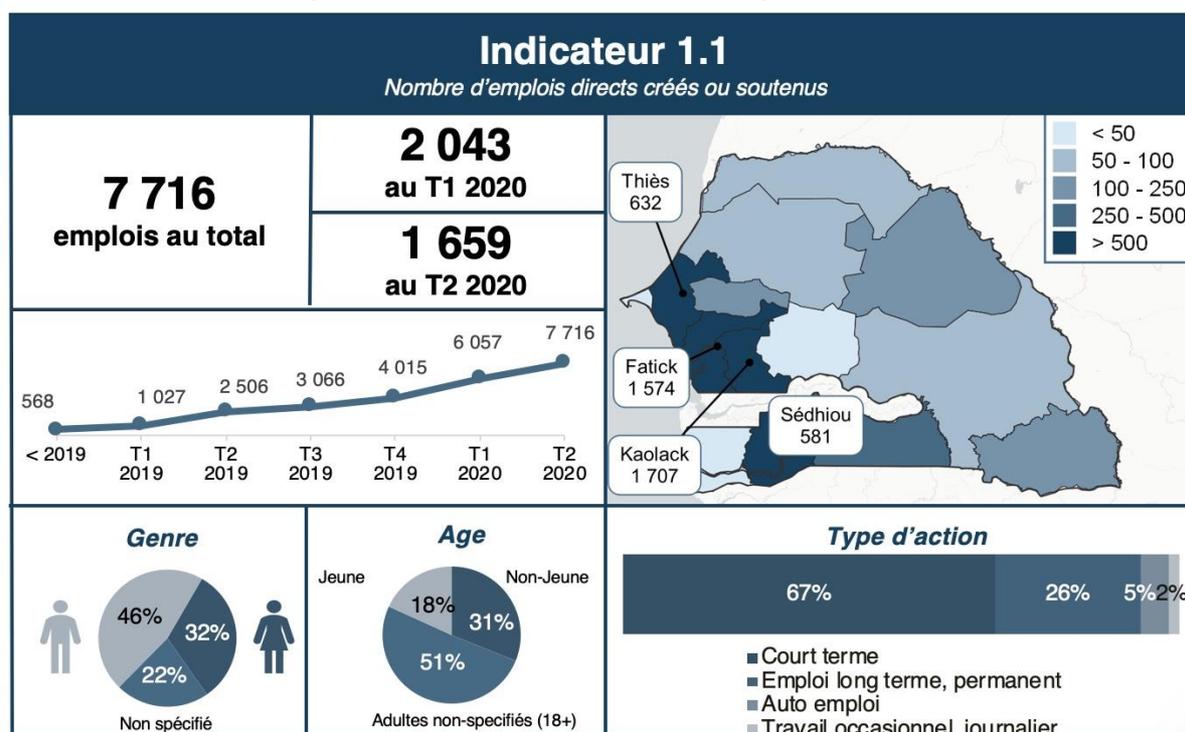
⁴ Le projet Borgen, 'Lutte contre le chômage des jeunes au Sénégal', mai 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Banque mondiale, 'La Banque mondiale au Sénégal : Vue d'ensemble', avril 2019. Accessible [ici](#).

⁶ Konhert, D., Marfaing, L., 'Senegal: Presidential elections 2019 – The shining example of democratic transition immersed in muddy power politics', mars 2019. Accessible [ici](#).

long de l'année. Au cours du premier semestre de 2020, PARERBA a créé 1 912 emplois, dont 943 au premier trimestre et 969 au deuxième trimestre. Il s'agissait d'emplois agricoles créés lors de l'établissement et de la mise en valeur d'exploitations agricoles dans les communautés rurales de Thiès, Kaolack et Fatick dans le but d'augmenter la production de légumes. Au Sénégal, le secteur agricole est le moteur de croissance le plus dynamique et emploie plus de la moitié de la¹ main-d'œuvre du pays. À cet égard, la création d'emplois agricoles est une priorité stratégique absolue pour le FFU dans le pays. En conséquence, 62% de tous les emplois créés ou soutenus par le FFU au Sénégal au premier semestre 2020 étaient des emplois dans le secteur agricole. Plus précisément, la région de Kaolack est un domaine clé pour le développement agricole, car 75% de sa population est employée dans l'agriculture.² Au premier semestre 2020, plus de la moitié (57%) des emplois créés ou soutenus par PARERBA étaient situés à Kaolack : 1 096 emplois agricoles (705 au 1er trimestre et 391 au deuxième trimestre).

Figure 64 : Indicateur FFU 1.1, au Sénégal, juin 2020³



Améliorer l'irrigation et l'accès à l'irrigation dans le centre et le sud-est du Sénégal

Au Sénégal, l'agriculture emploie 60% de la population⁴ et représente 17% du PIB du pays.⁵ Toutefois, seule une faible proportion des terres est arable (17%), et elle est le plus souvent sous-performante, car les rendements sont généralement faibles.⁶ Le Sénégal est fortement tributaire des précipitations pour déterminer la production agricole, car moins de 5% des terres cultivées sont irriguées.⁷ Pourtant,

¹ Banque mondiale, 'La Banque mondiale au Sénégal : vue d'ensemble', juillet 2020. Accessible [ici](#).

² Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD), 'Situation Économique et Sociale de la Région de Kaolack', 2008. Accessible [ici](#).

³ La carte et le graphique présentent uniquement des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger leurs résultats au premier niveau administratif. Exclusions : 2 155. En outre, seules les données supérieures à 500 figurent sur la carte. Exclusions : 3 222.

⁴ La FAO en situation d'urgence, le Sénégal, consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Gouvernement du Sénégal, 'Programme National d'Investissement Agricole pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition', 2018. Accessible [ici](#).

⁶ Lloyds Bank, 'The economic context of Senegal', octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ L'Initiative mondiale pour la faim et la sécurité alimentaire du gouvernement des États-Unis, Feed the Future, 'Climate-Smart Agriculture in Senegal', a été consultée en octobre 2020. Accessible [ici](#).

certaines parties du pays sont situées dans le Sahel sujet à la sécheresse, une région caractérisée par des précipitations irrégulières et de mauvaises conditions de sol. La dégradation des terres touche 34% de son territoire et est principalement attribuée à l'activité humaine et aux mauvaises pratiques de gestion de l'eau.¹ En 2020, le déficit pluviométrique et la baisse de la fertilité des sols ont entraîné une baisse de la production (en particulier des céréales)² et de la disponibilité des pâturages. Cette baisse est particulièrement importante dans le centre et le sud-est du Sénégal,³ où le riz des basses terres alimenté par la pluie est assez fréquent, les précipitations sont irrégulières et le rendement du riz est généralement faible.⁴ En conséquence, les effets combinés de la production alimentaire insuffisante, des prix alimentaires élevés et de la faible résilience ont aggravé l'insécurité alimentaire dans ces régions.⁵

Le FFU s'efforce d'atténuer la dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale afin d'accroître et de diversifier la production agricole au moyen d'une approche à deux volets. Elle améliore l'accès des ménages vulnérables à l'irrigation (99% des bénéficiaires du S1 2020 de l'aide liée à la sécurité alimentaire ont eu accès à l'irrigation). En juin 2020, 32 661 personnes avaient accès à l'irrigation, dont 8 631 au premier trimestre, soit une augmentation de 46% par rapport à décembre 2019 et de 5 148 au deuxième trimestre, soit une augmentation de 19% par rapport au premier trimestre (indicateur 2.4). Le principal contributeur à l'accès à l'irrigation au premier semestre 2020 a été PARERBA (SN-08). Le programme a permis d'assurer l'accès sécurisé à la terre et à l'irrigation pour 8 451 bénéficiaires agropastoraux au premier trimestre et à 5 148 au deuxième trimestre, dont 75% et 58% vivaient dans le centre de Kaolack. Au Sénégal, la situation agropastorale se caractérise par d'importants déficits des fourragères qui ont conduit à une transhumance précoce et accru le risque de conflits avec les agriculteurs sur les ressources en eaux rares.⁶ À cet égard, 99% de tous les bénéficiaires de l'irrigation au Sénégal au cours du premier semestre 2020 étaient des agropastoraux (98% au premier trimestre, 100% au deuxième trimestre)

¹ Ibid.

² La FAO en situation d'urgence, le Sénégal, consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

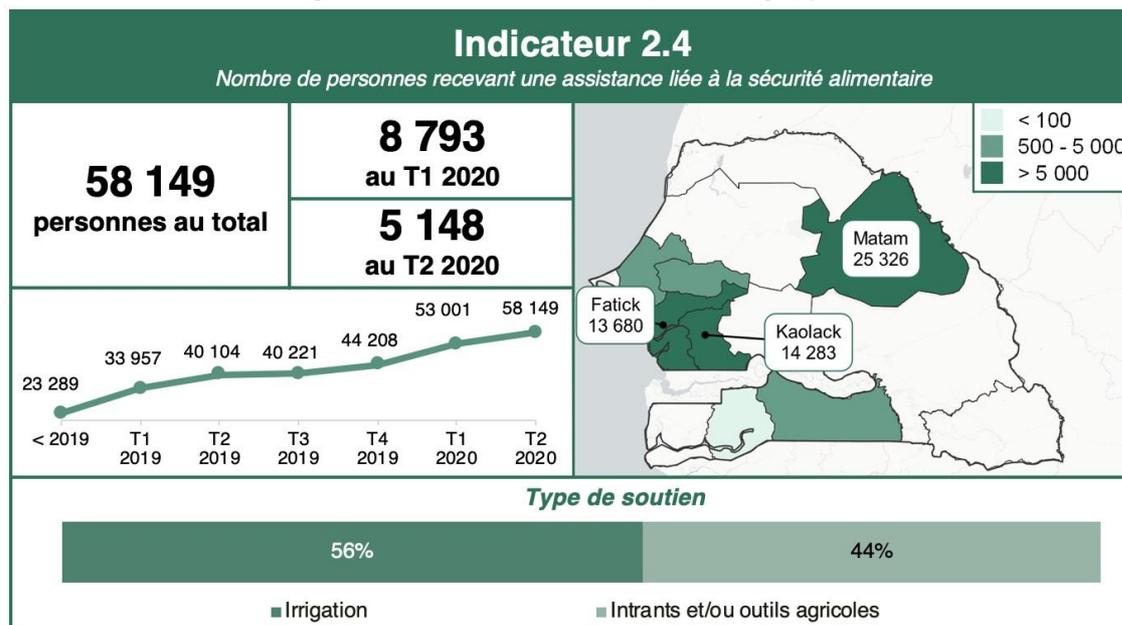
³ Ibid.

⁴ Écart global de l'Atlas des rendements, 'Sénégal', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁵ PAM Sénégal, 'Country Brief', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁶ FAO, 'Sahel. Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal. Vue d'ensemble régionale', décembre 2019. Accessible [ici](#).

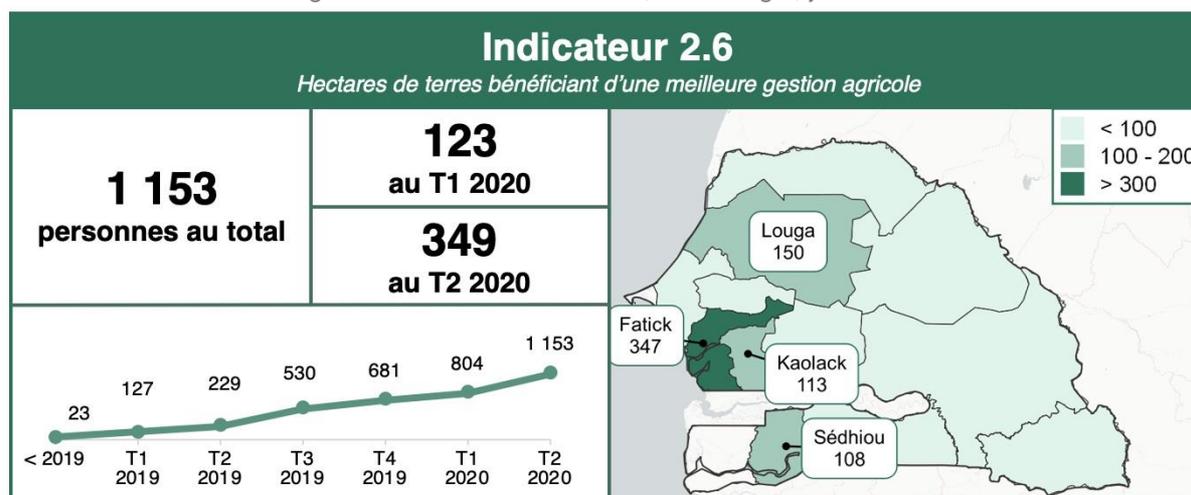
Figure 65 : Indicateur FFU 2.4, au Sénégal, juin 2020¹



Par ailleurs, le FFU soutient l'amélioration de l'irrigation des terres agricoles. En juin 2020, 1 153 hectares de terres agricoles avaient bénéficié d'une meilleure gestion des terres au Sénégal (indicateur 2.6). Ce chiffre comprend 1 043 hectares de terres agricoles irriguées, dont 123 au premier trimestre et 343 au deuxième trimestre. Au premier trimestre 2020, les 123 hectares de terres agricoles ont été soutenus par PACERSEN (SN-05), qui a fourni l'accès à l'irrigation, la réhabilitation et l'amélioration des pratiques agricoles grâce à la création et à l'amélioration des exploitations. 47% de ces 123 hectares se trouvaient dans le sud-est de Sédhiou. PACERSEN vise à créer des possibilités d'emploi dans les régions les plus vulnérables à l'émigration par le développement des terres, par les exploitations communautaires traditionnelles et les exploitations agricoles. Au deuxième trimestre 2020, 248 hectares de terres agricoles ont bénéficié de systèmes d'irrigation nouvellement construits par le PARERBA (SN-08), dont plus de la moitié dans le centre de Fatick, et les 95 autres par PACERSEN.

¹ Le code couleur de la carte et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. De plus, seules les données supérieures à 5 000 sont données par région. Exclusions : 4 860.

Figure 66 : Indicateur FFU 2.6, au Sénégal, juin 2020¹



Tirer parti de l'impact de la migration sur le développement grâce à la participation de la diaspora

Le Sénégal a un solde migratoire négatif depuis les années 1980. Aujourd'hui, on estime que la diaspora sénégalaise représente entre 2,5 et 3 millions² de personnes, principalement présente en Europe (destination choisie par 46% d'entre eux,³ dont 17,6% en France, 13,8% en Italie et 9,6% en Espagne), en Afrique (46%, dont 9,9% en Mauritanie, 5,5% en Gambie et 4,8% en Côte d'Ivoire ou au Gabon), ainsi qu'en Amérique du Nord (8%).^{4,5} Le poids des transferts de la diaspora sénégalaise vers l'économie nationale est considérable. En 2020, les envois de fonds au Sénégal ont représenté 1,9 milliard d'euros, soit 9,4% de son PIB, un montant important qui continue de croître.⁶ Toutefois, les envois de fonds contribuent principalement à la consommation des ménages, car moins de 5% de tous les transferts sont orientés vers l'investissement productif.^{7,8}

Une priorité pour les autorités sénégalaises est de tirer parti du potentiel de développement de la diaspora et de l'inclure dans les stratégies de développement du pays,⁹ comme le prévoit le Plan Sénégal Émergent 2014.¹⁰ Conformément à cet objectif, le FFU a élaboré et financé des programmes visant à soutenir la participation de la diaspora. En juin 2020, 64 projets et initiatives avaient été soutenus par la diaspora sénégalaise en Europe, dont neuf au deuxième trimestre 2020, soit une augmentation de 16% par rapport à décembre 2019 (indicateur 3.1). Tous ces projets et initiatives ont été cofinancés par le PAISD (SN-06-02) après leur sélection et leur validation par un comité de sélection. Le PAISD est un projet qui promeut les initiatives locales, économiques et de développement

¹ Le code couleur de la carte et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. En outre, seules les données supérieures à 100 sont données par région. Exclusions : 435.

² Fiche d'action du projet T05-FFU-SAH-SN-06-02, 'Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise', Consultée en octobre 2020.

³ Ibid.

⁴ Diafrik Investir, 'Propositions sur la contribution de la diaspora sénégalaise à l'investissement productif', janvier 2018. Accessible [ici](#).

⁵ Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie pour l'OIM, 'Migration au Sénégal : Profil migratoire 2018', 2018. Accessible [ici](#).

⁶ Données bak du monde, 'Données sur les migrations et les envois de fonds', consulté en octobre 2020. Accessible [Ici](#).

⁷ Fiche d'action du projet T05-FFU-SAH-SN-06-02, 'Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise' Consulté en octobre 2020.

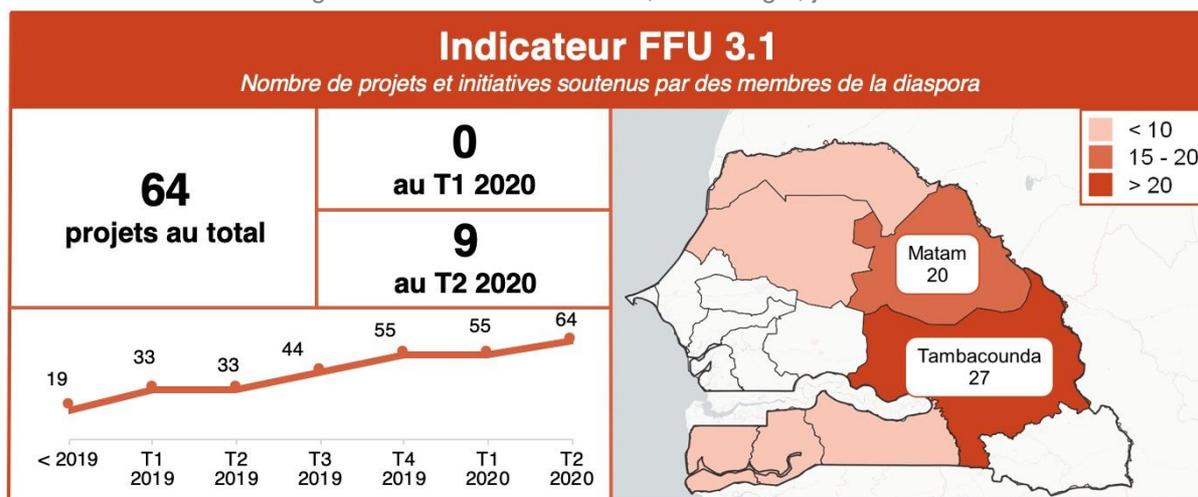
⁸ Diafrik Investir, op. cit.

⁹ Fiche d'action du projet T05-FFU-SAH-SN-06-02, op.cit.

¹⁰ 'Plan Sénégal Émergent' (Plan pour un Sénégal émergent) est une stratégie gouvernementale économique et sociale qui recommande la conception d'outils de soutien destinés à stimuler l'investissement de la diaspora. Diafrik Invest, op. cit.

social au Sénégal et soutient les investissements productifs de la diaspora par la mobilisation des moyens et des compétences des Sénégalais établis en France, en Espagne, en Italie et en Belgique.¹ Ces projets et initiatives visaient principalement à construire, réhabiliter et/ou équiper des infrastructures sociales telles que les écoles, les centres de santé et le système d’approvisionnement en eau dans les zones d’origine des diasporas. Au total, 42% de tous les projets et initiatives soutenus par la diaspora sénégalaise ont été mis en œuvre à Tambacounda, et 31% à Matam, les deux principales régions de départ.² Le co-financement de ces projets par Migration Sénégal a permis la création de 229 emplois, dont 53 au 1er trimestre³ et 42 au T2 (indicateur 1.1). Tous ces emplois étaient des emplois de construction à court terme pour les hommes. 17% d’entre eux étaient situés à Tambacounda et 15% à Matam.

Figure 67 : Indicateur FFU 3.1, au Sénégal, juin 2020⁴



¹ Fiche d’action du projet T05-FFU-SAH-SN-06-02, 'Renforcement de la gestion et de la gouvernance des migrations, retour et réintégration durable au Sénégal et accompagnement des investissements de la diaspora sénégalaise', en octobre 2020.

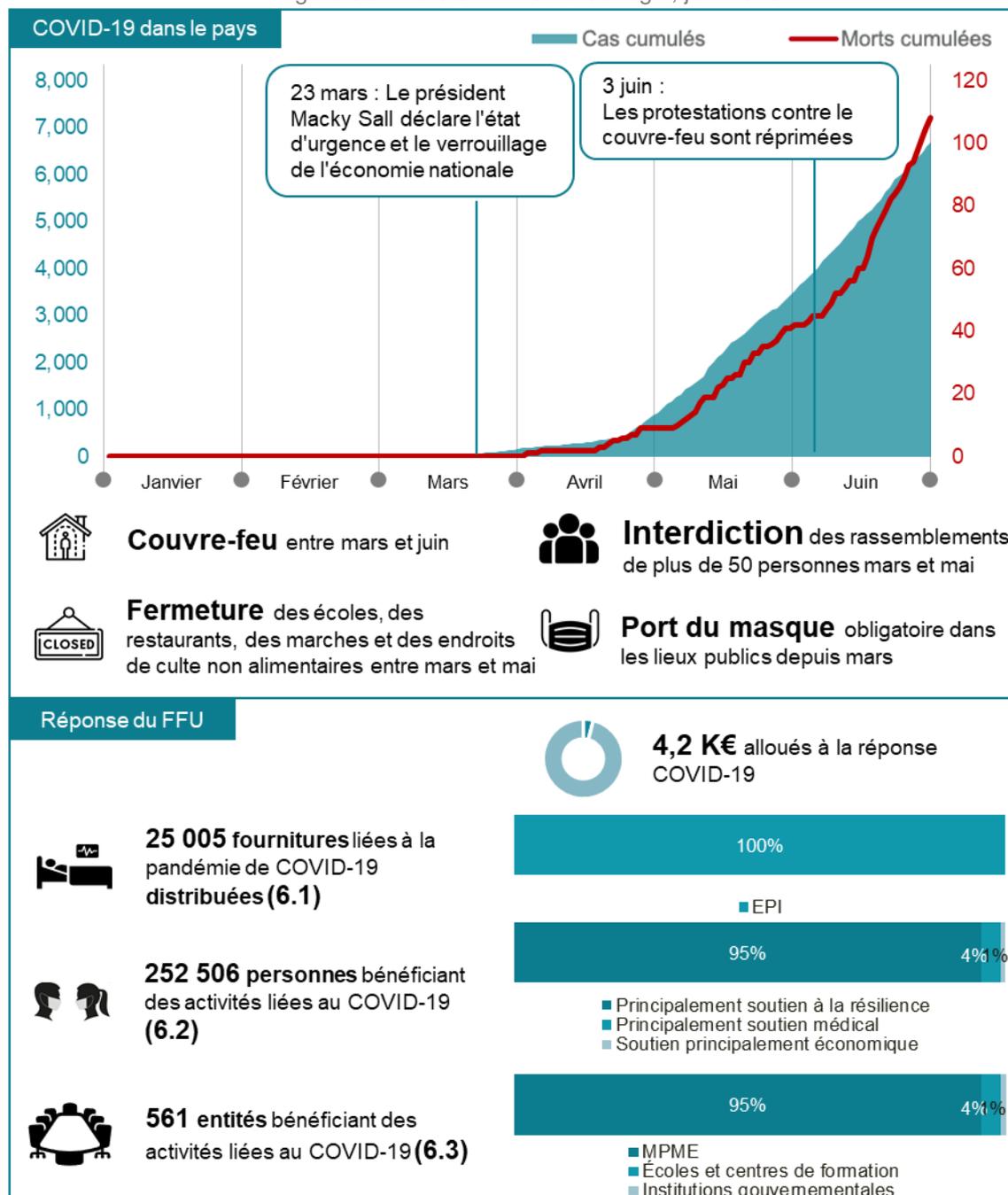
² op cit.

³ Migration Sénégal n’a soutenu aucun projet ou initiative de la diaspora au premier trimestre, les emplois créés au premier trimestre résultent donc du cofinancement de projets antérieurs.

⁴ La carte et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. De plus, seules les données supérieures à 20 sont données par région. Exclusions : 17.

Pandémie COVID-19 au Sénégal

Figure 68 : Le COVID-19 au Sénégal, juin 2020



Le Sénégal a été l'un des premiers pays de la région à être touché par la pandémie de COVID-19, avec son premier cas enregistré dès le 2 mars,¹ quelques jours après l'enregistrement du premier cas subsaharien au Nigéria.² Les autorités sénégalaises sont intervenues le 20 mars après que 36 cas ont été enregistrés.³ Tout d'abord, le président Macky Sall a décidé de fermer les frontières aériennes du Sénégal.⁴ Trois jours plus tard, le 23 mars, il a déclaré l'état d'urgence et de verrouillage à l'échelle

¹ Le Monde, 'Un Français installé à Dakar, premier cas confirmé de coronavirus au Sénégal', 2 mars 2020. Accessible [ici](#).

² La Croix, 'Nigéria : un cas de coronavirus recensé à Lagos, le premier ministre en Afrique subsaharienne', le 28 février 2020. Accessible [ici](#).

³ BBC, 'Coronavirus : le Sénégal ferme totalement ses frontières aériennes', le 19 mars 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Ibid.

nationale, imposant un couvre-feu et interdisant les rassemblements, tout en lançant une « Force COVID », un Fonds de solidarité de 1,5 milliard d'euros pour protéger l'économie en période d'arrêt de l'activité.¹ Le 1er avril, des mesures extraordinaires ont été prises lorsque l'Assemblée Nationale a donné au président Macky Sall le pouvoir de légiférer par ordonnances.² Malgré la réouverture des écoles, des marchés et des lieux de culte le 11 mai,³ le mécontentement social contre le couvre-feu imposé n'a pas tardé à se manifester⁴ incitant les autorités nationales à lever à la fois l'état d'urgence et le couvre-feu du 29 juin.⁵ Au 30 juin 2020, le Sénégal avait signalé 6 698 cas de COVID-19 et 108 décès,⁶ avec une augmentation significative au cours des dernières semaines.⁷

Au Sénégal, six programmes du FFU – Développer l'Emploi au Sénégal (DES), PARERBA, PACERSEN, Yellitaare, Migration Sénégal (JI projet national) et PASPED (SN-04, SN-08, SN-05, SN-01, SN-06 et SN-09) – ont réorienté leurs fonds ou restes de matériel vers des activités de réponse au COVID-19. 4,2 millions d'euros ont été alloués à la sensibilisation, à la distribution de l'offre et au soutien aux PME et autres acteurs. En juin 2020, 25 005 fournitures liées au COVID-19 avaient été distribuées au Sénégal (indicateur 6.1). Les principaux contributeurs étaient DES et PARERBA. DES a distribué des gels, lavabos et masques à Ziguinchor, Tambacounda et Kédougou, tandis que PARERBA se concentre sur Thiès, Kaffrine, Fatick et Diourbel (Thiès et Diourbel figurent parmi les régions où la concentration de cas est la plus élevée). De plus, 252 506 personnes ont bénéficié directement des activités d'intervention d'urgence COVID-19 (indicateur 6.2). PARERBA a été le principal contributeur à ce résultat, avec 241 877 personnes assistées, principalement des personnes recevant une aide alimentaire et des acteurs économiques soutenus par des subventions. DES a également été un contributeur important, avec 10 449 personnes aidées, la plupart des personnes recevant des fournitures et des artisans bénéficiant de contrats pour produire des fournitures.^{8,9} Au total, DES a soutenu 561 PME, autorités locales et centres de formation (indicateur 6.3). La plupart des soutiens aux PME ont été gravement menacés par la distanciation sociale, les restrictions aux transports et au commerce et les fermetures d'usines et de marchés. Enfin, PARERBA a sensibilisé 3 200 personnes aux mesures pour lutter contre le COVID-19 par le biais de campagnes médiatiques (indicateur 2.7).¹⁰

¹ Afrik financière, 'Sénégal : Macky Sall décrète l'État d'urgence et annonce un fonds de 1000 milliards de FCFA', 23 mars 2020. Accessible [ici](#).

² Jeune Afrique, 'Sénégal : les députés donnent à Macky Sall le pouvoir de légiférer par ordonnances', 2 avril 2020. Accessible [ici](#).

³ France Info, 'Sénégal : Macky Sall annonce la réouverture partielle des marchés, écoles et lieux de cultes', 12 mai 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Afrik financière, 'COVID-19 au Sénégal : la rue gronde contre le couvre-feu', 4 juin 2020. Accessible [ici](#).

⁵ Ecofin, 'Le Sénégal ouvre son ciel, mais maintient ses frontières terrestres et maritimes fermées', 30 juin 2020. Accessible [ici](#).

⁶ OWID, 'Coronavirus (COVID-19) cas et décès', Récupéré en juin 2020, [ici](#).

⁷ UNICEF, 'COVID-19 Situation Report - #06', mai – juin 2020. Accessible [ici](#).

⁸ Bien que seulement quatre d'entre eux aient mis en œuvre les activités COVID-19 en juin 2020 : DES, PACERSEN, PARERBA et Yellitaare. Les activités mises en œuvre par les quatre programmes ont représenté 877 311 euros.

⁹ UNICEF – Rapport de situation COVID-19. op. cit.

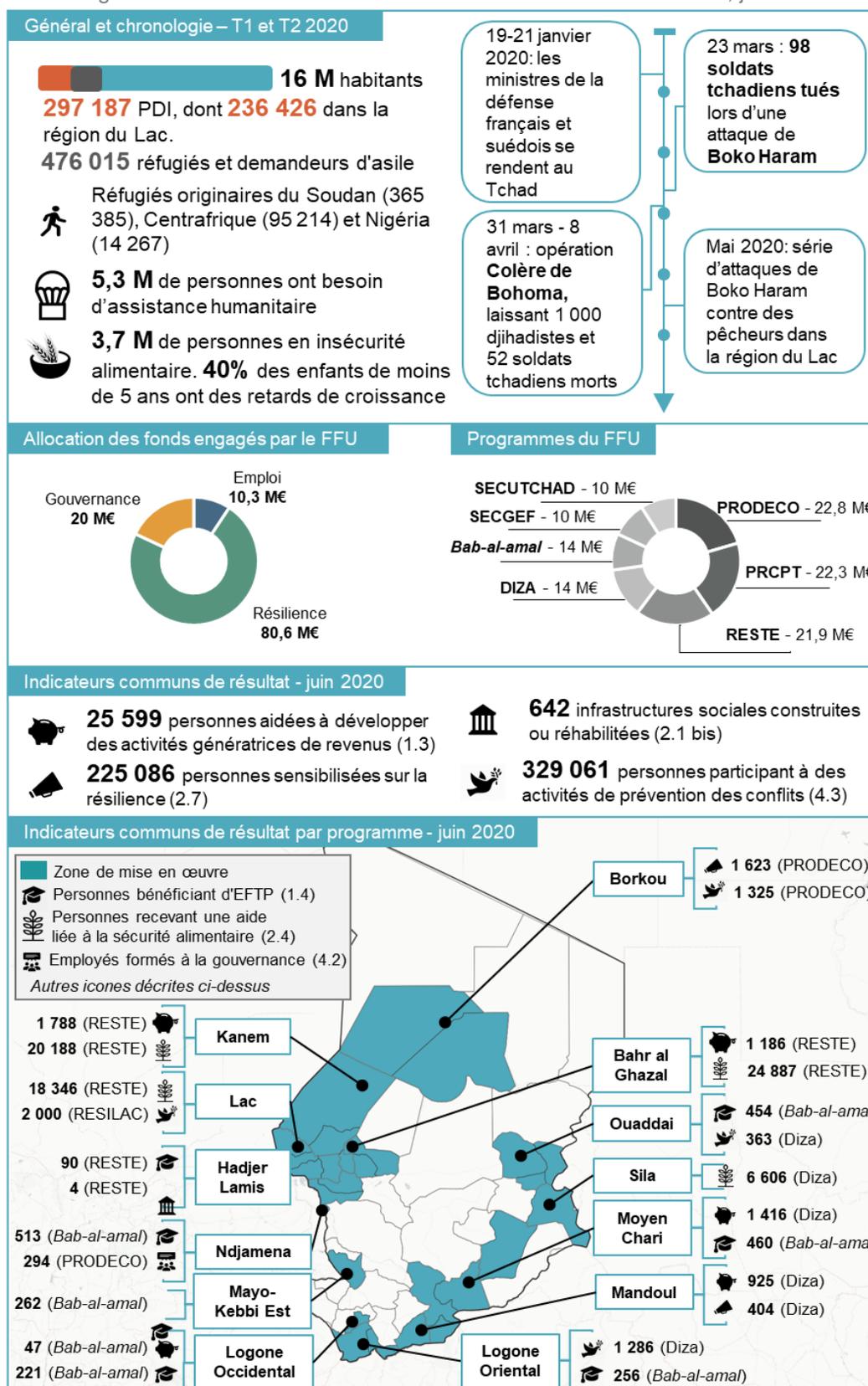
¹⁰ UNHCR, 'COVID-19 Emergency Response – West & Central Africa', 1er juillet 2020. Accessible [ici](#).

INDICATEURS COMMUNS DU FFU AU SENEGAL

Tableau 12 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Sénégal, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	568	3 447	3 702	7 716
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	1 688	1 143	1 607	4 438
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	6 207	7 405	1 135	14 747
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	9 757	7 177	887	17 821
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	5	16	7	28
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	9	67	0	76
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	5 378	2 781	0	8 159
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	67 575	327 702	58 856	454 133
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	23 289	20 919	13 941	58 149
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	0	40	0	40
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	23	658	472	1 153
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	42 939	104 275	44 756	191 970
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	194	1 997	25	2 216
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	2 400	10 737	1 829	14 966
3.1 Nombre de projets et d'initiatives soutenus par les membres de la diaspora	19	36	9	64
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	103 918	506 419	88 851	699 188
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	0	12	6	18
3.5 Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à l'arrivée	3 683	936	314	4 933
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	843	776	267	1 886
3.6 Nombre d'institutions [renforcées sur la] protection et gestion des migrations	0	8	0	8
3.7 Nombre de personnes formées à la gestion des migrations et à la protection	0	147	0	147
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	0	36	39	75
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	221	73	257	551
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	0	340	340
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	150	50	0	200
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	8	28	0	36
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés...	0	44	0	44
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	8	9	0	17
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	14	5	0	19
6.1 Nombre de fournitures liées à la pandémie COVID-19 fournies...	0	0	25 005	25 005
6.2 Nombre de personnes bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	252 506	252 506
6.3 Nombre d'entités bénéficiant d'interventions d'urgence liées au COVID-19	0	0	561	561

Figure 69 : Tchad – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020



LE TCHAD ET LE FFU AU S1 2020

Durant les deux premiers trimestres de 2020, la situation au Tchad est restée extrêmement fragile, avec des niveaux préoccupants d'insécurité alimentaire et d'extrême pauvreté.¹ La situation sécuritaire s'est détériorée, comme l'illustre l'attaque de Boko Haram le 23 mars, lorsque l'armée tchadienne a perdu 98 de ses soldats sur l'île de Bohoma, tandis que les terroristes avaient le temps de battre en retraite avec un important stock d'armes.² Au lendemain de l'attaque, le président Idriss Déby annonçait l'opération de représailles Colère de Bohoma, qui a fait officiellement 1 000 morts parmi les djihadistes et 52 dans les rangs des soldats tchadiens, et virtuellement aucun djihadiste laissé sur le sol tchadien.³ Dans la foulée, le président Idriss Déby menaçait également de cesser de participer aux opérations militaires régionales si aucun effort supplémentaire n'était entrepris par les pays voisins,⁴ soulignant les faiblesses de la coopération militaire régionale.

La situation humanitaire est restée désastreuse au premier semestre 2020, avec 5,3 millions de personnes ayant besoin d'aide humanitaire en juin 2020.⁵ Le Tchad a continué d'accueillir des réfugiés, avec 472 110 réfugiés présents dans le pays au 30 juin 2020, principalement en provenance du Soudan, de la République Centrafricaine (RCA) et du Nigéria.⁶ Le pays compte également 297 187 personnes déplacées,⁷ dont 236 426 dans la région du Lac,⁸ en conséquence directe de l'insécurité y régnant.

Améliorer l'accès aux services de base, y compris l'eau et l'éducation

Malgré les efforts déployés pour accroître l'accès de sa population à l'eau, à l'éducation et à l'électricité, le Tchad reste parmi les pays où les taux d'accès aux services de base sont les plus faibles, y compris pour l'eau et l'éducation. En 2020, la majeure partie de la population n'avait toujours pas accès à de l'eau potable ou à des services d'assainissement.⁹ Même dans la capitale Ndjamena, l'accès à l'eau potable ne dépassait pas 30% début 2020.¹⁰ Les principales causes de la faible accessibilité à l'eau sont le manque d'infrastructures, la pauvreté, la mauvaise gouvernance, les climats semi-arides / arides, mais aussi l'insécurité et les déplacements forcés, les personnes déplacées perdant parfois l'accès aux services de base qu'elles avaient auparavant. L'eau potable disponible est souvent sale et expose les gens à des risques de maladies d'origine hydrique.¹¹ Le panorama concernant l'éducation est aussi de plus en plus préoccupant : en 2019, 26% des enfants tchadiens en âge d'être scolarisés dans le primaire n'allait pas à l'école¹² (bien au-dessus de la moyenne de 19% en Afrique subsaharienne en 2019).¹³ La situation s'est détériorée – en 2015, ce nombre était de 21% au Tchad –¹⁴ en raison de problèmes de sécurité, d'un manque de personnel enseignant dans certaines régions et de finances limitées. La situation s'est détériorée – en 2015, ce nombre était de 21% au Tchad¹⁵ -

¹ FAO, 'Chad – Humanitarian response, May-December 2020'. Accessible [ici](#).

² RFI, 'Le Tchad endeuillé par la mort de 98 soldats dans une attaque de Boko Haram', le 25 mars 2020. Accessible [ici](#).

³ Le Monde, 'Tchad : face aux djihadistes, les coups de colère, de com' et de bluff du Président Idriss Déby', le 16 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁴ Le Point, 'Bassin du Lac Tchad : Idriss Déby Itno se retire des opérations anti-djihadistes', le 13 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁵ OCHA, 'Chad situation report', juin 2020. Accessible [ici](#).

⁶ HCR, 'Chad', a été consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

⁷ Ibid.

⁸ HCR, 'Personnes pertinentes de la compétence du HCR', Tchad, juin 2020. Accessible [ici](#).

⁹ UNICEF, 'Eau, assainissement et hygiène', Tchad, consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

¹⁰ Examen de la construction, 'Projet d'extension du réseau de distribution d'eau de N'Djamena au Tchad en cours', 20 janvier 2020. Accessible [ici](#).

¹¹ BAD, 'Au Tchad, la Banque africaine de développement étanche la soif des habitants avec de l'eau potable', janvier 2020. Accessible [ici](#).

¹² Les enfants non scolarisés correspondent au nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne sont pas inscrits à l'école à un moment donné. Les enfants non scolarisés peuvent avoir déjà reçu une éducation primaire par le passé, ou être rescolarisés par la suite. UNESCO Institute for Statistics, 'Children out of school: measuring exclusion from primary education', 2005. Accessible [ici](#).

¹³ BM, 'World Bank Data – Chad and Sub-Saharan Africa', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

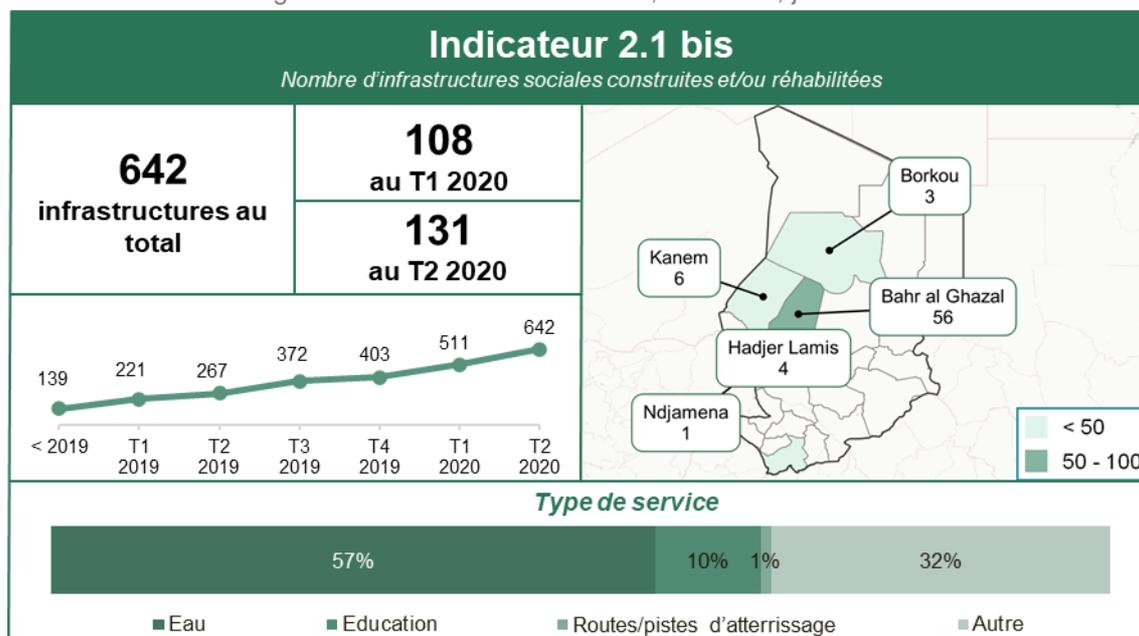
¹⁴ BM, 'World Bank Data – Chad', accessible en octobre 2020. Accessible [ici](#).

¹⁵ BM, 'World Bank Data – Chad', consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

en raison de problèmes de sécurité, d'un manque de personnel enseignant dans certaines régions et de financements limités.

Dans ce contexte, le FFU a poursuivi ses efforts pour améliorer l'accès aux services de base en construisant des infrastructures et en promouvant leur gestion durable. Au S1 2020, 239 infrastructures sociales ont été construites ou réhabilitées au Tchad (indicateur 2.1 bis). Sur ce total, 207 infrastructures construites ou réhabilitées l'ont été en rapport avec l'eau et l'assainissement (soit 57% du total), grâce au programme RESTE (TD-01). Parmi les activités du programme RESTE, on compte 170 forages dans des villages, d'une profondeur moyenne de 50 mètres. 120 forages ont été équipés de pompes manuelles (type VERGNET), et des pompes électriques submersibles ont été installées dans une cinquantaine de forages, permettant de faire monter l'eau à l'aide de l'énergie solaire dans des réservoirs d'eau adjacents de 10 à 50 mètres cubes. L'eau chlorée est ensuite acheminée par gravité des réservoirs vers les points de prélèvement ou les kiosques à eau via de petits réseaux de distribution. Afin d'améliorer encore les conditions d'hygiène, des latrines ont également été construites dans des écoles et des hôpitaux sélectionnés. La grande majorité des infrastructures construites ou rénovées se trouvaient dans la région du Lac (230 au S1 2020), suivie par la région de Bahr al Ghazal, où un plan d'eau et quatre puits ont été construits au deuxième trimestre 2020, et Hadjer Lamis avec quatre forages. Dans le domaine de l'éducation, 27 infrastructures ont été équipées ou réhabilitées au cours du premier semestre 2020, toutes au cours du deuxième trimestre par RESILAC (REG-05) et RESTE, toutes dans la région du Lac, où de nombreuses écoles ont été contraintes de fermer à cause des attaques de Boko Haram et où la population a un accès réduit à des services d'éducation. RESILAC a soutenu 20 centres d'alphabétisation fonctionnelle avec des équipements, ainsi que deux centres de formation professionnelle, ciblant des bénéficiaires spécifiques – principalement des jeunes ou des adultes à la recherche de formations spécifiques liées à leur activité professionnelle, comme la couture ou l'agriculture. RESTE a augmenté la capacité de cinq écoles avec de nouvelles salles de classe.¹

Figure 70 : Indicateur FFU 2.1 bis, au Tchad, juin 2020²



¹ Avant la pandémie COVID-19, OCHA a signalé que 13 écoles au Tchad, et 1 208 dans l'ensemble du bassin du lac Tchad, avaient été forcées de fermer en raison de l'insécurité. OCHA, 'Lake Chad Basin – Humanitarian snapshot', 27 avril 2020. Accessible [ici](#).

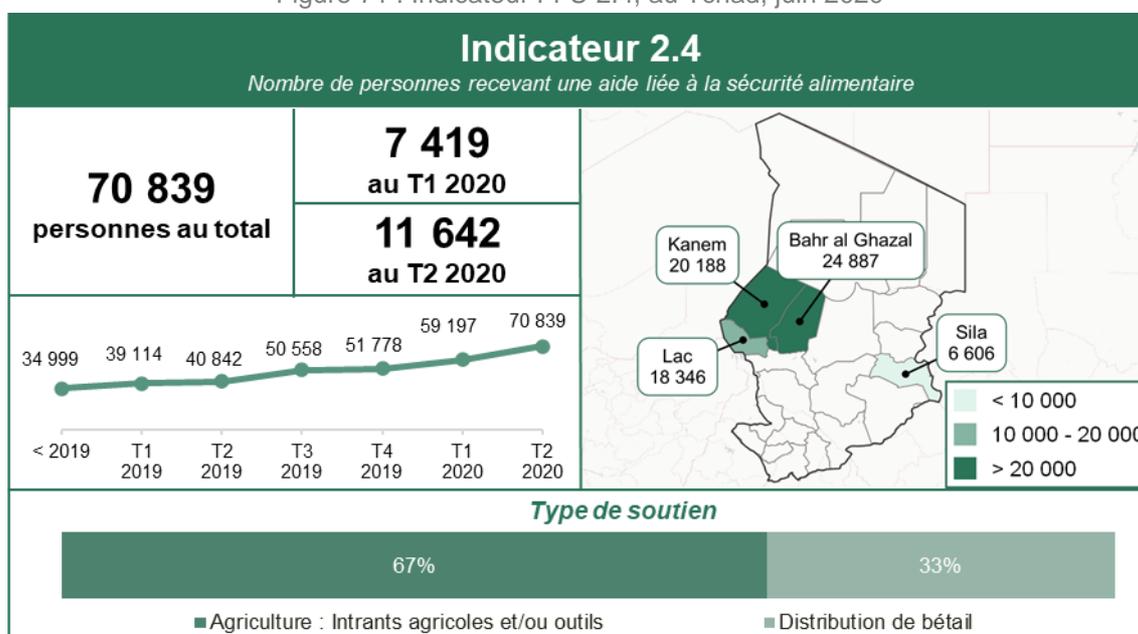
² La couleur de la carte code et le graphique présentent des données pour les programmes qui ont été en mesure de désagréger les données au premier niveau administratif. Exclusions : 202.

Réduire l'insécurité alimentaire

En 2020, le Tchad est resté très exposé à l'insécurité alimentaire pour diverses raisons. Son climat sahélien instable caractérisé par des températures chaudes et une forte saisonnalité des précipitations affecte considérablement les cultures et les rendements agricoles, tandis que les phénomènes météorologiques extrêmes sont amplifiés par le changement climatique. L'insuffisance des infrastructures hydrauliques, la faible mécanisation agricole, la mauvaise logistique et les ressources publiques dérisoires sont les principales raisons de la fragilité de l'agriculture au Tchad. Enfin, l'insécurité et les déplacements ont chassé les populations de leurs terres, les exposant à une insécurité alimentaire accrue en raison de l'abandon des activités traditionnelles de pêche et d'agriculture de subsistance.¹ Par exemple, en avril 2020, il y avait 236 426 personnes déplacées dans la région du Lac.² Malgré une augmentation de 7% de la production céréalière par rapport à la production moyenne des cinq dernières années, l'insécurité alimentaire est restée répandue au Tchad en 2020 : plus de 2,3 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire dans le pays au cours de la période mars-mai 2020, dont plus de 450 000 en grave insécurité alimentaire (phases 3 à 5).³ En conséquence directe, de nombreuses personnes ont besoin d'une aide nutritionnelle. En 2020, plus de 1,8 million d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffraient de malnutrition aiguë – dont 460 000 enfants de malnutrition aiguë sévère et 1,4 million d'enfants de malnutrition aiguë modérée.⁴

Dans ce contexte, le FFU a fourni une aide liée à la sécurité alimentaire à 19 061 personnes au premier semestre 2020 (indicateur 2.4), soit 27% du nombre total de bénéficiaires depuis le lancement du FFU, et plus qu'au cours de toute l'année 2019 (16 779). L'aide liée à la sécurité alimentaire a été fournie par le biais de deux programmes du FFU : RESTE (TD-01), avec 12 455 personnes assistées au premier semestre 2020, et DIZA (TD-07), avec 6 606 bénéficiaires. Les bénéficiaires du programme DIZA étaient tous situés dans la province de Sila, dans l'est du pays, et ont bénéficié de l'accès aux intrants agricoles et vétérinaires ainsi qu'au soutien opérationnel. Les bénéficiaires du programme RESTE ont reçu un soutien à l'élevage (7 992), des intrants agricoles et des formations liées aux cultures pluviales (4 014 bénéficiaires individuels) et des formations sur la santé animale (449).

Figure 71 : Indicateur FFU 2.4, au Tchad, juin 2020



¹ PAM, Tchad, Consulté en octobre 2020. Accessible [ici](#).

² OIM DTM, 'Chad – Lac Province', avril 2020. Accessible [ici](#).

³ OCHA, 'Rapport tchadien - Plus de 2,3 millions de personnes en insécurité alimentaire, dont 450 000 en grave insécurité alimentaire au Tchad', Cadre Harmonisé, le 24 avril 2020. Accessible [ici](#).

⁴ USAID, 'Food assistance factsheet – Chad', mis à jour le 13 avril 2020. Accessible [ici](#).

Prévenir les tensions, renforcer la cohabitation pacifique et le respect des droits humains

Au Tchad, les tensions autour des ressources naturelles et de l'accès à la terre, recoupant parfois des clivages socio-ethniques, menacent la cohésion globale du pays et la cohabitation pacifique des communautés. Dans l'est du pays (Sila), où les ressources naturelles sont rares et convoitées, les communautés se retrouvent en concurrence pour ces ressources, ce qui peut entraîner des conflits ou renforcer les tensions préexistantes.¹ Ces tensions sont même exacerbées par les risques d'un débordement de la violence en provenance du Soudan voisin et l'arrivée de réfugiés – 16 000 réfugiés du Soudan ont franchi la frontière début 2020.² Des risques similaires existent dans le sud, où les éleveurs et les pasteurs de transhumance vivent aux côtés des agriculteurs, et où les communautés d'accueil cohabitent avec les réfugiés et les rapatriés de la RCA voisine.

Dans ce contexte, le FFU a opté pour une approche préventive, axée sur la consolidation de la paix, la cohabitation pacifique des populations et des programmes de développement complets qui clarifient l'accès à la terre et aux ressources, et favorisent des relations pacifiques entre les différentes communautés. Il vise à consolider la paix, à promouvoir le dialogue entre les communautés, ainsi qu'à établir des plans de développement locaux pour anticiper les conflits potentiels. Ces activités sont mises en œuvre, entre autres, dans les zones les plus fragiles et les plus reculées, près des frontières, où la présence de l'État central est traditionnellement plus faible.

Au S1 2020, 34 592 personnes ont participé à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix (indicateur 4.3), ce qui représente 11% du total réalisé depuis le lancement des programmes du FFU au Tchad. Au cours du premier semestre 2020, des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix ont été menées par les programmes : SECUTCHAD (TD-05), 31 164 personnes participant à des activités de prévention des conflits et de consolidation de la paix au S1 2 020), RESILAC (REG-05,1 360), RESTE (TD-01,1 320), DIZA (TD-07, 363), PRODECO (TD-06, 305) et PDU (REG-18, 80).

Les programmes de consolidation de la paix financés par le FFU au Tchad adoptent trois approches distinctes. Premièrement, des programmes tels que SECUTCHAD (TD-05) visent à assurer la sécurité des communautés, à promouvoir la cohésion sociale en tant que stratégie globale de prévention du terrorisme et à rétablir la confiance entre les populations civiles et les forces de sécurité. Le programme SECUTCHAD, qui s'est terminé en juin 2020, a organisé des activités de consolidation de la paix par le biais d'événements culturels et sportifs ciblant les jeunes à travers le territoire. Il a également contribué au renforcement de la gouvernance des forces de sécurité, avec la mise à jour des codes d'éthique, des processus opérationnels dans la région du Lac, ainsi que des formations des membres des forces de l'ordre. Deuxièmement, certains programmes tels que RESTE (TD-01) et RESILAC (REG-05) mènent des activités de cohésion sociale pour atténuer les tensions autour des ressources naturelles dans les zones instables. Dans le cadre du programme RESILAC, les bénéficiaires ont participé au dialogue et/ou aux activités inter et intracommunautaires sur les droits humains, l'égalité des sexes, la médiation civile, la prévention des conflits et la consolidation de la paix, ainsi qu'à des activités de sensibilisation sur ces sujets. RESILAC a également renforcé la paix en impliquant les dirigeants communautaires dans la mise en œuvre d'accords locaux sur le développement et le partage des ressources. Toutes les activités de RESILAC en matière de consolidation de la paix ont eu lieu dans la région du Lac. RESTE a renforcé la paix en créant des comités locaux sur la prévention des conflits, animés par des membres de la communauté locale, dans les régions de Bahr al Ghazal, Kanem et Lac. Troisièmement, le programme DIZA (TD-07) vise les communautés d'accueil où, au fil des ans, les réfugiés, les rapatriés et les communautés déplacées se sont également installés, ajoutant une pression sur l'environnement et les services existants.³ En effet, l'objectif principal de DIZA est de

¹ CPI, 'Eviter la reprise des violences communautaires à l'est du Tchad, Décembre 2019. Accessible [ici](#).

² UNHCR, 'Chad emergency update', 23 juin 2020. Accessible [ici](#).

³ Le cadre d'action global pour les réfugiés (*Comprehensive Refugee Response Framework* ou CRRF en anglais) est une approche développée par le HCR. Plus d'information [ici](#).

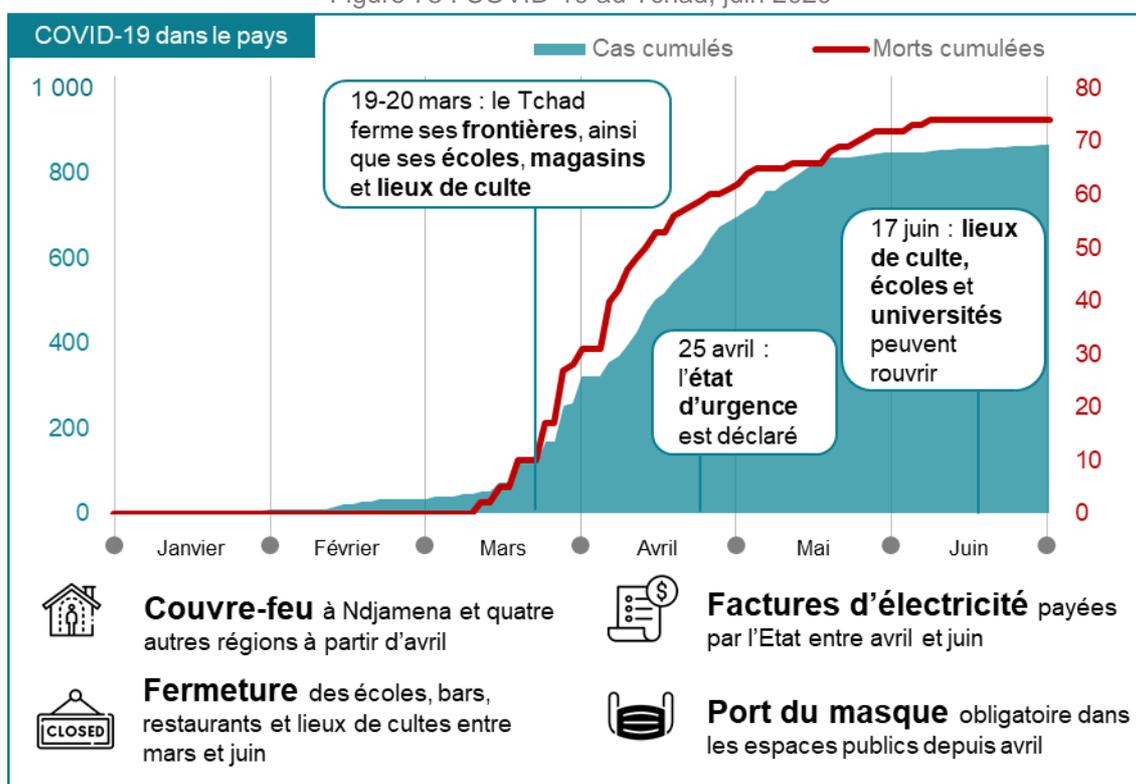
renforcer la cohabitation pacifique des réfugiés, des rapatriés et des populations d'accueil dans les zones où les concentrations de réfugiés et de rapatriés sont élevées, à la frontière avec la République Centrafricaine au sud et avec le Soudan à l'est. Il vise également à améliorer la gouvernance en sensibilisant les dirigeants communautaires et en renforçant les structures administratives locales.¹

Figure 72 : Indicateur FFU 4.3, au Tchad, juin 2020



Pandémie COVID-19 au Tchad

Figure 73 : COVID-19 au Tchad, juin 2020



Le Tchad a enregistré son premier cas de COVID-19 le 19 mars 2020, importé par un voyageur de Douala, au Cameroun.² Le même jour, le Tchad a fermé ses frontières, ainsi que des écoles, des magasins et des lieux de culte. Ces mesures préventives, ainsi que la réduction des flux de voyageurs et de marchandises avec l'Afrique du Nord et l'Europe, et la ruralité d'une partie de la population, ont permis au Tchad d'être relativement épargné par la pandémie, avec 866 cas diagnostiqués et 74 décès au 30 juin. D'un autre côté, le pays s'est avéré particulièrement vulnérable à la crise économique, pour deux raisons principales : sa dépendance à l'égard des importations de biens agricoles et autres biens

¹ Plus d'informations sur l'approche CRRF du HCR accessibles [ici](#).

² Agence Anadolu, 'Le Tchad confirme son premier cas COVID-19', 19 mars 2020. Accessible [ici](#).

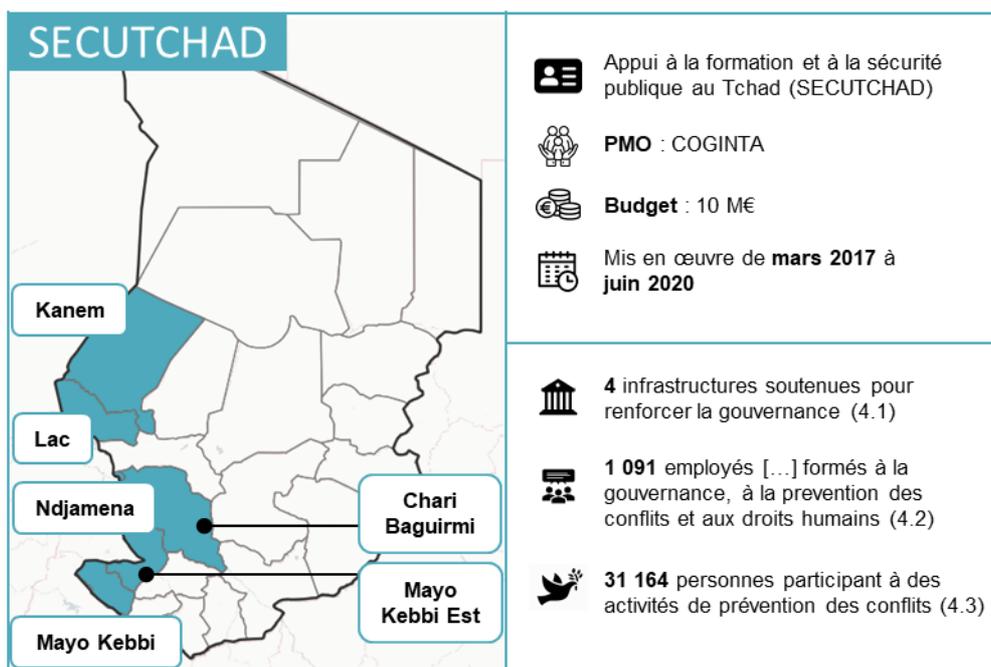
de consommation (provenant principalement du Cameroun, par l'axe Maroua-Kousséri-Ndjamena) et sa dépendance excessive à l'égard des recettes pétrolières.¹

Aucun programme financé par le FFU au Tchad n'a spécifiquement augmenté ou réorienté ses fonds pour des activités liées au COVID-19. Pour autant, la plupart d'entre eux ont dû adapter leurs activités aux mesures préventives et autres restrictions. La fermeture des centres d'EFTP et l'interdiction des réunions de groupe ont forcé les partenaires de mise en œuvre à reporter ou à innover pour pouvoir poursuivre leurs activités de groupe. Par exemple, dans le cadre de ses campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux (indicateur 2.7), en l'occurrence pour les infrastructures WASH, le programme RESTE a sensibilisé les personnes avec des haut-parleurs en respectant la distanciation sociale.

En outre, certains programmes régionaux financés par le FFU ont modifié certaines de leurs activités en fonction de l'agenda COVID-19. Au deuxième trimestre 2020, la Voix des Jeunes II a organisé une campagne de sensibilisation aux risques associés au COVID-19, touchant 112 000 personnes (indicateur 2.7). Espaces Frontaliers G5 a sensibilisé 45 personnes au COVID-19, dans la région du Lac (indicateur 2.7) et plus de 400 étudiants bloqués à la frontière avec le Cameroun ont reçu un soutien (transport intérieur et kits) par l'intermédiaire du fonds régional IC EU-OIM COVID-19.

PROGRAMME ACHEVE AU S1 2020

Figure 74 : SECUTCHAD (programme et projet, TD-05)



¹ Le baril de Brent a chuté à 19,5 USD le 27 avril. Les prix du pétrole récupérés [ici](#).

LE TCHAD ET LES INDICATEURS COMMUNS DU FFU

Tableau 13 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Tchad, juin 2020

Indicateur FFU	2016-2018	2019	S1 2020	Total
1.1 Nombre d'emplois directs créés ou soutenus	2 081	2 278	410	4 769
1.2 Nombre de MPME créées ou soutenues	0	47	20	67
1.3 Nombre de personnes aidées à développer des AGR	5 268	16 982	3 349	25 599
1.4 Nombre de personnes bénéficiant d'EFTP...	230	2 454	1 131	3 815
1.5 Nombre de parcs industriels et/ou d'infrastructures commerciales construits..	3	24	4	31
2.1 Nombre de plans de développement locaux directement soutenus	26	56	5	87
2.1 bis Nombre d'infrastructures sociales construites et/ou réhabilitées	139	264	239	642
2.2 Nombre de services sociaux de base fournis	660	2 567	1 989	5 216
2.3 Nombre de personnes recevant de l'aide nutritionnelle	18 546	10 477	6 232	35 255
2.4 Nombre de personnes recevant une aide liée à la sécurité alimentaire	34 999	16 779	19 061	70 839
2.5 Nombre de collectivités adoptant [...] des stratégies de RRC	8	40	4	52
2.6 Hectares [...] où des pratiques de gestion durable ont été introduites...	70	317	107	494
2.7 Nombre de personnes [touchées] par des campagnes sur la résilience...	21 672	30 706	172 708	225 086
2.8 Nombre d'employés [formés] pour améliorer la prestation des services.	57	2 095	489	2 642
2.9 Nombre de personnes ayant un meilleur accès aux [services] de base	35 160	221 000	0	256 160
3.3 Nombre de migrants (potentiels) touchés par des campagnes d'information...	0	605	353	958
3.4 Nombre de retours volontaires pris en charge	48	265	151	464
3.5 bis Nombre de migrants de retour bénéficiant d'une aide à la réintégration	0	1 196	0	1 196
3.10 Nombre de personnes bénéficiant de programmes de migration légale...	1	1	0	2
3.11 Nombre d'événements de sensibilisation sur les migrations	0	16	6	22
4.1 Nombre d'infrastructures soutenues pour renforcer la gouvernance	0	0	4	4
4.1 bis Nombre d'équipements fournis pour renforcer la gouvernance	0	216	353	569
4.2 Nombre d'employés [...] formés à la gouvernance, prévention des conflits...	667	1 223	1 362	3 252
4.3 Nombre de personnes participant à des activités de prévention des conflits...	60 527	233 942	34 592	329 061
4.6 Nombre de stratégies, de lois, de politiques et de plans élaborés...	1	1	11	13
5.1 Nombre de groupes multipartites et de mécanismes d'apprentissage formés..	9	186	60	256
5.2 Nombre de systèmes de planification [...] mis en œuvre et/ou renforcés	5	12	2	19
5.3 Nombre d'études sur le terrain, d'enquêtes et d'autres recherches menées	10	20	4	34
5.4 Nombre d'initiatives de coopération régionale créées, lancées ou soutenues	16	20	5	41

PROJETS REGIONAUX NOUVELLEMENT INCLUS DANS LE MLS

Tout au long de ce rapport, les résultats sont affichés en fonction du pays de mise en œuvre du programme. Ainsi, les résultats obtenus par les programmes régionaux dans l'un des dix pays présentés ci-dessus sont affichés dans le pays correspondant. Certains programmes régionaux mettent en œuvre des activités dans les pays du FFU qui n'ont pas encore été inclus dans le MLS (Côte d'Ivoire et Ghana) ou dans d'autres pays éligibles de la région (Bénin, Guinée-Bissau et Togo). Enfin, certains résultats obtenus par les programmes régionaux se font au niveau régional. Ces résultats sont présentés dans la vue d'ensemble des résultats (section 4.2). Trois projets régionaux ont été récemment inclus dans le MLS et sont présentés ici.

Figure 75 : IPDEV2 (programme et projet, REG-11)

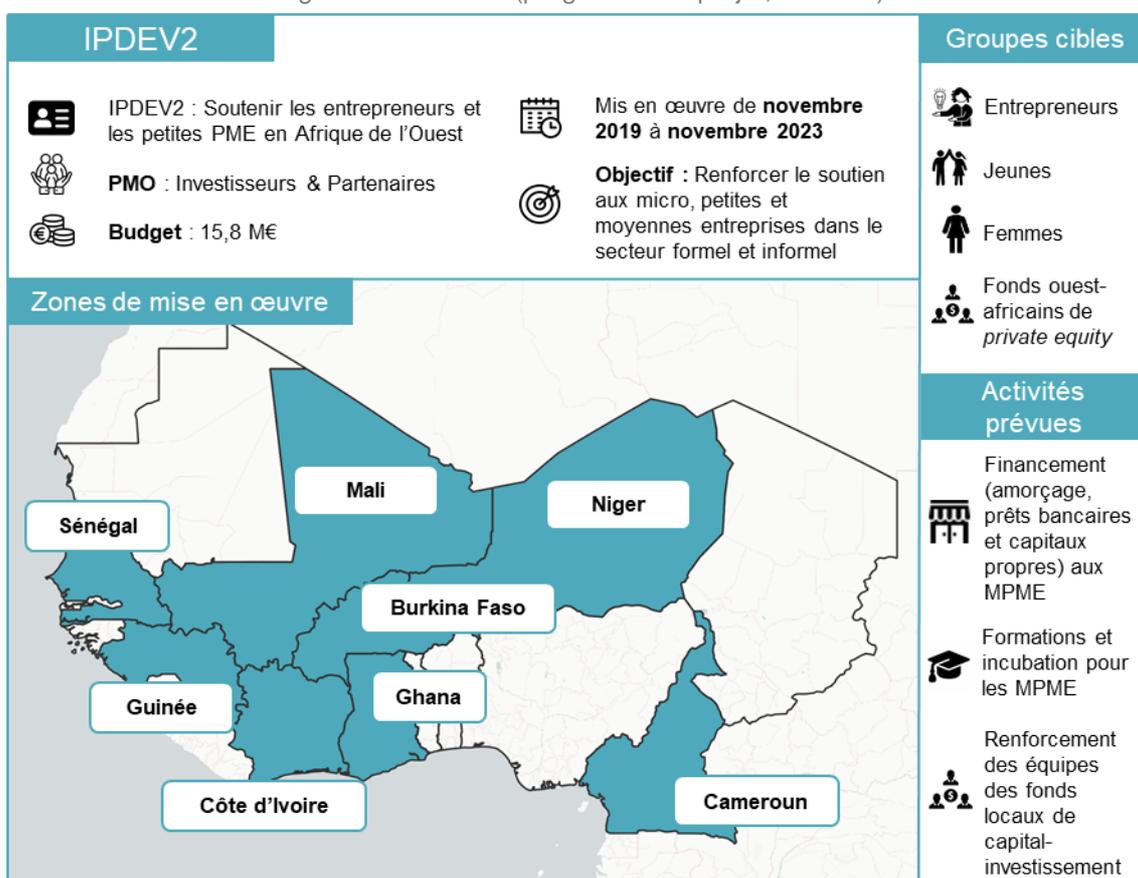


Figure 76 : TEH Golfe de Guinée (programme et projet, REG-12)

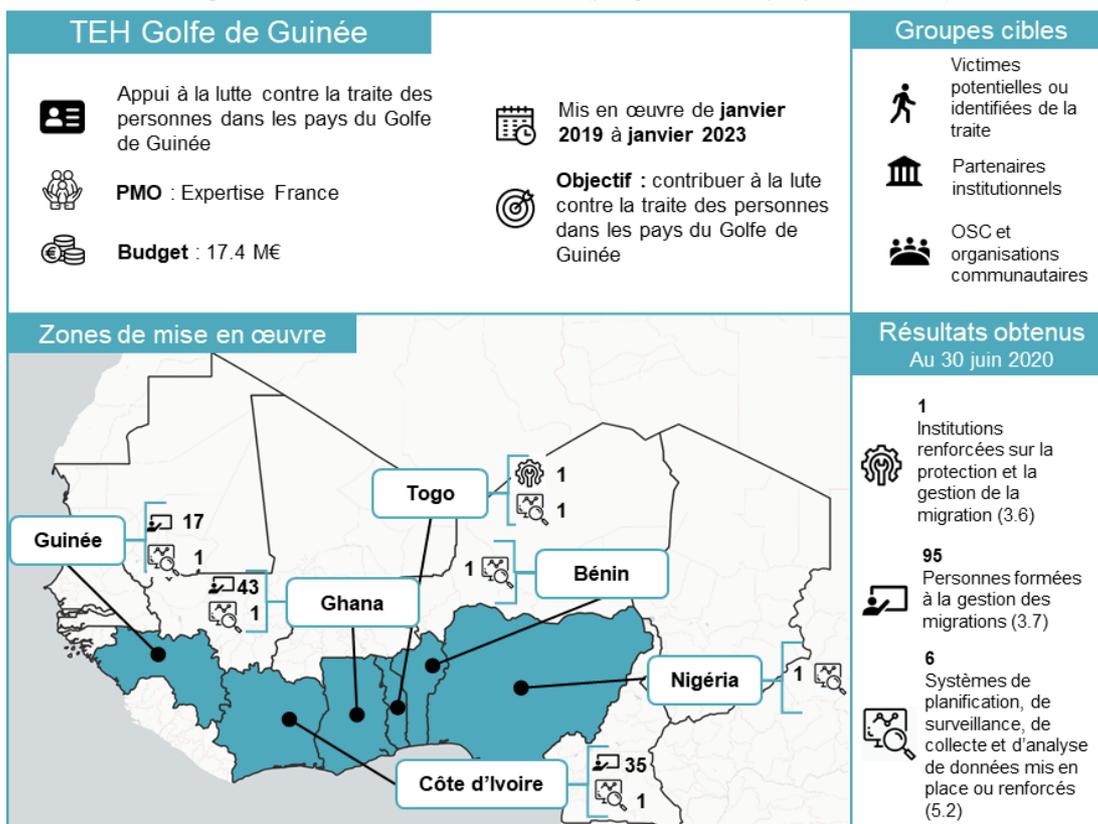
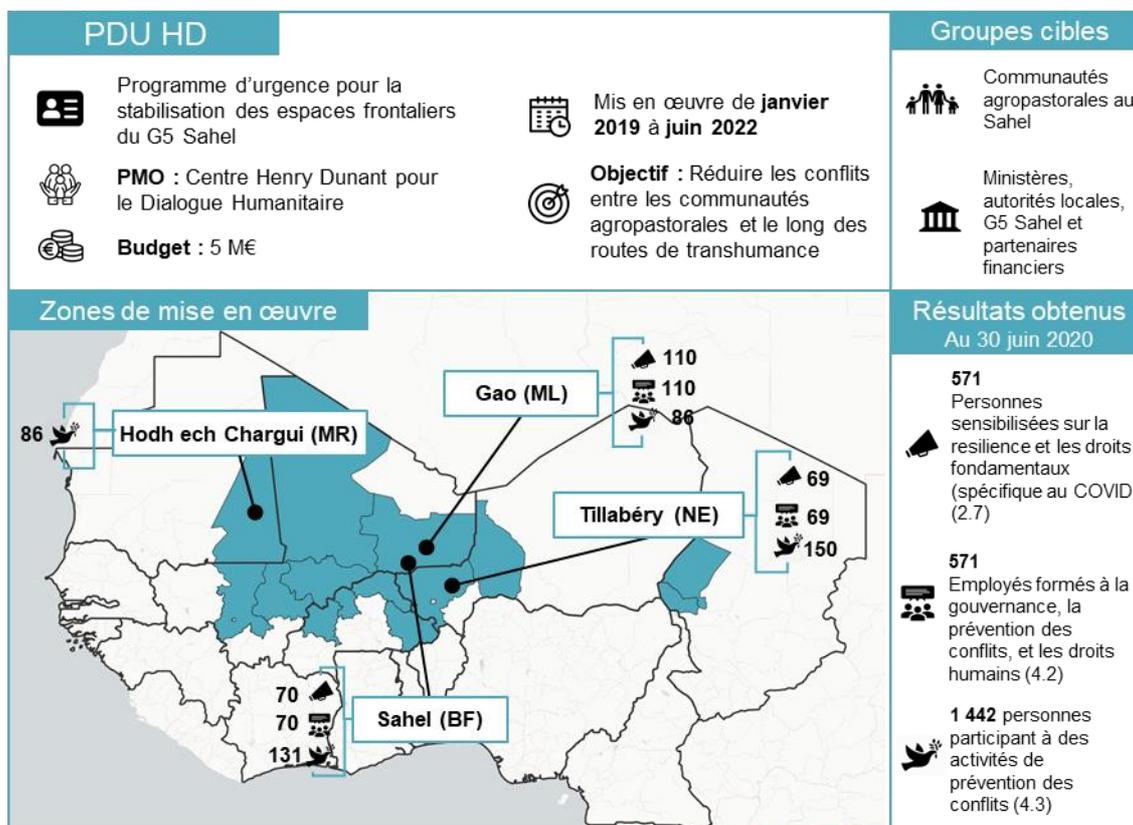


Figure 77 : PDU HD (projet, REG-18-01)



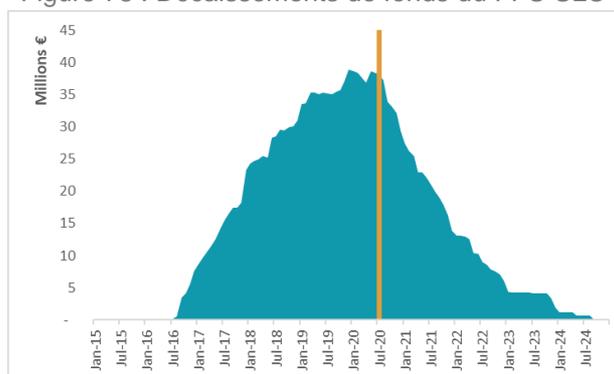
CONCLUSION

La crise sévère qui touche la région du Sahel et lac Tchad depuis plusieurs années a continué de détériorer la sécurité et les déplacements de population au premier semestre 2020. En juin 2020, le nombre de personnes déplacées a atteint 1,7 millions dans le centre du Sahel, soit une augmentation de 46% depuis décembre 2019, alors qu'il est resté à environ 2,7 millions dans le bassin du Lac Tchad. Les déplacements massifs, combinés au changement climatique, à la pauvreté endémique et à la pandémie de COVID-19 qui a émergé ce semestre, ont entraîné une augmentation du nombre de personnes dans le besoin, atteignant 23,6 millions en mai 2020.

LE PORTEFEUILLE FFU AU S1 2020

Pour mieux répondre à ces préoccupations, le portefeuille SLC du FFU a progressé au cours de la première partie de 2020 de 8% en termes de nombre de projets et de 12% en termes de financement, de 170 contrats opérationnels et 1,61 milliard d'euros fin 2019 à 183 contrats et 1,80 milliard d'euros en octobre 2020. Le fonds a atteint son pic de décaissement au cours du premier semestre de 2020, mais une quantité importante de programmation demeure.

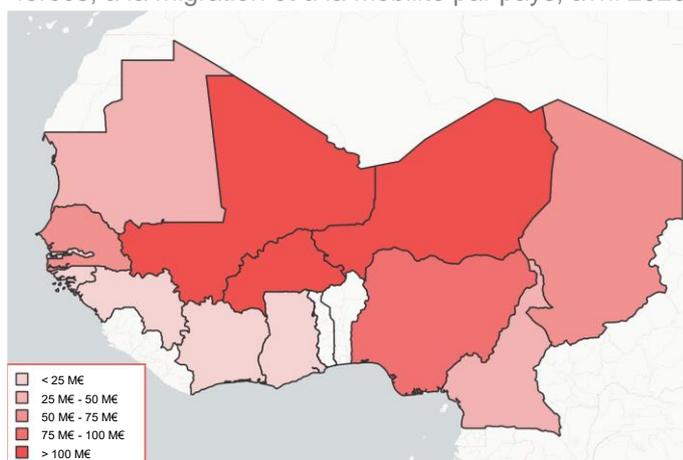
Figure 78 : Décaissements de fonds du FFU SLC¹



De nouveaux projets ont été contractés pour couvrir tous les objectifs stratégiques. Par exemple, cinq projets supplémentaires ont été contractés pour le Programme de Stabilisation d'Urgence des zones frontalières des pays du G5 (deux dans le cadre de l'OS4, trois contribuant à l'OS2) ; et deux autres contrats ont été signés pour le programme d'aide au système national d'identification au Sénégal (contribuant à l'OS4). En réponse à la crise de COVID-19, le FFU a décidé de soutenir spécifiquement le Plan d'intervention de l'ONU mis en œuvre par le PNUD au Nigéria (50 millions d'euros).

Dans le cadre de l'exercice de Leçons Apprises décrit ci-dessous, la MLS a tenté d'évaluer quel pourcentage du budget global était consacré à la migration, à la mobilité et aux déplacements forcés. Il a constaté que 48% du financement du FFU pour la fenêtre Sahel et Lac Tchad est actuellement consacré à la migration, à la mobilité et aux déplacements forcés (ou « OS3 étendu »). Le financement des déplacements forcés et des migrations est le plus important au Niger (189 millions d'euros), au Mali (132 millions d'euros) et au Burkina Faso (120 millions d'euros). Un

Figure 79 : Financement du FFU lié aux déplacements forcés, à la migration et à la mobilité par pays, avril 2020



¹ Estimations basées sur le budget des contrats connus, les dates de début et de fin. Seuls les projets contractuels et opérationnels sont inclus.

contributeur important à ces activités est le Programme Régional d'Initiative conjointe UE-OIM, qui fournit une assistance aux migrants par le biais d'un retour volontaire assisté et d'une réintégration.

Afin d'atténuer l'impact de la pandémie sur les pays du SLC, le FFU a également réagi en réorientant une partie de son financement vers la réponse au COVID-19. Au total, 38 projets ont réorienté des fonds, représentant 65 millions d'euros, vers une réponse au COVID-19 et 31 projets ont mis en œuvre des activités liées au COVID, représentant 52 millions d'euros, au 30 juin 2020.

S1 2020 RESULTATS CLES

En termes de résultats, tous les objectifs stratégiques ont réussi à maintenir une certaine dynamique en 2020.

- **Economie et emploi** : Pour s'attaquer aux taux de chômage élevés et aux économies fragiles, le FFU a soutenu la création de 13 045 emplois au premier semestre de 2020 (indicateur 1.1). En outre, 23 425 personnes ont reçu de l'aide pour le développement d'activités génératrices de revenus (indicateur 1.3) et 12 547 de formation professionnelle et/ou du développement des compétences (indicateur 1.4). 4 172 PME ont été créées ou soutenues (indicateur 1.2).
- **Résilience** : Pour améliorer la résilience des populations sahéniennes aux chocs climatiques et aux conflits, les projets financés par le FFU ont fourni à 384 446 personnes une aide liée à la sécurité alimentaire (indicateur 2.4) et 149 128 avec une assistance nutritionnelle (indicateur 2.3) au premier semestre 2020. En outre, 10 289 hectares de terres ont bénéficié d'une meilleure gestion agricole (indicateur 2.6). Le FFU a soutenu la prestation de 96 804 services sociaux de base (indicateur 2.2) et construit ou réhabilité 529 infrastructures de services de base (indicateur 2.1 bis), améliorant ainsi l'accès aux services de base pour 288 372 personnes. (indicateur 2.9).
- **Migration** : Le Fonds a aidé 12 015 rapatriés volontaires et rapatriements humanitaires (indicateur 3.4), soutenu 6 058 rapatriés avec une aide post-arrivée (indicateur 3.5) et 5 098 avec une aide à la réintégration (indicateur 3.5 bis) au premier semestre 2020. Des projets financés par le FFU ont également fourni une assistance ou une protection à 1 013 migrants en transit, enfants en mobilité, personnes déplacées et réfugiés (indicateur 3.2). Afin d'améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination, le Fonds d'investissement a fourni un renforcement des capacités ou un soutien opérationnel à 54 institutions et acteurs non-étatiques (indicateur 3.6).
- **Sécurité et stabilité** : Pour soutenir les efforts de gouvernance et d'élaboration des politiques dans la région, le FFU a soutenu la rédaction de 108 lois, plans et documents politiques (indicateur 4.6) au S1 2020. En ce qui concerne la prévention des conflits et la consolidation de la paix, 127 375 personnes ont participé à des activités de consolidation de la paix centrées sur la cohésion sociale, la gestion et résolution des conflits (indicateur 4.3). Les projets financés par le FFU ont également fourni une formation sur la prévention des conflits et la sécurité à 4 993 membres du personnel et aux membres d'acteurs clés impliqués dans la dynamique de cohésion sociale et de paix (indicateur 4.2).
- **RÉPONSE au COVID-19** : Pour atténuer l'impact de la pandémie dans les pays de la région SLC, 933 177 fournitures contre le COVID-19 ont été fournies (indicateur 6.1) ; 571 770 bénéficiaires individuels et 696 institutions ont bénéficié d'activités d'intervention spécifiques au COVID-19 (indicateurs 6.2 et 6.3).

LE MLS

Ce rapport est le résultat de la sixième série de collectes de données menée par l'équipe de la MLS pour la fenêtre Sahel et Lac Tchad du FFU. Depuis la publication du dernier rapport, les indicateurs communs de résultats du FFU ont été révisés afin de mieux saisir et harmoniser les résultats du portefeuille. Les modifications comprenaient la suppression de certains des indicateurs originaux du FFU, la création de plusieurs nouveaux indicateurs et l'élargissement de certaines définitions et

catégories de désagrégation. Pour prendre le temps de ce processus, l'équipe du MLS n'a pas produit de rapport du premier trimestre de 2020 et s'est plutôt concentrée sur la révision des données et la communication avec les partenaires au sujet des changements méthodologiques. Pour cette raison, ce rapport sert de rapport conjoint au premier trimestre et au deuxième trimestres 2020, mettant l'accent sur les résultats réalisés par les projets financés par le FFU au cours des deux premiers trimestres de 2020. Le format de ce rapport fait largement suite au rapport annuel du quatrième trimestre de 2019, qui a adopté une approche plus narrative, reliant les résultats des projets aux données contextuelles.

La collecte de données pour le rapport S1 2020 a duré du début juillet à la mi-septembre. Pendant ce temps, l'équipe du MLS a lancé un processus de révision de tous les résultats signalés au MLS et a adapté des outils de suivi des données en collaboration avec les partenaires afin de refléter les nouvelles notes méthodologiques pour chaque indicateur FFU. Une fois que les modifications apportées aux modèles de rapports ont été convenues avec chaque partenaire, ces partenaires ont été invités à fournir deux ensembles de données pour le premier trimestre et le deuxième trimestre de 2020. De plus, des renseignements budgétaires et des données sur les activités d'intervention du COVID-19 ont également été recueillis. Bien qu'il s'agisse probablement de la phase de collecte de données la plus exigeante tant pour les partenaires que pour l'équipe de la MLS, ce processus a permis une révision et un examen à grande échelle de l'ensemble des données du MLS. De plus, avec des définitions claires et des catégories de désagrégation maintenant en place, on s'attend à ce que le processus de production de rapports revienne à un déploiement plus fluide d'ici la prochaine période visée par le rapport.

Ce rapport contient des données pour 143 projets, un nombre qui est passé progressivement de 71 projets dans le premier rapport pour 2018 à 93 au premier trimestre 2019 et 129 au quatrième trimestre 2019.

INDEX

TABLES

Tableau 1 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour tous les projets de la région SLC, juin 2020	8
Tableau 2 : Résumé des modifications méthodologiques apportées aux indicateurs communs de résultats du FFU	14
Tableau 3 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour tous les projets de la région SLC, juin 2020	26
Tableau 4 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Burkina Faso, juin 2020	60
Tableau 5 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Cameroun, juin 2020	67
Tableau 6 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour la Gambie, juin 2020	73
Tableau 7 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour la Guinée, juin 2020	79
Tableau 8 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Mali, juin 2020	88
Tableau 9 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour la Mauritanie, juin 2020	98
Tableau 10 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Niger, juin 2020	107
Tableau 11 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Nigéria, juin 2020	116
Tableau 12 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Sénégal, juin 2020	127
Tableau 13 : Indicateurs communs de résultats du FFU pour le Tchad, juin 2020	135

FIGURES

Figure 1 : Répartition budgétaire par pays et objectif stratégique, novembre 2020	6
Figure 2 Projets et budget couverts par ce rapport du MLS, octobre 2020	17
Figure 3 : Évolution des projets et des budgets couverts par le MLS, novembre 2020	17
Figure 4: Projets contractés par le FFU SLC, par budget et par statut de mise en œuvre, novembre 2020	19
Figure 5 : Répartition budgétaire par pays et partenaire de mise en œuvre, novembre 2020	20
Figure 6 : Répartition budgétaire par objectif stratégique, novembre 2020	22
Figure 7 : Budget alloué à la réponse COVID-19, novembre 2020	23
Figure 8 : Population déplacée forcée en SLC, juin 2020	25
Figure 9 : Objectif Stratégique 1 – Tableau de bord, SLC, juin 2020	27
Figure 10 : Objectif Stratégique 2 – Tableau de bord, SLC, juin 2020	32
Figure 11 : Objectif Stratégique 3 – Tableau de bord, SLC, juin 2020	37
Figure 12 : Objectif Stratégique 4 – Tableau de bord, SLC, juin 2020	42
Figure 13 : Tableau de bord régional COVID-19, SLC, juin 2020	46
Figure 14 : Burkina Faso – Tableau de bord des faits et des chiffres clés, juin 2020	50
Figure 15 : Indicateur FFU 4.3, au Burkina Faso, juin 2020	52
Figure 16 : Indicateur FFU 2.4, au Burkina Faso, juin 2020	53
Figure 17 : Indicateur FFU 1.1, au Burkina Faso, juin 2020	54
Figure 18 : COVID-19 au Burkina Faso, juin 2020	55
Figure 19 : Résilience Burkina Faso (programme, BF-01)	57
Figure 20 : Stabilisation Séno (programme, BF-02)	58
Figure 21 : PEV KEOOGO (projet, BF-08-10)	59

Figure 22 : Cameroun – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020	61
Figure 23 : Indicateur FFU 2.3, au Cameroun, juin 2020	63
Figure 24 : Indicateur FFU 1.3, au Cameroun, juin 2020	64
Figure 25 : Indicateur FFU 2.1 bis, au Cameroun, juin 2020.....	65
Figure 26 : COVID-19 au Cameroun, juin 2020.....	66
Figure 27 : HIMO (programme et projet, CM-03).....	67
Figure 28 : Gambie – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020.....	68
Figure 29 : Indicateur FFU 1.3, en Gambie, juin 2020.....	70
Figure 30 : Indicateur FFU 1.2, en Gambie, juin 2020.....	70
Figure 31 : Indicateur FFU 3.5 bis, en Gambie, juin 2020	71
Figure 32 : Le COVID-19 en Gambie, juin 2020	72
Figure 33 : Guinée – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020.....	74
Figure 34 : Indicateur FFU 1.2, en Guinée, juin 2020.....	76
Figure 35 : Indicateur FFU 1,4, en Guinée, juin 2020.....	77
Figure 36 : COVID-19 en Guinée, juin 2020	78
Figure 37 : Mali – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020.....	80
Figure 38 : Indicateur FFU 4.2, au Mali, juin 2020.....	82
Figure 39 : Indicateur FFU 2.9, au Mali, juin 2020.....	84
Figure 40 : le COVID-19 au Mali, juin 2020	85
Figure 41 : SDNM2 (programme et projet, ML-04)	86
Figure 42 : Diaspora Mali AFD (projet, ML-05-01).....	87
Figure 43 : PROJES (programme et projet, ML-10)	87
Figure 44 : Mauritanie – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020	89
Figure 45 : Indicateur FFU 1.1, en Mauritanie, juin 2020	91
Figure 46 : Indicateur FFU 4.3, en Mauritanie, juin 2020	93
Figure 47 : Indicateur FFU 3.2, en Mauritanie, juin 2020	94
Figure 48 : Le COVID-19 en Mauritanie, juin 2020.....	95
Figure 49 : AFIA (programme et projet, MR-02)	96
Figure 50 : NEXUS SRD Appui Budgétaire (projet, MR-08-01).....	97
Figure 51 : Niger – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020.....	99
Figure 52 : Indicateur FFU 3.4, au Niger, juin 2020.....	101
Figure 53 : Indicateur FFU 2.6, au Niger, juin 2020.....	103
Figure 54 : Le COVID-19 au Niger, juin 2020	104
Figure 55 : DURAZINDER (projet, NE-11-02)	106
Figure 56 : Nigéria – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020.....	108
Figure 57 : Indicateur FFU 4.3, au Nigéria, juin 2020	110
Figure 58 : Indicateur FFU 2.4, au Nigéria, juin 2020	111
Figure 59 : Le COVID-19 au Nigéria, juin 2020	113
Figure 60 : PSS (programme, NG-06)	115
Figure 61 : <i>One UN Response</i> (programme, NG-09)	115
Figure 62 : Sénégal – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin 2020	117
Figure 63 : Indicateur FFU 1.2, au Sénégal, juin 2020	119
Figure 64 : Indicateur FFU 1.1, au Sénégal, juin 2020	120
Figure 65 : Indicateur FFU 2.4, au Sénégal, juin 2020	122
Figure 66 : Indicateur FFU 2.6, au Sénégal, juin 2020	123

Figure 67 : Indicateur FFU 3.1, au Sénégal, juin 2020	124
Figure 68 : Le COVID-19 au Sénégal, juin 2020	125
Figure 69 : Tchad – Tableau de bord des faits et des chiffres-clés, juin2020	128
Figure 70 : Indicateur FFU 2.1 bis, au Tchad, juin 2020.....	130
Figure 71 : Indicateur FFU 2.4, au Tchad, juin 2020	131
Figure 72 : Indicateur FFU 4.3, au Tchad, juin 2020	133
Figure 73 : COVID-19 au Tchad, juin 2020.....	133
Figure 74 : SECUTCHAD (programme et projet, TD-05)	134
Figure 75 : IPDEV2 (programme et projet, REG-11)	136
Figure 76 : TEH Golfe de Guinée (programme et projet, REG-12)	137
Figure 77 : PDU HD (projet, REG-18-01)	137
Figure 78 : Décaissements de fonds du FFU SLC	138
Figure 79 : Financement du FFU lié aux déplacements forcés, à la migration et à la mobilité par pays, avril 2020	138